

---

**Sénat et Chambre  
des représentants  
de Belgique**

---

**SESSION DE 2006-2007**

7 NOVEMBRE 2006

**Le rôle des institutions financières  
internationales (IFI) dans la politique  
du développement**

**RAPPORT**

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION  
SPÉCIALE « MONDIALISATION »  
PAR  
MMES ZRIHEN ET DE BUE (Ch.)

**PREMIÈRE PARTIE :  
AUDITIONS**

**1. Auditions tenues le 20 février 2006**

*1.1. Audition de Mme Francine Mestrum, professeur  
à l'ULB et à l'Université de Gand*

Mme Francine Mestrum souhaite principalement parler du rôle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international dans la lutte contre la pauvreté. Tout le monde sait que la lutte contre la pauvreté est

---

**Belgische Senaat  
en Kamer van  
volksvertegenwoordigers**

---

**ZITTING 2006-2007**

7 NOVEMBER 2006

**De rol van de internationale financiële  
instellingen (IFI's) in het ontwikke-  
lingsbeleid**

**VERSLAG**

NAMENS DE BIJZONDERE  
COMMISSIE « GLOBALISERING »  
UITGEBRACHT DOOR  
DE DAMES ZRIHEN EN DE BUE (K)

**EERSTE DEEL :  
HOORZITTINGEN**

**1. Hoorzittingen gehouden op 20 februari 2006**

*1.1. Hoorzitting met mevrouw Francine Mestrum,  
professor aan de ULB en de UGent*

Mevrouw Francine Mestrum wil het vooral hebben over de rol van de Wereldbank en het Internationaal Muntfonds in de armoedebestrijding. Iedereen weet dat armoedebestrijding vandaag de grote prioriteit is

Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

**Président / Voorzitter :** Pierre Galand.

**Membres / Leden :**

SP.A-SPIRIT Jacinta De Roeck, Staf Nimmegeers.  
VLD Margriet Hermans, Nele Lijnen.  
PS Pierre Galand, Olga Zrihen.  
MR Jihane Annane, François Roelants du Vivier.  
CD&V Sabine de Bethune.  
Vlaams Belang Nele Jansegers.

**Observateur / Waarnemer :**

CDH Christian Brotcorne.

**Suppléants / Plaatsvervangers :**

Bart Martens, Lionel Vandenberghe.  
Pierre Chevalier, Jeannine Leduc.  
Jean Cornil, Philippe Mahoux.  
Berni Collas, Christine Defraigne.  
Erika Thijs.  
Yves Buysse.

devenue la grande priorité de toutes les institutions nationales et internationales qui s'occupent de la coopération au développement, et que l'on est en droit de se poser des questions sur le rôle joué dans cette lutte par la Banque mondiale et le FMI.

Elle dressera un bilan historique complet. Elle juge qu'il est important d'établir la chronologie et de préciser le contexte de la lutte actuelle contre la pauvreté.

Tant les statuts de la Banque mondiale que ceux du FMI indiquent clairement que la lutte contre la pauvreté ne fait pas du tout partie de la mission de ces deux institutions. Elles ont reçu comme tâche de favoriser le commerce, d'augmenter la production et d'élever le niveau de vie en général, mais pas de lutter contre la pauvreté.

Cependant, la grande devise actuelle de la Banque mondiale est « *We have a dream, a world free of poverty* ». Certaines personnes, comme le professeur François Houtart, affirment que cela restera aussi toujours un rêve grâce à la Banque mondiale. Mais il est donc clair que ces institutions n'ont effectivement pas été chargées de lutter contre la pauvreté.

La Banque mondiale a abordé le thème de la pauvreté pour la première fois au début des années '70. Il y avait de nombreuses raisons à cela, mais on pourrait les résumer en une seule: c'était un peu l'esprit de l'époque. Les années '70 ont été considérées comme la décennie du développement social. En effet, de très nombreuses institutions internationales s'intéressaient alors au développement social et, par extension, à la pauvreté.

L'oratrice souligne qu'il ne s'agissait absolument pas d'une lutte contre l'inégalité, mais plutôt d'une redistribution. Non pas une redistribution des revenus ou des résultats de la croissance, mais une redistribution de la croissance elle-même. En d'autres termes — et c'est une idée qui est restée actuelle — il faut donner aux pauvres les moyens de produire de la croissance, de participer à la production de la croissance. Pourquoi? En premier lieu, on pourrait dire que c'est un moyen de lutter contre la pauvreté sans devoir toucher aux revenus des riches.

Il faut aussi noter qu'à cette époque, la Banque mondiale faisait de la sécurité sociale une priorité absolue. Une sécurité sociale que l'on imaginait capable de donner à ces personnes la possibilité de prendre des risques. Si vous savez que vous êtes protégé, vous pouvez vous permettre plus de liberté, prendre des risques, vous mettre à produire, et ainsi de suite. À cela s'ajoutait également un élément de croissance démographique.

Dans les années '70, la Banque mondiale affirmait que la pauvreté serait éradiquée avant l'an 2000.

van alle nationale en internationale instellingen die zich met ontwikkelingssamenwerking bezighouden en dat er vragen kunnen gesteld worden bij de rol die de Wereldbank en het IMF daarin spelen.

Ze zal een volledig historisch overzicht geven. Ze vindt het belangrijk dat ook de achtergrond en de context van de huidige armoedebestrijding worden belicht.

De statuten van zowel de Wereldbank als het IMF geven duidelijk aan dat armoedebestrijding hoegenaamd niet tot de opdracht van die instellingen behoort. Die instellingen kregen als opdracht mee om de handel te bevorderen, de productie te verhogen, de levensstandaard in het algemeen te verhogen, maar niet om de armoede te bestrijden.

Toch heeft de Wereldbank als groot devies vandaag: « *We have a dream, a world free of poverty*. » Sommigen, zoals professor François Houtart, beweren dat het dankzij de Wereldbank ook altijd een droom zal blijven. Maar het is dus duidelijk dat die instellingen inderdaad niet als opdracht hebben meegekregen om de armoede te bestrijden.

De Wereldbank heeft voor het eerst over armoede gesproken in het begin van de jaren '70. De redenen daarvoor zijn talrijk, maar je zou ze kort kunnen omschrijven als: het was een beetje de tijdsgeest. De jaren '70 werden gezien als het decennium van de sociale ontwikkeling. Heel veel internationale instellingen waren toen inderdaad bezig met sociale ontwikkeling en, als afgeleide daarvan, met armoede.

Ze wil onderstrepen dat het hoegenaamd niet ging om een strijd tegen ongelijkheid, maar dat er wel sprake was van herverdeling. Niet van herverdeling van inkomens of van de resultaten van de groei, maar van een herverdeling van de groei zelf. Met andere woorden — en dat is een idee dat tot op vandaag werd doorgetrokken — het gaat erom dat arme mensen een kans moeten krijgen om groei te produceren, om te participeren in het produceren van groei. Waarom? In eerste instantie zou je kunnen zeggen: om armoede te bestrijden zonder dat je moet raken aan de inkomens van de rijken.

Belangrijk is ook dat op dat ogenblik de Wereldbank een absoluut voorstander was van sociale zekerheid. Een sociale zekerheid waarvan men dacht dat die mensen een mogelijkheid zou geven om risico's te nemen. Als je weet dat je beschermd bent, dan kan je je meer vrijheid permitteren, dan kan je risico's nemen, dan kan je gaan produceren en zo meer. Er was ook een element van bevolkingsgroei bij.

In de jaren '70 zei de Wereldbank dat de armoede tegen het jaar 2000 zou zijn uitgeroeid. De Wereld-

À cette époque, elle jouait un rôle essentiel auprès des États nationaux dans la lutte contre cette pauvreté. Cet objectif a dû être revu fortement à la baisse, car les années '70 ont vu le début de la crise économique avec le triplement des prix du pétrole et l'abandon des accords de Bretton Woods, puis la crise relative à la dette extérieure a éclaté au début des années '80.

Les institutions internationales que sont la Banque mondiale et le FMI ont réagi à cette situation en appliquant ce que l'on appelait à l'époque des ajustements structurels. Plus tard, on a parlé du consensus de Washington.

M. Williamson a souligné les mêmes priorités, mais dix ans plus tard. Il a mentionné les différents points qui figurent dans tous les programmes d'ajustement structurel et qui ont été appliqués tels quels jusqu'à présent.

Il faut aussi savoir que la Banque mondiale a lancé en 1980 un programme pour le développement humain. Le programme est surtout connu aujourd'hui en tant que programme du PNUD, le programme de développement des Nations unies, mais il avait été mis sur pied en 1980 par la Banque mondiale, avec comme principal objectif le développement du capital humain des pauvres. Ce programme de 1980 comprend toutes les idées fondamentales qui se retrouveront plus tard dans les programmes de lutte contre la pauvreté développée par la Banque mondiale. Comme le dit la célèbre devise déjà en vogue à l'époque et que l'on trouve encore régulièrement dans les textes de la Banque mondiale : «*It is morally right and it makes good economic sense*» (c'est une bonne décision au niveau moral et elle est judicieuse sur le plan économique).

Qu'a-t-on fait des programmes d'ajustement structurel dans les années '80? Le taux de chômage important et la disparition des acquis sociaux financés par les pouvoirs publics ont eu des conséquences énormes sur le plan social. Le premier organisme à protester avec force contre cette situation fut l'Unicef, qui plaidait pour un ajustement à visage humain. L'Unicef n'était pas opposé aux ajustements structurels, mais il souhaitait que ceux-ci produisent également de la croissance et s'accompagnent d'une protection sociale.

La Banque mondiale publia son premier grand rapport sur la pauvreté en 1990. La même année, le PNUD, le programme de développement des Nations unies, présenta son premier rapport sur le développement humain. Il est évident que le PNUD n'est pas non plus opposé aux ajustements structurels, mais il voudrait qu'ils s'accompagnent d'une croissance et d'un développement humain. Il est intéressant de noter qu'en 1990, au moment où la Banque mondiale a fait

bank had op dat ogenblik een heel belangrijke rol voor de nationale staten om die armoede te bestrijden. Van heel die armoedebestrijding is heel weinig in huis gekomen omdat in de jaren '70 de economische crisis is begonnen, met de verdrievoudiging van de olie-prijzen, het opzeggen van de akkoorden van Bretton-Woods en het begin van de crisis rond de buitenlandse schuldenlast in het begin van de jaren '80.

De internationale instellingen Wereldbank en IMF hebben daarop gereageerd met wat op dat ogenblik structurele aanpassingen werden genoemd. Later zijn we dat de consensus van Washington gaan noemen.

De heer Williamson heeft die prioriteiten ook benadrukt, weliswaar tien jaar later. Dat zijn de verschillende punten die in alle structurele aanpassingsprogramma's voorkomen en die tot op vandaag eigenlijk onveranderd van toepassing blijven.

Belangrijk om te weten is ook dat de Wereldbank in 1980 een programma heeft gelanceerd voor menselijke ontwikkeling. Wij kennen dat vandaag vooral als een programma van de UNDP, het ontwikkelingsprogramma van de VN, maar het werd dus in 1980 opgezet door de Wereldbank met als voornaamste doel het ontwikkelen van het menselijk kapitaal van arme mensen. In dat programma van 1980 zie je alle basisideeën die later in de armoedebestrijdingsprogramma's van de Wereldbank zijn voorgekomen. Zo ook het bekende devies dat je toen al las en dat je vandaag nog geregeld tegenkomt in de teksten van de Wereldbank : «*It is morally right and it makes good economic sense*», het is moreel juist en het is ook economisch gezien een verstandige beslissing.

Wat gebeurde er in de jaren '80 met die structurele aanpassingsprogramma's? Er kwamen enorme sociale gevolgen door de grote werkloosheid en door het wegvallen van de sociale voorzieningen die door de overheid werden geleverd. De eerste instelling die daar met kracht tegen heeft geprotesteerd was Unicef, die pleitte voor een aanpassing met een menselijk gelaat. Unicef was niet tegen de structurele aanpassingen gekant, maar wilde wel dat die nog groei zouden produceren en dat er ook sociale bescherming bijkwam.

In 1990 produceerde de Wereldbank haar eerste grote armoedeverslag. Ook de UNDP, het ontwikkelingsprogramma van de VN, produceerde in dat jaar haar eerste verslag over menselijke ontwikkeling. Ook bij UNDP zie je duidelijk dat men niet tegen de structurele aanpassingen is, maar wel wil dat die gepaard gaan met groei en met menselijke ontwikkeling. Het is belangrijk om weten dat in 1990, op het ogenblik dat de Wereldbank de armoedebestrijding als

de la lutte contre la pauvreté une grande priorité, elle ne disposait ni de chiffres ni de statistiques sur la pauvreté dans le monde. Voyons comme l'on a jonglé avec ces chiffres.

En 1980, la Banque mondiale déclarait qu'il y avait 800 millions de gens extrêmement pauvres sur la planète. En 1990, elle estimait à 633 millions le nombre de pauvres que le monde comptait en 1985. En 2003, elle a subitement lancé le chiffre d'un milliard et demi de gens extrêmement pauvres pour 1981. Cela pourrait s'expliquer par une amélioration constante de ses calculs initiaux qui lui a soudain permis d'aboutir à des chiffres plus ou moins exacts, extrêmement élevés.

On peut aussi avoir un autre avis et penser que ces chiffres ont de temps en temps été évalués de manière approximative. Les calculs de la Banque mondiale font l'objet de critiques fondamentales. L'oratrice estime que l'on peut dire ce que l'on veut: mesurer la pauvreté est une opération incroyablement difficile et, par définition, toujours subjective. Tous les chiffres sur la pauvreté sont donc subjectifs. Le fait est que la Banque mondiale est la seule institution disposant de chiffres sur la pauvreté dans le monde. Voyez plutôt l'écart: de 800 millions à 1,5 milliard, les chiffres sur la pauvreté passent quasiment du simple au double.

Qu'est-ce que la pauvreté en 1990 pour la Banque mondiale? Pour la Banque mondiale, la pauvreté extrême correspond à un revenu inférieur à 1 dollar par jour. La pauvreté normale, si l'on peut dire, équivaut à un revenu inférieur à 2 dollars par jour. La critique la plus forte et la plus virulente émise à l'encontre de ces calculs de pauvreté provient du Shanghai Ready. Celui-ci déclare que l'on ne peut absolument rien en déduire, car la parité de pouvoir d'achat utilisée par la Banque mondiale est extrêmement subjective, du fait qu'elle ne tient pas compte des besoins réels des personnes. De plus, la limite d'un dollar est beaucoup trop basse. L'oratrice n'est pas économiste, mais les chiffres avancés par la Banque mondiale peuvent en tout cas susciter de multiples questions.

Comment la Banque mondiale définit-elle la pauvreté en 1990? Est pauvre, celui qui n'a pas accès à la croissance et au développement. Pour la Banque mondiale, ce n'est pas un problème de société, mais un problème d'individus. Le principe de base de la Banque mondiale est qu'il s'agit d'individus n'ayant pas accès au marché. La Banque mondiale n'établit pas non plus de lien avec l'inégalité. Par contre, la pauvreté est bien liée à la croissance démographique. Un de ces documents contient une petite phrase intrigante qui, après coup, s'avère très importante: pour la Banque mondiale, la lutte contre la pauvreté devient un thème intégrant pour tout le travail que la Banque va effectuer. On apprend ensuite ce que cela signifie exactement.

grote prioriteit naar voren schoof, zij absoluut geen cijfers of statistieken had over de armoede in de wereld. Je kan hier zien hoe met die cijfers wordt gegooid.

In 1980 zei de Wereldbank dat er in de wereld 800 miljoen extreem arme mensen waren. In 1990 zei ze dat er in 1985 633 miljoen arme mensen waren. In 2003 kwam ze voor 1981 plots op anderhalf miljard extreem arme mensen. Je zou kunnen zeggen dat dat komt omdat ze is beginnen rekenen en voortdurend haar berekeningen heeft verbeterd, zodat ze plots tot min of meer exacte cijfers kwam, die extreem hoog waren.

Je kan ook een andere mening zijn toegedaan en denken dat er af en toe met de pet naar wordt gegooid. Er zijn fundamentele kritieken op de berekeningen van de Wereldbank. De mening van spreekster daarover is dat je er eender wat over kan vertellen: armoede meten is onvoorstelbaar moeilijk en per definitie ook altijd een subjectieve opdracht. Alle cijfers over armoede zijn dus subjectief. De Wereldbank is nu eenmaal de enige instelling die cijfers heeft over de wereldwijde armoede. U ziet dus: van 800 miljoen naar 1,5 miljard, dat is bijna een verdubbeling van de armoedecijfers.

Wat is armoede in 1990 voor de Wereldbank? Voor de Wereldbank is extreme armoede een inkomen van minder dan 1 dollar per dag. Gewone armoede — zeg maar — is een inkomen van minder dan 2 dollar per dag. De grootste en belangrijkste kritiek op die armoedeberekeningen komt van de Shanghai Ready. Die zegt dat je er absoluut niets uit kan afleiden, want de koopkrachtpariteit die de Wereldbank gebruikt is supersubjectief, er wordt geen rekening gehouden met de werkelijke behoeften van mensen en de 1 dollar-grens is veel te laag. Spreekster is zelf geen econoom, maar je kan hoedanook veel vragen hebben bij de cijfers van de Wereldbank.

Hoe wordt armoede door de Wereldbank gedefinieerd in 1990? Het is een gebrek aan toegang tot groei en ontwikkeling. Het is geen maatschappelijk probleem voor de Wereldbank, het is een probleem van individuen. Het zijn individuen die geen toegang hebben tot de markt, dat is het basisprincipe van de Wereldbank. Er is voor de Wereldbank ook geen band met ongelijkheid. Het is wel verbonden met de bevolkingsgroei. In een van die documenten staat er een intrigerend zinnetje dat achteraf wel heel belangrijk blijkt te zijn: de armoedebestrijding wordt voor de Wereldbank een integrerend thema voor al het werk dat de bank gaat doen. Achteraf blijkt wat daar exact mee wordt bedoeld.

De quelle manière la Banque mondiale veut-elle lutter contre la pauvreté? Elle veut engager le capital humain des pauvres. Les pauvres doivent produire de la croissance. Des prestations sociales sont nécessaires : enseignement et soins de santé. Elles ne doivent pas forcément être fournies par les autorités, mais peuvent être organisées par des ONG, par des sociétés privées ou par n'importe qui. Il faut également stimuler la croissance économique par le commerce international et faire obstacle aux privilèges et au protectionisme.

Selon la Banque mondiale, les ajustements structurels ne sont pas incompatibles avec la lutte contre la pauvreté. La Banque attribue à l'État un rôle important dans la lutte contre la pauvreté. Cependant, comme nous allons le voir, c'est un État complètement différent de l'État des années '70.

En 2000, la Banque a publié un deuxième grand rapport sur la pauvreté. À cette époque, elle disposait déjà de certaines statistiques, mais elle s'est mise à définir la pauvreté d'une manière complètement différente: la pauvreté est devenue vulnérabilité, privation de droits et impossibilité de s'exprimer. Les pauvres sont des personnes qui ne peuvent pas se faire entendre, qui ne peuvent pas exprimer leurs besoins. La stratégie de lutte contre la pauvreté a été définie en deux points : les services aux pauvres et un bon climat d'investissement.

L'oratrice vient de citer deux documents, mais des dizaines d'autres documents sur la pauvreté et la lutte contre la pauvreté ont été publiés pendant cette période. Que peut-on en conclure? On peut remarquer que le revenu disparaît complètement des définitions de la pauvreté. La notion de revenu est encore utilisée dans les statistiques, mais elle disparaît totalement du discours sur la pauvreté. Elle engage la responsabilité des pauvres eux-mêmes: il faut leur offrir des possibilités, mais ils doivent s'assurer eux-mêmes un revenu. Les définitions de la pauvreté deviennent de plus en plus subjectives. Comment peut-on mesurer la vulnérabilité de quelqu'un?

La Banque mondiale a affirmé explicitement à plusieurs reprises que la lutte contre la pauvreté était en contradiction totale avec la sécurité sociale. Auparavant, on considérait la sécurité sociale comme un incitant à prendre des risques. Aujourd'hui, la Banque mondiale déclare que les gens ne prennent plus de risques lorsqu'ils ont une protection. Le raisonnement des années '70 a donc changé du tout au tout. On s'oppose maintenant au principe de la redistribution dans son ensemble, aux allocations, aux salaires minimaux, etc.

De plus, on entend dire fréquemment et très explicitement que tout ce qui entrave le marché nuit aux pauvres. Les salaires minimaux, qui empêchent le marché de l'emploi de fonctionner comme il le devrait,

Op welke manier wil de Wereldbank de armoede bestrijden? Ze wil het menselijke kapitaal van arme mensen inzetten. Arme mensen moeten groei produceren. Er zijn sociale voorzieningen nodig: onderwijs en gezondheidszorg. Die moeten niet door de overheid worden geleverd, dat mag door NGO's, door particuliere maatschappijen of door wie dan ook. Verder is er het bevorderen van de economische groei door internationale handel, tegen preferenties en tegen protectionisme.

Structurele aanpassingen zijn volgens de Wereldbank niet in strijd met armoedebestrijding. De Wereldbank geeft een belangrijke rol aan de Staat voor de armoedebestrijding. Zoals we dadelijk zullen zien, is dat echter een totaal andere Staat dan de Staat van de jaren '70.

In het jaar 2000 publiceerde de bank een tweede groot armoedeverslag. Op dat ogenblik had ze wel al een aantal statistieken, maar ze begon die armoede totaal anders te definiëren: armoede werd kwetsbaarheid, gebrek aan empowerment, gebrek aan voice, aan stem. Arme mensen zijn die mensen die zich niet kunnen laten horen, die hun behoeften niet kenbaar kunnen maken. De strategie voor armoedebestrijding werd gedefinieerd in twee punten: dienstverlening aan arme mensen en een goed investeringsklimaat.

Spreekster heeft nu twee documenten vermeld, maar er zijn er in die periode tientallen over armoede en armoedebestrijding gepubliceerd. Wat kan je daaruit concluderen? Wat je kan zien is dat het inkomen volledig verdwijnt uit die armoededefinities. Dat inkomen wordt nog gebruikt in de statistieken, maar verdwijnt volledig uit het armoedeverhaal. Dat wordt de verantwoordelijkheid van de arme mensen zelf: je moet hen kansen bieden, maar dan moeten ze zelf voor hun inkomen zorgen. Je krijgt meer en meer subjectieve armoededefinities. Hoe ga je in godsnaam de kwetsbaarheid van mensen meten?

De Wereldbank zegt uitdrukkelijk en herhaaldelijk dat armoedebestrijding totaal in strijd is met sociale zekerheid. Van die sociale zekerheid zei men vroeger dat het iets is dat mensen de kans geeft om risico's te nemen. Nu zegt de Wereldbank dat als mensen de bescherming hebben, ze geen risico's meer nemen. De hele redenering van de jaren '70 wordt dus totaal op zijn kop gezet. Men zet zich af tegen het hele herverdelingsverhaal, tegen uitkeringen, minimumlonen, enzovoort.

Er wordt ook heel uitdrukkelijk en herhaaldelijk gezegd dat alles wat de markt belemmert in het nadeel van arme mensen is. Minimumlonen, waardoor de arbeidsmarkt niet meer kan functioneren zoals ze moet

seraient donc un frein à la lutte contre la pauvreté. Force est en outre de constater, lorsqu'on aborde le thème de la pauvreté, que le consensus de Washington demeure inchangé et reste tout simplement d'application.

À l'heure actuelle, beaucoup affirment que la Banque mondiale a profondément changé, que l'on ne peut plus la juger comme dans les années '70 et '80, qu'elle a tiré les leçons de ses erreurs et que nous ne sommes plus régis par le consensus de Washington, mais par un consensus post-Washington. Il est vrai que beaucoup de choses ont changé à la Banque mondiale, mais on peut se demander si la politique a subi une modification fondamentale.

Ce qui a changé, c'est l'élaboration, en 1990, d'un «Cadre de développement intégré» contenant une série de nouveaux principes qui pourraient effectivement être très utiles. Dans ce cadre, l'oratrice songe notamment à la notion d'«appropriation»: la Banque mondiale a déclaré que les programmes qu'elle impose ne pourront jamais bien fonctionner, parce que les États ne se les approprient pas. Ceux-ci ne se sentent pas propriétaires de leurs programmes. Nous devons donc faire en sorte que les États s'approprient réellement ces programmes, c'est la clé du succès. Pour cela, il faut une participation de la population: elle doit être consultée et pouvoir donner son opinion sur tous les programmes qui sont mis en œuvre. Il y a également une dimension institutionnelle: l'autorité a un rôle à jouer, elle doit veiller à ce que le marché puisse fonctionner correctement. Cette dimension institutionnelle est un élément complètement nouveau, un élément additionnel.

Qu'est-ce qui a changé au FMI? Le FMI était l'institution qui octroyait les prêts pour les ajustements structurels. En 1999, cette Facilité d'ajustement structurel renforcé a été rebaptisée Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance.

C'est un changement de nom, rien de plus. Aucune modification n'est apportée au contenu de la politique. C'est uniquement une autre étiquette qui est collée. Ce qui a changé, c'est le fait que les pays pauvres ont dû dès cet instant établir un DSRP. Il s'agit d'un document de lutte contre la pauvreté, qu'ils doivent remettre à la Banque mondiale et au FMI pour pouvoir encore bénéficier de prêts et d'un rééchelonnement de la dette à des taux avantageux. C'est donc complètement nouveau.

Par ailleurs, une nouvelle répartition des tâches est opérée entre la Banque mondiale et le FMI. La Banque mondiale empiétait progressivement sur le terrain du FMI, ce qui a suscité des tensions. On a alors conclu un nouvel accord qui prévoyait que le FMI s'occupait de la stabilité macroéconomique, tandis que la Banque mondiale se chargeait du développement structurel et

fonctionner, zouden de armoedebestrijding dus tegenhouden. Wat je ook vaststelt in de hele armoedebenadering is dat er hoegenaamd niets verandert aan de Washington-consensus, die zonder meer van toepassing blijft.

Nu hoor je wel veel zeggen dat de Wereldbank toch heel erg veranderd is, dat je ze niet meer kan beoordelen zoals in de jaren '70 en '80, dat de Wereldbank geleerd heeft uit haar fouten en dat we niet meer in een Washington-consensus zitten, maar in een post-Washington-consensus. Het klopt dat er bij de Wereldbank heel wat veranderd is, maar de vraag is of dat fundamenteel iets aan het beleid veranderd heeft.

Wat er is veranderd is dat men in 1990 een «Comprehensive Development Framework» heeft gemaakt. Daarin zitten een aantal nieuwe principes die inderdaad heel nuttig zouden kunnen zijn. Ze denkt daarbij ondermeer aan het begrip «ownership»: de Wereldbank heeft gezegd dat de programma's die ze oplegt nooit goed kunnen functioneren omdat de landen zich die niet eigen maken. Landen voelen zich geen eigenaar van hun programma's, we moeten er dus voor zorgen dat landen zich die programma's werkelijk toe-eigenen, en dan zal het wel lukken. Daarvoor is het nodig dat er participatie is van de bevolking: de mensen moeten geconsulteerd worden, moeten hun zeg kunnen doen in al die programma's die er komen. Er is ook een institutionele dimensie: de overheid speelt een rol, de overheid moet ervoor zorgen dat de markt correct kan functioneren. Die institutionele dimensie is iets volledig nieuws, dat er bijkomt.

Wat is er veranderd bij het IMF? Het IMF was de instelling die de leningen gaf voor de structurele aanpassingen. Die «Enhanced Structural Adjustment Facility», die structurele aanpassingsfaciliteit, krijgt in 1999 een andere naam en wordt nu een armoedebestrijding- en groeifaciliteit.

Dat is een naamsverandering, meer niet. Er verandert inhoudelijk niets aan het beleid. Het is alleen een ander etiket dat erop wordt gekleefd. Wat wel verandert, is dat arme landen vanaf dat ogenblik een PRSP moeten maken. Dat is een armoedebestrijdingdocument dat zij moeten indienen bij de Wereldbank en het IMF om nog goedkope leningen en een schuldherschikking te kunnen krijgen. Dat is dus wel volledig nieuw.

Er komt ook een nieuwe taakverdeling tussen de Wereldbank en het IMF. De Wereldbank was zich stilaan aan het begeven op het terrein van het IMF en er zijn spanningen ontstaan. Men heeft op dat ogenblik een nieuwe afspraak gemaakt door te zeggen: het IMF houdt zich bezig met de macro-economische stabiliteit, terwijl de Wereldbank zich bekommert over

social. Mais comme l'a déclaré M. Wolfensohn, qui a été président de la Banque mondiale pendant dix ans : « *It's like breathing in and breathing out* ». Ce sont les deux revers d'une même médaille. Il subsiste donc un lien très étroit entre les deux institutions.

Quels sont les derniers chiffres de la Banque mondiale sur la pauvreté ? La pauvreté extrême recule en Asie de l'Est et du Sud, elle stagne en Amérique latine et elle continue d'augmenter en Afrique noire. Telle est la situation dix ans après que la Banque mondiale a donné la priorité à la lutte contre la pauvreté. La pauvreté « ordinaire » — si l'on peut dire — baisse en Asie de l'Est, augmente en Asie du Sud, stagne en Amérique latine et continue de progresser en Afrique noire.

Qu'en est-il aujourd'hui de la lutte contre la pauvreté, quinze ans après être devenue une priorité de la Banque mondiale ? Deux stratégies parallèles coexistent actuellement. Il y a les DSRP que les pays doivent toujours introduire et, depuis l'an 2000, les fameux objectifs du millénaire, qui, plus de cinq ans après leur lancement, sont aujourd'hui intégrés très progressivement à ces DSRP.

Quel est le bilan après cinq années de DSRP ? Quel constat peut-on en dresser ? Rappelez-vous les principes de participation, d'appropriation, etc. On peut remarquer que ce sont des programmes qui servent moins la lutte contre la pauvreté que les réformes macroéconomiques. Le consensus de Washington demeure inchangé. Dans une étude réalisée sur 42 DSRP, on observe que 38 d'entre eux plaident pour des privatisations. La privatisation du secteur de l'eau est soutenue dans 27 d'entre eux, alors que toutes les études indiquent que ces privatisations ont toutes échoué jusqu'à présent. 26 DSRP plaident pour une dérégulation de tous les investissements. Aucun DSRP ne demande si, par exemple, des multinationales qui viennent investir dans un pays vont également réinvestir leurs bénéfices.

Le bilan de la participation est très mitigé. On constate qu'il y a bien une forme de participation : tantôt de la société civile, tantôt des ONG. Parfois, elle est bien organisée, mais dans de nombreux cas, son organisation est très limitée. La participation des syndicats est rare et celle des parlements, très rare. On essaie actuellement de procéder à de légères adaptations, mais elles sont encore très timides.

On constate également que la politique macroéconomique n'inclut aucune forme de participation ni, pire encore, de processus décisionnel démocratique. En fait, cette participation sert plutôt à la coordination des donateurs. Ce n'est pas une mauvaise chose naturellement, mais à la base, cette « participation » avait une tout autre signification.

structurele en sociale ontwikkeling. Maar zoals de heer Wolfensohn, die tien jaar lang voorzitter van de Wereldbank is geweest, het zei : « *It's like breathing in and breathing out* ». Het zijn twee keerzijden van eenzelfde medaille, dus er blijft een heel nauwe band bestaan tussen de twee instellingen.

Wat zijn de jongste cijfers van de Wereldbank over armoede ? In Oost- en Zuid-Azië gaat de extreme armoede achteruit, in Latijns-Amerika stagneert ze en in zwart Afrika blijft ze toenemen. Dat is tien jaar nadat de Wereldbank begonnen is met haar prioriteit voor armoedebestrijding. De « gewone » armoede — als je dat zo mag noemen — daalt in Oost-Azië, stijgt in Zuid-Azië, stagneert in Latijns-Amerika en blijft stijgen in zwart Afrika.

Hoe zit het vandaag met de armoedebestrijding, vijftien jaar nadat die armoedebestrijding voor de Wereldbank een prioriteit werd ? Er zijn op dit ogenblik twee parallelle strategieën. Je hebt die PRSP's die landen nog altijd moeten indienen en je hebt sinds het jaar 2000 die beroemde millennium-doelstellingen die nu, meer dan vijf jaar na datum stilaan, heel geleidelijk aan, worden geïntegreerd in die PRSP's.

Wat kan je na vijf jaar PRSP's zien ? Welke balans kan je daaruit opmaken ? Herinner je de principes van participatie, ownership en zo meer. Wat je kan zien is dat het programma's zijn die minder voor armoedebestrijding dienen dan wel voor macro-economische hervormingen. Niets verandert aan de Washington-consensus. In een studie die is gemaakt van 42 PRSP's kan je zien dat in 38 daarvan wordt gepleit voor privatiseringen. In 27 daarvan wordt gepleit voor privatisering van de watersector, waarvan alle studies hebben aangegeven dat ze tot hiertoe allemaal zijn mislukt. In 26 PRSP's wordt gepleit voor een deregulering van alle investeringen. Er is geen enkele PRSP waarin wordt gevraagd of bijvoorbeeld multinationals die komen investeren in een land hun winsten ook zouden herinvesteren.

De balans van de participatie is heel gematigd. Je ziet dat er wel een vorm van participatie is : hier en daar van de civil society, elders van NGO's. Hier en daar is die goed georganiseerd, in veel gevallen is die heel beperkt georganiseerd. Zelden is er participatie van vakbonden, zeer zelden is er participatie van parlements. Men probeert dat nu een heel klein beetje aan te passen maar dat gaat nog heel erg moeizaam.

Je ziet ook dat het macro-economisch beleid volledig wordt onttrokken aan enige vorm van participatie en, meer nog, aan elke democratische besluitvorming. Die participatie leidt eigenlijk in eerste instantie veeleer tot donorcoördinatie. Dat is niet slecht natuurlijk maar aan de basis was met die « participatie » iets heel anders bedoeld.

Cette « appropriation » est aussi très réduite et est en fait complètement contraire à la politique de conditionnalité. Si vous imposez aux pays toutes les conditions qu'ils doivent remplir, vous ne pouvez plus dire que le programme appartient au pays. Les DSRP doivent être approuvés par la Banque mondiale et le FMI. Que voudrait-on alors ? Que les pays y ajoutent des touches personnelles ? Ils vont surtout réfléchir à ce que la Banque mondiale et le FMI veulent entendre, car ils veulent obtenir des prêts. L'ensemble de la politique doit bien entendu correspondre à ce qui a déjà été établi dans le « Cadre de développement intégré ».

La dimension institutionnelle est une nouveauté : Il s'agit du rôle des autorités. Aujourd'hui, on parle davantage de bonne gouvernance. En soi, c'est évidemment une bonne chose. Toutefois, il faut se demander dans quelle mesure des pays pauvres, qui se sont vu imposer des ajustements structurels pendant 10 ou 20 ans, peuvent pratiquer maintenant une bonne gouvernance. L'appareil étatique est complètement affaibli et ne parvient quasiment plus à payer ses fonctionnaires. C'est donc la quadrature du cercle.

La lutte contre la corruption est évidemment un élément très positif, bien qu'il faille se demander dans quel contexte cette corruption est apparue et apparaît encore aujourd'hui. Il n'est question nulle part d'une quelconque mesure contre la fuite des capitaux, alors qu'à l'heure actuelle, il y a encore plus de capital qui quitte l'Afrique que de capital qui y entre.

On est forcément aussi de plus en plus attentif au problème de la sécurité.

Que pouvons-nous en conclure ? Selon l'oratrice, le plus important est de comprendre que la lutte contre la pauvreté n'est pas synonyme de développement économique ou social. Un processus de développement est destiné à un pays, à une société dans son ensemble. Par contre, la lutte contre la pauvreté concerne un groupe d'individus, pas une société. En outre, la lutte contre la pauvreté menée par la Banque mondiale n'est pas une correction de la politique libérale qu'elle mène. Au contraire, elle en est la clé de voûte. Aujourd'hui, c'est sous le couvert de la lutte contre la pauvreté que sont imposées les privatisations et que sont réalisées les dérégulations.

La Banque mondiale parle de protection sociale, mais cette notion est toute différente de ce qu'était auparavant la sécurité sociale. Lorsque l'on analyse le discours de la Banque mondiale, on constate qu'elle utilise des concepts dont nous pensons connaître la signification, mais la Banque mondiale leur donne à chaque fois un tout autre sens. Il s'agit de termes tels que participation, démocratie, lutte contre la pauvreté, protection sociale, ... Cela peut donner l'impression que la Banque mondiale a changé et qu'elle mène une

Dat « ownership » is ook heel erg beperkt en is eigenlijk ook volledig in strijd met het beleid van voorwaarden. Als je landen alle voorwaarden gaat opleggen waaraan ze moeten voldoen, dan kan je niet meer zeggen dat het het programma is van het land zelf. De PRSP's moeten worden goedgekeurd door de Wereldbank en het IMF. Wat zou je willen : dat landen er eigen accenten gaan inleggen ? Ze gaan vooral nadenken over wat de Wereldbank en het IMF willen horen, want ze willen leningen krijgen. Uiteraard moet het volledige beleid kaderen in wat in dat « Comprehensive Development Framework » al is opgesteld.

Nieuw is wel de institutionele dimensie : de rol van de overheid. Er wordt nu meer gesproken over « good governance », goed bestuur. Dat is op zich natuurlijk een goede zaak. Je moet je echter wel afvragen in hoeverre arme landen, die 10 of 20 jaar lang structurele aanpassingen kregen opgelegd, vandaag een goed bestuur kunnen hebben. Het overheidsapparaat is volledig afgezwakt en ambtenaren worden nog nauwelijks betaald. Het blijft dus een heel moeilijke zaak.

De strijd tegen corruptie is natuurlijk heel positief, alhoewel je je moet afvragen in welke context die corruptie ontstond en ook vandaag nog ontstaat. Nergens is er sprake van enige maatregel tegen kapitaalvlucht, terwijl vandaag nog steeds meer kapitaal Afrika verlaat dan er binnenkomt.

Er is noodzakelijkerwijze ook meer en meer aandacht voor het veiligheidsprobleem.

Wat kunnen we daaruit besluiten ? Het belangrijkste is volgens spreekster dat we moeten beseffen dat armoedebestrijding niet gelijkstaat met economische of sociale ontwikkeling. Een ontwikkelingsproces is iets voor een land, voor een samenleving als geheel. Armoedebestrijding gaat over een groep van individuen, niet over een samenleving. De armoedebestrijding van de Wereldbank is ook geen correctie van het liberale beleid dat ze voert, het is er integendeel het sluitstuk van. Het is via het etiket van armoedebestrijding dat vandaag privatiseringen worden opgelegd en dereguleringen worden doorgevoerd.

De Wereldbank spreekt over sociale bescherming maar dat betekent iets heel anders dan wat vroeger sociale zekerheid was. Als je het discours van de Wereldbank analyseert, zie je dat ze alle concepten gebruikt waarvan we denken dat we weten wat ze betekenen, maar de Wereldbank geeft er telkens een volledig andere inhoud aan. Het gaat om termen als participatie, democratie, armoedebestrijding, sociale bescherming .... Vandaar dat de indruk kan ontstaan dat de Wereldbank veranderd is, dat ze een sociaal



politique sociale. Eh bien non, la Banque mondiale ne mène pas une politique sociale. La protection sociale qu'elle préconise est la gestion des risques et n'a rien à voir avec notre idée de la protection sociale ou de la sécurité sociale.

Un grand rôle pour l'État? Oui, pour faire fonctionner correctement le marché, mais pas pour faire autre chose. Voici un exemple qui illustrera parfaitement ce que je veux dire: allez consulter sur Internet le rapport «*Doing Business*». Car il serait faux de dire que la Banque mondiale ne fait pas ce qu'elle dit; la Banque mondiale fait exactement ce qu'elle dit. Ce qu'elle dit peut être déduit de ses rapports: tout s'y trouve.

«*Doing Business*» est un très bon exemple. Ce rapport contient un classement des pays sur la base de leur compétitivité. Vous pouvez voir comment la Banque mondiale conçoit cette compétitivité et pour quelles raisons les pays reçoivent des mauvais points. Par exemple, des mauvais points sanctionnent une législation sur le travail qui oblige à travailler moins de 66 heures par semaine. C'est un mauvais point, un point négatif. Des points négatifs sont aussi attribués si la législation sur le travail prescrit un jour de repos fixe par semaine.

C'est également le cas pour un régime de licenciement prévoyant une indemnité, etc. Telle est la politique dite sociale de la Banque mondiale.

Il y a aussi naturellement la question à un million: peut-on dire qu'il existe un lien entre la politique de la Banque mondiale et la pauvreté dans le monde? C'est une question difficile, car il est impossible de le prouver de manière empirique. On peut toutefois faire certaines constatations.

On peut observer que la pauvreté continue à augmenter là où l'influence de la Banque mondiale est la plus forte: en Afrique. On constate également que pendant la période 1980-2000, la croissance a été beaucoup plus lente que durant la période 1960-1980, lorsque nous menions une politique keynésienne et une politique de développement. On note de surcroît que les indicateurs sociaux, tels que la mortalité infantile et l'espérance de vie, ont progressé moins rapidement et ont même régressé dans certains cas pendant la période 1980-2000 (toute la période des ajustements structurels) par rapport à la période 1960-1980.

M. Cornia a également réalisé une étude très spécifique, dans laquelle il a tenté d'établir un lien entre la politique de la Banque mondiale et la pauvreté. Lui non plus n'y est pas parvenu. Le seul lien direct qu'il ait pu constater, c'est entre les réformes financières intérieures et la libre circulation des capitaux d'une part, et l'augmentation de l'inégalité et

beleid voert. Neen, de Wereldbank voert geen sociaal beleid. De sociale bescherming die ze voorstaat is risicobeheer en heeft niks te maken met wat wij als sociale bescherming of sociale zekerheid zien.

Een grote rol voor de Staat: ja, om de markt goed te laten functioneren, niet om iets anders te doen. Het beste voorbeeld om te laten zien wat ik bedoel is: ga eens kijken op internet naar het «*Doing Business*»-verslag. Want het is dus ook niet zo dat de Wereldbank iets anders doet dan wat ze zegt: de Wereldbank doet precies wat ze zegt. Wat ze zegt kan je afleiden uit haar verslagen; het staat er allemaal in.

«*Doing Business*» is een heel goed voorbeeld. Daarin wordt een landenrangschikking gemaakt op basis van de competitiviteit van landen. Je kan zien op welke wijze de Wereldbank die competitiviteit opvat en waar landen slechte punten voor krijgen. Zo krijg je bijvoorbeeld slechte punten als je een arbeidswetgeving hebt waardoor mensen minder dan 66 uur per week moeten werken. Dat is slecht, dat is negatief. Ook als je een arbeidswetgeving hebt waarin een vaste rustdag per week wordt vastgelegd krijg je daar negatieve punten voor.

Ook voor een ontslagregeling met vergoeding en zo meer is dat zo. Dat is het zogenaamde sociale beleid van de Wereldbank.

Dan is er natuurlijk de vraag van een miljoen: kan je zeggen dat er een verband is tussen het beleid van de Wereldbank en de armoede in de wereld? Dat is een moeilijke vraag, want empirisch kan je dat niet bewijzen. Je kan wel een aantal zaken vaststellen.

Je kan vaststellen dat de armoede blijft toenemen daar waar de invloed van de Wereldbank het grootst is: in Afrika. Je kan vaststellen dat de groei in de periode van 1980 tot 2000 veel trager was dan de groei in de periode 1960 tot 1980, toen we een Keynesiaans beleid en een ontwikkelingsbeleid hadden. Je kan vaststellen dat ook de sociale indicatoren, zoals kindersterfte en levensverwachting, in de periode 1980 tot 2000 — de hele periode van de structurele aanpassingen — trager zijn vooruitgegaan en in sommige gevallen zelfs zijn achteruitgegaan, vergeleken met de periode 1960 tot 1980.

De heer Cornia heeft ook heel specifiek onderzoek gedaan waarin hij heeft geprobeerd een band vast te stellen tussen het beleid van de Wereldbank en armoede. Ook hij is er niet uitgekomen. Het enige wat hij heeft kunnen vaststellen is een rechtstreekse band tussen de binnenlandse financiële hervormingen en vrijmaking van het kapitaalverkeer enerzijds, en de

de la pauvreté d'autre part. C'est le seul lien plus ou moins direct que l'on puisse observer. Ces dernières années, la Banque mondiale a elle-même écrit sans cesse dans ses rapports que l'inégalité extrême reculait et que la croissance entraînait aussi une diminution de la pauvreté. C'est la raison pour laquelle la Banque mondiale a commencé à introduire un autre concept nouveau : pas vraiment « l'inégalité », mais « des inégalités ».

En fait, elle essaie d'appliquer une politique d'égalité des chances.

Pour conclure, l'oratrice tente de présenter quelques solutions possibles.

Selon elle, le plus important est de se rendre compte que la Banque mondiale et le FMI ne sont pas du tout les institutions les plus appropriées pour lutter contre la pauvreté. C'est comme si, en Belgique, nous demandions à une banque de lutter contre la pauvreté. Cela ne tient pas debout, sans compter qu'on peut se demander si nous pouvons vraiment résoudre le problème de la pauvreté dans le tiers monde en intervenant à partir du Nord riche.

Il importe que nous tentions à nouveau d'élaborer une politique de développement économique et social et que nous accordions également une autonomie politique aux pays pauvres. Cette demande est formulée depuis longtemps, notamment par la CNUCED. Il est tout aussi important — et cela semble très utopique — que la Banque mondiale et le FMI soient à terme complètement intégrés d'une manière ou d'une autre dans les Nations unies et placés sous leur contrôle.

M. Willy Cortois a pris connaissance de la conclusion de Mme Mestrum.

Dans sa conclusion, celle-ci déclare, entre autres : « Là où l'influence des institutions est la plus forte, la pauvreté augmente ou stagne. » Selon lui, elle devrait le prouver au moyen de chiffres. Il est d'accord sur le fait que la pauvreté n'est pas facile à définir, mais tous les chiffres qu'il connaît indiquent que globalement, l'espérance de vie augmente.

Plusieurs autres indicateurs importants, concernant l'analphabétisme par exemple, ont également progressé. La faim diminue partout dans le monde. L'intervenant constate quand même quelques éléments positifs, auxquels la Banque mondiale ne contribue en rien selon l'exposé très peu nuancé de l'oratrice.

Certes, il ne peut pas prouver le contraire, mais il ne peut pas le croire. En effet, il ne pense pas que tous les collaborateurs de la Banque mondiale soient de « vulgaires banquiers », comme le laisse sous-entendre l'exposé. Il croit plutôt que la Banque mondiale comprend aussi des personnes qui ont la fibre sociale.

toename van de ongelijkheid en armoede anderzijds. Dat is de enige min of meer rechtstreekse band die je kan zien. Wat de Wereldbank de laatste jaren zelf voortdurend in haar verslagen schrijft is dat de extreme ongelijkheid vermindert en dat de groei ook leidt tot armoedevermindering. Vandaar dat de Wereldbank nu ook zelf begonnen is met het invoeren van nog een nieuw concept : niet echt « ongelijkheid », maar « inequities ».

In feite probeert ze een gelijkheidsbeleid door te voeren.

Als laatste punt probeert spreekster een paar mogelijke oplossingen aan te geven.

Wat voor haar het belangrijkste is, is dat men er zich moet van vergewissen dat de Wereldbank en het IMF absoluut niet de meest gepaste instellingen zijn om aan armoedebestrijding te doen. Het is alsof wij in België zouden vragen aan een bank om de armoede te gaan bestrijden. Dat is iets wat totaal niet klopt, los nog van de vraag of wij vanuit het rijke Noorden de armoede echt kunnen oplossen in de Derde Wereld.

Het is belangrijk dat we opnieuw uitkijken naar een economisch en sociaal ontwikkelingsbeleid en dat we de arme landen ook beleidsautonomie geven. Dat is iets wat ook al lang wordt gevraagd door met name UNCTAD. Daarnaast is het ook belangrijk dat we — en dat lijkt zeer utopisch — hoe dan ook de Wereldbank en het IMF op termijn volledig integreren in en onder de controle brengen van de Verenigde Naties.

De heer Cortois heeft kennis genomen van het besluit van Mw. Mestrum.

In dat besluit zegt ze onder meer : « Waar de invloed van de instellingen het grootst is, stijgt of stagneert de armoede. » Dat zou ze volgens hem met cijfers moeten aantonen. Hij is het ermee eens dat armoede niet gemakkelijk te definiëren is, maar volgens alle cijfers die hij kent blijkt dat de levensverwachting globaal stijgt.

Ook enkele andere belangrijke indicatoren, zoals die inzake analfabetisme, zijn gestegen. De honger neemt af, overal in de wereld. Hij stelt toch een aantal positieve elementen vast, waaraan volgens de zeer ongunstige uitzetting van spreekster de Wereldbank niks bijdraagt.

Hij kan dat weliswaar niet bewijzen, maar kan dat niet geloven. Hij is immers niet de mening toegedaan dat al wie in de Wereldbank zit een « platte bankier » is, zoals eigenlijk wordt geïnsinueerd, maar dat er ook mensen inzitten die enige sociale beweging hebben.

Ensuite, il remarque que l'oratrice se pose involontairement en défenseur des IFI. Lorsqu'elle dit que la « bonne gouvernance » est un problème secondaire et qu'elle évoque la corruption, presque en s'excusant, quelque chose ne tourne pas rond. Actuellement, l'Afrique est notre principal souci, car malgré tous les efforts, elle ne décolle pas. L'intervenant a lu que 25 % des fonds pour le développement qui sont octroyés à l'Afrique aboutissent en réalité dans le circuit de la corruption. Selon lui, le fait que l'oratrice aborde le thème de la corruption de manière superficielle montre que son analyse n'est pas correcte. Il ne comprend pas que l'oratrice ferme si facilement les yeux sur la nature corrompue de nombreux pays en voie de développement.

Il estime qu'il s'agit d'un dialogue à sens unique. Il espère que ces assertions seront soumises dans les prochains jours aux délégués de la Banque mondiale, pour que toute la clarté soit faite.

Nous constatons par ailleurs une globalisation du commerce mondial et des relations internationales, ainsi qu'une globalisation de la mobilité des personnes. Il est évident que cette évolution suscite des opinions contraires en Europe, certains y étant farouchement opposés et d'autres plaidant pour une libéralisation.

Il se demande si l'oratrice pense qu'il existe une autre voie que le commerce international pour améliorer la prospérité et le bien-être à l'échelle mondiale. Comment alors apporter les corrections nécessaires pour mieux partager le gâteau ? Cela reste une énigme, selon lui.

Monsieur Josy Dubié pense, tout comme l'oratrice, que le dernier intervenant ferait bien de lire les ouvrages de Joseph Stiglitz qui a été vice-président de la Banque mondiale et qui arrive aux mêmes conclusions que celle-ci. Il parle de l'intérieur; il sait ce qui s'y est passé, puisqu'il en a été le vice-président. Il rejoint donc plutôt les conclusions de l'oratrice que celles du dernier intervenant.

Mme Francine Mestrum explique que le discours sur les améliorations constatées ça et là sur le plan de l'espérance de vie et de l'alphabétisation constitue précisément une preuve à l'appui de ce qu'elle veut dire. Cette lutte contre la pauvreté suscite en elle de sérieux doutes. Si les définitions de la pauvreté ne reprennent pas l'élément du revenu, il est certes possible d'arriver à une plus longue espérance de vie et à une amélioration de quelques indicateurs sociaux, mais cela n'empêche pas les gens de rester très pauvres. Par conséquent, le revenu doit toujours être une des principales dimensions de la définition de la pauvreté, voire la dimension essentielle. L'interven-

Ten tweede stelt hij vast dat spreekster zich ongewild als verdediger opstelt van de IFI's. Als ze zegt dat « good governance » een bijkomstig probleem is en als ze de corruptie spreekt die er is, bijna excuseert, dan is er toch iets mis. Afrika is op dit moment onze grootste zorg, want de take off grijpt er maar niet plaats, ondanks alle inspanningen. Hij las dat 25 % van alle ontwikkelingsgelden die naar Afrika gaan, eigenlijk naar corruptie gaan. Het feit dat spreekster daar losjes overheenwijst er volgens hem op dat ze niet goed bezig is. Hij begrijpt niet dat spreekster zo gemakkelijk over het corrupte karakter van vele van die ontwikkelingslanden heen stapt.

Vanuit zijn standpunt is dit een eenrichtingsgesprek. Hij hoopt dat in de komende dagen die beweringen worden voorgelegd aan de afgevaardigden van de Wereldbank, zodat duidelijk wordt wat de juiste toedracht is.

Ten derde stellen we een globalisering vast van de wereldhandel en de internationale betrekkingen. We stellen ook een globalisering vast in de mobiliteit van de mensen. Het is evident dat dit in Europa, waarbij de ene het heel sterk aanpakt en de andere pleit voor liberalisering, voor tegenstrijdige opinies zorgt.

Zijn vraag is of spreekster de mening is toegedaan dat er een andere weg is voor de wereld dan een vorm van internationale handel, als hefboom die kan leiden naar meer welvaart en meer welzijn *in globo*, voor de wereld. Hoe we dan de noodzakelijke correcties moeten aanbrengen om de koek beter te verdelen, is wat hem betreft nog een ander verhaal.

De heer Josy Dubié denkt, net als spreekster, dat de laatste spreker er goed aan zou doen de werken te lezen van Joseph Stiglitz, die ondervoorzitter is geweest van de Wereldbank en die tot dezelfde conclusies komt als die instelling. Hij spreekt als insider, hij weet wat daar gebeurd is, want hij is er ondervoorzitter geweest. Hij bevestigt dus veeleer de conclusies van de eerste spreekster dan die van de laatste spreker.

Mevrouw Francine Mestrum zet uiteen dat het verhaal over de verbeteringen die er hier en daar zijn op het vlak van de levensverwachting en op het vlak van alfabetisering, precies aangeven wat ze bedoelt. Ze heeft grote twijfels bij die zogenaamde armoedebestrijding op zich. Als je in de armoededefinitie het inkomen niet opneemt, kan je weliswaar komen tot een betere levensverwachting en tot een verbetering van een aantal sociale indicatoren, maar de mensen blijven straatarm. Het inkomen moet dus altijd een van de belangrijkste dimensies van je armoededefinitie zijn, ja zelfs de hoofddimensie. Het heeft volgens haar weinig zin om mensen te leren lezen en schrijven als je

nante estime qu'il n'est pas très utile d'apprendre aux gens à lire et à écrire si l'on ne peut de toute façon pas leur donner du travail et s'ils ne peuvent pas bénéficier d'un revenu.

Nous luttons tous contre la pauvreté, même en Belgique, mais l'intervenante a rarement constaté qu'une telle politique permettait aux intéressés d'avoir accès à un revenu grâce auquel ils peuvent vraiment progresser. Si les gens ont un revenu, ils peuvent se rendre chez le médecin, ils peuvent envoyer leurs enfants à l'école, ils peuvent manger et acheter des vêtements. Mais nous parlons ici de l'amélioration de quelques aspects très restreints de la vie quotidienne. Dans les statistiques du PNUD, on verra donc que le développement humain, basé sur des indicateurs sociaux, recule dans de très nombreux pays. Mais reconnaissons-le, ça et là, il y a un progrès. Selon elle, cela n'est pas très utile si l'on ne peut pas en même temps donner un revenu à ces gens.

Elle ne minimise pas du tout la corruption et la bonne gouvernance : ce sont des points essentiels. Ce qu'elle veut dire, c'est que nous devons aussi comprendre d'où viennent ces problèmes. Lorsqu'elle voit les conditions que nous imposons tous aux pays pauvres, elle a de temps en temps des doutes. Ce que nous leur imposons, ce sont des mesures que nous soutenons à cent pour cent, comme la démocratie, les droits de l'homme et l'égalité entre l'homme et la femme. La question est seulement de savoir quel pays riche actuel a respecté toutes ces valeurs avant de devenir riche et de s'être développé.

Il faut évidemment combattre la corruption et nous devons essayer de faire quelque chose pour la bonne gouvernance, pour autant qu'il soit possible de le faire de l'extérieur, car c'est toujours là que réside le problème majeur. Elle pense que nous devons donner aux pays proprement dits, à leur société civile et à leurs hommes politiques, la possibilité d'éradiquer le mal et de réaliser des améliorations.

Le commerce international est naturellement un élément qui peut contribuer à l'enrichissement. Toutefois, en remontant dans le temps, on se rend compte aussi que le commerce international, tout comme les conditions qu'elle vient de citer, ne devient une source d'enrichissement qu'au moment où un pays est déjà en train de se développer. Il faut d'abord réaliser un développement interne : le développement d'un marché interne et d'une capacité de production. Si toutes ces conditions sont réunies, il est possible de faire du commerce international, mais pas avant.

C'est traditionnellement ce que Chao Lang appelle « retirer l'échelle » : nous imposons aux pays pauvres des conditions que nous n'avons nous-mêmes jamais respectées avant d'être riches. C'est un peu le problème. Le commerce international est évidemment une source d'enrichissement, mais si l'on regarde des

ze toch geen werk kan geven, als ze toch niet aan een inkomen kunnen geraken.

We doen allemaal aan armoedebestrijding, ook in België, maar ze heeft nog maar zelden gezien dat zulke politiek ertoe leidt dat de betrokkenen ook aan een inkomen kunnen geraken waarmee ze echt vooruit kunnen komen. Als mensen een inkomen hebben, kunnen ze naar de dokter gaan, kunnen ze hun kinderen naar school sturen, kunnen ze eten en kleren kopen. Hier spreken we echter over het verbeteren van een aantal heel beperkte aspecten van het dagelijks leven. In de statistieken van UNDP zal je dan ook zien dat die menselijke ontwikkeling, gebaseerd op sociale indicatoren, in heel veel landen achteruitgaat. Maar goed, hier en daar gaat ze nog vooruit. Volgens haar heeft dat echter weinig zin als je de mensen niet tegelijkertijd ook een inkomen kan geven.

Ze gaat helemaal niet losjes over corruptie en goed bestuur; dat zijn essentiële zaken. Wat ze bedoelt is dat we ook moeten beseffen waar die problemen vandaan komen. Als ze ziet welke voorwaarden wij allemaal opleggen aan arme landen, dan heeft ze af en toe haar twijfels. De zaken die wij opleggen aan arme landen zijn zaken waar wij honderd procent achter staan, zoals democratie, mensenrechten en de gelijkheid van man en vrouw. De vraag is alleen welk hedendaags rijk land dat allemaal heeft gerespecteerd voor het rijk was en voor het zich heeft ontwikkeld.

Uiteraard moeten we de corruptie tegengaan en moeten we proberen om iets te doen voor goed bestuur, — voor zover je dat van buitenaf kan doen, want dat is altijd het grote probleem. Ze denkt dat we meer kansen moeten geven aan de landen zelf, aan hun civil society en politici, om het zelf in handen te nemen en verbeteringen door te voeren.

Uiteraard is internationale handel een element dat kan zorgen voor verrijking, maar als je de geschiedenis bekijkt zie je ook — en dat is net hetzelfde als met de voorwaarden die ze daarnet vermeldde — dat internationale handel maar een element is van verrijking op het ogenblik dat een land al in ontwikkeling is. Eerst is er een interne ontwikkeling nodig : een ontwikkeling van een interne markt en van een productiecapaciteit. Als dat er allemaal is, kan je internationale handel voeren, maar niet daarvoor.

Het is telkenmale wat Chao Lang het « weghalen van de ladder » noemt : wat wij opleggen aan de arme landen, is wat we zelf nooit hebben gedaan voor we rijk waren. Dat is een beetje het probleem. Uiteraard is internationale handel een bron van verrijking, maar als je kijkt naar landen als India en China, — landen die

pays comme l'Inde ou la Chine, qui s'enrichissent maintenant grâce au commerce international, on remarque qu'ils ont d'abord œuvré à leur développement interne. Les pouvoirs publics y ont toujours joué un rôle important, principalement en limitant la libre circulation des capitaux.

Ce sont des points qu'il faut prendre en compte avant d'aller promouvoir le libre-échange dans des pays qui n'ont pas un niveau minimal de développement endogène.

M. Dirk Van der Maelen, président, a l'impression que l'oratrice présente les choses de manière encore trop optimiste, à savoir que le démantèlement du consensus de Washington est beaucoup moins radical que ce que l'on pourrait croire. Lorsque l'on considère la force des pays européens (le poids électoral des pays européens à la Banque mondiale atteint même 32%), on peut se demander comment il est possible qu'un modèle économique de type anglo-saxon puisse être imposé au niveau mondial. En effet, n'est-ce pas un modèle diamétralement opposé au modèle social en vigueur en Europe occidentale ?

Ensuite, il mentionne un point directement lié au précédent : il constate que le poids de la Chine et de l'Inde va également croissant. La Chine et l'Inde sont précisément, avec quelques autres, les pays qui ne se sont guère, voire pas du tout, souciés des recettes proposées par le consensus de Washington. Cela explique peut-être en partie leur succès économique. L'intervenant se demande s'ils ne peuvent pas constituer des alliés pour faire fléchir et démanteler ce consensus de Washington. Laissent-ils faire tout simplement ?

Mme Francine Mestrum indique que le Parlement européen s'est penché la semaine dernière sur un rapport concernant la réforme du FMI et la problématique de la répartition des voix, entre autres. Ce rapport propose notamment une intervention en bloc de l'Union européenne, car cela créerait effectivement un bloc de 32 % des voix. Ce projet se heurte à une grande résistance, même au sein de l'Union européenne. Certains pays n'y sont pas favorables. Les pays préfèrent donc agir séparément et renoncent volontairement au pouvoir qu'ils détiendraient ainsi. C'est une constatation dont les raisons lui échappent.

Des pays comme la Chine pourraient naturellement acquérir plus de pouvoir. Mais ce serait une nouvelle transgression de la répartition globale du pouvoir financier entre la Chine et les États-Unis, qui n'est pas non plus si évidente. La seule chose que l'on peut constater actuellement, c'est qu'il est difficile de toucher à cette répartition des voix au sein du FMI. Cela fait des années que l'on s'y attelle, manifestement sans succès. Un consensus pourrait certainement changer les choses.

zich nu verrijken door internationale handel —, zie je dat die eerst aan hun interne ontwikkeling hebben gewerkt. De overheid is er altijd een belangrijke rol blijven spelen, in eerste instantie in het beperken van het vrije kapitaalverkeer.

Dat zijn zaken die je toch voor ogen moet houden voor je vrijhandel gaat promoten zonder dat landen een minimale endogene ontwikkeling hebben.

De heer Dirk Van der Maelen, voorzitter van de bijzondere commissie « Globalisering » van de Kamer van volksvertegenwoordigers, heeft de indruk dat de spreekster de zaken nog te optimistisch voorstelt, namelijk dat de afbouw van de Washington-consensus veel minder ingrijpend is dan men zou geloven. Als hij ziet hoe sterk de Europese landen zijn — het stemgewicht van de Europese landen in de Wereldbank is zelfs 32 % — hoe komt het dan dat er mondiaal eerder een soort van Angelsaksisch economisch model kan worden opgelegd ? Dat staat immers toch haaks op het sociaal model dat hier in West-Europa geldt ?

Ten tweede, en direct daaraan verbonden, ziet hij dat het gewicht van China en India ook aan het toenemen is. China en India, samen met een paar andere landen, zijn precies de landen die zich de voorbije twintig jaar weinig of niet gestoord hebben aan de recepten van de Washington-consensus. Misschien is dat voor een stuk de verklaring voor hun economisch succes. Zijn vraag is of die geen bondgenoten kunnen zijn in het ombuigen, het afbouwen van die Washington-consensus. Laten die dat gewoon gebeuren ?

Mevrouw Francine Mestrum geeft aan dat vorige week in het Europees Parlement een rapport besproken werd over de hervorming van het IMF en over de problematiek van de stemverdeling en dergelijke. Daarin stelt men onder meer voor om de Europese Unie als een blok te laten optreden, want dan ontstaat er inderdaad een blok van 32 % van de stemmen. Daar is heel wat verzet tegen, ook binnen de Europese Unie. Er zijn landen die dat niet meewillen. Men treedt liever verdeeld op, men ziet dus eigenlijk vrijwillig af van de macht die men zou kunnen hebben. Dat is een vaststelling, waarvoor zij de redenen zelf niet kan aangeven.

Landen als China zouden natuurlijk meer macht kunnen verwerven. Maar dat staat dan weer haaks op de hele financiële machtsverdeling tussen China en de Verenigde Staten, die ook niet zo evident is. Het enige wat je op dit ogenblik kan vaststellen is dat het moeilijk is om aan die stemverdeling binnen het IMF te sleutelen. Men is daar al jaren mee bezig en het lukt blijkbaar niet. Mits een consensus zou het zeker anders kunnen.

M. Pierre Galand, président, indique que MM. Louis Michel et Philippe Maystadt viennent de conclure un accord pour mettre à disposition des pays en voie de développement, africains en particulier, 320 millions d'euros pour leurs infrastructures. Dans leur approche, ils ont décidé d'ignorer la Banque mondiale. Ils estiment en effet que celle-ci est un opérateur beaucoup trop lent qui met plus d'obstacles qu'elle ne favorise les capacités de réalisation. Car elle ne concède des prêts que si le pays a réuni l'ensemble des conditions préalables qu'elle a fixées. Il voudrait savoir si l'oratrice a des informations à ce sujet. De plus, estime-t-elle que les fonds européens pourraient jouer un rôle alternatif ou complémentaire à celui de la Banque mondiale ?

Deuxièmement, il s'interroge sur la vente des dettes sur le marché mondial. Certains pays ont des règles qui empêchent que l'on décote ou que l'on revende à une valeur faciale des dettes décotées. Pourquoi la Banque mondiale n'intervient-elle pas pour empêcher que l'on spéculé sur le marché de la dette. Car cette spéculation dérégule les économies des pays du Sud et constitue une véritable perversion du système des prêts internationaux.

Mme Francine Mestrum ne dispose pas d'informations pour répondre à la première question. Il existe toutefois une lueur d'espoir. Car, si Louis Michel peut travailler en Afrique sans devoir passer par la Banque mondiale, cela représente un pas très positif. Ceci dit, il s'agit de 320 millions d'euros : c'est extrêmement peu. Ensuite, les compétences de M. Michel sont assez limitées. Tout ce qui concerne les Accords de Partenariat Économique passe par M. Mandelson. Sur ces dossiers, M. Michel n'a donc rien à dire. Mais, en soi, avoir des relations directes, c'est une très bonne chose, à condition que la Banque européenne n'itime pas la Banque mondiale.

Pour la deuxième question, elle ne dira que ceci : la Banque mondiale est une banque, une institution financière, qui profite donc de la spéculation et des transactions financières. Elle n'a jamais fait quoi que ce soit pour empêcher la spéculation financière. Cela ne fait pas partie de ses missions statutaires.

#### *1.2. Audition de M. Pierre Klein, professeur à l'ULB*

M. Pierre Klein déclare que sa présentation sera axée sur deux relations qui lui semblent se dérouler de façon difficile et malaisée. La première est la relation entre les institutions financières internationales, en particulier le Fonds monétaire international et le groupe de la Banque mondiale, d'une part, et le droit, ou plus spécifiquement les droits fondamentaux, de l'autre. La seconde relation est celle qu'ont ces

Voorzitter Pierre Galand meldt dat de heren Louis Michel en Philippe Maystadt onlangs een akkoord hebben gesloten om de ontwikkelingslanden, vooral de Afrikaanse, 320 miljoen euro voor hun infrastructuur ter beschikking te stellen. Ze hebben beslist in hun aanpak de Wereldbank te negeren. Ze menen immers dat ze veel te traag werkt en meer hindernissen opwerpt dan dat ze realiseringmogelijkheden stimuleert. Ze verstrekt immers slechts leningen wanneer het land alle voorwaarden vervult die ze vooraf heeft gesteld. Hij wil weten of spreekster daarover informatie heeft. Meent ze bovendien dat de Europese fondsen een alternatieve of complementaire rol kunnen spelen bij die van de Wereldbank ?

Voorts heeft hij vragen bij de verkoop van schulden op de wereldmarkt. Bepaalde landen hebben regels die beletten dat men de waarde vermindert van schulden of ze tegen een nominale waarde verkoopt. Waarom treedt de Wereldbank niet op om te beletten dat men op de schuldenmarkt speculeert ? Die speculatie ontregelt immers de economieën van de landen van het zuiden en komt neer op een ware ontarding van het systeem van de internationale leningen.

Mevrouw Francine Mestrum heeft geen informatie die haar de gelegenheid biedt op de eerste vraag te antwoorden. Er is echter een straaltje hoop. Wanneer Louis Michel immers buiten de Wereldbank om in Afrika kan werken, is dat een heel positieve stap. Het gaat om 320 miljoen euro : dat is uiterst weinig. Verder zijn de bevoegdheden van de heer Michel vrij beperkt. Alles in verband met de Economisch Partnerschap Akkoorden gaat langs de heer Mandelson. Over die dossiers heeft de heer Michel dus geen zeggenschap, maar het onderhouden van rechtstreekse betrekkingen is op zich een uitstekende zaak op voorwaarde dat de Europese Bank de Wereldbank niet nabootst.

Wat de tweede vraag betreft, zegt ze slechts dit : de Wereldbank is een bank, een financiële instelling, die dus van de speculatie en de financiële transacties profiteert wanneer ze zich voordoet. Ze heeft nog nooit iets ondernomen om financiële speculatie te voorkomen. Dat behoort niet tot haar statutaire opdrachten.

#### *1.2. Hoorzitting met de heer Pierre Klein, professor aan de ULB*

De heer Pierre Klein verklaart dat hij in zijn uiteenzetting aandacht zal besteden aan twee soorten betrekkingen die naar het hem voorkomt moeilijk en ongemakkelijk verlopen. De eerste zijn die tussen de internationale financiële instellingen, vooral het Internationaal Muntfonds en de groep van de Wereldbank enerzijds en het recht, of meer bepaald de fundamentele rechten anderzijds. De tweede soort betrekkingen

institutions avec les États membres ou du moins une partie d'entre eux eu égard à la nécessité évidente pour ces derniers d'exercer un contrôle sur les décisions prises en leur nom.

En ce qui concerne la première relation, il distingue deux volets. D'une part, la façon dont les institutions financières internationales ont envisagé le respect des droits civils et politiques dans les États qui bénéficiaient de leurs prêts, et d'autre part, la manière dont ces institutions se sont positionnées par rapport à la question du respect des droits économiques et sociaux.

Le premier volet appartient dans une certaine mesure au passé, mais l'orateur se permet de rappeler un certain nombre de points de controverse à cet égard. Dans les années '60, un nombre important d'États au sein de l'Assemblée générale des Nations unies ont reproché la politique de prêt suivie par la Banque mondiale à l'égard de certains pays dont le respect pour les droits fondamentaux était pour le moins aléatoire. Étaient visés en particulier l'Afrique du Sud, avec sa politique d'apartheid, et le Portugal, durant la fin de la période coloniale.

La Banque mondiale se voyait reprocher d'apporter un appui financier significatif à des États qui, par ailleurs, étaient condamnés d'une façon très ferme sur le plan politique par les Nations unies elles-mêmes. Le système comportait un élément de schizophrénie, qui est — et cela vaut aussi pour la deuxième partie de l'exposé — toujours bien présent et assez préoccupant à l'heure actuelle.

La réponse de la Banque mondiale fut assez laconique. En substance, elle répondit qu'elle ne faisait pas de politique, que c'était d'ailleurs interdit par ses statuts (article 4, section 10 des statuts de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement). On trouve une disposition du même ordre dans les statuts du Fonds monétaire international. Ces statuts stipulent effectivement que « la Banque mènera sa politique de prêt sans se laisser influencer par des considérations d'ordre politique ». Or, répondait la Banque à ce reproche, « se préoccuper de la façon dont les droits de l'homme sont respectés dans un pays bénéficiaire de prêts, c'est s'ingérer dans sa politique. »

Cette argumentation apparaît surprenante sur deux points au moins, car elle laisse entendre, d'une part, que c'est uniquement sur base des règles propres de ces organisations que le comportement des États doit être analysé, et que, d'autre part, la façon dont un État gère la question des droits fondamentaux sur son propre territoire relève de ses affaires intérieures, et qu'il serait protégé à cet égard par le principe de non-ingérence.

zijn die van al die organisaties met de lidstaten of ten minste een deel ervan gezien de voor de hand liggende noodzaak voor deze laatsten om de beslissingen die in hun naam worden genomen te controleren.

Wat de eerste soort betrekkingen betreft, onderscheidt hij twee delen. Enerzijds de wijze waarop de internationale financiële instellingen de inachtneming van de burgerrechten en politieke rechten hebben opgevat in Staten die hun leningen kregen, en anderzijds de manier waarop die instellingen een standpunt hebben ingenomen over het probleem van de inachtneming van de economische en sociale rechten.

Het eerste aspect behoort in zekere zin tot het verleden, maar spreker herinnert wat dat betreft aan een aantal punten van discussie. In de jaren '60 hebben een groot aantal staten in de algemene Vergadering van de Verenigde Naties verwijten geuit over het leenbeleid van de Wereldbank ten opzichte van bepaalde landen die de grondrechten op een vrij willekeurige manier eerbiedigen. Het ging vooral om Zuid-Afrika, met zijn apartheid, en om Portugal, op het einde van het koloniale tijdperk.

De Wereldbank kreeg het verwijt dat ze Staten betekenisvolle financiële steun verleende die door de Verenigde Naties zelf zeer zwaar politiek veroordeeld waren. Het systeem had een schizofreen aspect dat nog steeds aanwezig en momenteel vrij verontrustend is; hetzelfde geldt ook voor het tweede deel van de uiteenzetting.

Het antwoord van de Wereldbank was vrij laconiek. In wezen antwoordde ze dat ze niet aan politiek deed, dat dit overigens door haar statuten (artikel 4, afdeling 10, van de statuten van de Internationale Bank voor herstel en ontwikkeling) verboden was. Een gelijklopende bepaling vindt men in de statuten van het Internationaal Muntfonds. Die statuten bepalen immers dat de Bank haar leenbeleid moet voeren zonder zich door overwegingen van politieke aard te laten leiden. Het antwoord van de Bank op dat verwijt was dat zich zorgen maken op de wijze waarop de mensenrechten in acht worden genomen in een land dat leningen geniet, een inmenging in de politiek van dat land vormt.

Die argumentatie lijkt op minstens twee punten verrassend omdat ze enerzijds laat verstaan dat het gedrag van de staten alleen moet worden geanalyseerd op grond van de eigen regels van die instellingen en anderzijds dat de wijze waarop een staat het probleem van de fundamentele rechten op zijn eigen grondgebied behandelt, tot zijn binnenlandse aangelegenheden behoort en dat hij wat dat betreft beschermd wordt door het beginsel van de niet-inmenging.

Cette position va à l'encontre de la reconnaissance depuis la fin de la Deuxième Guerre Mondiale des droits fondamentaux comme étant bel et bien des éléments relevant du droit international, et non de la politique intérieure d'un État. Demander qu'un État respecte les droits fondamentaux, ce n'est certainement pas intervenir dans ses affaires intérieures, c'est le rappeler à ses engagements internationaux.

À ce propos, on notera que l'évolution des politiques de la Banque mondiale, et du Fonds monétaire international dans une certaine mesure, a été paradoxale. En effet, comme cela a été rappelé tout à l'heure, l'accent a été mis, à partir des années '90, de plus en plus sur des exigences comme la notion de bonne gouvernance au sein du gouvernement.

Ces exigences étaient articulées autour de considérations d'ordre économique, et étaient prétendument liées à une bonne gestion de l'État et une bonne utilisation des ressources économiques mises à la disposition de l'État.

Ce lien avec la gestion économique est sans doute indéniable, mais en même temps, le paradoxe semble bien présent puisque, en insistant sur des notions telles que la bonne gouvernance, les institutions financières internationales se reconnaissent un droit de regard considérable sur la façon dont les États gèrent leurs affaires, leur politique interne, surtout dans le domaine économique.

Sans doute le problème du respect des droits civils et politiques par les États destinataires retient-il moins l'attention à l'heure actuelle, mais ce point méritait d'être mentionné.

Pour ce qui est du deuxième volet, celui des droits économiques et sociaux, le discours des institutions financières est assez différent. En particulier depuis les années '80 et '90, ainsi que l'oratrice précédente l'a rappelé, l'on voit apparaître une redéfinition non négligeable du mandat, mis à part les dispositions des statuts de ces organisations, qui ne parlent pas explicitement de mandats tels que la lutte contre la pauvreté, la réduction d'inégalités, etc.

L'accent est donc mis sur ces politiques à tonalité plutôt sociale. Toutefois, l'on s'est rendu compte qu'entre la définition, la profession de foi dans cette direction, et les instruments mis en œuvre, il y avait une inadéquation considérable.

Comme on l'a dit plus tôt, les politiques d'ajustement structurel étaient axées sur des exigences extrêmement libérales de réduction du rôle de l'État dans toute une série de domaines, de diminution des dépenses publiques, de diminution des importations, des subventions sur le marché intérieur, etc. Les effets pervers de ces politiques sur la jouissance des droits économiques et sociaux dans les États bénéficiaires ont fréquemment été dénoncés dans de nombreux

Dat standpunt is strijdig met de erkenning sinds het einde van de Tweede Wereldoorlog dat de grondrechten wel degelijk tot de bevoegdheid van het internationaal recht behoren en niet tot het binnenlands beleid van een staat. Vragen dat een staat die rechten in acht neemt is zeker niet tussenkomen in zijn interne zaken, het is hem aan zijn internationale verbintenissen herinneren.

Wat dat betreft stelt men vast dat het beleid van de Wereldbank en van het Internationaal Muntfonds in zekere zin paradoxaal is geëvolueerd. Zoals daarnet reeds gezegd, werd de klemtoon sinds de jaren '90 steeds meer gelegd op eisen zoals het begrip deugdelijk bestuur in de regering.

Die eisen draaiden om overwegingen van economische aard en waren zogenaamd gekoppeld aan het goede beheer van de staat en aan een verantwoord gebruik van de economische middelen die de staat ter beschikking worden gesteld.

Die band met het economisch beheer is ongetwijfeld onmiskenbaar maar tegelijk is de paradox wel degelijk aanwezig, aangezien de internationale financiële instellingen, door het beklemtonen van begrippen als deugdelijk bestuur, zichzelf een belangrijk inkijkrecht toekennen in de wijze waarop de staten hun zaken, hun intern beleid behartigen, vooral op economisch gebied.

Ongetwijfeld staat het probleem van de eerbiediging van de burgerrechten en politieke rechten door de staten die leningen krijgen, momenteel minder in de kijker, maar het verdient toch onze aandacht.

Wat het tweede aspect betreft, dat van de economische en sociale rechten, klinkt het discours van de financiële instellingen anders. Zoals vorige spreker heeft verklaard, ziet men vooral sinds de jaren '80 en '90 een belangrijke herdefiniëring ontstaan van de opdracht, behalve in de statutaire bepalingen van die instellingen, waarin opdrachten zoals armoedebestrijding, strijd tegen ongelijkheid, enz. niet uitdrukkelijk worden vermeld.

De klemtoon ligt dus op die beleidsvormen met een veeleer sociale inslag. Men is er echter achter gekomen dat er tussen de definitie, de principeverklaring over die oriëntatie en de ingezette middelen een aanzienlijke kloof gaapt.

Zoals reeds eerder gezegd was het beleid van structurele aanpassingen gericht op uiterst liberale eisen inzake de vermindering van het aandeel van de staat op een hele reeks gebieden, de daling van de overheidsuitgaven, het beperken van de invoer, van de subsidies op de binnenlandse markt, enz. De kwalijke gevolgen van die beleidsvormen op het genot van de economische en sociale rechten in de begunstigde staten werden op tal van fora vaak aangeklaagd door



cenacles par des organisations, tant gouvernementales que non gouvernementales. On peut se référer entre autres au rapport rendu sur le sujet en 1992 par le Conseil économique et social des Nations unies.

Sur le plan économique-idéologique, ces programmes étaient fondés sur une profession de foi extrêmement libérale, traduite dans le fameux « consensus de Washington » qui s'est vu graduellement remis en cause au fil des années '90 et de façon plus marquée encore depuis l'année 2000.

Il est intéressant de noter à cet égard que la Banque mondiale elle-même reconnaît de façon claire, sur son site Internet par exemple, que les politiques et les programmes qu'elle a pu mettre en œuvre dans le passé ont, dans un nombre non négligeable de cas, manqué les objectifs qu'ils étaient censés atteindre.

Cette acceptation par l'organisation d'une certaine part de responsabilité dans le fait que ses politiques n'ont pas permis d'atteindre les objectifs visés, a amené une certaine révision de l'idéologie des programmes de prêt. À partir de 2002, il y a eu une adhésion de principe des institutions financières internationales au « consensus de Monterrey », censé remettre à jour les préceptes du consensus de Washington, moins orienté vers des formules économiques libérales et axé sur la réalisation des « Objectifs du Millénaire pour le Développement ».

Ceci dit, de nombreux observateurs ont relevé que l'adhésion des institutions financières internationales à ce consensus de Monterrey semble plutôt formelle que réelle, dans le sens où il ne semble pas y avoir eu, dans la pratique, d'évolution ou d'adaptation notable des politiques et des programmes de prêt. On ne parle plus de programmes d'ajustement structurel, — cette terminologie étant devenue extrêmement mal connotée —, mais on a eu une série d'autres appellations. On a vu apparaître les SAP (Stratégies d'Assistance par Pays), les CSLP (Cadres Stratégiques de Lutte contre la Pauvreté), les PRSP, mentionnés plus tôt dans le contexte du FMI.

Ces changements d'appellation dans les programmes correspondaient -prétendument en tout cas- à un certain changement d'orientation destiné à prendre en compte les impacts sociaux des réformes économiques souhaitées par les institutions financières internationales, en tant que conditions auxquelles elles liaient les prêts qu'elles octroyaient aux États membres.

L'adhésion à ces principes nouveaux a cependant été remise en cause par de nombreux observateurs qui estimaient que, fondamentalement, la pratique n'avait pas changé, que les politiques à mettre en œuvre et les recettes étaient toujours les mêmes, c'est-à-dire essentiellement la diminution du rôle de l'État, le rôle plus significatif donné aux opérateurs privés, l'insistance

gouvernementale et non-gouvernementale organisations. Dat kan men onder andere nagaan in het rapport dat hierover in 1992 werd uitgebracht door de Economische en Sociale Raad van de Verenigde Naties.

Die programma's waren economisch-ideologisch gebaseerd op een uiterst liberale geloofsovertuiging, die vertaald werd in de befaamde « Washington-consensus », die in de loop van de jaren '90 geleidelijk aan en sinds 2000 op opvallender wijze op losse schroeven werd gezet.

Wat dat betreft is het interessant dat de Wereldbank zelf bijvoorbeeld op haar webstek duidelijk erkent dat het beleid en de programma's die ze in het verleden heeft gevoerd, in een groot aantal gevallen aan het gestelde doel zijn voorbijgegaan.

Het feit dat die organisatie een deel van de verantwoordelijkheid accepteert voor het feit dat haar beleid de doelstellingen niet heeft gehaald, heeft tot op zekere hoogte tot de herziening van de ideologie van de leningsprogramma's geleid. Vanaf 2002 was er een principiële toetreding van de internationale financiële instellingen tot de « Monterrey-consensus », die de voorschriften van de Washington-consensus moest actualiseren en die minder op liberale economische formules georiënteerd was en meer op de verwezenlijking van de « Millenniumdoelstellingen inzake ontwikkeling » was gericht.

Hoe dan ook, vele waarnemers hebben erop gewezen dat de steun van de internationale financiële instellingen voor de Monterrey-consensus veeleer formeel dan reëel lijkt, omdat er in de praktijk geen merkbare ontwikkeling of aanpassing is geweest van de beleidsvormen noch van de leningsprogramma's. Men heeft het niet meer over programma's van structurele aanpassing — die terminologie heeft een uiterst negatieve bijklank gekregen — maar er is een reeks andere benamingen gekomen. Men heeft de CAS (Country Assistance Strategies), de PRS (Poverty Reduction Strategies) en de PRSP, die eerder werden vermeld in de IMF-context, zien verschijnen.

Die naamwijzigingen van de programma's beantwoordden — zo werd althans gezegd — aan een koersverandering waarbij rekening moest worden gehouden met de sociale weerslag van de door de internationale financiële organisaties gewenste hervormingen in zoverre het om voorwaarden ging voor de leningen die ze aan de lidstaten toekenden.

De toetreding tot deze nieuwe beginselen werd echter door vele waarnemers in twijfel getrokken. Zij oordeelden dat er in de praktijk niets fundamenteels veranderd is. De vereiste beleidsmaatregelen en oplossingen zijn nog steeds dezelfde, namelijk een afzwakking van de rol van de staat en een versterking van die van privé-operatoren, de noodzaak om te

mise sur les privatisations, sur l'ouverture des marchés, etc., avec un « saupoudrage » de mesures à connotation sociale.

Il en découle que le problème subsiste. L'exemple donné par Mme Mestrum de la prise en compte de la façon dont les États régulaient ou non le marché du travail dans les facteurs de compétitivité montre qu'en 2005, les institutions financières internationales sont encore loin d'une adhésion stricte aux normes les plus élémentaires en matière de droits économiques et sociaux.

La deuxième partie de cet exposé, concerne les éléments de contrôle et de relations des institutions financières avec leurs membres.

Les institutions financières donnent souvent l'impression de fonctionner dans un cadre relativement fermé, qui leur est propre. Ils ont leurs règles de fonctionnement, et cela s'arrête là.

Cette vision pose problème par rapport à la conception même des institutions internationales qui ne sont pas censées fonctionner dans le système international comme des électrons entièrement libres. Les organisations internationales, tout comme les États, sont soumises aux principes de base du droit international, en particulier dans le domaine du respect des droits fondamentaux.

Dans la pratique, le contrôle que peuvent exercer les États paraît particulièrement limité. Peu d'initiatives sont prises par les États membres pour insister sur le respect des droits économiques et sociaux par les institutions financières internationales.

Il ne s'agit pas ici de dire que ces institutions violent les droits fondamentaux. L'octroi d'un prêt n'est pas une violation d'un droit fondamental. Mais il y a lieu d'attirer l'attention sur le fait que ces institutions mettent les États bénéficiaires de ces prêts dans une situation intenable. D'un côté, la réalisation d'objectifs est imposée en termes de droits économiques et sociaux tels que définis dans des instruments internationaux auxquels ces États sont parties prenantes, comme le Pacte international relatif aux droits civils et politiques des Nations unies de 1966. De l'autre, l'on exige la réalisation d'exigences fixées par les institutions économiques internationales. On voit que le seul effet de cette politique est qu'elle empêche la réalisation des droits fondamentaux dans le domaine économique et social.

Parfois, pourtant, la Banque mondiale a, — et ce depuis vingt ans —, tenu compte du domaine de l'environnement, où elle insiste sur le fait que les prêts qu'elle octroie ne doivent pas avoir pour effet de mettre l'État bénéficiaire en porte-à-faux par rapport à ses obligations en la matière telles qu'elles sont imposées dans des traités internationaux.

privatiseren, de markten te openen, enz., samen met een brede waaier aan sociale maatregelen.

Bijgevolg blijft het probleem bestaan. Het voorbeeld van mevrouw Mestrum over de mate waarin voor het bepalen van de competitiviteitsfactoren rekening wordt gehouden met de manier waarop staten al dan niet de arbeidsmarkt reguleren wijst uit dat de financiële instellingen in 2005 nog lang niet de nodige aandacht schenken aan een strikte naleving van de elementaire normen inzake economische en sociale rechten.

Het tweede deel van de uiteenzetting betreft de controlemaatregelen en de betrekkingen van de financiële instellingen met hun leden.

De financiële instellingen geven vaak de indruk in een eigen, vrij besloten omgeving te werken. Zij hebben hun werkingsregels, en daar houdt het bij op.

Dit schept problemen met betrekking tot het concept van een internationale instelling, die in een internationale context niet geacht wordt volledig onafhankelijk te functioneren. Net als staten zijn ze onderworpen aan de grondbeginselen van het internationale recht, in het bijzonder als het om de grondrechten gaat.

In de praktijk blijken de controlemogelijkheden van staten uiterst beperkt. De lidstaten nemen weinig initiatieven om aan te dringen op de naleving van de economische en sociale rechten door de internationale financiële instellingen.

Spreker wil daarmee niet gezegd hebben dat de financiële instellingen de grondrechten schenden. Het toekennen van een lening levert geen schending van zo'n recht op. Maar er moet gewezen worden op het feit dat deze instellingen de staten aan wie zij de leningen toekennen, in een onhoudbare situatie plaatsen. Enerzijds moeten zij doelstellingen halen inzake economische en sociale rechten als bepaald in internationale verdragen waarin deze staten partij zijn, zoals het Internationaal Verdrag inzake Burgerrechten en Politieke Rechten van de Verenigde Naties (1966). Anderzijds eist men dat zij voldoen aan de voorwaarden van de internationale economische instellingen. Het is duidelijk dat dit alleen maar ten koste kan gaan van de naleving van de economische en sociale grondrechten.

Nochtans heeft de Wereldbank soms — en reeds sinds twintig jaar — rekening gehouden met milieufactoren, door erop aan te dringen dat de leningen die zij toekent er niet toe mogen leiden dat de begunstigde staat de verplichtingen die hem terzake worden opgelegd door internationale verdragen, niet langer kan nakomen.

Sur le plan des principes, rien n'empêche de tenir ce même raisonnement dans le domaine des droits économiques et sociaux. Il serait donc élémentaire que, dans la définition de ses politiques et de ses programmes, la Banque mondiale impose aux États de satisfaire aux exigences en matière de respect des droits économiques et sociaux.

Encore faut-il qu'il y ait un moteur qui fasse évoluer les institutions financières internationales dans le bon sens.

Il y a eu bien eu quelques évolutions, y compris dans le domaine du contrôle, comme la création en 1993 au sein de la Banque mondiale d'un « panel d'inspection ». Cette structure quasi-juridictionnelle peut examiner les « réclamations » émises par des groupes de personnes dans les États bénéficiaires des prêts à propos de la mise en œuvre des lignes de conduite de la Banque mondiale. Toutefois, et ceci bientôt quinze ans après l'introduction de cette procédure, on n'a pu noter que quelques dizaines de cas d'application. Cette procédure reste donc marginale. Par ailleurs, les résultats ne sont pas forcément probants du fait du caractère non coercitif de ses décisions. Il faudrait que le « panel » puisse octroyer aux personnes reconnues victimes, une réparation pécuniaire

Dans une étude réalisée récemment au sein de la Faculté de Droit de l'ULB sur les mécanismes de participation de la société civile aux processus de décision des organisations internationales, on a pu constater que la Banque mondiale présente une plus grande ouverture par rapport à la société civile, par la mise en œuvre des « Stratégies d'Assistance par Pays » mentionnées auparavant. Mais à partir du moment où cette participation est devenue plus critique, la Banque mondiale y a mis fin de façon unilatérale.

Son dernier point sera la perspective de changements. Les critiques extérieures se sont multipliées depuis des années sans que les effets soient particulièrement notables. Il lui semble donc que le mouvement ne pourra venir que de l'intérieur, non de l'administration de la Banque elle-même, mais bien des membres.

Il sied de rappeler le poids déterminant des États européens au sein de ces institutions financières internationales, un poids supérieur à celui des États-Unis, qui donne à ces États un levier considérable de changements.

Il conclut en constatant qu'il est paradoxal de voir les mêmes États, par la voix de leurs représentants, insister, dans certaines institutions, sur le respect des droits fondamentaux dans le domaine économique, social et syndical, et, dans d'autres, accepter sans ciller des politiques qui vont manifestement à l'encontre de ces mêmes droits.

Principieel is er geen reden om dezelfde redenering niet toe te passen op het vlak van de economische en sociale rechten. Het is dus elementair dat de Wereldbank bij het uitstippelen van haar beleid en haar programma's de staten verplicht te voldoen aan de eisen inzake economische en sociale rechten.

Wat nu nog ontbreekt, is een impuls om de internationale financiële instellingen in de goede richting te laten evolueren.

Er is wel een zekere evolutie merkbaar, ook op het vlak van de controle, zoals de oprichting in 1993 van een *panel inspection* binnen de Wereldbank. Deze structuur heeft een soort rechtsbevoegdheid en kan « klachten » onderzoeken van groepen personen uit de staten die leningen ontvangen in verband met de uitvoering van de beleidslijnen van de Wereldbank. Nu, bijna vijftien jaar na het invoeren van de procedure, werd ze echter slechts een vijftiental keren toegepast. Deze procedure blijft dus marginaal. Bovendien zijn de resultaten niet noodzakelijk bevredigend omdat de beslissingen niet dwingend zijn. Het *panel* zou een financiële vergoeding moeten kunnen toekennen aan de personen die als slachtoffer erkend zijn.

Uit een recente studie van de faculteit Rechten van de ULB over de deelname van het maatschappelijk middenveld aan de besluitvorming van de internationale instellingen blijkt dat de Wereldbank een meer open houding aanneemt ten opzichte van het maatschappelijk middenveld, dank zij de uitvoering van de voormelde bijstandsstrategieën per land. Toen die deelname echter kritischer werd, heeft de Wereldbank er unilateraal een einde aan gemaakt.

Als laatste punt wil spreker het hebben over de vooruitzichten op een verandering. Al jaren neemt de kritiek van buitenaf toe zonder merkbare gevolgen. Het lijkt er dus op dat de impuls alleen van binnenuit kan komen, niet van de administratie van de Bank zelf maar wel van de leden.

De Europese staten hebben een overwicht in deze internationale financiële instellingen, dat groter is dan dat van de Verenigde Staten. Daardoor hebben die landen een belangrijke hefboom in handen om veranderingen door te drukken.

Tot besluit stelt spreker vast dat het paradoxaal is dat staten bij monde van hun vertegenwoordigers in sommige instellingen de nadruk leggen op de naleving van de grondrechten inzake economie, sociale aangelegenheden en vakbonden, terwijl diezelfde staten in andere instellingen zonder te verpinken praktijken aanvaarden die duidelijk die rechten met voeten treden.

1.3. *Audition de M. John Van Daele, journaliste au mensuel MO*

Une des principales questions du livre qu'il a publié, «*Het recht van de rijkste ...*», était: «Dans quelle mesure les institutions internationales sont-elles démocratiques?». Pour répondre à cette question, l'auteur s'est adressé à des centaines de personnes qui ont été proches de ces institutions.

Voici ses principales remarques.

De toutes les organisations qu'il a étudiées, le FMI et la Banque mondiale sont les moins démocratiques. Naturellement, on peut se demander comment le degré de démocratie d'une institution internationale peut être mesuré. Les critères à prendre en considération ne sont décrits nulle part, mais ils reposent plutôt sur une série d'évidences. Mais c'est un autre débat.

Il revient sur une question posée précédemment: comment le pouvoir est-il réparti au sein de ces institutions et quel est le lien entre ces institutions mondiales et les démocraties nationales réelles actuelles? En d'autres termes, savons-nous ce que les représentants belges disent dans les différentes institutions? Comment adoptent-ils leurs positions? Défendent-ils des opinions que le peuple belge et ses représentants voudraient voir défendre?

S'agissant de ces deux questions, les deux plus mauvais résultats ont été enregistrés par le FMI et la Banque mondiale. L'orateur parlera surtout du FMI, même si la plupart des conclusions sont valables également pour la Banque mondiale.

Tout d'abord la question de la répartition du pouvoir, qui dépasse largement, il est vrai, la sphère d'influence du Parlement belge.

La Belgique détient 2,13 % du total des voix au FMI. C'est plus que l'Inde, qui compte cent fois plus d'habitants. C'est plus que le Mexique, le Brésil, le Pakistan et l'Indonésie, qui comptent tous dix fois plus d'habitants. La répartition du pouvoir au sein de ces institutions est basée sur le principe suivant: un dollar, une voix. En d'autres termes, plus un pays procure des fonds au FMI et à la Banque mondiale, plus il a voix au chapitre dans ces institutions.

Ces contributions financières seraient à leur tour basées sur l'importance du pays concerné dans l'économie mondiale. C'est vrai du moins en théorie. Dans la pratique, il est particulièrement difficile de trouver une logique pure dans la répartition des voix au FMI et à la Banque mondiale.

L'Union européenne a 32 % des voix, les États-Unis 17%. Pourtant, ces deux formes d'économie ont à peu près le même poids. La Chine et le Canada ont le même pourcentage de voix (un nombre avec trois

1.3. *Hoorzitting met de heer John Van Daele, journalist bij het maandblad MO*

Een van de hoofdvragen van het boek dat hij publiceerde, «*Het recht van de rijkste ...*», was: «Hoe democratisch zijn de internationale instellingen?». Om die vraag te beantwoorden, werden honderden mensen aangesproken die deze instellingen van dichtbij hebben meegemaakt.

Ziehier zijn essentiële opmerkingen.

Van alle organisaties die hij bestudeerde, zijn het IMF en de Wereldbank de minst democratische. Natuurlijk kan men zich afvragen hoe men het democratisch gehalte van een internationale instelling kan meten. De maatstaven daarvoor staan nergens beschreven, maar berusten eerder op een aantal evidenties. Dat is evenwel een ander debat.

Hij komt terug op een eerder gestelde vraag, namelijk hoe de macht is verdeeld in die instellingen, en vervolgens, wat de band is tussen die mondiale instellingen en de reële, bestaande nationale democratieën? Met andere woorden: weten wij wat de Belgische vertegenwoordigers in de verschillende instellingen vertellen? Hoe komen die posities tot stand? Verdedigen ze daar stellingen die ook het Belgische volk en zijn vertegenwoordigers zouden willen zien verdedigen?

Op beide vragen waren er geen instellingen die slechter scoorden dan het IMF en de Wereldbank. Hij zal het vooral over het IMF hebben, al gelden de meeste conclusies ook voor de Wereldbank.

Vooreerst de kwestie van de machtsverdeling, die weliswaar zeer ver de invloed van het Belgische Parlement overstijgt.

België heeft in het IMF 2,13 % van het stemmentotaal. Dat is meer dan India dat honderd keer zoveel inwoners telt. Dat is meer dan Mexico, Brazilië, Pakistan en Indonesië die allemaal tien keer zoveel inwoners tellen. De machtsverdeling in deze instellingen is gebaseerd op het principe: één dollar, één stem, dus met andere woorden, hoe meer middelen een land ter beschikking stelt van het IMF en de Wereldbank, hoe meer stemmen het er heeft.

Die financiële bijdragen zouden dan weer gebaseerd zijn op het belang van het betrokken land in de wereldeconomie. Dat is althans de theorie. In de praktijk is het bijzonder moeilijk een zuivere logica te ontdekken in de stemmenverdeling bij IMF en Wereldbank.

De EU heeft 32 % van de stemmen, de VS 17%. Toch wegen die twee vormen van economie ongeveer even zwaar. China en Canada hebben hetzelfde stemmenpercentage, (met een getal van drie cijfers

chiffres après la virgule), preuve de l'existence d'un jeu politique. Si ce n'était pas le cas, on ne comprendrait pas quelle formule il faut appliquer pour arriver exactement à la même répartition des voix pour deux pays, avec un nombre à trois chiffres après la virgule.

Force est de constater qu'aujourd'hui, ce sont surtout les pourcentages de voix élevés de petits pays européens comme la Belgique, les Pays-Bas ou la Suisse qui irritent de plus en plus les pays en développement. C'est compréhensible. Les pays riches, qui comptent un sixième de la population mondiale, totalisent plus de soixante pour cent des voix dans les deux institutions.

En outre, depuis la reprise qu'ont connue les marchés financiers dans les années '70, les pays riches n'ont en fait plus besoin du FMI et de la Banque mondiale. Lorsque des pays riches ont besoin d'argent, ils l'empruntent simplement sur le marché. La plupart des pays en développement ne disposent pas de cette option. Leur accès à des fonds externes nécessite l'aval du FMI.

Cela signifie donc que le FMI n'a aucune prise sur les détenteurs du pouvoir dans cette institution, mais qu'il tient sous sa coupe ceux qui n'y ont pas voix au chapitre. Cette asymétrie renforce le caractère non démocratique du FMI. En raison de leur pouvoir au FMI et à la Banque mondiale, les pays riches sont à la fois juges et parties. Cela ne garantit pas des décisions favorables aux pays en développement, alors que ce sont surtout ces derniers qui dépendent de cette institution. Or, il y a des raisons d'en douter.

Commençons par une réflexion purement philosophique. Le FMI et la Banque mondiale croient dur comme fer à la logique du marché. Une des prémisses fondamentales de cette logique du marché est que les individus veulent toujours maximiser leur profit, qu'ils sont donc assez égoïstes. Appliquons maintenant ce principe au FMI. Pourquoi les pays riches définiraient-ils une politique qui favorise les pays en développement plutôt que de servir leurs propres intérêts? À moins que le FMI ne fournisse la preuve que l'altruisme existe dans la politique internationale?

L'expérience de ces vingt dernières années incite au scepticisme. Une chose est certaine: le FMI et la Banque mondiale ont forcé les pays en développement à ouvrir leurs marchés. Ce n'est peut-être pas un hasard si cette mesure était également intéressante pour les multinationales des pays riches. En même temps, ces mêmes pays riches s'opposent farouchement, au sein de l'Organisation mondiale du commerce, à l'ouverture de leurs marchés agricoles, ce qui pose à nouveau la question de la cohérence de la part des institutions internationales.

Un autre exemple concret concerne la Corée du Sud, qui fut frappée par une crise financière en 1997-1998.

na de komma), wat meteen verraadt dat er een soort politiek spel is. Anders snapt men niet met welke formule men met drie cijfers na de komma tot exact dezelfde stemmenverdeling zou komen voor twee landen.

Nu is het zo dat vooral de hoge stemmenpercentages van kleine Europese landen zoals België, Nederland of Zwitserland de ontwikkelingslanden steeds meer storen. Dat is begrijpelijk. Met een zesde van de wereldbevolking hebben de rijke landen meer dan zestig procent van de stemmen in beide instellingen.

Komt daarbij dat de rijke landen, sinds de herleving van de financiële markten in de jaren '70, het IMF en de Wereldbank eigenlijk niet meer nodig hebben. Als rijke landen geld nodig hebben, lenen ze dat gewoon op de markt. Die optie hebben de meeste ontwikkelingslanden niet. Hun toegang tot extern geld hangt af van de goedkeuringsstempel van het IMF.

Dat betekent dus dat het IMF geen macht heeft over degenen die macht hebben in die instelling, maar wel macht heeft over landen die er eigenlijk niets te zeggen hebben. Die asymmetrie versterkt het ondemocratisch karakter van het IMF. Door hun macht in het IMF en de Wereldbank zijn de rijke landen zowel rechter als partij. Dat is geen garantie voor beslissingen die goed zijn voor de ontwikkelingslanden. Het zijn immers vooral die landen die afhankelijk zijn van die instelling. Welnu, er zijn redenen om daaraan te twijfelen.

Laat ons beginnen met een puur filosofische overweging. Het IMF en de Wereldbank geloven sterk in het marktdenken. Een van de basispremissen van dat marktdenken is dat mensen hun nut altijd willen maximaliseren, dus dat mensen redelijk egocentrisch zijn. Laat ons dat nu toepassen op het IMF. Waarom zouden de rijke landen een beleid uitstippelen dat in het voordeel is van de ontwikkelingslanden en niet in hun eigen voordeel? Of levert het IMF misschien het bewijs dat altruïsme bestaat in de internationale politiek?

Ook de ervaring van de voorbije twintig jaar zet aan tot scepticisme. Zeker is dat het IMF en de Wereldbank ontwikkelingslanden dwongen om hun markten te openen. Iets wat wellicht niet toevallig ook interessant was voor de multinationale ondernemingen in de rijke landen. Terzelfder tijd verzetten diezelfde rijke landen zich in de Wereldhandelsorganisatie zeer sterk tegen de opening van hun landbouwmarkten. Dat is dus opnieuw het probleem van coherentie in internationale instellingen.

Nog een ander concreet voorbeeld betreft Zuid-Korea, dat in 1997-1998 getroffen werd door een

Une des conditions imposées par le FMI à la Corée du Sud pour bénéficier d'une sorte de crédit de soudure était qu'elle devait faciliter l'importation de voitures étrangères sur le marché sud-coréen. La compétition peut être intéressante pour inciter les pays au dynamisme. Cependant, l'orateur ne comprend pas bien l'utilité de l'ouverture du marché intérieur aux voitures étrangères pour résoudre une crise financière.

Autre exemple : le FMI et la Banque mondiale ont suggéré à des dizaines de pays en développement de produire plus de matières premières afin de pouvoir s'acquitter de leurs dettes. Cela a entraîné une offre excédentaire de matières premières, dont le prix a dès lors subi une forte diminution. De nouveau, cela s'est avéré surtout intéressant pour les pays riches.

L'orateur a discuté à Washington avec M. Ariel Buira, le directeur du G24, une sorte de regroupement des pays en développement qui tente de mieux faire entendre la voix de ces pays dans les institutions de Bretton Woods. Cette organisation, comme les pays en développement, espère avoir affaire à un FMI et une Banque mondiale moins idéologiques. En d'autres termes, ces deux institutions devraient faire preuve de moins de fondamentalisme libéral et se montrer plus pragmatiques. Elle compte aussi et surtout sur un FMI renforcé, sur un FMI et une Banque mondiale disposant de plus de moyens.

La raison avancée par M. Buira est que les pays riches n'ont plus besoin du FMI. Ils peuvent se rabattre sur les marchés financiers.

Certains pays en développement comme la Chine, qui disposent des plus grandes réserves monétaires au monde, sont disposés à fournir de l'argent à la Banque mondiale et au FMI. Cette proposition est pourtant déclinée par les pays riches. La raison invoquée est évidemment que la répartition des votes au sein de ces institutions devrait être modifiée si la Chine apportait plus d'argent. Manifestement, pareille modification apparaît encore difficilement réalisable actuellement. La critique du G24 adressée aux pays riches est donc logique : il leur reproche à la fois de ne pas vouloir mettre eux-mêmes plus de moyens à disposition et d'empêcher les pays qui souhaitent suppléer de le faire. De cette manière, les pays riches empêchent le FMI de devenir une institution qui correspond mieux aux besoins des pays en développement.

La question est de savoir pendant combien de temps encore les pays riches pourront empêcher le FMI de se démocratiser. Une brèche pourrait être ouverte si les pays asiatiques menaçaient de créer leur propre institution. Cependant, ce ne sont là que des conjectures. L'orateur pense que ce Parlement devra un jour voter sur une diminution du poids de la Belgique au FMI. Il n'est jamais agréable de se donner moins

financiële crisis. Een van de voorwaarden die het IMF aan Zuid-Korea oplegde om een soort overbruggingskrediet te krijgen, was dat het de invoer van buitenlandse wagens op de Zuid-Koreaanse markt moest vergemakkelijken. Competitie kan interessant zijn om landen aan te zetten tot dynamisme, maar wat er nu zo noodzakelijk is aan het openen van de binnenlandse markt voor buitenlandse wagens bij de oplossing van een financiële crisis, begrijpt spreker niet goed.

Een ander voorbeeld betreft de suggestie van het IMF en de Wereldbank gericht tot tientallen ontwikkelingslanden om meer grondstoffen te produceren om op die manier hun schulden te kunnen afbetalen. Dat zorgde voor een overaanbod van grondstoffen en dus voor tamelijk lage grondstoffenprijzen. Opnieuw is dat iets dat vooral interessant bleek te zijn voor de rijke landen.

Hij sprak in Washington met de heer Ariel Buira, de directeur van de G24, een soort groepering van ontwikkelingslanden die bij de Bretton Woods-instellingen probeert de stem van de ontwikkelingslanden beter te laten weerklinken. Deze organisatie hoopt, samen met de ontwikkelingslanden, op een minder ideologische IMF en Wereldbank. Ze bedoelt daarmee: minder marktfundamentalistisch en meer pragmatisch. Ze rekent ook en vooral op een groter IMF, op een IMF met meer middelen en op een Wereldbank met meer middelen.

De reden die de heer Buira aangeeft is dat de rijke landen het IMF niet meer nodig hebben. Zij kunnen terugvallen op de geldmarkten.

Sommige ontwikkelingslanden, zoals China, die over de grootste monetaire reserves ter wereld beschikken, zijn bereid om geld ter beschikking te stellen van Wereldbank en IMF. De rijke landen weigeren dit echter. De reden is natuurlijk dat, indien China meer geld zou mogen inbrengen, de stemmenverdeling in die instellingen moet worden aangepast. Kennelijk is dat iets wat momenteel nog moeilijk ligt. De kritiek van de G24 op de rijke landen is dus logisch: ze verwijt hen dat ze enerzijds zelf niet meer middelen willen ter beschikking stellen en beletten anderzijds diegenen die dat wel willen om dat te doen. Op die manier beletten de rijke landen dat er een IMF komt als instelling die beter aansluit bij de noden van de ontwikkelingslanden.

De vraag is hoelang de rijke landen een democratisering van het IMF nog kunnen tegenhouden. Een dreigement van de Aziatische landen om met een eigen instelling te beginnen zou tot een doorbraak kunnen leiden. Dit blijft echter hoe dan ook koffiedik kijken. Spreker denkt wel dat dit Parlement ooit zal moeten stemmen over een vermindering van het Belgische gewicht in het IMF. Jezelf kleiner maken

d'importance, mais la Belgique ferait mieux de s'y préparer. Dans le meilleur des cas, la réduction du poids de la Belgique serait compensée par une approche européenne plus forte.

Nous arrivons au point suivant, qui constitue l'essentiel de l'intervention: en quoi la Belgique en tant qu'Etat pourrait-elle avoir une influence beaucoup plus directe? En d'autres termes, existe-t-il un lien fort entre la démocratie belge et sa politique au sein du FMI et de la Banque mondiale?

Pour une fois, ce volet belge a même une certaine importance pour le reste du monde. En effet, s'il y a une instance où le représentant belge a un certain poids, c'est bien le FMI, ainsi que la Banque mondiale. Notre pays délègue un des 24 directeurs au conseil d'administration du FMI depuis 60 ans. En outre, après les États-Unis, le Japon et l'Allemagne, c'est le groupe de vote belge qui dispose aussi du plus grand nombre de voix, à savoir 5,13 % du total.

Il est vrai que le directeur belge ne parle pas uniquement au nom de la Belgique. Il représente aussi quelques pays d'Europe de l'Est qui font partie de ce groupe de vote belge. Toutefois, la Banque nationale a assuré qu'en fait, ces pays de l'Europe de l'Est s'occupaient essentiellement de leurs propres dossiers et avaient donc une incidence relativement faible sur les positions du groupe de vote belge dans tous les autres sujets qui ne sont pas liés directement à leurs dossiers.

En fait, on peut parler ici d'une position de force plutôt unique pour la Belgique. La question est de savoir ce que notre pays entreprend sur la base de cette position. La réponse est que nous ne pouvons pas le savoir. En effet, les rapports des réunions du conseil d'administration du FMI, qui sont presque quotidiennes, restent secrets pendant au moins 10 ans, voire 20 ans pour certains sujets. Si vous vous renseignez auprès du ministère des Finances, du cabinet du ministre des Finances ou de la Banque nationale, on vous répondra que ces documents ne sont effectivement pas accessibles. Il ne fait aucun doute que ces positions adoptées par la Belgique sont rangées dans les tiroirs du ministère ou de la Banque nationale. Ces sources sont restées inaccessibles pendant l'année et demie que l'orateur a consacré à ses recherches en vue de la rédaction de son livre. Néanmoins, certaines personnes ont avoué que la rédaction d'un rapport annuel sur le rôle de la Belgique au FMI et à la Banque mondiale sera peut-être inéluctable à l'avenir. Entre-temps, on a voté une loi obligeant nos représentants au sein des deux institutions à présenter chaque année au Parlement un rapport d'avancement sur la manière dont les institutions ont contribué à la réalisation des objectifs du millénaire.

is nooit aangenaam, maar België kan zich daar maar beter op voorbereiden. In het gunstigste geval wordt die Belgische reductie gecompenseerd door een steviger Europese aanpak.

Daarmee zijn we beland bij het volgende punt — en dat is meteen de hoofdmoot van de tussenkomst — namelijk de vraag waar België als staat veel meer directe invloed zou kunnen hebben. Met andere woorden rijst de vraag of er een voldoende sterke band bestaat tussen de Belgische democratie en haar politiek in het IMF en de Wereldbank.

Voor één keer heeft dit Belgische luik zelfs enig belang voor de rest van de wereld. Immers, als er één instelling is waar de Belgische vertegenwoordiger enig gewicht heeft, dan is het wel in het IMF en ook in de Wereldbank. Ons land levert niet alleen al 60 jaar een van de 24 directeurs in de bestuursraad van het IMF. Na de VS, Japan en Duitsland heeft de zogenaamde Belgische stemgroep ook de meeste stemmen, namelijk 5,13 % van het totaal.

Weliswaar spreekt de Belgische directeur daar niet enkel namens België. Hij vertegenwoordigt daar ook een aantal Oost-Europese landen die deel uitmaken van die Belgische stemgroep. In de Nationale Bank heeft men echter verzekerd dat die Oost-Europese landen eigenlijk in hoofdzaak bezig zijn met hun eigen dossiers en dus relatief weinig wegen op de standpunten van de Belgische stemgroep in alle andere materies die niet direct te maken hebben met hun dossiers.

Eigenlijk is hier voor België sprake van een redelijk unieke machtspositie. De vraag is wat ons land met die positie aanvangt. Het antwoord hierop is dat wij dat niet kunnen weten. Immers, de verslagen van de vergaderingen van de bestuursraad van het IMF, die vrijwel dagelijks bijeenkomt, zijn minstens 10 jaar geheim en voor sommige materies 20 jaar. Wie navraag doet bij het ministerie van Financiën, het kabinet van de minister van Financiën of de Nationale Bank krijgt te horen dat die documenten inderdaad niet toegankelijk zijn. Ongetwijfeld zitten die Belgische standpunten ergens opgeborgen op het ministerie of bij de Nationale Bank. Tijdens anderhalf jaar onderzoekswerk voor het opstellen van zijn boek bleven die bronnen ontoegankelijk. Wel werd er door sommigen toegegeven dat de jaarlijkse verslaggeving over de Belgische rol in het IMF en de Wereldbank in de toekomst wellicht onafwendbaar zal zijn. Ondertussen is immers de wet gestemd die onze vertegenwoordigers in beide instellingen verplicht om elk jaar bij het parlement een voortgangsverslag uit te brengen over hoe de instellingen hebben bijgedragen tot het realiseren van de millenniumdoelstellingen.

On peut maintenant se demander en quoi consistera concrètement ce rapport. En effet, les membres des conseils d'administration du FMI et de la Banque mondiale adoptent des points de vue en permanence, presque tous les jours. Par exemple, quelle est l'opinion du directeur belge sur le rapport du FMI concernant la Chine ou les Pays-Bas? Que pense-t-il du programme de lutte contre la pauvreté au Rwanda? Il s'agit de questions importantes, surtout pour les pays en développement, car de la réponse à ces questions dépendra le versement à ces pays de fonds non seulement du FMI, mais aussi d'autres institutions financières qui calquent généralement leur décision d'octroyer des crédits sur le jugement du FMI.

Lorsque, l'année dernière, pendant une audition de M. Olivier Henin, délégué du ministre Reynders, la question du manque de transparence avait été évoquée, M. Henin affirma que c'était chercher la petite bête et qu'il n'y avait tout simplement rien à cacher. D'ailleurs, la déclaration du ministre lors de la réunion annuelle n'est-elle pas rendue publique à chaque fois? Naturellement, il ne s'agit pas de cela. Ce sont les décisions quotidiennes prises dans des dossiers concrets qui révèlent la politique d'un pays, et non le speech annuel du ministre. M. Henin signala également que les directeurs belges au FMI et à la Banque mondiale se présentent régulièrement à des auditions parlementaires. Toutefois, il apparaît que beaucoup de parlementaires intéressés ne peuvent pas en tirer suffisamment de leçons en raison de la complexité des dossiers et du manque de connaissances préalables. Pour bien comprendre les sujets, ils doivent s'en remettre aux ONG. Cela illustre la nécessité de l'existence des ONG pour assurer le bon fonctionnement de la démocratie parlementaire, car ce sont elles qui peuvent en réalité combler les lacunes du système. En fait, c'est le cabinet qui devrait jouer ce rôle. L'enquête réalisée par l'orateur a démontré qu'il était possible de faire autrement, par exemple au Parlement des États-Unis, qui traite ce sujet de manière beaucoup plus approfondie et qui est plus exigeant envers le pouvoir exécutif.

Un exemple prouve que la situation en Belgique n'est pas ce qu'elle devrait être. À la fin du mois de juin 2005, le ministre Reynders faisait des déclarations rassurantes par l'intermédiaire de M. Henin. Toutefois, moins d'un mois plus tard, une fuite orchestrée (probablement par les Britanniques) au conseil d'administration du FMI nous apprenait que cela ne correspondait pas du tout à la réalité. Cette fuite a été publiée dans le *Financial Times* juste après la séance. On pouvait y lire que la Belgique introduirait une réclamation contre l'effacement de la dette par le G8. L'article ne reflétait peut-être pas exactement ce que le directeur belge du FMI Willy Kiekens avait dit, mais le ministre belge Reynders n'a pas pu se distancier assez rapidement de ce dernier: il apparut soudain que le représentant belge n'avait pas exprimé le point de vue du gouvernement belge à ce sujet.

De vraag is nu hoe dit verslag er concreet zal uitzien. Immers, op de bestuursraden van het IMF en de Wereldbank worden voortdurend standpunten ingenomen, bijna dagelijks. Wat vindt de Belgische directeur bijvoorbeeld over het IMF-rapport over China of over Nederland? Wat vindt de Belgische directeur over het armoedebestrijdingsprogramma in Rwanda? Dit zijn belangrijke kwesties, vooral voor ontwikkelingslanden, omdat het antwoord op die vraag niet enkel bepaalt of het land geld krijgt van het IMF, maar ook van andere financiële instellingen die meestal het toekennen van kredieten afstemmen op het oordeel van het IMF.

Toen vorig jaar tijdens een hoorzitting met de heer Olivier Henin, afgevaardigde van minister Reynders, de vraag werd gesteld nopens het gebrek aan transparantie stelde deze dat dit spijkers op laag water zoeken was en dat er gewoon niks te verbergen viel. Trouwens, werd de verklaring van de minister op de jaarvergadering niet elk jaar openbaar gemaakt? Daarover gaat het natuurlijk niet. Het zijn de dagelijkse beslissingen in concrete dossiers die het beleid van een land aantonen en niet de jaarlijkse speech van de minister. De heer Henin wees er ook op dat de Belgische directeurs bij het IMF en de Wereldbank regelmatig verschijnen op parlementaire hoorzittingen. Veel geïnteresseerde parlementairen blijken echter daaruit niet voldoende lessen te kunnen trekken omwille van de complexiteit van deze dossiers, en het gebrek aan voorkennis. Om een goed begrip te verwerven zijn ze aangewezen op NGO's. Dat illustreert de noodzaak voor de goede werking van de parlementaire democratie aan het bestaan van NGO's die *de facto* de leemten van het systeem kunnen opvullen. In feite zou het kabinet die rol moeten spelen. Zijn onderzoek heeft aangetoond dat het anders kan, en meer bepaald in het Parlement van de Verenigde Staten, dat veel grondiger op deze materie ingaat en veeleisender is voor de executieve.

Een voorbeeld toont aan dat in België de toestand ondermaats is. Daar waar minister Reynders via de heer Henin geruststellende verklaringen aflegde eind juni 2005, bleek nog geen maand later dankzij een lek georganiseerd in de bestuursraad van het IMF (waarschijnlijk door de Britten), dat dit helemaal niet klopt met de werkelijkheid. Dat lek verscheen vlak na de zitting in de *Financial Times*. Er stond: «België tekent bezwaar aan tegen schuldkwijtschelding door de G8». Het artikel was misschien niet volledig een accurate weerspiegeling van wat de Belgische IMF-directeur Willy Kiekens had gezegd, maar de Belgische minister Reynders kon niet snel genoeg afstand nemen van de heer Willy Kiekens: de Belgische vertegenwoordiger heeft in deze niet het standpunt van de Belgische regering vertolkt, klonk het plots.



Est-il dès lors étrange que l'on mette en doute l'affirmation selon laquelle le représentant belge traduit toujours le point de vue du gouvernement belge? M. Henin a alors reconnu l'existence d'un problème avec notre représentant au FMI, à savoir que celui-ci, contrairement à notre représentant à la Banque mondiale, ne s'était pas encore adapté à la «révolution culturelle», c'est-à-dire à la politisation croissante de nos positions aux institutions de Bretton Woods.

Lorsque l'orateur confronta le ministère des Finances à ces incohérences, il se vit répondre que la délégation à Washington disposait d'une assez grande autonomie. M. Frans Godts, directeur du service des Relations internationales au ministère des Finances, fut encore plus clair dans sa réponse à une question concernant l'ajustement de points de vue du représentant belge au FMI à la suite de l'entrée en fonction d'un autre gouvernement en Belgique. Sa réponse fut: «Non, pas du tout ou très peu. Durant ces vingt dernières années, je n'ai jamais connu de changement net de la politique, quelle que soit la coalition au pouvoir.»

Rien d'étonnant, dès lors, à ce que le FMI (et dans une moindre mesure la Banque mondiale) soit considéré comme une sorte d'organisation secrète. À cause du secret, nous ne savons pas comment les décisions sont prises ni quel gouvernement adopte quel point de vue. Nous voyons seulement l'*input* et l'*output*. L'*input* est déterminé en grande partie par les pays européens (l'UE et ses 25 membres disposent de 32% des voix contre 17% pour les Américains). Pourtant, l'*output*, c'est-à-dire le résultat de la politique, est fortement marqué au sceau des États-Unis. L'orateur éprouve donc des difficultés à expliquer comment l'*input* et l'*output* peuvent être conciliés.

Tout le monde s'accorde à dire que le FMI est en fait une institution très américanisée. Même M. Fons Verplaetse, qui a pourtant été très proche de l'institution pendant dix ans, a reconnu qu'il s'agissait d'une institution très orientée vers le fondamentalisme libéral et que c'est une des raisons pour lesquelles elle n'a pas vocation à intervenir dans les pays en développement.

La solide empreinte des États-Unis sur la politique du FMI apparaît aussi très clairement dans les rapports sur les pays. Il s'agit des rapports qui sont accessibles librement depuis quelques années sous la pression de la société civile, si le pays concerné y consent.

Par exemple, les pays d'Europe occidentale y sont toujours sévèrement critiqués pour leur marché du travail trop rigide. Le rapport sur les États-Unis n'évoque même pas le marché du travail, ce qui indique donc de toute évidence que ce marché du travail est considéré comme le modèle idéal. Lorsque l'orateur l'a signalé à M. Kiekens, le directeur belge au

Is het dan vreemd dat men de bewering in twijfel trekt dat die Belgische vertegenwoordiger altijd het standpunt van de Belgische regering vertolkt? De heer Henin gaf daarop toe dat er wel een probleem was met de vertegenwoordiger bij het IMF, namelijk dat hij nog niet was aangepast aan de «culturele revolutie», namelijk de groeiende politisering van onze standpunten in de Bretton Woods-instellingen, daar waar dat wel al het geval was met onze vertegenwoordiger op de Wereldbank.

Toen spreker het ministerie van Financiën confronteerde met deze incoherenties, kreeg hij te horen dat de delegatie te Washington over een vrij grote autonomie beschikt. De heer Frans Godts, directeur van de dienst Internationale Betrekkingen op het ministerie van Financiën was nog duidelijker naar aanleiding van een vraag betreffende de bijsturing van de standpunten van de Belgische IMF-vertegenwoordiger ingevolge het aantreden van een andere regering in België. Zijn antwoord was toen: «Nee, niet of heel weinig. Op die twintig jaar heb ik het beleid nooit echt duidelijk zien veranderen, welke coalitie er ook was.»

Het is dan ook niet te verwonderen dat het IMF (en in mindere mate de Wereldbank) gezien wordt als een soort black box. Omwille van de geheimhouding weten we niet hoe beslissingen er tot stand komen en welke regering welk standpunt inneemt. We zien alleen de input en de output. De input wordt in sterke mate bepaald door Europese landen — de EU heeft met zijn 25 leden 32% van de stemmen en de Amerikanen 17%. Toch is de output, het resultaat van het beleid, zeer Amerikaans. Spreker heeft dus moeite om te verklaren hoe die input en die output met elkaar in overeenstemming kunnen worden gebracht.

Iedereen is het erover eens dat het IMF eigenlijk een zeer Amerikaanse instelling is. Zelfs de heer Fons Verplaetse, die de instelling toch tien jaar van zeer dichtbij heeft meegemaakt, beaamde dat het een zeer marktfundamentalistische instelling is die, mede om die reden niet geschikt is om te werken in ontwikkelingslanden.

Die sterke stempel van de VS op het beleid van het IMF blijkt ook zeer goed uit de landenrapporten. Het zijn die rapporten die onder druk van de civiele samenleving sinds een aantal jaren vrij toegankelijk zijn, als het land in kwestie daar zelf mee akkoord gaat.

De West-Europese landen worden daarin bijvoorbeeld steevast zwaar bekritiseerd om hun al te rigide arbeidsmarkt. In het rapport over de Verenigde Staten wordt de arbeidsmarkt niet eens besproken, dus kennelijk wordt de arbeidsmarkt in de VS gezien als het ideaal. Toen spreker dat zei aan de heer Willy Kiekens, de Belgische directeur in het IMF, zei hij dat

FMI, celui-ci lui a dit que cela posait effectivement un problème et qu'il essaierait de changer cet état de fait. Le FMI considère que les marchés du travail sont rigides lorsqu'ils freinent l'achat et la vente libres de travail par une protection sociale contre le licenciement rapide, par une protection sociale contre le chômage et par une protection sociale contre les maladies, ou par des salaires minimaux ou des conventions collectives de travail. Tout cela entrave la liberté du marché du travail.

Dans cette optique, la Belgique est montrée du doigt et se voit reprocher chaque année d'accorder des allocations de chômage trop généreuses, qu'il faudrait limiter dans le temps. Le raisonnement sous-jacent est assez simple : si une personne ne reçoit plus d'allocations, elle doit obligatoirement accepter le travail qu'elle peut trouver, même si celui-ci n'est, le cas échéant, pas bien rémunéré. On crée ainsi un équilibre entre la demande et l'offre de travail.

Nous ne prétendons pas que le marché du travail européen ou belge soit exempt de tout reproche. Néanmoins, un FMI avec une certaine sensibilité sociale pourrait tout autant formuler des remarques à l'encontre du marché du travail américain, dont on sait parfaitement qu'il produit des millions de travailleurs pauvres, les « *working poor* ». Vous ne trouverez presque rien à ce sujet dans les rapports du FMI, car, comme l'orateur l'a déjà dit, le marché du travail des États-Unis n'y est que rarement ou jamais abordé.

Un pays comme les Pays-Bas est également dans le collimateur. On pouvait lire dans le rapport annuel de 2003 que l'adoption d'accords sociaux nationaux peut avoir atténué les différences de salaires, ce qui entraîne une perte d'efficacité. Le Fonds est manifestement convaincu qu'un bon marché du travail suppose de grandes différences de salaires. Selon le gouvernement néerlandais, les reproches qui lui sont adressés sont dus à des facteurs culturels qui sont responsables des différences de salaires trop minimes. Cette dernière remarque prête à sourire. Les autorités néerlandaises doivent donc se référer à la culture néerlandaise pour expliquer cette égalité si aberrante entre les salaires. Elles doivent donc employer des arguments anthropologiques pour expliquer pourquoi les Pays-Bas s'écartent du canevas du FMI.

Le parlementaire néerlandais Bert Koenders n'a pas voulu s'exprimer sur la justesse de la vision du FMI, mais il a déclaré que les rapports du FMI sur les pays n'étaient pas des évaluations neutres et étaient clairement fondés sur une série d'hypothèses et de choix idéologiques. Il serait bon d'explicitier ces hypothèses, afin de permettre un débat social.

D'aucuns signaleront à juste titre que des pays comme la Belgique et les Pays-Bas peuvent facilement négliger les avis du FMI et ne s'en privent pas. Mais

dit inderdaad een probleem is, en dat hij zou proberen dat te veranderen. Arbeidsmarkten heten rigide voor het IMF als ze het vrije kopen en verkopen van arbeid belemmeren door sociale bescherming tegen snel ontslag, sociale bescherming tegen werkloosheid en sociale bescherming tegen ziekten, of door minimumlonen of collectieve arbeidsovereenkomsten. Al die zaken belemmeren de vrije arbeidsmarkt.

In die optiek zit België helemaal fout, en jaarlijks krijgt het dan ook te horen dat zijn werkloosheidsuitkeringen al te royaal zijn en moeten beperkt worden in de tijd. De redenering daarachter is vrij eenvoudig : wie geen uitkeringen meer ontvangt moet verplicht worden het werk te aanvaarden dat hij kan vinden, ook al is dat werk eventueel niet goed betaald. Zo vinden vraag naar arbeid en aanbod van arbeid elkaar.

We beweren niet dat je geen opmerkingen kan maken over de Europese of Belgische arbeidsmarkt, maar een IMF met enige sociale gevoeligheid zou evenwel opmerkingen kunnen maken over de Amerikaanse arbeidsmarkt, waarvan zeer goed geweten is dat ze miljoenen arme werkenden, de zogeheten « *working poor* » produceert. Daarover vind je in de rapporten van het IMF heel weinig, want de arbeidsmarkt van de Verenigde Staten wordt daarin zoals gezegd zelden of nooit besproken.

Ook een land als Nederland komt in het vizier. In het jaarrapport van 2003 lezen we : « Het maken van landelijke sociale akkoorden kan de verschillen in lonen onderdrukt hebben, wat resulteert in het verlies aan efficiëntie. » Het Fonds is er kennelijk van overtuigd dat een goede arbeidsmarkt gepaard moet gaan met grote loonverschillen. Volgens de Nederlandse regering was haar fout te wijten aan culturele factoren die verantwoordelijk zijn voor de al te kleine loonverschillen. Dat laatste is bijna grappig. De Nederlandse autoriteiten moeten dus verwijzen naar de Nederlandse cultuur om te verklaren waarom de lonen er zo aberrant gelijk zijn. Ze moeten dus verwijzen naar antropologische argumenten om te verklaren waarom Nederland afwijkt van het IMF-stramien.

Het Nederlandse parlementslid Bert Koenders wilde er zich niet over uitspreken of de IMF-visie zinvol is, maar stelt wel dat de landrapporten van het IMF geen neutrale assessments zijn en duidelijk vertrekken vanuit een aantal vooronderstellingen en ideologische keuzes. Het zou goed zijn dat die vooronderstellingen worden geëxpliciteerd, zodat er een maatschappelijk debat over mogelijk is.

Sommigen zullen terecht opmerken dat landen zoals België en Nederland gemakkelijk de adviezen van het IMF kunnen negeren en dat ook doen. Maar dat ligt,

comme l'orateur l'a déjà dit, c'est beaucoup plus difficile pour les pays en développement. La question est donc de savoir ce que les diktats du FMI ont provoqué dans ces pays durant les 20 dernières années. On peut se demander comment il est possible que le FMI, au sein duquel les Européens ont près de deux fois plus de voix que les États-Unis, puisse adopter un tel processus décisionnel. Est-ce que les Européens n'y défendent pas le modèle européen? Il n'est pas possible d'apporter une véritable réponse à cette question à cause du secret, mais il y a quand même quelques indications.

Lorsque l'orateur a assisté en 2004 à l'assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale, il a essayé de demander au hasard quelques documents qui avaient déjà été rendus publics et qui dataient donc de plus de 10 ans. Une initiative coûteuse: un demi-euro par page. Non seulement la transparence s'était fait attendre, mais en outre, il fallait la payer. Par ailleurs, l'orateur ne savait évidemment pas quoi demander. Il s'est alors informé au hasard des points de vue du directeur belge de l'époque aussi bien au FMI qu'à la Banque mondiale, à savoir Jacques de Groote. Le 13 juillet 1993, ce dernier a fait sur l'économie slovaque la déclaration suivante: « Le FMI a raison de souligner la nécessité d'une modération salariale à un moment où les salariés tentent de récupérer une partie de la perte réelle de salaire entraînée par la dévaluation. La difficulté croissante à avoir accès aux allocations de chômage devrait exercer une pression supplémentaire favorable à cette modération salariale. À nouveau, le déroulement de ce processus est assez simple. Une personne qui ne perçoit plus d'allocations de chômage est bien obligée d'accepter le travail qu'elle peut trouver, même si ce travail est mal rémunéré. »

Est-ce qu'un homme politique belge oserait tenir à haute voix un tel raisonnement sur les chômeurs belges? De Groote ose donc le faire pour les chômeurs slovaques. Il se conforme complètement à la doctrine du FMI, mais sous le sceau du secret. Cette attitude est encore plus choquante si l'on sait que cette même personne perçoit un salaire net annuel de 200 000 euros versé par les IFI en plus de son traitement de fonctionnaire au ministère des Finances.

Avons-nous encore d'autres informations sur l'organisation secrète qu'est, en définitive, le conseil d'administration du FMI? Voici deux extraits d'opinions récentes exprimées par le groupe de vote belge. La source fiable qui les a communiqués n'a pas souhaité que les noms des pays soient mentionnés, de peur d'avoir des problèmes.

Dans le « fragment » numéro 1, le groupe de vote belge déclarait à propos de la situation d'un pays dont le niveau de rémunération est moyen, que la compétitivité baisse à cause de la hausse du coût du travail, elle-même due à l'existence de salaires minimaux. Le

zoals al gezegd, moeilijker voor ontwikkelingslanden. De vraag is dan ook wat de dictaten van het IMF daar de voorbije 20 jaar hebben aangericht. Vraag blijft daarbij hoe het mogelijk is dat het IMF, waar de Europeanen bijna tweemaal zoveel stemmen hebben als de VS, tot een dergelijke besluitvorming kan komen. Verdedigen de Europeanen daar dan het Europese model niet? Een echt antwoord kan wegens de geheimdoenerij niet gegeven worden, maar er zijn wel enige aanwijzingen.

Toen spreker in 2004 de jaarvergadering van het IMF en de Wereldbank volgde, heeft hij lukraak wat documenten proberen op te vragen die al publiek waren en dus meer dan 10 jaar oud waren. Dat was wel een dure grap: het was een halve euro per blad. Hij moest niet alleen lang wachten op transparantie, er moest ook nog voor betaald worden. Bovendien wist hij uiteraard niet waarnaar te vragen. Hij heeft dan maar lukraak naar standpunten van de toenmalige Belgische directeur bij zowel het IMF als de Wereldbank, namelijk Jacques de Groote gevraagd. Op 13 juli 1993 zei Jacques De Groote het volgende over de Slovaakse economie: « Het IMF heeft gelijk de nood aan loonmatiging te benadrukken op een ogenblik dat loontrekkenden proberen een deel van het reële loonverlies dat het gevolg is van de devaluatie, goed te maken. Het verder bemoeilijken van de toegang tot werkloosheidsuitkeringen zou bijkomende druk tot loonmatiging moeten uitoefenen. Hoe dit laatste in zijn werk moet gaan, is opnieuw vrij eenvoudig. Wie geen werkloosheidsuitkering meer ontvangt, aanvaardt noodgedwongen het werk dat hij kan vinden, ook al is het slecht betaald. »

Zou een Belgisch politicus luidop dergelijke redenering durven maken over Belgische werklozen? De Groote doet dat dus wel over Slovaakse werklozen. Hij voegt zich geheel naar het IMF-denken, maar dan wel verscholen achter de geheimhouding. Dat is des te schokkender, als men bedenkt dat diezelfde persoon een nettojaarloon ontvangt van 200 000 euro bij de IFI's, en bovendien nog eens zijn wedde van ambtenaar bij Financiën krijgt doorbetaald,

Hebben we nog andere informatie over de black box die de bestuursraad van het IMF toch is? Ziehier twee stukjes tekst uit recente standpunten van de Belgische stemgroep. De betrouwbare bron die dit meedeelde wenste niet dat er namen van landen zouden worden genoemd uit vrees voor problemen.

In « splinter » nummer 1 stelt de Belgische stemgroep over de situatie in een land met mediane lonen, dat de competitiviteit daalt door de stijgende arbeidskosten, die het gevolg zijn van de minimumlonen. De Belgische stemgroep wijst hier dus op de negatieve

groupe de vote belge souligne donc les effets négatifs des salaires minimaux, sans en relever les effets positifs éventuels.

Le groupe rejoint ainsi le FMI dans son aversion pour les salaires minimaux. Le mot «aversion» est approprié dans ce contexte. C'est ce qui ressort du témoignage du Belge Jan Vandemoortele du PNUD, qui est actuellement représentant des Nations unies au Pakistan. Il a fait état de missions communes incluant des membres du FMI dans différents pays. Il a pu constater que ces membres ne voient pas ou ne veulent pas voir certaines informations, au Kenya par exemple. Une étude a démontré clairement que les salaires minimaux n'avaient aucun effet néfaste sur l'emploi au Kenya. Les membres du FMI ont rejeté l'étude ou le sondage, au motif qu'il n'était pas fiable.

Un autre avis récent du groupe de vote belge évoque un pays à revenus moyens disposant d'un système de pension entièrement privé, qui a servi de modèle pour des pays de la région et même pour des pays de l'Union européenne. En soi, cela n'a rien de spectaculaire. Il s'agit seulement d'une évaluation assez positive et non critique de systèmes de pensions privatisés. Concrètement, cela signifie cependant que les pauvres n'ont pas de pension. La question est de savoir si l'on attend du représentant belge au FMI qu'il partage de telles opinions.

Compte tenu de leur grand poids électoral, les pays européens pourraient utiliser le FMI pour appliquer au reste du monde le modèle mixte européen et les corrections importantes qu'il apporte au marché. Toutefois, on a l'impression que c'est l'inverse qui se produit. Ces 25 dernières années, le FMI a plutôt été un instrument faisant du modèle européen une exception, une sorte d'aberration idéologique qui est intenable à terme.

Les représentants belges font toujours référence à l'incapacité de l'Europe à parler d'une seule voix. Nous voulons bien les croire, mais ce n'est pas une explication suffisante. On pourrait résumer le modèle européen en disant qu'il s'agit d'un modèle offrant une plus grande redistribution par le biais d'un impôt public plus élevé sur l'économie. C'est une caractéristique que tous les pays européens partagent. Or, comme les Européens ont dans leurs rangs, en plus du directeur général, 8 des 24 directeurs du FMI, qui peuvent chacun défendre séparément le modèle européen, le FMI devrait être une institution qui propage cette vision. Cela n'a jamais été le cas durant les 20-25 dernières années.

M. Leo Van Houtven, qui fut secrétaire du FMI pendant des années, reproche à l'Europe de ne pas s'être suffisamment occupée du FMI et d'avoir été trop accaparée par l'euro. Pourtant, l'orateur pense que ce n'est pas tout. Selon lui, le FMI n'aurait pas pu rester une institution prônant le fondamentalisme libéral si

gevolgen van minimumlonen, zonder te wijzen op de mogelijke positieve gevolgen.

Daarmee sluit de groep zich aan bij de afkeer van het IMF tegen minimumlonen. Het woord «afkeer» is hier op zijn plaats, zo blijkt uit de getuigenis van de Belg Jan Vandemoortele van UNDP, die momenteel vertegenwoordiger is van de VN in Pakistan. Hij getuigde van gezamenlijke missies met mensen van het IMF in verschillende landen. Zijn ervaring is dat ze sommige informatie niet zien of niet willen zien, bijvoorbeeld in Kenia. Uit onderzoek bleek duidelijk dat de minimumlonen er geen nefaste gevolgen hadden voor de tewerkstelling. De IMF-mensen deden het onderzoek of de steekproef dan maar af als onbetrouwbaar.

In een ander recent standpunt van de Belgische stengroep staat dat een bepaald Midden Inkomensland een volledig privaat pensioenstelsel heeft, dat model is geweest voor landen in de regio en zelfs voor landen van de Europese Unie. Ook dat is op zich niks spectaculairs, het is enkel een vrij positieve en kritiekloze evaluatie van geprivatiseerde pensioenstelsels. Concreet betekent dat nochtans dat wie arm is geen pensioen heeft. De vraag is of er van de Belgische vertegenwoordiger bij het IMF wordt verwacht dat hij aansluit bij zulke standpunten?

Gezien hun sterke stemmenmacht zouden de Europese landen gebruik kunnen maken van het IMF om het gemengde Europese model, met zijn sterke correcties op de markt, uit te voeren naar de rest van de wereld. De indruk ontstaat echter dat het omgekeerde waar is. Het IMF is de voorbije 25 jaar veeleer een instrument geweest dat van het Europese model een uitzondering heeft gemaakt, een soort ideologische aberratie die op termijn onhoudbaar is.

Steevast verwijzen de Belgische vertegenwoordigers naar het onvermogen van Europa om met één stem te spreken. We willen hen wel geloven, maar dat volstaat niet als verklaring. Het Europese model zou men kunnen samenvatten als een model met meer herverdeling via een hoger overheidsbelasting op de economie. Het is een kenmerk dat alle Europese landen met elkaar delen. Welnu, gezien dezelfde Europeanen over 8 van de 24 IMF-directeurs beschikken plus de managing director, die elk apart het Europese model kunnen verdedigen, dan zou het IMF als instelling deze visie moeten kunnen uitdragen. Dat is nergens zichtbaar geweest de voorbije 20-25 jaar.

De heer Leo Van Houtven, die jarenlang secretaris was bij het IMF, verwijt Europa dat het zich onvoldoende met het IMF heeft beziggehouden en te zeer met de euro behept was. Toch denkt spreker dat er nog net iets meer aan de hand was, namelijk dat het IMF geen marktfundamentalistische instelling kon zijn

les représentants européens n'avaient pas épousé cette vision ou s'ils l'avaient du moins soutenue dans une moindre mesure.

M. Willy Kiekens, qui était presque toujours prêt au dialogue, a avoué officieusement qu'il n'est pas facile de s'opposer à ce qu'il appelle la « culture FMI ».

L'orateur pense qu'en Belgique, nous avons rempli nos mandats importants au FMI et à la Banque mondiale de manière beaucoup trop technocratique. Nous étions bien trop occupés à juger l'actualité mondiale en utilisant un jargon technico-financier typique qui s'intéresse uniquement aux objectifs d'inflation et aux chiffres budgétaires, sans nous soucier des conséquences sociales et écologiques. Une autre raison est qu'au moment de définir la position belge au sein des institutions de Bretton Woods, les technocrates de notre ministère des Finances et de la Banque nationale de Belgique ont réussi à écarter l'influence des mandataires politiques et des autres ministères.

Les travaux préparatoires de son livre ont mis l'orateur en contact avec quelqu'un qui, pendant un certain temps, avait été assistant du directeur belge à la Banque mondiale. À cette époque, les départements des Finances et de la Coopération au développement étaient encore complètement distincts, bien que le travail du FMI et de la Banque mondiale ait été, ces 25 dernières années, de plus en plus axé sur la politique de développement.

Selon cet ancien assistant, le département des Finances refusait d'employer notre réseau mondial d'attachés à la Coopération au développement. Lorsque la Banque mondiale a renoué les contacts avec le Congo, en 2001, cet assistant a dû mettre sur papier le point de vue belge, alors qu'il n'avait jamais mis les pieds au Congo. Le jour où il a cherché à établir le contact avec nos attachés qui en savaient plus, il s'est vu opposer une fin de non-recevoir. La qualité de la position belge était largement inférieure à celle des Pays-Bas. Il était parfois honteux de se trouver derrière la pancarte « Belgique ». Il trouve donc que l'argent des contribuables destiné aux salaires faramineux des membres de la Banque mondiale n'a pas toujours été utilisé à bon escient.

Le 21 novembre 2001, à un moment où, aux Pays-Bas, le ministre de la Coopération au Développement représentait déjà le pays à la Banque mondiale, les ministres belges des Finances et des Affaires étrangères, respectivement MM. Didier Reynders et Louis Michel (tous deux membres du MR), ont promulgué un arrêté royal qui disposait que notre ministre des Finances était seul compétent pour désigner les représentants au sein de la Banque mondiale et de l'ensemble du groupe de banques de développement régional qui en dépendent.

gebleven, indien de Europese vertegenwoordigers daar niet, of toch in mindere mate, waren in meegegaan.

Informeel gaf de heer Willy Kiekens — die bijna altijd bereid was tot dialoog — ook toe dat het niet evident is om tegen de « IMF-cultuur » in te gaan, zoals hij die zelf omschrijft.

Spreker denkt dat in België de inhoudelijke invulling van onze belangrijke mandaten bij het IMF en de Wereldbank al te technocratisch is gebeurd. Men was al te zeer bezig met het beoordelen van het wereldgebeuren aan de hand van een typisch financieel-technisch jargon, dat enkel rekening houdt met inflatietargets en budgetcijfers, zonder te kijken naar de sociale en ecologische gevolgen daarvan. Dat heeft er dan weer mee te maken dat de technocraten van ons ministerie van Financiën en de Belgische Nationale Bank er, bij de bepaling van de Belgische houding in de Bretton Woods-instellingen, in geslaagd zijn de invloed van de politieke mandatarissen en van andere ministeries of te weren.

Bij het werken aan zijn boek botste spreker op iemand die een tijdlang assistent was geweest van de Belgische directeur bij de Wereldbank. Op dat moment bestonden er nog volledige tussenschotten tussen de departementen Financiën en Ontwikkelings-samenwerking, ook al is het werk van het IMF en de Wereldbank de voorbije 25 jaar steeds meer naar ontwikkelingsbeleid georiënteerd.

Volgens deze voormalige assistent weigerde Financiën gebruik te maken van ons wereldwijde netwerk van attachés inzake Ontwikkelingssamenwerking. Toen de Wereldbank in 2001 weer relaties aanknoopte met Congo moest spreker het Belgische standpunt schrijven, terwijl hij nog nooit voet had gezet op Congolese bodem. Toen hij ernaar streefde om contact te leggen met onze attachés die er meer van afwisten, werd hem dat verboden. De kwaliteit van de Belgische visie visie stak schril af tegen deze van Nederland. Spreker was soms beschaamd achter het bordje « België » te zitten, en vindt dan ook dat het belastinggeld voor de torenhoge salarissen van de Wereldbankmensen niet altijd doelmatig werd gebruikt.

Op 21 november 2001, op een moment dat in Nederland de minister van Ontwikkelingssamenwerking het land al vertegenwoordigde op de Wereldbank, vaardigden de Belgische ministers van Financiën en van Buitenlandse Zaken, respectievelijk de heren Didier Reynders en Louis Michel — beiden lid van de MR — een Koninklijk besluit uit dat stelde dat onze minister van Financiën alleen bevoegd was om de vertegenwoordigers aan te duiden voor de Wereldbank en de hele groep daarvan afhangerende regionale ontwikkelingsbanken.

Dans d'autres domaines de compétences, la déclaration gouvernementale de 2003 a prôné à la mise en place de mécanismes de coordination, les «COOR-multi», qui doivent associer toutes les personnalités et tous les ministères *ad hoc* à la détermination des points de vue belges au sein des institutions internationales. Pourtant, le département des Finances s'est tenu à l'écart de cette coordination. Interrogé sur la raison de cette attitude, M. Henin, du cabinet des Finances, s'est montré méprisant à l'égard de ces «COOR-multi». Toutefois, depuis un an et demi, une concertation mensuelle a vu le jour à Bruxelles entre les Finances et la Coopération au développement, précisément au sujet des positions belges aux institutions de Bretton Woods.

Il est évident que les Finances tiennent fermement les rênes de cette concertation, car la Coopération au développement n'a aucun collaborateur au sein de ces institutions et dépend donc fortement du bon vouloir des Finances pour les associer ou non à certains dossiers. Officiellement, il n'existe aucune réglementation à ce sujet, et les Finances possèdent la compétence exclusive en vertu de l'arrête royal précité de 2001.

Selon l'orateur, il est néanmoins grand temps de prendre quelques nouvelles initiatives.

Premièrement, comme il l'a déjà indiqué auparavant, il a constaté que le groupe de vote belge adopte parfois des points de vue qui sont en contradiction avec le modèle belge. La question est de savoir s'il s'agit d'exceptions ou non. Personnellement, il ne veut pas avoir absolument raison et il préférerait même qu'on lui confirme que la Belgique a bien nagé à contre-courant. Pour être fixé à ce sujet, il est grand temps de faire la clarté sur les positions belges et d'ouvrir enfin les armoires des Finances, pour que nous puissions voir ce qu'elles contiennent.

Deuxièmement, il faut se demander si ce genre de point de vue peut compter sur le soutien de la population belge. Il est apparu plusieurs fois dans le passé que les Belges sont plutôt attachés à leur protection sociale forte. Étant donné la position de force des pays européens, le FMI pourrait être un moyen de propager ce modèle, de «l'exporter», comme certains hommes politiques le disent parfois. L'orateur a l'impression que le FMI a fait exactement le contraire : il a fait du modèle européen l'exception, et cette position a reçu un certain soutien de la délégation belge. Dans une interview accordée au magazine *Knack* il y a quelques années, au cours de laquelle Willy Kiekens s'était montré assez prudent, il a néanmoins émis un avis très clair sur un sujet déterminé : le produit des impôts ne sert pas à la redistribution. Naturellement, la question est de savoir s'il exprime ainsi l'opinion qui prévaut au sein des instances belges.

Op nog andere bevoegdheidsdomeinen zorgde de regeringsverklaring van 2003 ervoor dat coördinatie-mechanismen, de zogenaamde «COOR-multi's», werden ontwikkeld om personaliteiten en ministeries uit alle relevante invalshoeken te betrekken bij het bepalen van Belgische standpunten in de internationale instellingen. Financiën hield zich echter ver van die coördinatie. Toen hij daarnaar gevraagd werd, liet de heer Henin van het kabinet-Financiën zich misprijzend uit over deze «COOR-multi's». Wel is er sinds anderhalf jaar in Brussel een maandelijks overleg tot stand gekomen tussen Financiën en Ontwikkelingssamenwerking, precies over de Belgische standpunten in de Bretton Woods-instellingen.

Het spreekt voor zich dat Financiën daarbij stevig de teugels in handen heeft, omdat Ontwikkelingssamenwerking niemand binnen die instellingen zelf heeft en dus sterk afhankelijk blijft van de willekeur van Financiën om hen al of niet te betrekken bij deze of gene dossiers. Formeel is er niks geregeld en heeft Financiën luidens het genoemde koninklijk besluit van 2001 de uitsluitende bevoegdheid.

Het is volgens spreker nochtans hoog tijd voor enkele nieuwe initiatieven.

Ten eerste heeft hij, zoals hiervoor vermeld, vastgesteld dat de Belgische stemgroep soms standpunten inneemt die haaks staan op het Belgische model. De vraag is of dat uitzonderingen zijn of niet. Persoonlijk wil hij niet per se gelijk halen en zou hij zelfs graag bevestigd krijgen dat België wel degelijk tegen de stroom in heeft geroeid. Om daarover uitsluitsel te krijgen is het hoog tijd dat er klaarheid komt over de Belgische posities en dat de kasten van Financiën eindelijk eens open gaan, zodat we kunnen zien wat erin steekt.

Ten tweede is het de vraag of er een draagvlak is bij de Belgische bevolking voor dit soort standpunten. In het verleden is meermaals gebleken dat Belgen nogal verknocht zijn aan hun sterke sociale bescherming. Het IMF zou, gezien de sterke positie van de Europese landen, een middel zijn om dat model te propageren, te «exporteren», zoals sommige politici soms stellen. Spreker heeft de indruk dat het IMF juist het omgekeerde heeft gedaan: het heeft van het Europese model de uitzondering gemaakt en dat standpunt heeft de Belgische delegatie enigszins mee ondersteund. In een *Knack*-interview van enkele jaren geleden, waarin de heer Willy Kiekens zich nogal omzichtig opstelde, bleek dat zijn standpunt nochtans over één onderwerp zeer uitgesproken: de opbrengst van belastingen dient niet om te worden herverdeeld. De vraag is natuurlijk of hij daarmee de Belgische mainstream vertolkt.

Dans son livre, l'orateur pose d'ailleurs la même question au sujet de plusieurs décisions fondamentales prises à l'Organisation mondiale du commerce. En 2001, l'Union européenne a admis la Chine au sein de l'OMC sans poser la moindre condition sociale. La population belge serait-elle d'accord avec cette décision si on la lui soumettait ? Le « non » exprimé lors du référendum français révèle en tout cas une assez grande inquiétude vis-à-vis d'une mondialisation et donc d'une Organisation mondiale du commerce qui peut fonctionner sans la moindre règle sociale.

Les temps ont beaucoup changé depuis que Bob Dylan — qui a maintenant pris de l'âge — chantait les temps qui changent. Aujourd'hui, même les grands défenseurs de la mondialisation, tels que le *Financial Times* et *The Economist*, reconnaissent que la mondialisation a modifié radicalement le rapport entre le travail et le capital. Le nombre de travailleurs a doublé après l'intégration de la Chine dans le capitalisme mondial, alors que les stocks de capitaux n'ont pas augmenté dans la même proportion, car ces personnes n'ont pas apporté beaucoup d'argent. La conséquence de cette situation, telle qu'elle est maintenant admise ouvertement, est que les salaires seront sous pression durant les 30 prochaines années, surtout ceux des travailleurs peu qualifiés, alors que les bénéfices des entreprises connaîtront une hausse relative.

Le professeur de Harvard, Richard Freeman, écrit : « Le FMI a toujours cherché à protéger les capitaux étrangers ».

Mais, avec un réservoir de travailleurs doublé, le capital est parfaitement capable de s'occuper de lui-même. Le FMI ferait mieux d'aider les pays à réduire au maximum le coût de l'adaptation des travailleurs à cette nouvelle situation. L'orateur est convaincu qu'un tel choc culturel au FMI n'est pas une chose évidente. L'Europe, avec sa surreprésentation au FMI, a la possibilité de changer cette donne, mais pour combien de temps encore ?

La dernière conclusion est la suivante. À une époque où la Suède a voté une loi obligeant chaque ministère à publier annuellement un rapport sur la manière dont il a contribué dans son domaine à la politique de développement suédoise, il est dépassé de laisser en Belgique le ministère des Finances et la Banque nationale définir à eux seuls les positions belges au sein des grandes institutions de développement du monde. Le ministère des Finances et la Banque nationale ne doivent pas seulement ouvrir toutes grandes leurs armoires, ils doivent aussi s'ouvrir à d'autres voix et à d'autres influences, afin que nos positions au FMI et à la Banque mondiale correspondent mieux au sentiment profond des Belges.

Dezelfde vraag stelt spreker in zijn boek overigens ook over een aantal fundamentele beslissingen in de Wereldhandelsorganisatie. De Europese Unie heeft China in 2001 toegelaten zonder de minste sociale eisen te stellen. Zou de Belgische bevolking het daarmee eens zijn indien je haar dat zou voorleggen ? Het « neen » op het Franse referendum verraadt in ieder geval heel wat onrust over een globalisering en dus over een Wereldhandelsorganisatie die zelfs niet met de minste sociale regels kan leven.

De tijden zijn enorm veranderd sinds de — ondertussen oude — bard Bob Dylan over veranderende tijden zong. Tegenwoordig erkennen nu ook grote verdedigers van de globalisering, zoals de *Financial Times* of *The Economist*, dat de globalisering de verhouding tussen arbeid en kapitaal drastisch heeft gewijzigd. Het aantal werkers is verdubbeld door de opname van China in het wereldkapitalisme, terwijl de kapitaalvoorraad niet navenant is gestegen, omdat die mensen niet veel geld hebben meegebracht. Het gevolg daarvan is, — zo wordt nu openlijk erkend —, dat de lonen, zeker van lager geschoolde mensen, onder druk zullen komen te staan de komende 30 jaar, terwijl de bedrijfswinsten relatief zullen stijgen.

Harvard-professor Richard Freeman schrijft : « Het IMF streefde er altijd naar buitenlands kapitaal te beschermen ».

Maar met een verdubbeld arbeidsreservoir is het kapitaal best wel in staat om voor zichzelf te zorgen. Het IMF zou er beter aan doen landen te helpen om de aanpassingskosten van de arbeiders aan deze nieuwe situatie zo klein mogelijk te maken. Spreker is ervan overtuigd dat zo'n cultuurschok in het IMF niet evident is. Europa, met zijn oververtegenwoordiging in het IMF, heeft de kans om die bakens te verzetten, maar hoelang nog ?

Het laatste besluit is het volgende. Op een moment dat Zweden een wet heeft gestemd die elk ministerie verplicht jaarlijks verslag uit te brengen over de manier waarop het op zijn domein heeft bijgedragen tot het Zweedse ontwikkelingsbeleid, is het niet meer van deze tijd in België het ministerie van Financiën en de Nationale Bank alleen de Belgische standpunten te laten bepalen in de belangrijke ontwikkelingsinstellingen van de wereld. Het ministerie van Financiën en de Nationale Bank moeten niet enkel hun kasten openen, maar ook de deuren en ramen wijd openen voor andere stemmen en invloeden, zodat onze standpunten in het IMF en de Wereldbank beter in overeenstemming zijn met het buikgevoel van de Belgen.

*1.4. Audition de M. Alex Wilks, coordinateur chez EURODAD (European Network on Debt and Development)*

M. Alex Wilks déclare qu'il est directeur d'EURODAD. C'est un réseau d'ONG qui s'intéressent aux questions de la dette et du financement des pays en développement et qui est réparti sur toute l'Europe. Avant d'avoir assumé cette fonction, il a été attaché au « Bretton Woods Project », une organisation à Londres qui surveille et critique les actions du FMI et de la Banque mondiale. Il a même parlé au Parlement à Londres de ces sujets. Il a fait partie de certaines organisations de la société civile dont M. Van Daele a parlé qui ont milité pour la transparence et l'ouverture de toutes ces organisations internationales.

Il s'est senti satisfait d'avoir obtenu, après quelques séances de ce genre à Londres, qu'un processus régulier de rapportage se soit mis en place sur l'action du gouvernement britannique au sein de la Banque mondiale et du FMI. Il cite comme exemple le cinquième rapport de l'année dernière.

Il espère que tous les parlementaires de différents pays d'Europe ainsi que ceux des pays en développement qui s'intéressent à ces institutions pourront se contacter davantage, de sorte qu'ils puissent se soutenir mutuellement dans leur travail de surveillance de ces institutions très importantes.

Il est vrai que la légitimité et l'efficacité du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale ont été remises en cause depuis des années. Il est vrai aussi, comme l'ont dit tous les orateurs précédents, que les changements souhaités n'ont pas tous été réalisés. Il y a eu pas mal de changements au niveau des procédures et de la paperasserie, mais aucun résultat au niveau du contenu et des programmes mêmes.

Un collègue sénégalais nous l'a rappelé, il y a un mois, au moment du Forum social mondial au Mali, en disant que les pays riches sucent le sang des populations des pays pauvres et qu'ils utilisent la Banque mondiale et le Fonds monétaire international pour leur propre intérêt. Partout dans le monde, il y a beaucoup de gens très en colère contre ces institutions. Depuis plusieurs années, le ressentiment à l'encontre du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale a donné lieu à des manifestations, à des émeutes et à des protestations de rue.

L'orateur se focalisera sur les conditions que les gouvernements des pays receveurs de prêts de la Banque mondiale et du FMI doivent respecter pour avoir leur financement.

Le « Bangladesh Journal » du 15 février a repris les critiques du ministre des Finances de ce pays, M. Saifur Rahman, qui trouve que le FMI et la Banque mondiale le traitent comme un clerc, un

*1.4. Hoorzitting met de heer Alex Wilks, coördinator bij EURODAD (European Network on Debt and Development)*

De heer Alex Wilks verklaart dat hij directeur is van EURODAD. Dat is een Europees netwerk van NGO's die zich bezighouden met kwesties in verband met de schulden en de financiering van ontwikkelingslanden. Voordien was hij verbonden aan het « Bretton Woods Project », een organisatie gevestigd in Londen, die het optreden van het IMF en de Wereldbank controleert en bekritiseert. Hij heeft zelfs voor het Parlement in Londen gesproken over deze onderwerpen. Hij is ook lid geweest van bepaalde organisaties van het middenveld -waarover de heer Van Daele het juist had- die actie hebben gevoerd voor de doorzichtigheid en openheid van al die internationale organisaties.

Tot zijn tevredenheid is er na enkele vergaderingen van dit soort in Londen een procedure uitgewerkt, waarbij geregeld verslag wordt uitgebracht over het optreden van de Britse regering in de Wereldbank en het IMF. Als voorbeeld verwijst hij naar het vijfde verslag van vorig jaar.

Hij hoopt dat de parlementsleden van de Europese landen en van de ontwikkelingslanden die zich met die instellingen bezighouden, elkaar zullen gaan steunen bij de controle ervan.

De laatste jaren is twijfel gerezen rond de legitimiteit en de efficiëntie van het Internationaal Muntfonds en de Wereldbank. Zoals eerdere sprekers al hebben gezegd, zijn de gevraagde wijzigingen niet allemaal doorgevoerd. Er zijn dingen veranderd op het vlak van de procedures en van het papierwerk, maar niet op het vlak van de inhoud en van de programma's.

Tijdens het Sociaal Wereldforum in Mali een maand geleden, heeft een Senegalese collega ons daaraan herinnerd door te stellen dat de rijke landen de bevolking van de arme landen uitzuigen en de Wereldbank en het Internationaal Muntfonds voor hun eigen belangen gebruiken. Overal ter wereld zijn mensen heel erg boos op deze instellingen. Er zijn veel betogingen geweest, rellen, mensen die op straat kwamen tegen het Internationaal Muntfonds en de Wereldbank- en dat sinds jaren.

Spreker zal het hebben over de voorwaarden die de regeringen van de landen die leningen krijgen van de Wereldbank en het IMF moeten naleven om dit geld te krijgen.

Het « Bangladesh Journal » van 15 februari maakt melding van de kritiek van de minister van Financiën van het land, de heer Saifur Rahman, die vindt dat het IMF en de Wereldbank hem beschouwen als een klerk,



fonctionnaire, pour gérer l'introduction des propositions politiques venues de Washington. En tant que ministre élu, il n'apprécie pas du tout d'avoir à mettre en œuvre des politiques dictées par l'étranger. Il a soulevé en particulier le cas de l'augmentation du prix du pétrole, un thème qui faisait l'objet de discussions très vives à ce moment-là au Bangladesh. Ce ministre n'entendait pas être forcé par les institutions internationales à changer sa politique, à augmenter les prix, car cela nuirait aux intérêts des personnes les plus pauvres.

Des dizaines de ministres d'autres pays en développement ont dit la même chose. Il y a trois ans, le ministre du Commerce du Ghana a conclu que les institutions de « Bretton Woods » étaient les hommes de main des pays développés.

Il entend ensuite évoquer ce qui s'est passé au Ghana pour montrer comment ces institutions fonctionnent, même actuellement. Il est très important de souligner que, face aux critiques, le Fonds monétaire et la Banque mondiale se présentent toujours comme une cible se déplaçant rapidement. Ils expliquent que toutes les critiques de la société civile qu'on peut entendre sont surannées, mais que tout a changé entre-temps; qu'ils ont bien tiré des leçons du passé. Or, au Ghana, il s'agit d'exemples très récents. Il n'y a pas lieu en l'occurrence d'accepter la réplique classique de Washington selon laquelle tout aurait déjà été adapté.

Au Ghana, les producteurs de poulets et de riz souffrent de la concurrence des importations à bas prix venant d'Europe et des États-Unis en particulier. En 2003, le nouveau gouvernement du Ghana a proposé — comme c'est son droit — d'augmenter les droits de douane sur le riz et la volaille d'importation. Il a proposé des mesures qui sont tout à fait normales au niveau des réglementations internationales. Le gouvernement avait comme objectif de donner ainsi aux fermiers ghanéens la possibilité de moderniser leurs lignes de production et d'investir pour devenir compétitifs.

Quand le ministre des Finances du Ghana a présenté son budget, il y a bien évidemment inclus ces droits de douane qui avaient été décidés en collaboration avec les ministres du Commerce et de l'Agriculture. Cela s'est passé comme dans ce parlement et dans tous les autres parlements du monde où l'on discute le budget. Mais ce que ce ministre des Finances au Ghana a oublié de faire, c'est de pré-négocier aussi avec le Fonds monétaire international.

Dans la plupart de ces pays, les discussions sur le budget n'ont pas seulement lieu entre ministres et députés, mais aussi avec les institutions de Bretton Woods.

een ambtenaar, die de beleidsvoorstellen van Washington moet uitvoeren. Als verkozen minister zint het hem helemaal niet dat hij een elders uitgestippeld beleid ten uitvoer moet leggen. Hij heeft met name gewezen op de verhoging van de olieprijs, een thema waarover op dat ogenblik in Bangladesh druk werd gediscussieerd. De minister wilde niet door internationale instellingen gedwongen worden om zijn beleid te wijzigen en de prijzen te verhogen, wat de belangen van de allerarmsten zou schaden.

Tientallen ministers van andere ontwikkelingslanden hebben hetzelfde kritiek geuit. Drie jaar geleden heeft de minister van handel van Ghana al gezegd dat de instellingen van Bretton Woods handlangers zijn van de rijke landen.

Vervolgens wil spreker het meer specifiek hebben over wat gebeurd is in Ghana, als typevoorbeeld van de manier waarop deze instellingen nu nog werken. Men moet goed voor ogen houden dat het IMF en de Wereldbank zich als een bewegend doel gedragen ten aanzien van kritiek. Zij argumenteren altijd dat de kritiek van het middenveld achterhaald is, dat alles ondertussen al veranderd is, dat zij lering hebben getrokken uit het verleden. Het voorbeeld van Ghana is echter zeer recent. Het klassieke antwoord van Washington dat alles al is aangepast, snijdt dus geen hout.

In Ghana lijden de producenten van kippen en rijst onder de concurrentie van goedkope importproducten uit Europa en de Verenigde Staten. In 2003 heeft een nieuwe regering van Ghana voorgesteld — zoals het haar goede recht is — om de douanerechten op geïmporteerde rijst en gevogelte te verhogen. Zij hebben maatregelen voorgesteld die helemaal niet buitennissig zijn op het vlak van de internationale regelgeving. Het doel van de regering was de Ghanese boeren de mogelijkheid te bieden om hun productielijnen te moderniseren en verdere investeringen te doen om zo de concurrentie het hoofd te kunnen bieden.

Toen de Ghanese minister van Financiën zijn begroting voorstelde, had hij daar uiteraard ook de douanerechten in opgenomen die waren vastgesteld in samenwerking met de minister van handel en van landbouw. Alles is verlopen zoals het in dit parlement zou gebeuren en in alle andere parlementen ter wereld waar men de begroting bespreekt. De Ghanese minister van Financiën heeft echter nagelaten om vooraf te onderhandelen met het Internationaal Muntfonds.

In de meeste van die landen worden de begrotingen besproken niet alleen tussen de ministers en de volksvertegenwoordigers, maar ook met de Bretton Woods-instellingen.

La conséquence de cette omission fut qu'après le discours de présentation du budget au parlement, le représentant du Fonds monétaire international à Accra a demandé une réunion d'urgence avec le ministre des Finances, lequel a été contraint d'annoncer aux médias le lendemain du vote que cette décision d'augmentation des droits de douane était suspendue. Les ministres de l'Agriculture et du Commerce ont appris la nouvelle en écoutant la radio.

Il est facile de comprendre pourquoi le ministre des Finances n'a pas négocié plus durement avec le Fonds monétaire international. En effet, il lui a été rappelé que deux ans auparavant, le Fonds monétaire international avait déclaré le gouvernement ghanéen « off track », c'est-à-dire hors des préoccupations du Fonds monétaire international, et que le Fonds avait alors suspendu tous ses financements. Les autres bailleurs de fonds — les Européens, les Américains, etc. — avaient fait de même.

Théoriquement, le Ghana aurait pu utiliser ses représentants au comité de direction du FMI ou au conseil d'administration du FMI, pour se plaindre, mais le Ghana est représenté là-bas par un officiel pakistanais qui doit aussi représenter huit autres pays parmi lesquels l'Iran, l'Irak et l'Afghanistan. Comme vous pouvez le deviner, ce représentant était fortement occupé depuis 2001 par la défense de ces pays en point de mire de la communauté internationale à cause de la guerre contre l'extrémisme islamique. Le Ghana n'était pas sa priorité.

Autre exemple : aujourd'hui, le FMI exige du Cameroun de privatiser le secteur de l'eau avant le 30 juin de cette année. De nombreux syndicats et autres organisations sur place contestent cette décision venue de Washington et disent que cela va être une catastrophe pour la population locale.

En ce qui concerne la libéralisation des marchés de capitaux par exemple, le FMI continue à insister sur le fait que l'approche appliquée est la même pour tout le monde. Pensée unique donc. La seule question est de savoir si on va avancer très vite ou si on va avancer lentement.

Il y a aussi de bonnes nouvelles. Certains parlementaires du Ghana et d'ailleurs, utilisant ainsi les tactiques des sociétés civiles, ont signé une pétition pour rejeter les politiques imposées par les IFI de Washington.

Autre bonne nouvelle : les gouvernements britannique et norvégien ont lancé des politiques progressistes sur les conditionnalités. Ils s'engagent à ne plus imposer bilatéralement ou par le biais des institutions de Bretton-Woods des conditions économiques, telles celles concernant la privatisation, l'organisation du commerce, etc.

L'orateur espère que la Belgique suivra cet exemple.

Het gevolg van dat verzuim was dat de vertegenwoordiger van het IMF te Accra na de voorstelling van de begroting aan het parlement, een dringend onderhoud heeft gevraagd met de minister van Financiën, die zich de volgende dag verplicht zag aan de media te melden dat de stemming over deze beslissing tot verhoging van de douanerechten was opgeschort. De ministers van Landbouw en Handel hebben dit via de radio moeten vernemen.

Het is gemakkelijk te begrijpen waarom de minister van Financiën niet harder onderhandeld heeft met het IMF. Men heeft hem er namelijk aan herinnerd dat het IMF twee jaar voordien de Ghanese regering « off track » had verklaard, dat wil zeggen dat het IMF er zich niet meer mee bezighield en al zijn financieringen had opgeschort. De andere geldschieters (de Europeanen en de Amerikanen) hadden hetzelfde gedaan.

In theorie had Ghana zijn vertegenwoordigers in het directiecomité of in de raad van bestuur van het IMF kunnen inzetten om hierover te klagen, maar Ghana wordt daarin vertegenwoordigd door een Pakistaanse ambtenaar die ook nog acht andere landen vertegenwoordigt, waaronder Iran, Irak en Afghanistan. U kunt dus wel raden dat deze vertegenwoordiger het sedert 2001 erg druk had met het verdedigen van deze landen die in het brandpunt van de internationale belangstelling staan vanwege de oorlog tegen het moslimextremisme. Ghana was geen prioriteit voor hem.

Nog een ander voorbeeld : het IMF eist thans van Kameroen dat het vóór 30 juni eerstkomend de watersector privatiseert. Vele vakbonden en andere organisaties ter plekke zijn tegen deze beslissing die in Washington is genomen en zeggen dat dit rampzalig zal zijn voor de plaatselijke bevolking.

Wat de liberalisering van de kapitaalmarkten betreft blijft het IMF hameren op het feit dat er slechts één mogelijke aanpak is voor iedereen. Eenheidsworst, dus. De vraag is of dit snel of traag moet gaan.

Er is ook goed nieuws. Een aantal parlementsleden van Ghana en andere landen hebben de tactiek van het middenveld gehanteerd en een petitie ingediend om de door de IFI uit Washington opgedrongen beleidslijnen te verwerpen.

Een ander positief aspect is dat de Britse en Noorse regeringen een vooruitstrevend beleid hebben gelanceerd in verband met de voorwaarden. Zij verbinden zich ertoe geen economische voorwaarden meer op te leggen — zoals privatisering, organisatie van de handel, enz. — op bilaterale wijze of via de Bretton-Woods instellingen.

Spreeker hoopt dat België dit voorbeeld zal volgen.

D'autres initiatives s'imposent sur les conditionnalités, entre autres si elles font l'objet de certaines études annoncées par la Banque mondiale et le FMI. L'orateur est sceptique au sujet de telles initiatives : ces études portent sur ce que pourraient être les politiques dans les années à venir, par exemple dans le secteur du coton en Afrique de l'Ouest. Malheureusement, ces études sont entièrement dirigées par ces institutions. Celles-ci désignent soit du personnel sur place soit des consultants très proches de sa vision des choses. Il n'y a aucune transparence ni d'opportunité pour la population locale de s'inscrire dans les débats ou les études sur les options possibles. Il y a beaucoup à redire sur ces études, notamment les études d'impact. Les institutions ont accepté leur principe et l'exigence de faire précéder chaque décision concernant les politiques à suivre par les gouvernements par une telle étude, mais la façon dont ces études se déroulent n'est pas très correcte.

Quant à la question de savoir pourquoi, au sein des organes de gestion des IFI, les Européens n'ont pas autant de poids que les Américains, il se réfère aux méthodes particulièrement draconiennes employées par ces derniers. Le parlement américain est le seul qui menace régulièrement de couper les fonds pour ces institutions. C'est cette menace qui impressionne les décideurs au sein de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Il ne croit pas, même s'il l'espère pourtant, que les parlements européens soient prêts à utiliser un tel argument.

Il cite un autre exemple de l'arrogance des Américains : très rapidement après les attentats du 11 septembre 2001, nous avons vu la Banque mondiale et le FMI déployer de nouvelles initiatives dirigées contre le terrorisme, contre le financement du terrorisme, etc.

On a rarement vu des initiatives aussi expéditives en faveur de pays en développement et d'autres pays à revenus moyens car les initiatives de ce type n'arrivent jamais devant le Conseil.

Travor Manual, le ministre des Finances sud-africain qui a jadis présidé le comité de développement à la tête de la structure interministérielle *ad hoc* de la Banque mondiale, a reconnu il y a deux ans que ces institutions multilatérales ont fini par perdre leur légitimité à cause de leurs structures de gouvernance.

Il est très intéressant de voir ce que le gouvernement ANC (African National Congress) a fait après son arrivée au pouvoir il y a douze ans. Il a déclaré qu'il n'accepterait plus les prêts du Fonds monétaire international ou de la Banque mondiale parce que, précisément, il voulait garder son indépendance vis-à-vis de Washington. Il ne voulait pas entrer dans ce cycle d'endettement, de remboursement de dettes, de négociations des conditions avec ces institutions. Ainsi en refusant ces prêts, il a gardé sa liberté.

Er dienen nog andere initiatieven te komen met betrekking tot de voorwaarden, in het bijzonder indien er, zoals aangekondigd, studies over worden gemaakt door de Wereldbank en het IMF. Spreker is sceptisch wat dit soort initiatieven betreft : de studies betreffen eventuele beleidslijnen voor de komende jaren, bijvoorbeeld over de katoensector in West-Afrika. Jammer genoeg worden deze studies volledig door die instellingen geregisseerd. Ze wijzen personeel ter plekke aan of gebruiken consultants met een gelijklopende mening. Er is dus geen enkele transparantie of mogelijkheid voor de plaatselijke bevolking om deel te nemen aan de discussie of de studies over de mogelijke opties. Er valt veel tegen deze studies in te brengen, bijvoorbeeld de impactstudies. Instellingen hebben het principe hiervan aanvaard en het feit dat er geëist wordt om iedere beleidsbeslissing te laten voorafgaan door een dergelijke studie, maar de wijze waarop de studies worden uitgevoerd is niet erg correct.

Als antwoord op de vraag waarom in de beleidsorganen van de IFI de Europeanen minder gewicht in de schaal leggen dan de Amerikanen, wordt verwezen naar de zeer strikte methoden die door de Amerikanen worden gehanteerd. Het Amerikaans parlement is het enige dat er regelmatig mee dreigt om deze instellingen droog te leggen. Deze dreiging maakt blijkbaar indruk op de besluitvorming binnen de Wereldbank en het IMF. Spreker denkt niet dat de Europese parlementen bereid zouden zijn een dergelijk argument te gebruiken. Hij hoopt het echter wel.

Hij geeft nog een ander voorbeeld van de arrogantie van de Amerikanen : zeer snel na de aanslagen van 11 september 2001, hebben we binnen de Wereldbank en het IMF nieuwe initiatieven zien ontstaan tegen het terrorisme, tegen de financiering ervan, enz.

Er zijn zelden zo snel maatregelen getroffen ten voordele van de ontwikkelingslanden en andere landen met een gemiddeld inkomen. Dergelijke initiatieven komen nooit voor de Raad.

Travor Manual, de Zuid-Afrikaanse minister van Financiën, was voorzitter van het ontwikkelingscomité dat de interministeriële structuur terzake leidt bij de Wereldbank. Hij heeft twee jaar geleden erkend dat deze multilaterale instellingen hun legitimiteit zijn kwijtgeraakt vanwege hun governance structuren.

Het is zeer interessant te zien wat de ANC (African National Congress)-regering heeft gedaan sedert zij twaalf jaar geleden aan de macht is gekomen. Zij heeft verklaard dat ze geen leningen van het IMF of van de Wereldbank meer zou aanvaarden, precies omdat ze onafhankelijk van Washington wilde werken. Ze wilde niet weten van deze cirkel van schuld, aflossing van de schuld en onderhandelingen over de voorwaarden met deze instellingen. Door de leningen te weigeren heeft ze haar onafhankelijkheid bewaard. Jammer genoeg

Malheureusement, cette option n'est plus, à l'heure actuelle, à la portée de la plupart des pays africains. Toutefois, ceux-ci voudraient bien suivre l'exemple de l'Afrique du Sud s'ils pouvaient en décider librement.

Qu'en est-il de l'Union européenne? La Belgique a le directeur du FMI. Le fait qu'il y a deux ans, les Européens n'ont pas renoncé à leur droit de choisir le directeur du Fonds monétaire international nous a semblé scandaleux. Il n'est pas soutenable qu'une seule région du monde ait le pouvoir de choisir cette personne très importante. Cela vaut aussi pour États-Unis qui ont choisi M. Wolfowitz il y a onze mois pour présider la Banque mondiale. Si les Européens continuent à mettre leurs candidats à la tête du FMI, il faut s'attendre à cela. Il sera intéressant de voir si les Européens vont renoncer à ce droit et établir un système ouvert et « méritocratique ».

Son organisation vient de lancer une étude sur la manière dont les Européens s'organisent en tant qu'Union au sein de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international et comment ils s'organisent pour instituer des comités et des organes de coordinations à Washington et à Bruxelles. Il faut avouer que cela ne va que très lentement pour les raisons bien connues, par exemple à cause du fait que les pays du G7 (dont certains pays européens font partie) ne veulent pas collaborer avec les pays européens qui ne font pas partie du G7. Mais il y a quand même des petites avancées. Ainsi, l'orateur a été très impressionné par le rapport du Parlement européen qui a également évoqué le besoin d'aller plus loin dans le sens de la montée en puissance de l'UE.

Mais sans une réelle pression des pays asiatiques ou autres, qui pourraient par exemple brandir la menace d'établir d'autres institutions, il croit que les avancées seront lentes.

Il en vient aux propositions et conclusions.

Il est évidemment partisan du multilatéralisme. Quelques-uns des principes qui ont présidé à la fondation du FMI, en 1944, furent très importants. Mais dans la réalité des choses, le rôle du FMI s'est fortement éloigné de ce que Keynes et d'autres participants à la Conférence de Bretton Woods avaient proposé. Même la distinction entre les rôles de la Banque mondiale et du FMI est devenue de plus en plus vague, même après dix révisions et enquêtes au sujet de leur fonctionnement, depuis les années '80.

Que faire? Beaucoup voudraient que le FMI se manifeste moins dans les pays en développement. Ce n'est qu'en 1999 que le FMI s'est reconnu une vocation dans ces pays. M. Camdessus a prétendu qu'il voulait écouter les cris des personnes les plus pauvres du monde. Mais M. Yilmaz Akyüz, ancien directeur du département mondialisation et stratégie pour le déve-

ligt deze optie momenteel niet binnen de mogelijkheden van de meeste Afrikaanse landen. Als ze hier vrij over konden beslissen, zouden ze graag het voorbeeld van Zuid-Afrika volgen.

En de Europese Unie? België heeft de directeur van het IMF. Dat de Europeanen twee jaar geleden hun recht niet hebben opgegeven om de directeur van het IMF te kiezen, leek ons schandalig. Dat slechts één werelddeel deze zeer belangrijke functie mag invullen is niet te verantwoorden. Dit geldt ook voor de Verenigde Staten, die elf maanden geleden de heer Wolfowitz hebben aangewezen om de Wereldbank voor te zitten. Als de Europeanen hun kandidaten aan het hoofd van het IMF blijven plaatsen, valt zoiets natuurlijk te verwachten. Met belangstelling wordt ernaar uitgekeken of de Europeanen dit recht zullen opgeven en over zullen gaan tot een open, op verdienste gebaseerd systeem.

Zijn organisatie heeft net een studie gelanceerd over de manier waarop de Europeanen zich als Unie opstellen binnen de Wereldbank en het IMF en hoe ze zich organiseren om comités en coördinatieorganen in Washington en in Brussel te installeren. Toegegeven, het gaat zeer langzaam, om welbekende redenen, bijvoorbeeld omdat de landen van de G7 (waar sommige Europese landen bijhoren) niet willen samenwerken met andere Europese landen die geen deel uitmaken van de G7. Er is wel een beetje vooruitgang. Spreker was bijvoorbeeld erg onder de indruk van het verslag van het Europees Parlement, dat ook de noodzaak aanhaalde om verder te gaan in de zin van een machtsuitbreiding van de Europese Unie.

Maar zo lang er geen echte druk komt vanuit de Aziatische (of andere) landen, waarbij bijvoorbeeld wordt bedreigd met de oprichting van andere instellingen, denkt hij dat de vooruitgang traag zal verlopen.

Nu komen de voorstellen en de conclusies.

Spreker is uiteraard voorstander van het multilateralisme. Een aantal van de principes die ten grondslag lagen aan de oprichting van het IMF in 1944, waren zeer belangrijk. Maar in de realiteit is de rol van het IMF erg afgeweken van wat Keynes en de andere deelnemers aan de Bretton Woods Conferentie hadden voorgesteld. Zelfs het onderscheid tussen de taken van de Wereldbank en die van het IMF is steeds vager geworden, zelfs nadat er sedert de jaren '80 tien herzieningen en onderzoeken zijn geweest met betrekking tot hun werking.

Wat nu? Velen wensen dat het IMF minder manifest aanwezig zou zijn in de ontwikkelingslanden. Het IMF heeft zijn roeping in die landen pas in 1999 ontdekt. De heer Camdessus heeft gedaan alsof hij gehoor wilde geven aan de hulpkreten van de armste mensen ter wereld. De heer Yilmaz Akyüz, oud-directeur van het departement mondialisering en

loppement à la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), a écrit dans un *paper* sorti ce mois-ci qu'il n'y a aucune bonne raison pour le Fonds de s'immiscer dans les politiques de développement et du commerce. L'orateur et beaucoup d'autres personnes dans les pays du Sud avec lesquelles il a lui-même parlé, ne veulent pas que le Fonds leur dicte leur politique économique et structurelle. Ils veulent que le Fonds revienne à sa mission d'origine, c'est-à-dire revoir la balance, l'équilibre macro-économique et l'équilibre entre les économies mondiales.

Il faut dire que beaucoup d'autres gens des ONG avec lesquelles l'orateur travaille, croient qu'il faut continuer à pousser le FMI à réformer la manière dont il travaille dans les pays en développement; tout en ne les empêchant pas d'y travailler. Cela fait l'objet d'un débat. Personnellement, il est devenu très pessimiste quant à la possibilité d'amener le FMI à avoir une implication positive dans ces pays. C'est pourquoi il voudrait que le FMI se retire largement de ces pays en développement. Il souhaite surtout que le Fonds respecte la souveraineté des gouvernements et n'impose pas de conditions détaillées, comme celles qu'il vient de décrire dans le cas du Ghana.

Il espère que la Belgique reviendra sur la politique assortie de conditionnalités.

Il voudrait dire aussi quelque chose sur les dettes de ces pays vis-à-vis du Fonds monétaire et de la Banque mondiale.

Ce sont évidemment les dettes qui donnent le pouvoir aux créanciers. En guise de conclusion, il insiste qu'il est totalement inexact que 100% des dettes de ces pays ont été annulées, comme Gordon Brown et d'autres l'ont annoncé au cours de ces derniers mois.

Il est vrai aussi que beaucoup de pays qui ont relativement bien réussi à se développer, ne l'ont pas fait en suivant les recettes de Washington. Dès lors, il faut voir quelles sont les autres institutions qui pourraient promouvoir des politiques de développement réel et diminuer le pouvoir et les interventions du Fonds monétaire et de la Banque mondiale.

### 1.5. Discussion

M. Willy Cortois déclare que l'exposé de M. Wilks lui a paru intéressant.

En ce qui concerne l'exposé de M. Klein, il a une question à poser. Il trouve sensée l'explication qui a été donné de la tension entre, d'une part, les normes

ontwikkelingsstrategie van de UNCTAD (United Nations Conference on Trade and Development) heeft in een paper die deze maand is verschenen, geschreven dat er voor het Fonds geen enkele goede reden bestaat om zich te bemoeien met het ontwikkelings- en handelsbeleid. Spreker wil niet, samen met vele anderen uit de zuidelijke landen met wie hij zelf gesproken heeft, dat het Fonds hen vertelt wat zij moeten doen op het vlak van het economisch en structureel beleid. Zij wensen dat het Fonds zijn oorspronkelijke opdracht weer zou waarnemen, namelijk het toezicht op de balans, het macro-economisch evenwicht en het evenwicht tussen de verschillende wereldeconomieën.

Er dient te worden opgemerkt dat vele andere mensen van de NGO's met wie spreker samenwerkt, vinden dat het IMF moet worden aangemoedigd om de manier waarop het teweerk gaat in de ontwikkelingslanden te hervormen, maar zonder de NGO's te beletten om er te werken. Daarover is een debat aan de gang. Zelf is spreker erg pessimistisch geworden over de mogelijkheid om het IMF een positieve rol te laten spelen in die landen. Daarom wil hij dat het IMF zich bijna volledig terugtrekt uit de ontwikkelingslanden. Hij wenst dat het IMF de soevereiniteit van de regeringen respecteert en geen gedetailleerde voorwaarden oplegt, zoals hij heeft meegedeeld in het geval van Ghana.

Hij hoopt dat België zal terugkomen op het beleid dat gekoppeld is aan voorwaarden.

Hij wenst ook iets te zeggen over de schulden van deze landen bij het IMF en de Wereldbank.

Het zijn natuurlijk de schulden die de schuldeisers macht geven. Tot besluit benadrukt hij dat het niet helemaal klopt dat de schulden van deze landen volledig zijn kwijtgescholden zoals Gordon Brown en anderen de voorbije maanden hebben aangekondigd.

Het klopt ook dat vele landen die erin geslaagd zijn zich min of meer te ontwikkelen, dit niet volgens de voorschriften van Washington hebben gedaan. Er moet dus nagegaan worden welke andere instellingen reële vormen van ontwikkelingsbeleid kunnen ontwikkelen en de macht en het optreden van het IMF en de Wereldbank kunnen indijken.

### 1.5. Bespreking

De heer Willy Cortois verklaart dat de uiteenzetting van de heer Wilks hem interessant leek.

Wat de uiteenzetting van de heer Klein betreft, heeft hij een vraag. Zinvol is volgens hem de uitleg over de spanning tussen enerzijds de financieel-economische

économiques et financières que l'on applique et, d'autre part, les normes sociales auxquelles on veut tendre (droits de l'homme, etc.). La seule chose qu'il aimerait savoir, c'est comment il faut régler tout cela dans un monde où il n'existe plus d'économies fermées, au grand dam d'ailleurs de certains.

Il n'existe plus d'économies fermées au niveau des biens et des personnes, au niveau financier et — fort heureusement — au niveau des idées. Le courrier électronique et l'Internet ont contribué à l'ouverture de la société. Dans cette société aujourd'hui plus complexe, comment voit-il un moyen de réaliser de manière effective cette cohérence entre d'une part, l'aspect social, au travers d'éléments comme les droits de l'homme par exemple, et, d'autre part, l'aspect économique et financier?

Dans l'économie mondialisée, seul le consommateur est roi. Quel que soit le produit et quel que soit son lieu de fabrication, il doit y avoir quelque part un consommateur qui soit prêt à y consacrer une partie de son pouvoir d'achat. Il ne sera pas simple de demander le maximum tout de suite et dans tous les domaines, car cela risquerait de mettre certains pays en difficulté.

S'agissant de l'exposé de M. Van Daele, l'intervenant demande s'il est exact que la Belgique s'est opposée à l'annulation de la dette. Selon l'intervenant, notre pays a adopté une position différente, se disant favorable à l'annulation de la dette, mais dans les conditions définies au sein du G8.

L'intervenant trouve en outre que c'est à tort que M. Van Daele postule qu'une plus grande emprise des pouvoirs publics garantit une amélioration de la prospérité et du bien-être. L'intervenant ne partage pas du tout cette opinion. Il n'est du reste pas possible de le prouver sur la base des données économiques de n'importe quel pays.

M. Josy Dubié rappelle que le premier intervenant a parlé de la schizophrénie qui règnerait dans les organisations internationales, le FMI et la Banque mondiale.

Il aimerait que l'orateur en question réagisse à un autre événement quand même assez extraordinaire. Beaucoup d'anciens dirigeants de ces deux institutions ne se privent pas, une fois qu'ils ont quitté leur poste, de critiquer ce qu'ils ont fait pendant dix ans.

Il y a des exemples : McNamara, qui a été à la tête de la Banque mondiale pendant au moins dix ans, se déjuge. Il en va de même pour Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, qui a été pendant cinq ans, peut-être même plus, vice-président de la Banque mondiale. On a aussi l'exemple de M. Camdessus, qui a été le grand patron du Fonds monétaire international pendant de nombreuses années également. C'est notam-

normes die men hanteert en anderzijds de sociale normen die men wenst na te streven: de mensenrechten en dergelijke meer. De enige vraag die hij heeft is te vernemen hoe we dat allemaal moeten oplossen in een wereld waarin er — tot spijt van wie het benijdt — geen gesloten economieën meer zijn.

Er zijn geen gesloten economieën meer op het vlak van de goederen, op het vlak van de mensen, op het vlak van de financiën en — gelukkig maar — ook niet op het gebied van ideeën. E-mail, internet: al die zaken hebben de maatschappij toch wel geopend. Hoe ziet hij in deze complexer geworden maatschappij een mogelijk middel om die samenhang tussen enerzijds het sociale, zoals de mensenrechten, en anderzijds het financieel-economische effectief tot stand te brengen?

In de geglobaliseerde economie is er slechts één koning en dat is de consument. Wat er ook waar geproduceerd wordt, ergens moet er een consument zijn die bereid is een deel van zijn koopkracht daaraan te besteden. Eenvoudig zal het niet zijn om terstond, op alle terreinen, het maximum te verwachten, want dan riskeren bepaalde landen in moeilijkheden te komen.

Wat betreft de uiteenzetting van de heer Van Daele, zou spreker toch willen vragen of het wel juist is dat België zich heeft verzet tegen de schuldkwijtschelding. Volgens spreker heeft België een andere houding aangenomen en heeft het gezegd dat het voor de schuldkwijtschelding is, maar binnen de voorwaarden zoals bepaald in de G8.

Ten tweede vindt spreker dat de heer Van Daele, volgens hem ten onrechte, poneert dat een groter overheidsbeslag een waarborg is voor meer welvaart en welzijn. Spreker is het daar helemaal niet mee eens. Dat kan trouwens ook niet bewezen worden op het grond van de economische cijfers van om het even welk land.

De heer Josy Dubié herinnert eraan dat de eerste spreker het heeft gehad over de « schizofrenie » van de internationale organisaties, het IMF en de Wereldbank.

Hij zou graag de mening kennen van die spreker over een andere, toch wel ongewone situatie. Veel oud-leiders van die twee instellingen bekritisieren zelf, nadat ze hun functie hebben neergelegd, wat ze de voorbije tien jaar hebben gedaan.

Er zijn voorbeelden genoeg: Mc Namara die minstens tien jaar aan het hoofd van de Wereldbank heeft gestaan, komt nu van zijn besluiten terug. Joseph Stiglitz, winnaar van de Nobelprijs voor economie, die vijf jaar of meer vice-voorzitter is geweest van de Wereldbank doet hetzelfde. Er is ook het voorbeeld van M. Camdessus, die ook jaren lang baas is geweest van het Internationaal Monetair Fonds. Hij heeft alle

ment lui qui a pris toutes les mesures au moment de la grande crise financière asiatique, avec les conséquences que l'on connaît sur le bien-être et le niveau de vie de gens en Indonésie et ailleurs. Et puis voilà que dès qu'ils quittent leur poste, ils se mettent à critiquer tout ce qu'ils ont fait. L'on retrouve le dernier cité aujourd'hui conseiller au Vatican et il serait même l'un des artisans de Justice et Paix.

Alors on ne comprend plus rien. Voilà une schizophrénie qui est quand même invraisemblable de la part de dirigeants qui sont responsables de tout ce qu'ils critiquent aujourd'hui.

D'aucuns refusent de personnaliser le débat, mais il faudra que l'on y arrive finalement.

M. Pierre Galand, président, constate qu'il y a bien des généraux et des amiraux — il pense à l'Amiral Sanguinetti en France — qui deviennent des leaders pacifistes après avoir été des militaires pendant toute leur vie.

Il remercie les intervenants parce qu'ils ont traduit assez bien ce qu'on a pu entendre dans les forums sociaux mondiaux, que ce soit à Caracas, à Bamako, ou avant cela, lorsque cela se passait en Inde ou au Brésil.

Il y a une préoccupation réelle de la population. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, il y a eu des réactions, aussi bien syndicales qu'associatives, venant des organisations paysannes de par le monde, et en particulier de Via Campesina, qui sont aujourd'hui en interpellation par rapport aux institutions. Tous ont pu constater qu'effectivement, il y avait une absence de transparence, des choses que l'on ne pouvait pas savoir parce que c'était opaque, et qu'en outre, il n'y avait aucun moyen de pénaliser cet état des choses.

À l'OMC il y a des règles et on peut se porter plaignant contre l'OMC. À la Banque mondiale, ce n'est même pas le cas. M. Klein a parlé des « panels d'inspection », qui ne sont pas une juridiction.

Il n'y a pas de sanctions prévues non plus. En plus, il n'y a même aucune voie de droit pour arriver au bout de la discussion. Quand les plaidoyers ne plaisent pas, on n'arrive pas jusque là.

Dans le cas précis du Rwanda, il a été démontré, suite à une étude, comment et par quels canaux les génocidaires ont été financés. Ces mécanismes de financement auraient pu donner lieu à une annulation pure et simple de la dette du Rwanda.

C'est d'ailleurs ce qui a été prôné lors de la première conférence des bailleurs de fonds du Rwanda après le génocide, qui n'a abouti à rien.

maatregelen genomen ten tijde van de grote financiële crisis in Azië met de gekende gevolgen voor het welzijn en de levensstandaard van de mensen in Indonesië en elders. Wanneer zij hun functie neerleggen, leveren ze zelf kritiek op hun eigen optreden. De laatstgenoemde is nu raadgever in het Vaticaan en zou zelfs een van de grondleggers zijn van *Justice et Paix*.

Dat is toch onbegrijpelijk. Deze leidinggevende figuren geven blijk aan een onwaarschijnlijke vorm van schizofrenie: zij bekritisieren toestanden waarvoor ze zelf verantwoordelijk zijn.

Sommigen willen het debat niet op personen toespitsen, maar uiteindelijk is dat toch nodig.

De heer Pierre Galand, voorzitter, stelt vast dat veel generaals en admiraals — denk maar aan admiraal Sanguinetti in Frankrijk — aan het eind van hun carrière vooraanstaande figuren worden van de vredesbeweging.

Hij bedankt sprekers omdat ze goed hebben weergegeven wat is gezegd op de Sociale Wereldforums in Caracas, in Bamako, of nog eerder in India of Brazilië.

Dit houdt de bevolking echt bezig. In tegenstelling tot wat men zou verwachten, zijn er reacties geweest, zowel op het niveau van de vakbonden als van de verenigingen, van landbouwersorganisaties uit heel de wereld, en dan vooral van de Via Campesina, die momenteel in de clinch liggen met deze instellingen. Iedereen heeft vastgesteld dat er inderdaad geen sprake is van doorzichtigheid, dat dingen verborgen bleven, en dat deze stand van zaken op geen enkele manier kon worden afgestraft.

De WTO heeft regels en men kan een klacht indienen tegen deze instelling. Bij de Wereldbank is dat niet mogelijk. De heer Klein heeft het gehad over de inspectiepanels, maar dat is geen rechtcollege.

Er zijn ook geen sancties. Er is geen enkel rechtsmiddel dat de discussie kan beëindigen. Als de pleidooien niet in goede aarde vallen, houdt het op.

In het specifieke geval van Rwanda is er door onderzoek aangetoond hoe en langs welke kanalen de plegers van de genocide zijn gefinancierd. Deze financieringsmechanismen hadden aanleiding kunnen geven tot een volledige kwijtschelding van de schuld van Rwanda.

Dat standpunt is verdedigd tijdens de eerste conferentie van de geldschietters van Rwanda na de genocide, maar die heeft tot niets geleid.

La commission Rwanda l'a auditionné personnellement, ainsi que d'autres sur cette question-là; elle n'a pas conclu.

L'orateur trouve que la Belgique aurait pu être plus attentive à cet égard.

Il aborde ensuite la question des documents existants qui pourront servir aux travaux futurs de la commission. Durant ce mois de février, le Parlement européen a discuté une résolution sur la question du Fonds monétaire international et sur la revue stratégique de ce fonds. Plusieurs de vos remarques sont reprises dans cette résolution. Il la trouve extrêmement riche en enseignements et trouve que tous les parlementaires devraient en recevoir le texte. Il en reprendra trois points.

Il faut se rappeler que le FMI date de 1944. Entretemps, la zone euro a été créée et l'Europe n'a aucune représentativité au sein des institutions financières internationales. Elle en a une à l'OMC. Nous pourrions plaider pour que la Belgique œuvre à ce que l'on octroie enfin à l'Europe une unité de représentation au sein des institutions internationales. Cela serait utile et constitutif d'un progrès dans la manière dont nous pouvons faire entendre notre voix au niveau des institutions de Bretton Woods.

De même, nous pourrions plaider pour la participation des pays en voie de développement, afin qu'ils soient mieux représentés. Cela a été demandé à l'OMC, cela devrait être demandé au FMI et aussi à la Banque mondiale.

Même chose pour les conditionnalités. Nous savons très bien qu'en termes de conditionnalités, les pays à faibles revenus ne peuvent pas s'en sortir. Ces conditionnalités et leur mise en œuvre ont été pensées par des gens de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international en particulier, à l'intérieur même du ministère des Finances des pays concernés. Ainsi, au département concerné, ce n'est pas le ministre qui décide, mais le FMI, qui est présent dans ce département et qui prépare les dossiers, qui dicte ce que le ministre va dire, qui fait les statistiques et qui dit quel est le degré d'endettement. Les pays n'ont donc même pas la maîtrise des chiffres qui les concerne. C'est le FMI qui les donne ou ne les donne pas et quand cela ne convient pas, l'on feint même les avoir perdus.

Il a vu cela deux fois au Congo: ayant perdu les chiffres de l'endettement, l'on pouvait continuer à soutenir M. Mobutu.

Nous devons être capables de combattre ces pratiques en exigeant un contrôle parlementaire dans la transparence et, partant, des règles, sans lesquelles aucun contrôle n'est possible.

De Rwandacommissie heeft hem — en anderen — persoonlijk gehoord over deze kwestie; zij heeft echter geen conclusies getrokken.

Spreker vindt dat België hieraan meer aandacht had moeten besteden.

Vervolgens kaart hij de kwestie aan van de bestaande documenten die als basis kunnen dienen voor de werkzaamheden van de commissie. In februari heeft het Europees Parlement een resolutie besproken over het Internationaal Muntfonds en de strategische herziening ervan. Verschillende opmerkingen van vandaag staan in deze resolutie. Hij vindt het een zeer relevant document dat alle parlementsleden zouden moeten ontvangen. Hij zal er drie punten uit bespreken.

Men moet voor ogen houden dat het IMF dateert uit 1944. Ondertussen is de eurozone gecreëerd en dit terwijl Europa niet vertegenwoordigd is in de internationale financiële instellingen. Europa is wel vertegenwoordigd in de WTO. België zou ernaar moeten streven dat Europa eindelijk vertegenwoordigd wordt in de internationale instellingen. Dat zou nuttig zijn en ertoe bijdragen dat wij onze stem kunnen laten horen in de instellingen van *Bretton Woods*.

Zo kunnen we ook pleiten voor de deelname van de ontwikkelingslanden, zodat zij beter vertegenwoordigd zijn. Dit is al gevraagd aan de WTO en zal moeten worden gevraagd aan het IMF en de Wereldbank.

Hetzelfde geldt voor de voorwaarden. Iedereen weet dat landen met weinig inkomsten de opgelegde voorwaarden niet kunnen naleven. De voorwaarden en hun tenuitvoerlegging worden bedacht door de mensen van de Wereldbank en het Internationaal Monetair Fonds in het bijzonder, die werkzaam zijn binnen de ministeries van Financiën van de betrokken landen. In het betrokken departement is het dus niet de minister die beslist, maar het IMF, dat aanwezig is in het departement en de dossiers voorbereidt, beslist wat de minister moet zeggen, de statistieken opstelt en de hoogte van de schuldenlast bepaalt. De landen beslissen dus zelfs niet over de cijfers die hen aangaan. Het IMF geeft deze cijfers of geeft ze niet. Wanneer het hen niet uitkomt, doen ze alsof de cijfers zijn verloren gegaan.

Hij heeft dat tweemaal meegemaakt in Congo: de cijfers over de schuldenlast waren verloren gegaan en zo kon men Mobutu blijven steunen.

We moeten die praktijken bestrijden door een parlementaire controle en doorzichtigheid te eisen en de nodige regels op te stellen, omdat er anders geen controle mogelijk is.



Il a questionné notre ministre des Finances au mois de juillet de l'an dernier. Après une longue réponse sur la question du G8 et de l'attitude de M. Kiekens, le ministre a terminé en disant : « la Belgique déterminera son point de vue définitif sur la base de propositions concrètes que le staff du FMI soumettra dans les prochaines semaines et qui seront évaluées sur la base des préoccupations susmentionnées ».

Nous sommes maintenant au mois de février et quand j'ai demandé quelles étaient les propositions concrètes du staff, on m'a répondu qu'il n'y en avait pas. La proclamation du G8 a eu lieu en juin et au mois de février, il n'y a toujours rien alors qu'on veut lutter contre la pauvreté des pays en développement. Voilà bien un cas où le staff ne remplit pas ses obligations.

Quand on interroge M. Kiekens sur la raison de ce retard, il répond qu'on ne la connaît pas. Or, on sait pertinemment à quoi ce retard est dû. Le FMI veut supprimer six pays de la liste du G8. Sur les 18 pays proposés aujourd'hui par le G8, qui pourraient bénéficier de l'annulation de la dette, on veut déjà en supprimer six. Ce n'est pas sérieux.

En ce qui concerne les conditionnalités, il a interpellé le ministre de la Coopération sur la question des forêts tropicales. Cela fait maintenant trois mois qu'il pose des questions visant à savoir pourquoi la Banque mondiale veut conditionner son prêt au Congo à un changement du code forestier. On s'aperçoit, trois mois plus tard, que le ministre monte encore et toujours à la tribune pour dire qu'il n'a toujours pas la réponse.

Il en découle un constat : nos représentants ne sont pas assez percutants auprès des IFI. Or, le bon fonctionnement du contrôle parlementaire présuppose de la part de nos autorités un engagement loyal à le laisser s'exercer.

Une dernière remarque : nos gouvernements se sont engagés en 2005 lors de l'assemblée générale des Nations unies sur les objectifs du millénaire pour le développement. Est-ce que nous ne devrions pas demander quel est le degré de cohérence et de conditionnalité que nous pouvons exiger cette fois-ci au niveau de la mise en œuvre de ces objectifs à l'intérieur du FMI, de la Banque mondiale et même de l'OMC ?

M. Dirk Van der Maelen, président, est à la recherche de bons modèles de coopération entre le parlement, éventuellement les ONG, et le gouvernement. Un modèle de coopération dans lequel le gouvernement organise une concertation démocratique et transparente avec le parlement et la société civile au sujet du processus décisionnel au sein du FMI et de la Banque mondiale. Les orateurs connaîtraient-ils un bon modèle qui s'y prête ?

Hij heeft in juli vorig jaar onze minister van Financiën ondervraagd. Na een lang antwoord over de kwestie van de G8 en de houding van de heer Kiekens, heeft de minister afgerond met de woorden : « België zal zijn definitief standpunt vaststellen op basis van de concrete voorstellen die de staf van het IMF de komende weken zal voorleggen en die zullen worden beoordeeld op basis van de voorgelegde pijnpunten ».

Het is nu februari en op de vraag welke concrete voorstellen de staf heeft voorgelegd, heeft men geantwoord dat er geen waren. De verklaring van de G8 heeft plaats in juni en in februari is er nog altijd niets voorhanden ! Men moet toch vaststellen dat de staf zijn verplichtingen niet nakomt als het erom gaat de armoede van de ontwikkelingslanden te bestrijden.

Als men de heer Kiekens vraagt naar de redenen voor deze vertraging, antwoordt hij dat men het niet weet. Men weet het echter maar al te best : de IMF wil zes landen schrappen van de lijst van de G8. Van de 18 landen die de G8 momenteel voorstellen voor kwijtschelding van de schulden, wil men er al zes schrappen. Dat is niet ernstig.

Inzake het stellen van voorwaarden heeft hij een vraag gesteld aan de minister van Ontwikkelings-samenwerking over het tropisch regenwoud. Hij stelt nu al drie maanden vragen om te weten waarom de Wereldbank haar lening aan Kongo koppelt aan een wijziging van het boswetboek. Drie maanden later blijkt dat de minister nog steeds geen antwoord kan geven op die vraag.

Wij kunnen dus alleen maar vaststellen dat onze vertegenwoordigers niet krachtadig genoeg optreden bij de IFI's. De goede werking van de parlementaire controle veronderstelt ook dat onze overheid loyaal genoeg is om die te laten functioneren.

Een laatste opmerking : onze regeringen hebben in 2005 in de algemene Vergadering van de Verenigde Naties de millenniumdoelstellingen goedgekeurd. Zouden wij niet moeten vragen welke mate van samenhang en voorwaardelijkheid wij deze keer kunnen eisen op het vlak van de realisatie van deze doelstellingen binnen het IMF, de Wereldbank en zelfs de WTO ?

De heer Van der Maelen, voorzitter, is op zoek naar goede modellen van samenwerking tussen een parlement, misschien ook NGO's, en een regering. Een model van samenwerking waarin die regering op een democratische en transparante wijze overleg pleegt met dat parlement en met zijn civiele samenleving wat betreft de besluitvorming in het IMF en de Wereldbank. Kennen de sprekers daarvoor een goed model ?

Deuxième question : on sait qu'en ce qui concerne la Belgique, le FMI et la Banque mondiale sont la chasse gardée du ministère des Finances. Les orateurs savent-ils s'il y a des pays européens où il en va autrement ? Comment les choses sont-elles organisées dans ces pays ?

Il ne suffit pas d'exiger que la société civile et le parlement aient le droit d'exercer un contrôle démocratique sur les décisions du gouvernement, mais il serait peut-être bon — plus en amont — que les décisions concernant les positions adoptées par la Belgique fassent l'objet d'une concertation qui ne se limite pas au seul ministère des Finances. Les orateurs savent-ils s'il y a en Europe des pays où les choses sont organisées autrement et mieux, où des tiers ont également voix au chapitre avant que l'on arrête la position qui sera défendue au FMI et à la Banque mondiale ?

M. Alex Wilks voudrait d'abord répondre à la question de savoir comment les autres pays s'organisent pour les délégations auprès des IFI. Au Royaume-Uni, les tâches sont réparties : c'est le ministre du Développement qui est leur «gouverneur» de la Banque mondiale, et non le ministre des Finances, ce qui donne vraiment une possibilité de distinguer les rôles du FMI et de la Banque mondiale. Ils ont des analystes, à Londres et ailleurs, qui essaient de développer des projets politiques pour la Banque mondiale, mais qui ne dépendent pas du Trésor à Londres.

Il y a encore d'autres exemples en Europe d'une telle répartition entre ministères spécialisés. Il croit savoir que c'est le cas en Allemagne aussi : il y aurait là une répartition similaire, avec un ministre du Développement s'occupant de la politique à mener à la Banque mondiale.

En ce qui concerne les modèles performants au niveau du contrôle parlementaire ou d'un échange avec la société civile, il serait présomptueux de citer le modèle anglo-saxon. Néanmoins, le système qu'il a présenté constitue une bonne base de départ, car l'imposition d'un rapport public annuel est un exercice intéressant pour le gouvernement britannique. Au début, ils n'ont fait que reprendre mot pour mot le contenu du rapport annuel du FMI, sans vraiment donner de détail sur ce que les représentants britanniques y avaient fait, et quelles avaient été leurs politiques. Les choses ont évolué positivement depuis lors.

Les Français ont eux aussi produit deux ou trois rapports parlementaires sur le FMI et la Banque mondiale et là non plus, ce travail n'était pas satisfaisant dès le début. Le contenu manquait de précision, n'indiquait pas clairement ce que faisaient leurs représentants là-bas. Mais le travail s'améliore.

Nog een tweede vraag : men weet dat voor België het IMF en de Wereldbank het voorbehouden jachtgebied zijn van het ministerie van Financiën. Kennen de sprekers in Europa landen waar dat anders is ? Hoe is dat daar dan georganiseerd ?

Het volstaat niet te eisen dat er democratisch inzichtrecht is van civiele samenlevingen en van parlementen in regeringsbeslissingen, maar misschien is het — eerder stroomopwaarts — al goed dat besluitvorming rond posities die België gaat innemen breder overlegd wordt dan alleen binnen het ministerie van Financiën. Kennen sprekers in Europa andere landen waar dat anders en beter georganiseerd is, waar de stem van anderen ook gehoord wordt vooraleer men in het IMF en de Wereldbank positie inneemt ?

De heer Alex Wilks zou eerst willen antwoorden op de vraag over de manier waarop andere landen zich organiseren voor de afvaardigingen bij de IFI's. In het Verenigd Koninkrijk worden de taken verdeeld : de minister van Ontwikkelingssamenwerking — en niet de minister van Financiën — is hun «gouverneur» bij de Wereldbank, wat een echt onderscheid tussen de rol van het IMF en die van de Wereldbank mogelijk maakt. Zij beschikken over analisten in Londen en elders die politieke projecten trachten te ontwikkelen voor de Wereldbank, maar die niet afhangen van de Schatkist in Londen.

Er zijn nog andere Europese landen met een dergelijke spreiding over gespecialiseerde ministeries. Hij meent te weten dat dit ook in Duitsland het geval is : er zou daar een vergelijkbare spreiding bestaan, met een minister van Ontwikkelingssamenwerking, die zich bezighoudt met het beleid van de Wereldbank.

Wat betreft werkzame modellen inzake de parlementaire controle of een dialoog met het maatschappelijk middenveld, zou het getuigen van zelfingenomenheid om het Britse model te citeren. Niettemin vormt het stelsel dat hij heeft voorgesteld een goed uitgangspunt omdat de verplichting om jaarlijks te rapporteren een interessante oefening is voor de Britse regering. Aanvankelijk beperkten zij zich tot een letterlijke weergave van het jaarverslag van het IMF zonder veel te zeggen over wat de Britse vertegenwoordigers er gedaan hadden, en wat hun beleidsopties waren. Sindsdien zijn de zaken in positieve zin geëvolueerd.

De Fransen hebben ook twee of drie parlementaire verslagen over het IMF en de Wereldbank uitgebracht, die aanvankelijk ook niet bevredigend waren. De inhoud was vaag en gaf niet duidelijk aan wat hun vertegenwoordigers daar hadden gedaan. Maar er is beterschap.

Ce qui se passe à Londres, à Paris et même à Stockholm maintenant, est une option intéressante. Il se peut que le Parlement européen exige aussi une sorte de rapport.

Il faut en outre pouvoir établir le lien entre les différents exercices. Cela implique l'établissement d'un rapport annuel. A Londres, cet exercice s'est révélé positif parce que le représentant au conseil d'administration vient chaque année. Il sait déjà dès le 1<sup>er</sup> janvier qu'il va devoir aller au parlement pour répondre aux questions. Pour autant que les parlementaires s'organisent bien, cela peut amener une approche différente de ce qui se passe ailleurs.

En ce qui concerne la règle qui interdit aux représentants au conseil d'administration de dévoiler avant 10 ans les voies qu'ils ont suivies en délibérant, il est cependant possible de rendre publiques leurs prises de position. Ainsi, les Américains, ainsi que d'autres représentants, rendent-ils publics eux-mêmes la position qu'ils ont adoptée à la Banque mondiale et au FMI, immédiatement après les débats publics. Théoriquement, on ne peut effectivement pas publier ces données.

En ce qui concerne la zone euro, il y a eu des avancées qui sont reprises dans les rapports. Le premier, très intéressant, sur la perspective des pays en voie de développement, a été établi par un véritable expert, M. Yilmaz Akyüz, de la CNUCED. Le second concerne la façon dont les pays européens s'organisent. Ce dernier rapport mentionne clairement que la zone euro est faiblement représentée. M. Junker, à la tête du Conseil européen, sera présent lors de certaines discussions des stratégies européennes pour le FMI. Mais la représentation restera faible, pas consistante, pas bien gérée. Elle n'a pas beaucoup de poids politique derrière elle. Il y aura très certainement des discussions difficiles, les pays du G7 voulant aller dans une direction, les autres pays probablement dans une autre. Il n'y a pas vraiment de solidarité et de stratégie européenne cohérente.

Pour terminer, il voudrait se féliciter que de nombreuses personnes impliquées dans le fonctionnement de la Banque mondiale et du FMI, — et non seulement celles qui en sont sorties —, encouragent régulièrement les organisations comme celle à laquelle il appartient, à aller plus loin dans leur dénonciation, leur critique de ces institutions. Elles sont en effet conscientes que ces institutions ne fonctionnent pas bien du tout et qu'il y a un manque de démocratie interne. C'est pourquoi elles encouragent aussi les parlementaires à poursuivre le suivi externe de ces institutions.

M. John Van Daele répond aux remarques de M. Cortois en affirmant qu'il n'a pas prétendu qu'une

Wat nu in Londen, Parijs, en zelfs Stockholm gebeurt, is een interessante mogelijkheid. Het zou kunnen dat het Europees Parlement ook een soort verslag eist.

Bovendien moet het verband gelegd worden tussen de verschillende boekjaren. Dat veronderstelt het opstellen van een jaarverslag. In Londen heeft dat een positieve uitwerking gehad omdat de vertegenwoordiger van de raad van bestuur elk jaar komt. Hij weet al vanaf de eerste januari dat hij naar het parlement zal moeten gaan om vragen te beantwoorden. Als de parlementsleden zich goed organiseren kan dat leiden tot een andere aanpak dan wat elders gebeurt.

Wat betreft de regel die vertegenwoordigers in de raad van bestuur verbiedt om de eerste tien jaar te onthullen welke stappen zij gedaan hebben tijdens de beraadslagingen, is het niettemin mogelijk om hun standpunten bekend te maken. De Amerikanen, en ook andere vertegenwoordigers, maken bijvoorbeeld zelf het standpunt bekend dat zij bij de Wereldbank en het IMF ingenomen hebben, juist na de openbare besprekingen. Theoretisch kan men deze informatie inderdaad niet publiceren.

In de eurozone is er vooruitgang geboekt, wat ook in de verslagen tot uiting komt. Het eerste, heel interessante verslag over de perspectieven van de ontwikkelingslanden, werd opgesteld door een ware deskundige, de heer Yilmaz Akyüz van de UNCTAD. Het tweede betreft de manier waarop de Europese landen zich organiseren. Dit verslag stelt onomwonden dat de eurozone zwak vertegenwoordigd is. De heer Junker, voorzitter van de Europese Raad, zal aanwezig zijn bij een aantal besprekingen over Europese strategieën voor het IMF. De vertegenwoordiging zal echter zwak, inconsequent en slecht georganiseerd blijven. Er zit te weinig politiek gewicht achter. De besprekingen zullen ongetwijfeld moeizaam verlopen, omdat de G7-landen de ene richting uit willen, en de overige landen waarschijnlijk de andere. Er is niet echt sprake van solidariteit noch van een coherente Europese strategie.

Tot slot is hij verheugd om het feit dat vele personen die betrokken zijn bij de werking van de Wereldbank en het IMF — en niet alleen zij die deze instellingen verlaten hebben — regelmatig organisaties als de zijne aanmoedigen om verder te gaan in hun kritiek op deze instellingen. Zij zijn er zich immers van bewust dat deze instellingen helemaal niet behoorlijk werken en dat er een gebrek is aan interne democratie. Daarom moedigen zij ook de parlementsleden aan om door te gaan met de externe follow-up van de instellingen.

De heer Van Daele wenst te antwoorden op de opmerkingen van de heer Cortois, door te stellen dat

grande emprise des pouvoirs publics conduit automatiquement à une amélioration de la prospérité et du bien-être. Tout ce qu'il a voulu dire, c'est que lorsque l'on veut définir le modèle européen et le distinguer par exemple du modèle américain, c'est une des caractéristiques marquantes: l'emprise des pouvoirs publics y est plus grande et, au sens le plus large, il en résulte une plus grande redistribution.

Les pays européens ont donc en commun une certaine approche, qu'ils pourraient inculquer à d'autres.

S'agissant de la remarque sur la politique divergente du G8, il constate que l'on prétend qu'il n'y a pas de problème en ce qui concerne la Belgique et que la position de notre délégation est toujours parfaitement en phase avec le point de vue du gouvernement. Selon lui, la réalité est toute autre. Sinon pourquoi le ministre aurait-il eu besoin de réagir immédiatement aux articles parus dans la presse anglo-saxonne et relayés ensuite par la presse francophone belge, en affirmant que les propos du représentant ne reflétaient pas la position du ministre? Pour l'intervenant, cela constitue une indication suffisante du bien-fondé de l'allégation selon laquelle notre représentant à Washington fait cavalier seul.

Mais tout cela ne l'empêche pas de penser que M. Kiekens n'a pas été traité tout à fait correctement, surtout par la presse anglo-saxonne. L'incident aura en tout cas eu le mérite de montrer qu'il y avait une divergence de vues entre le gouvernement et son représentant, puisque le ministre a dû préciser sur-le-champ que la position défendue par M. Kiekens ne reflétait pas la position du gouvernement belge.

D'autre part, ce Parlement dispose d'un instrument lui permettant de suivre ce qui se passe au sein de ces institutions. Aux termes de la loi du 14 juin 2005, nos représentants au sein des IFI sont en effet tenus de présenter chaque année un rapport d'avancement faisant le point de la situation au regard des objectifs du millénaire. Peut-être cette loi pourra-t-elle être offrir un levier ou une prise aux parlementaires. Tout dépend bien sûr de ce que l'on trouvera dans le rapport. Sa teneur sera-t-elle suffisamment concrète ou bien son contenu sera-t-il au contraire un modèle de flou artistique? Cela dépendra naturellement en partie des parlementaires.

S'agissant des modèles de collaboration entre les ONG et le Parlement, il pense que les États-Unis constituent le meilleur exemple. Une étude scientifique approfondie lui a fait comprendre que si la Banque mondiale a imposé une espèce d'étude d'incidences sur l'environnement préalablement à la réalisation de plusieurs de ses projets dans divers secteurs, c'est sous la pression du Parlement américain.

Ces pressions sont surtout le fait d'un groupe de députés qui font cause commune avec une série

hij niet beweerd heeft dat een groot overheidsbeslag per se leidt tot meer welvaart en welzijn. Hij heeft alleen willen zeggen dat, als je het Europees model wil omschrijven en onderscheiden van bijvoorbeeld het model in de Verenigde Staten, dit een van de opvallende kenmerken is: er is een groter overheidsbeslag en dat leidt in zeer brede zin tot meer herverdeling.

De Europese landen delen aldus een bepaalde manier van aanpakken, en dat zou iets kunnen zijn dat ze kunnen uitdragen.

Over de opmerking betreffende de divergente politiek van de G8, stelt hij vast dat er beweerd wordt dat er wat dat betreft voor wat België aangaat, geen probleem is, en dat er ook op dat punt altijd een perfecte overeenstemming is tussen het standpunt van de regering en onze vertegenwoordiging daar. Dit stemt volgens hem niet overeen met de werkelijkheid. Waarom moest anders de minister onmiddellijk reageren op teksten in de Angelsaksische en later ook in de Franstalige pers bij ons, door te zeggen dat wat de vertegenwoordiger daar zegde, niet het standpunt is van de minister was. Voor spreker volstaat dat als aanwijzing betreffende de bewering dat de vertegenwoordiger in Washington zijn eigen koers vaart.

Hij denkt desondanks dat alles, dat de heer Kiekens niet helemaal correct is behandeld, zeker niet in de Angelsaksische pers. In ieder geval toonde dit aan dat er een divergentie was tussen het standpunt van de regering en haar vertegenwoordiger, vermits de minister onmiddellijk moest tussenkomen om te ontkennen dat wat de heer Kiekens had verdedigd het standpunt was van de Belgische regering.

Er bestaat anderzijds een mogelijkheid voor dit Parlement om te volgen wat er in die instellingen gebeurt. Er is inderdaad de wet van 14 juni 2005, die onze vertegenwoordigers bij de IFI's verplicht om elk jaar een zogenaamd voortgangsverslag te maken in verband met de millenniumdoelstellingen. Misschien kan dat een hefboom of een handvat zijn. De vraag is natuurlijk wat er in het verslag zal staan. Zal dat voldoende concreet zijn of wordt het iets heel wazigs? Of er iets zal instaan, hebben de parlementsleden natuurlijk voor een stuk in handen.

Wat de modellen van samenwerking tussen NGO's en Parlement betreft denkt hij dat de Verenigde Staten het beste voorbeeld zijn. Uit grondig wetenschappelijk onderzoek heeft hij begrepen dat, als de Wereldbank een soort milieueffectenrapportage heeft ingevoerd bij een aantal van zijn projecten in een aantal sectoren, dat er gekomen is onder druk van het Amerikaanse Parlement.

Meer bepaald is dat druk vanwege een aantal volksvertegenwoordigers in samenwerking met een

d'ONG dont le Sierra Club est à ses yeux la plus significative. Les États-Unis pouvaient en effet menacer de revoir leur contribution financière à la baisse si aucun changement n'était constaté, par exemple si l'aménagement de digues n'était pas, à l'avenir, précédé d'une étude d'incidences. C'est un très bel exemple de la manière d'obtenir des changements majeurs dans la politique des IFI par la collaboration entre les ONG et le Parlement et la communication entre ces deux acteurs.

En ce qui concerne la question de savoir si les questions de développement sont ou non l'apanage des ministres des Finances au sein des IFI, force est de constater que dans plusieurs pays tels que la Norvège, l'Allemagne, les Pays-Bas, etc., c'est, depuis plusieurs années, le ministre de la Coopération au Développement qui assure le suivi du volet Banque mondiale. Cette manière de procéder est très différente de la nôtre. Il est vrai qu'en Belgique, une concertation tout à fait informelle a lieu chaque mois au niveau des fonctionnaires, mais un arrêté royal prévoit toujours qu'en dernier ressort, c'est le ministre des Finances qui est seul compétent dans ces matières.

Il renvoie encore une fois à l'exemple de la Suède où la loi prévoit que chaque ministre doit adapter dans une certaine mesure sa politique à la politique de développement globale menée par le pays et le gouvernement. L'intervenant est d'avis que cette coordination interne pourrait même encore être organisée à un niveau plus large, sans se focaliser exclusivement sur la coopération au développement.

M. Pierre Klein voudrait rappeler qu'en ce qui concerne la « distorsion » possible entre les normes du travail dans différents pays, il est sans doute intéressant de se rappeler que cette question a été prise en compte dès la création de l'Organisation internationale du travail en 1919. Si l'on regarde le texte fondateur de cette organisation, il dit précisément que « pour éviter les distorsions de concurrence entre les différents marchés, il faut s'assurer de l'application la plus uniforme possible des normes fondamentales du droit du travail. » C'était donc une préoccupation bien visible à ce moment-là; cela fait bientôt un siècle que cette disposition existe.

Pour arriver à cette uniformisation, la solution est relativement simple. Il faut tirer les choses vers le haut plutôt que vers le bas et non pas exiger un maximum de dérégulation, pour en arriver à ce qu'il n'y ait plus de réglementation du travail du tout, qu'il n'y ait plus de possibilité de syndicalisation, qu'il n'y ait plus de limitation du nombre d'heures maximum par semaine, etc. Il suffit d'appliquer les mesures inverses et d'avoir les exigences inverses et dire à la limite qu'on ne prêtera qu'aux pays qui respectent ces exigences, de façon à ce que ce soit là une incitation à se conformer auxdits règlements existants. Il pense que cela pourrait

aantal NGO's, waaronder de Sierra Club, zijns inziens de belangrijkste bijdrage was. De Verenigde Staten konden inderdaad dreigen dat zij hun financiële bijdrage zouden herzien als er geen verandering kwam, bijvoorbeeld als er voor de aanleg van dammen in de toekomst geen milieu-effectenrapport zou worden gemaakt. Dat is een zeer mooi voorbeeld van hoe de samenwerking tussen NGO's en Parlement, en de wijze waarop zij onderling communiceren, inderdaad tot serieuze veranderingen in de politiek van de IFI's kan leiden.

Wat betreft de vraag of de ontwikkelingsvraagstukken in de IFI's het monopolie zijn van de ministers van Financiën, dient men vast te stellen dat er een aantal landen zijn zoals Noorwegen, Duitsland, Nederland en andere, waarin het al sinds een aantal jaren de minister van Ontwikkelingssamenwerking is die het luik Wereldbank volgt. Dat is toch nog iets heel anders dan bij ons. Bij ons vindt inderdaad om de maand, heel informeel en op ambtenarenniveau, een overleg plaats, maar er bestaat nog altijd een koninklijk besluit dat bepaalt dat uiteindelijk de minister van Financiën alleen bevoegd is voor deze materies.

Hij verwijst nogmaals naar het Zweeds voorbeeld, vermits daar bij wet wordt bepaald dat alle ministers hun beleid in zekere mate moeten afstemmen op het globale ontwikkelingsbeleid dat zij als regering en als land voeren. Spreker is van mening dat deze onderlinge coördinatie zelfs nog breder mag zijn, dan alleen maar te focussen op Ontwikkelingssamenwerking.

In verband met een mogelijke « onevenwicht » tussen de arbeidsnormen in de verschillende landen, wil de heer Pierre Klein eraan herinneren dat er met deze kwestie rekening gehouden is sinds de oprichting van de Internationale Arbeidsorganisatie in 1919. In de statuten van deze organisatie staat precies dat de fundamentele normen van het arbeidsrecht zo uniform mogelijk moeten worden toegepast om concurrentievervalsing tussen de verschillende markten te voorkomen. Op dat ogenblik was dat dus al een heel reële bekommernis; bijna een eeuw later bestaat deze bepaling nog steeds.

De oplossing om tot een dergelijke eenvormigheid te komen is vrij eenvoudig. De normen moeten omhoog gehaald worden, in plaats van omlaag. Als men een zo ruim mogelijke deregulering blijft eisen, dreigt men ertoe te komen dat er helemaal geen arbeidsreglementen meer bestaan, dat er geen mogelijkheid meer is om vakbonden op te richten, dat er geen beperking op het aantal werkuren per week meer bestaat, enz. Het volstaat om de omgekeerde maatregelen te nemen en omgekeerde eisen te stellen, en misschien verklaren dat men alleen nog leent aan landen die deze verplichtingen nakomen. Dat zou hen

constituer une réponse sur ce plan. La logique serait alors de revenir à des principes qui étaient bien acquis depuis pas mal d'années.

## 2. Auditions tenues le 6 mars 2006

### 2.1. Audition de M. Gino P. Alzetta, Executive Director de la Banque mondiale

M. Alzetta donne un aperçu des activités de la Banque mondiale en général, et en relation avec l'initiative d'annulation de la dette du G8 en particulier, au moyen d'une présentation-«*Powerpoint*» (voir annexes).

Dans le cadre de son exposé, il mettra l'accent sur le rôle que joue la Banque mondiale dans la lutte contre la pauvreté dans le monde.

À l'origine, la Banque mondiale avait pour mission de financer la reconstruction de l'Europe mais, petit à petit, une réorientation s'est opérée en direction du tiers monde.

La structure de la Banque a été adaptée en conséquence par le biais de la création de diverses filiales. La Belgique a toujours pris ses responsabilités en tant que contributeur financier.

De nets progrès ont été enregistrés, grâce, notamment, aux interventions de la Banque mondiale.

À présent, les actions de la Banque mondiale s'inscrivent dans le cadre des objectifs du millénaire pour le développement. Seule une augmentation du commerce international est susceptible de faire progresser les pays en développement. Ici aussi, la Banque mondiale joue un rôle, surtout depuis la conférence ministérielle de Seattle en 1999.

La Banque participe aussi activement à l'initiative MDRI prise par le G8 à *Gleneagles* en juillet 2005.

Toute action est vouée à l'échec si elle ne prend pas les droits de l'homme en considération. La Banque mondiale tient compte de cette dimension pour élaborer sa politique (responsabilisation, participation des citoyens, lutte contre la corruption).

### 2.2. Audition de M. Willy Kiekens, Executive Director au Fonds monétaire international (FMI).

M. Kiekens indique que le FMI, dont il est *executive director*, et la Banque mondiale existent depuis 60 ans.

La profonde évolution qu'a connue le Fonds est parallèle à celle des relations monétaires et financières entre les États.

ertoe aanzetten om de bestaande regels na te leven. Dat zou een oplossing kunnen zijn. Het zou dan logisch zijn om terug te keren tot de beginselen die al jaren verkregen zijn.

## 2. Hoorzittingen gehouden op 6 maart 2006

### 2.1. Hoorzitting met de heer Gino P. Alzetta, Executive Director van de Wereldbank

De heer Alzetta geeft een overzicht van de activiteiten van de Wereldbank in het algemeen en met betrekking tot de schuldkwijtschelding door de G8 in het bijzonder door middel van een Powerpoint-presentatie (zie bijlagen).

In deze uiteenzetting legt de heer Alzetta de nadruk op de rol die de Wereldbank speelt in de strijd tegen de armoede in de wereld.

Daar waar haar rol er oorspronkelijk in bestond de heropbouw van Europa te financieren is er stilaan een heroriëntering gebeurd naar de derde wereld toe.

Haar structuur werd daaraan aangepast door het oprichten van diverse filialen. België heeft altijd zijn verantwoordelijkheden als financier opgenomen.

Mede dankzij de tussenkomsten van de Wereldbank is er duidelijk vooruitgang geboekt.

Haar acties schrijven zich nu in in het raam van de MOD's. De vooruitgang van de ontwikkelingslanden is enkel mogelijk via een toename van de internationale handel. Ook hier speelt de Wereldbank een rol, vooral sinds de ministerconferentie van Seattle van 1999.

Zij speelt ook een actieve rol in het MDRI-initiatief van de G8 in *Gleneagles* van juli 2005.

Elke actie is gedoemd om te mislukken als daarbij de mensenrechten worden veronachtzaamd. De Wereldbank houdt daar rekening mee bij het uitstippelen van haar politiek (responsabilisering, participatie van de burgers, strijd tegen de corruptie).

### 2.2. Hoorzitting met de heer Willy Kiekens, Executive Director bij het Internationaal Muntfonds (IMF)

De heer Kiekens geeft aan dat het IMF, waarvan hij *executive director* is, net als de WB 60 jaar bestaat.

Het heeft een hele ontwikkeling meegemaakt. Deze ontwikkeling volgt de ontwikkeling van de monetaire en financiële relaties tussen landen.

Sa mission a toujours été d'améliorer les relations entre les États membres souverains.

L'orateur retrace la naissance de l'institution ainsi que son évolution passée et future.

L'histoire monétaire des 100 dernières années se subdivise en cinq grandes périodes.

La première, qui a duré jusqu'à la Première Guerre mondiale, se caractérise par un système de taux de change fixes et une libre circulation des capitaux totale.

Étant donné la parité parfaite entre les différentes monnaies et l'or, les États ne pouvaient pas influencer leur économie en manipulant les taux de change.

En cas de dépréciation monétaire, les États n'avaient d'autre choix que de laisser flotter les prix et les salaires.

Après la Première Guerre mondiale, on a vu apparaître des déficits fiscaux importants qui ont donné lieu, en corollaire, à des manipulations effrénées des taux de change afin de protéger l'emploi dans les économies nationales dans l'espoir de déplacer les problèmes intérieurs sur d'autres pays. Ce mauvais management, combiné à l'absence de coopération internationale sur les plans financier et monétaire, a eu des résultats catastrophiques.

Les capitaux ne pouvaient plus circuler librement.

Créé avant même la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le FMI avait pour mission première d'éviter les manipulations des taux de change en vue de mettre en place un contexte plus propice à l'épanouissement du commerce international.

À défaut, tous les partenaires risquaient de se retrouver dans une très mauvaise passe.

D'où ce transfert de souveraineté monétaire sans précédent au profit d'une institution internationale. Les États membres ont accepté de ne plus modifier les taux de changes sans l'accord préalable du FMI.

Parallèlement à cela, les pays dont la balance commerciale affichait un déficit ont pu bénéficier d'une aide revêtant la forme d'un financement temporaire.

Outre le contrôle de la politique des taux de change, ce financement à court terme a joué un rôle crucial.

Il ne pouvait toutefois pas s'agir de déficits résultant de mouvements de capitaux; pour être éligibles à un tel financement, les déficits devaient avoir trait aux échanges internationaux sur le compte courant.

De opdracht was altijd de relaties tussen soevereine lidstaten beter te laten verlopen.

Hij schetst kort het ontstaan en de evolutie die het meemaakte en nog zal meemaken.

De monetaire geschiedenis van de laatste 100 jaar toont aan dat er een vijftal grote periodes waren.

De eerste periode tot de WO I was gekenmerkt door een stelsel van perfect vaste wisselkoersen en perfecte vrijheid van kapitaalverkeer.

De staten konden hun economie aldus niet beïnvloeden door manipulatie van wisselkoersen, omdat geld en goud perfect inwisselbaar waren.

Bij daling van de waarde van het geld zat er voor een staat niets anders op dan prijzen en lonen te laten vloten.

Na WO I, was er de opkomst van grote fiscale deficits, en de daarbijhorende ongebreidelde manipulatie van wisselkoersen, met het oog op het beschermen van de tewerkstelling in de eigen economiën in de hoop de eigen problemen af te wentelen op andere landen. Dat mismanagement en gebrek aan internationale samenwerking op het monetaire en financiële vlak was rampzalig.

Kapitaal kon niet vrij circuleren.

Nog voor het einde van de WO II kwam er de oprichting van het IMF, met als belangrijkste objectief de manipulatie van wisselkoersen te vermijden, met het oog op het verwenlijken van een betere omgeving voor de ontplooiing van de internationale handel.

Bij gebreke daaraan was de uitkomst voor alle partners ronduit slecht.

Vandaar de overdracht van de monetaire soevereiniteit zonder voorgaande aan een internationale instelling. De lidstaten gingen ermee akkoord om geen wijzigingen in de wisselkoersen meer door te voeren tenzij ze op voorhand werden goedgekeurd door het IMF.

Daarmee gepaard gaande werden de landen met tekorten op de handelsbalans geholpen door een tijdelijke financiering.

Naast het toezicht op het wisselkoersbeleid was deze korte financiering essentieel.

Het moest dan wel gaan om tekorten die niet het gevolg waren van kapitaalsbewegingen, maar over tekorten in de internationale handel op de lopende rekening.

Les financements en question étaient accordés entre pays industrialisés. C'est ainsi que des pays tels que les États-Unis ou la France ont jadis bénéficié de prêts consentis par le FMI.

Dans les années '60 et surtout les années '70, l'intensification des mouvements de capitaux au niveau international a conduit certains pays, surtout les USA, à financer les déficits temporaires du compte courant. Cela a finalement abouti, en 1971, à l'abandon du système de Bretton Woods des taux fixes.

L'on entra alors dans une période où les taux se sont mis à fluctuer et où les pays pouvaient fixer eux-mêmes leur régime de taux de change.

Le FMI a alors été chargé de contrôler la politique économique et financière des États membres pour éviter qu'une instabilité excessive des taux de change n'engendre des problèmes majeurs pour l'économie mondiale.

Les crises pétrolières des années '70 et '80 se sont accompagnées d'un accroissement des mouvements de capitaux, processus qui s'est prolongé jusque aujourd'hui.

Les États membres affichant un déficit sur le compte courant de leur balance commerciale n'ont plus dû le financer immédiatement en faisant appel au FMI.

Ces déficits ont été financés de plus en plus souvent par des crédits bancaires et des financements sur les marchés internationaux des capitaux.

Mais comme ces derniers ne se sont pas toujours assurés de la soutenabilité des déficits en question, cela a débouché sur une première grande crise de remboursement de la dette par les économies émergentes, principalement aux USA. Il s'agissait parfois de déficits du PIB sur plus de trois ans, pour lesquels les pays concernés ont été contraints de convenir avec leurs créanciers d'un rééchelonnement et d'un financement important par le FMI.

À l'issue de cette crise des années '80, nous sommes entrés dans la dernière décennie du XX<sup>e</sup> siècle, au cours de laquelle un nombre croissant d'économies émergentes ont réussi à avoir accès aux marchés internationaux des capitaux. Mais le revers de la médaille, c'était qu'en cas de défaut de paiement, ils pouvaient rapidement perdre leur crédit, avec pour conséquence des dévaluations dramatiques, des difficultés pour les principaux secteurs de l'économie et la suspension des dettes en devises étrangères.

En 1994, cette crise éclata d'abord au Mexique, puis dans les pays émergents d'Asie (Thaïlande, Corée) ainsi qu'au Brésil, en Russie, en Turquie et en Argentine.

Deze financieringen werden toegestaan tussen geïndustrialiseerde landen. Zo hebben landen als de VS en Frankrijk ooit leningen gekregen van het IMF.

De toename in de 60-er en vooral 70-er jaren van internationale kapitaalbewegingen, heeft geleid tot een financiering van tijdelijke tekorten op de lopende rekening, vooral in de V.S. Dat leidde in 1971 tot de opgave van het Bretton-Woodstelsel van vaste wisselkoersen.

Toen ontstond een periode waarin de wisselkoersen niet meer vast bleven, en de landen konden hun wisselkoersregime zelf bepalen.

Het IMF moest voortaan ook toezicht uitoefenen op het economisch en financieel beleid van de lidstaten om te voorkomen dat een ongebreidelde wisselkoersinstabiliteit zou leiden tot grote problemen in de wereldeconomie.

Samen met de oliecrisis in de 70-er en 80-er jaren waren er toenamen van kapitaalbewegingen, en dat proces werd voortgezet tot op vandaag.

Bij tekorten op de lopende rekeningen in de handelsbalans, moesten de lidstaten deze niet meer onmiddellijk financieren door beroep te doen op het IMF.

Deze tekorten werden in toenemende mate gefinancierd via bankkredieten en financieringen op de internationale kapitaalmarkten.

Deze markten hebben niet altijd toegezien op de houdbaarheid van deze tekorten, wat leidde tot een eerste grote crisis van schuldterugbetalingen door de *emerging economies*, en dan vooral aan de VS. Soms ging het over tekorten van het GDP die verder strekten dan drie jaren, en waar landen met hun schuldeisers tot akkoorden moesten komen voor het herschikking en een belangrijke financiering door het IMF.

Na deze crisis van de 80-er jaren, zijn we beland in het laatste decennium van de 20e eeuw, waar in toenemende mate *emerging economies* erin slaagden toegang te krijgen tot de internationale kapitaalmarkten, waarbij ze bij wanbetaling op korte termijn hun kredietwaardigheid konden verliezen, met als gevolg dramatische devaluaties, moeilijkheden voor belangrijke sectoren van de economie en het feit dat schulden in vreemde deviezen niet meer betaald werden.

In 1994 kwam deze crisis voor het eerst voor in Mexico, gevolgd door de Aziatische opkomende landen (zoals Thailand en Korea) Brazilië, Rusland, Turkijë en Argentijë.



Pourquoi ces crises sont-elles survenues et quelles leçons en a-t-on tirées ?

Le principal enseignement fut qu'une approche mécaniste de la coopération sur la base d'un traité ne suffisait plus pour bloquer les taux de change.

C'était désormais la discipline de marché qui faisait régner l'ordre sur les marchés internationaux. Les États devaient adapter leur politique en vue de conserver de manière durable la confiance des marchés internationaux de capitaux.

Plusieurs changements importants ont été introduits à cette fin.

Les États sont désormais censés pratiquer la transparence en ce qui concerne leur politique économique.

Le FMI a défini des normes pour la publication des données statistiques, ce qui permet aux banques et aux investisseurs financiers de se faire une idée précise de la soutenabilité de la politique économique menée.

Il a été demandé aussi à tous les États de publier des rapports, ce que la plupart d'entre eux ont accepté de faire. Le FMI publie de surcroît la quasi-totalité des documents et rapports ayant trait à la politique qu'il a menée.

Le deuxième grand changement, c'est que les pays peuvent adhérer, sur une base volontaire, à des codes et normes qui ont été reconnus internationalement comme normes permettant de contrôler la qualité de la gestion menée. Le FMI en contrôle le respect dans tous les domaines de la gestion qui ont de l'importance pour la stabilité financière au niveau de la politique bancaire, monétaire et fiscale d'un État membre.

Le troisième point est que l'on dispose à présent d'une analyse beaucoup plus fine des dettes étrangères des différentes économies et des risques financiers que les grands secteurs de ces économies prennent lorsqu'ils recourent abondamment à des capitaux internationaux pour financer leurs projets.

Enfin, les États membres ont adopté des formes nouvelles de politique monétaire et fiscale, qui ont essentiellement pour but de renforcer la crédibilité de leur politique à ce niveau.

Cette évolution passe notamment par une plus grande autonomie des banques centrales vis-à-vis de leur gouvernement.

Leur objectif premier est à présent la stabilité des prix. La politique fiscale vise de plus en plus le moyen terme. L'Union européenne agit d'ailleurs de même, avec des objectifs à 3 ou 5 ans et l'obligation d'indiquer comment ces objectifs vont être atteints. Tout cela a pour but de gagner la confiance des marchés financiers pour ces objectifs. Il s'agit d'un

Waarom zijn deze crisissen ontstaan en welke lessen zijn daaruit geleerd ?

De belangrijkste les is dat een mechanistische approach bij samenwerking op basis van een verdrag voor het blokkeren van wisselkoersen niet meer voldeed.

Marktdiscipline zorgt voortaan voor orde in de internationale markten. De landen moeten hun beleid zo aanpassen dat ze op bestendige wijze het vertrouwen van internationale kapitaalmarkten kunnen behouden.

Daartoe zijn de volgende belangrijke wijzigingen doorgevoerd.

Landen worden voortaan geacht transparant te zijn op het gebied van hun economisch beleid.

Het IMF heeft standaarden uitgewerkt voor de publicatie van statistische gegevens, zodat banken en financiële beleggers een goed inzicht kunnen krijgen in de houdbaarheid van het economisch beleid.

Meteen werd aan alle landen gevraagd de rapporten te publiceren, wat grotendeels aanvaard werd. Het IMF publiceert overigens nagenoeg alle documenten en rapporten over heer eigen beleid.

Een tweede grote wijziging is dat landen op vrijwillige basis kunnen aansluiten bij codes en standaarden die op internationaal vlak werden aanvaard als zijnde normen waaraan het beleid moet getoetst worden op zijn kwaliteit. Het IMF kijkt toe op de naleving ervan in alle domeinen van beleid die belangrijk zijn voor financiële stabiliteit in het bankwezen, het monetair en het fiscaal beleid van een lidstaat.

Een derde punt is dat er nu een veel nauwkeuriger analyse wordt bekomen van de buitenlandse schulden in de economiën alsmede van de financiële risico's die de grote sectoren van deze economiën aanvaarden wanneer ze in belangrijke mate internationale kapitalen opnemen voor de financiering van hun projecten.

Ten slotte zijn de lidstaten overgestapt op nieuwe vormen van monetair en fiscaal beleid, vooral erop gericht een grotere geloofwaardigheid te geven aan hun beleid op dat gebied.

Dat komt mede door de centrale banken onafhankelijkheid te geven ten overstaan van hun regering.

Hun hoofddoelstelling wordt nu de prijsstabiliteit. In het fiscaal beleid wordt steeds meer getreefd naar een fiscaal beleid op middellange termijn. Dat geldt ook voor de EU, met 3-jaarlijkse of 5-jaarlijkse doelstellingen, waarbij moet worden aangegeven hoe deze doelstellingen zullen worden bereikt. Dat alles met het oog op het vestigen van vertrouwen van de

facteur de stabilité des relations internationales, cette stabilité étant indispensable pour la croissance et les échanges internationaux.

Nombre de pays pauvres n'ont pas encore accès à ces marchés et sont fortement dépendants des dons et de l'aide au développement pour financer leur économie.

Quelle est la position du FMI par rapport à ces pays? On lui demande de travailler avec la Banque mondiale, les banques régionales de développement et les donateurs internationaux.

Il y a cinq ans, il a été convenu que les États devaient établir eux-mêmes, en collaboration avec les parties prenantes dans leur pays (ONG, parlementaires, entreprises, syndicats, etc.), un programme de lutte contre la pauvreté et de stimulation de la croissance. Ces stratégies constituent la base d'accords plus spécifiques avec l'ensemble des donateurs (institutions multilatérales, en ce compris le FMI, la Banque mondiale et les donateurs bilatéraux) visant à éradiquer la pauvreté et à atteindre les objectifs du millénaire pour le développement.

Le FMI collabore le mieux possible avec les autres donateurs afin de venir en aide à ces pays.

Le FMI s'est vu investi d'une mission importante dans le prolongement d'une initiative existante d'allègement de la dette. En effet, l'allègement de la dette dont peuvent bénéficier les pays surendettés est accordée aux pays les plus pauvres (+/- 900 \$ /cap) sur initiative du FMI, de la Banque mondiale et du Fonds asiatique de développement. Au bout du processus, les pays concernés bénéficient d'une remise intégrale de leurs dettes multilatérales. Le FMI a joué un rôle moteur dans cette initiative qui peut se chiffrer, pour l'année dernière, à 3,3 milliards de dollars en faveur de 19 pays, tandis que 12 autres pourront encore bénéficier d'un tel allègement cette année et dans les années à venir.

### 2.3. Discussion

M. Dubié demande ce qu'il faut penser des critiques émises à l'égard des IFI par leurs propres dirigeants.

Ainsi, M. Mc. Namara, ancien président de la BM (1968-1981), n'était pas tendre envers l'institution qu'il dirigeait.

M. Stiglitz allait même jusqu'à reprocher à la BM son approche bolchéviste du marché.

Il pensait également que la conditionnalité n'est pas un remède.

Mme Zrihen pense qu'il faut faire la distinction entre les rêves et la remise en question.

financiële markten in die doelstellingen. Dat bevordert de stabiliteit van de internationale betrekkingen, noodzakelijk voor groei en internationale handel.

Vele arme landen hebben nog geen toegang tot deze markten. Deze zijn voor de financiering van hun economiën in grote mate afhankelijk van giften en van ontwikkelingshulp.

Welk is de houding van het IMF ten opzichte van deze landen? Men vraagt samen te werken met de WB, de regionale ontwikkelingsbanken en de internationale donoren.

Er werd een vijftal jaren geleden overeengekomen dat de landen zelf, in samenwerking met de stakeholders in hun land (NGO's, parlementsleden, ondernemingen, vakbonden, enz.), een programma dienden op te stellen voor de bestrijding van de armoede en voor de aanwakkering van de groei. Deze strategieën zijn de basis voor meer gepreciseerde akkoorden met alle donoren (multilaterale instellingen, inbegrepen het IMF, de WB en de bilaterale donoren) voor het terugdringen van de armoede en het bereiken van de millenniumdoelstellingen.

Het IMF werkt zo goed mogelijk samen met de andere donoren om deze landen bij te staan.

In opvolging van een bestaand initiatief tot verlichting van de schuld was er voor het IMF een belangrijke taak weggelegd. De schuldverlichting voor landen met een te grote schuld gaat door voor de armste landen (+/- 900 \$ /cap) op initiatief van IMF, WB en ADF. Dit leidt tot een integrale kwijtschelding voor deze landen van de multilaterale schulden. Het IMF was de voortrekker in dit initiatief. Dat was vorig jaar, ten belope van 3,3 miljard \$ ten gunste van 19 landen, terwijl een 12-tal andere landen daarvan gedurende dit jaar en in de loop van de volgende jaren daarvan nog kunnen genieten.

### 2.3. Bespreking

De heer Dubié vraagt wat men moet denken van de kritiek die de leiders van de internationale financiële instelling leveren op die instellingen.

De heer Mc. Namara, oud-voorzitter van de Wereldbank (1969-1981), was niet mals over deze instelling.

De heer Stiglitz verweet de Wereldbank haar bolsjewistische aanpak van de markt.

Hij vond ook dat het opleggen van voorwaarden geen oplossing kon bieden.

Volgens mevrouw Zrihen moet men een onderscheid maken tussen dromen en kritiek.

La politique des IFI est en contradiction avec le côté autonomiste de l'octroi des remises de dette.

Il faut un double contrôle, en abordant aussi bien l'aspect de rentabilité que celui de la nécessité des crédits.

L'oratrice exprime ensuite sa déception au niveau de l'atteinte des OMD.

Depuis 2001 l'on annonce des changements.

Mais on voit la progression du blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Il faut donc instaurer un monitoring de la gestion financière.

Si les efforts dans ce domaine ne s'avèrent pas suffisants, quelles mesures doit-on envisager ?

Quant à l'OMC, il y a une nécessité à mettre en exergue certaines tendances, comme l'ouverture aux services, les investissements sélectifs et la lutte contre la corruption.

Que faisons-nous en ces matières ?

M. Van der Maelen formule quelques observations :

a) en ce qui concerne la Banque mondiale

1. Il part du principe que le consensus de Washington constitue la base des opérations financières au niveau mondial.

Ce consensus se heurte néanmoins à de nombreuses critiques.

L'Inde a remboursé toutes ses dettes mais la Chine a négligé de faire de même. Ces deux pays enregistrent de bons résultats. Que faut-il en déduire ?

Comme Mme Mestrum l'a indiqué lors d'une précédente audition, les IFI ont reconnu leurs erreurs, mais elles mènent en fait toujours la même politique.

À quel niveau se situent donc les améliorations ?

2. Comment la position belge au sein du conseil d'administration (*Board*) est-elle définie dans les faits ?

Quel ministre consulte-t-on et comment la coordination se déroule-t-elle exactement ?

Après la concertation, les administrateurs (*directors*) ont-ils encore une marge de manœuvre ?

Comment la position est-elle définie au sein du groupe qui représente la Belgique ?

Het beleid van de internationale financiële instellingen staat haaks op de autonomistische aspecten van het kwijtschelden van schulden.

Er is een dubbele controle nodig op de rentabiliteit en de noodzaak van de kredieten.

Spreekster is teleurgesteld over het niet behalen van de millenniumdoelstellingen.

Sinds 2001 kondigt men wijzigingen aan.

Echter het witwassen van geld en het financieren van terrorisme nemen steeds maar toe.

Er moet een monitoring komen van het financiële beheer.

Welke maatregelen kunnen worden genomen als de inspanningen op dat vlak ontoereikend blijken te zijn ?

Wat de Wereldhandelsorganisatie betreft, moeten bepaalde tendenzen worden benadrukt, zoals het openstellen voor diensten, de selectieve investering en de bestrijding van corruptie.

Wat doen wij op deze vlakken ?

De heer Van der Maelen heeft een paar bedenkingen :

a) betreffende de Wereldbank

1. Hij gaat ervan uit dat de Washington-consensus de basis vormt van het financieel gebeuren op wereldniveau.

Deze consensus stuit echter op veel kritiek.

India loste al zijn schulden af, en China veronachtzaamde dat te doen. Beide landen hebben goede resultaten. Wat moeten we daaruit afleiden ?

Zoals mevrouw Mestrum bij een vorige hoorzitting aangaf, hebben de IFI's hun fouten toegegeven, maar in essentie voeren ze nog altijd hetzelfde beleid.

Waar zitten dan de verbeteringen ?

2. Hoe wordt in de feiten het standpunt van België in de *Board* bepaald ?

Welke minister wordt geraadpleegd, en hoe verloopt de coördinatie precies ?

Is er na het overleg nog marge voor de directors ?

Hoe wordt het standpunt bepaald binnen de groep die België vertegenwoordigt ?

L'orateur constate un manque total de cohérence sur ce plan.

3. Il affiche une certaine méfiance par rapport à la transparence, d'autant plus que pour les rapports, les administrateurs sont soumis à une obligation de confidentialité de 10 ans.

4. Quelles sont les réactions au sein de la BM par rapport au *Trust Fund* du commissaire européen Louis Michel ?

5. Quelle est son opinion en tant qu'observateur critique ?

b) en ce qui concerne le FMI

1. La pratique montre que stabilité ne rime pas toujours avec conditionnalité. Il n'est pas admissible de pouvoir peser, par des faveurs financières, sur la politique des pays en développement et surtout sur la politique commerciale.

2. Dans quelle mesure l'UE peut-elle influencer le processus décisionnel ? Bien que le nombre de voix des États-Unis n'atteigne que la moitié de celles de l'Union européenne, on constate néanmoins un regroupement anglo-saxon caractérisé par l'alliance systématique de certains pays européens avec les États-Unis.

Cette attitude a entre autres provoqué la débâcle du processus de réduction multilatérale de la dette, dans le cadre duquel le G8, présidé par la Grande-Bretagne, a agi en solo, en se démarquant de l'Europe.

3. Quelle valeur accorder à l'Euro-groupe, au vu de sa composition fort hétérogène ? Il regroupe des pays de la zone euro, des membres du G8 et des petits pays qui ne veulent pas abandonner leur base.

4. En 1947, à la création du FMI, 58 % du commerce mondial était aux mains des membres fondateurs; aujourd'hui, ceux-ci ne régissent plus que 3 % du commerce mondial. La part de leurs voix de base a été ramenée de 8 % à 2 %. Pourtant, ils dominent la totalité du système.

Ce n'est certainement pas du goût des pays émergents, notamment de la Chine, et il y a lieu de se demander s'il ne faut pas leur affecter des moyens supplémentaires. Les pays asiatiques risquent de constituer leur propre fonds monétaire.

5. Enfin, l'intervenant aborde une question spécifique à propos des évolutions enregistrées au Congo.

Le mensuel MO s'est fait l'écho d'évolutions préoccupantes dans le secteur minier, où 10 000 mineurs ont été remerciés par la Gécamines. Ce licenciement collectif est la conséquence d'une étude menée par l'*American Mining Company*, qui avait été

Spreker ziet op dat vlak alleszins geen samenhang.

3. Over de transparantie heeft hij bepaalde argwaan, als men bedenkt dat de administrateurs een geheimhoudingsplicht hebben van 10 jaar qua rapportering toe.

4. Wat zijn de reacties binnen de WB ten opzichte van het *Trust Fund* van de EU-commissaris Louis Michel ?

5. Wat is zijn mening als kritisch observator ?

b) betreffende het IMF

1. Uit de praktijk blijkt dat stabiliteit niet altijd rijmt met conditionaliteit. Het kan niet dat men via financiële gunsten weegt op het beleid van ontwikkelingslanden en vooral op het handelsbeleid.

2. Wat is het gewicht van de EU in de besluitvorming ? Hoewel de VS slechts de helft wegen van de EU in aantal stemmen, is er toch een Angelsaksische groepering, waarbij sommige Europese landen systematisch samengaan met de VS.

Dat heeft ondermeer geleid tot het débâcle van de multilaterale schuldvermindering, waarbij de G8, met Groot-Brittannië als voorzitter, solo speelde, los van Europa.

3. wat is de waarde van de Euro-groep, die zeer dispaaraat is samengesteld. Er zijn landen uit de Eurozone, landen uit de G8, en kleine landen die hun achterban niet willen opgeven.

4. In het IMF was in 1947, bij de oprichting, 58 % van de wereldhandel in handen van de stichtende leden; nu vertegenwoordigen ze nog 3 % van de wereldhandel. Hun basisstemmen zijn teruggevallen van 8 % naar 2 %. Nochtans hebben ze alles in handen.

Dat is zeker niet naar de zin van de «*emerging countries*», zoals China, en andere. De vraag is of ze niet meer middelen moeten krijgen. Er bestaat een gevaar dat de Aziatische landen hun eigen muntfonds oprichten.

5. Ten slotte heeft hij een specifieke vraag over de ontwikkelingen in Congo.

Het weekblad MO berichtte over angstwekkende evoluties in de mijnsector, waar 10 000 mijnwerkers werden afgedankt door Gécamines. Dat was het gevolg van de studie die werd uitgevoerd door *American Mining Company*, en die de manieren

chargée de trouver des moyens pour rétablir la rentabilité.

En 2006, une grande partie des matières premières ont ainsi été bradées au su de la Banque mondiale, au profit de *joint-ventures* dont les recettes échoyaient pour la plupart aux partenaires privés. L'opération en question remet bien entendu en cause la rhétorique idéaliste de la BM.

Mme Genot déclare qu'à son avis, il y a, de la part des représentants de la Belgique, trop peu d'explications des politiques menées.

Difficile de savoir, dans ce contexte, quelle est par exemple la position des 10 pays du groupe que représente la Belgique. Il suffit, pour s'en rendre compte, de se référer à M. Godts, haut fonctionnaire de l'État, qui prétend que la politique belge reste constante. Mais comment le vérifier ?

Elle se plaint en outre de la sous-représentation de l'Europe dans la politique des IFI.

Il n'est pas normal que le FMI se déclare adversaire du salaire minimum, du régime des pensions, et des objectifs fiscaux, tous des sujets qui font partie des valeurs véhiculés par l'UE.

Un article dans l'hebdomadaire *Knack* fait mention de l'absence de la moindre fonction redistributive de la BM.

N'est-il pas temps de relancer une autre politique, qui peut être concluante, comme le démontrent les exemples de certains pays Africains, comme le Ghana ou le Mali ?

M. Galand revient sur la position des délégués belges dans les IFI. Selon lui, il est clair qu'ils doivent contribuer aux objectifs avoués par le pays. Il y a donc lieu de corriger une série d'erreurs du passé.

Il y a 10 ans que furent lancés les rencontres ONG/BM. La politique des ONG est de faire en sorte que les instances publiques n'aboutissent pas à l'inverse des objectifs déclarés.

Par suite de cette pratique, la BM a souvent avoué s'être trompée; le malheur veut qu'elle n'en tire pas toujours les enseignements pratiques. Il y a lieu d'identifier ces lacunes.

Il y a par ailleurs la mission d'atteindre les OMD; pour cela, il faut développer l'« *ownership* ».

La BM est d'accord avec la méthode, mais lors des PRSP, on oublie ce principe.

moest uitkienen om terug tot een rentabiliteit te komen.

In 2006 werd aldus een groot deel van de grondstoffen verkwanseld met medeweten van de Wereldbank, en dit ten voordele van joint-ventures waarin het merendeel van de opbrengsten naar de privé-partners gingen. Dat alles ontkracht uiteraard de idealistische retoriek van de WB.

Volgens mevrouw Genot geven de vertegenwoordigers van België te weinig uitleg over het gevoerde beleid.

In die context is het moeilijk om bijvoorbeeld het standpunt te kennen van de 10 landen van de groepe die België vertegenwoordigt. Als voorbeeld kan worden verwezen naar de uitlatingen van de heer Godts, hoge overheidsambtenaar, die beweert dat het Belgisch beleid constant blijft. Hoe kan dat worden gecontroleerd ?

Bovendien beklagt zij zich over de ondervertegenwoordiging van Europa in het beleid van die internationale financiële instellingen.

Het is niet normaal dat het IMF zich uitspreekt tegen het minimumloon, de pensioenregeling, de fiscale doelstellingen, allemaal onderwerpen die deel uitmaken van de waarden waarvoor de EU staat.

Uit een artikel in het weekblad *Knack* blijkt dat de Wereldbank geen herverdelende werking heeft.

Is het niet tijd om een ander beleid te voeren, dat afdoend kan zijn, zoals blijkt uit de voorbeelden van bepaalde Afrikaanse landen, zoals Ghana of Mali.

De heer Galand komt terug op de positie van de Belgische afgevaardigden in de internationale financiële instellingen. Voor hem is het duidelijk dat zij moeten bijdragen aan de door ons land vastgestelde doelstellingen. Een aantal vergissingen uit het verleden moet worden rechtgezet.

De ontmoetingen tussen de NGO's en de Wereldbank zijn 10 jaar geleden begonnen. De NGO's willen erop toezien dat de overheidsinstellingen niet het tegenovergestelde bereiken van wat oorspronkelijk als doelstelling was vastgesteld.

Door deze initiatieven heeft de Wereldbank al vaak toegegeven dat ze zich vergist had; helaas trekt ze daar niet altijd de juiste praktische lessen uit. De leemten moeten worden vastgesteld.

De millenniumdoelstellingen moeten worden bereikt en daarom moet het « *ownership* » worden ontwikkeld.

De Wereldbank is het eens met de methode, maar voor de PRSP wordt dat principe vergeten.

Il s'avère que les initiatives rejetant le modèle IFI ont de meilleurs résultats.

Même MM. Michel et Maystadt veulent se démarquer des IFI mondiales.

Il se fait en plus que l'antagonisme entre les représentants belges et les officiels belges est devenu très voyant.

Par rapport aux fonds «*Vautours*», il demande l'avis de M. Kiekens.

Il est en effet devenu usuel de voir des créanciers voyous jouer sur le marché des dettes et tenter de contraindre.

Face à cela, il faut forcer les États à honorer la valeur faciale de la dette après rachat avec un discount substantiel.

Quelle est par ailleurs la position de la BM par rapport aux paradis fiscaux ?

Les effets pervers de la conditionnalité sont devenus apparents.

Ainsi, la Banque Mondiale bloque un prêt de 90 millions de \$ au Congo (RDC), afin de faire pression pour modifier le code forestier.

M. Toussaint, délégué du CADTM (Comité pour l'abolition de la dette du tiers-monde), demande la parole.

Il revient sur le cas du Congo-RDC, qui est prêt à redémarrer son développement après une longue période d'instabilité politique.

Mais il y a des hypothèques qui pèsent sur cette entreprise.

Tout d'abord, il y a les charges du passé.

La dette contractée par la Belgique auprès de la Banque mondiale dans les années 1950 pour des projets au Congo belge a été mise à charge du Congo après l'indépendance.

Ceci va à l'encontre du Traité de Versailles qui déterminait que les dettes contractées pour coloniser un pays ne peuvent pas être reportées sur le nouvel État indépendant.

La même technique a été utilisée pas d'autres pouvoirs coloniaux, comme la France et la Grande-Bretagne. Les dettes contractées par la France et par la Grande-Bretagne auprès de la Banque mondiale dans les années 1950 pour le développement de leurs colonies d'Afrique ont été mises à charge des États africains concernés après l'indépendance.

L'initiative HIPC (PPTE en français) annoncée en juin 1996 par le G7 tenu à Lyon et lancée officiellement lors de l'assemblée annuelle conjointe du FMI et

Er is gebleken dat initiatieven die het IFI-model verwerpen tot betere resultaten leiden.

Zelfs de heren Michel en Maystadt nemen afstand van de wereldwijde IFI.

Bovendien loopt het antagonisme tussen de Belgische vertegenwoordigers en de Belgische bewindvoerders steeds meer in de kijker.

Hij vraagt de mening van de heer Kiekens over de zogenaamde «*Aasgierfondsen*».

Steeds meer malafide schuldeisers spelen op de schuldenmarkt en proberen dwang uit te oefenen.

Daarom moet men de staten dwingen om de nominale waarde van de schuld na afkoop in acht te nemen met een substantiële korting.

Welk standpunt neemt de Wereldbank in ten aanzien van de belastingparadijzen ?

De ongewenste negatieve gevolgen van het opleggen van voorwaarden zijn duidelijk geworden.

Zo blokkeert de Wereldbank een lening van 90 miljoen dollar aan Congo (DRC) om het land te dwingen zijn boswetboek te wijzigen.

De heer Toussaint, afgevaardigde van het CADTM (Comité pour l'abolition de la dette du tiers-monde), vraagt het woord.

Hij komt terug op het geval van Congo-DRC, dat klaar is om zijn ontwikkeling opnieuw uit te bouwen na een lange periode van politieke instabiliteit.

Dit streven is echter gehypothekeerd.

Ten eerste zijn er de lasten uit het verleden.

De schulden die België in de jaren '50 bij de Wereldbank is aangegaan voor projecten in Belgisch-Congo zijn na de onafhankelijkheid overgeheveld op Congo.

Dat is strijdig met het Verdrag van Versailles dat bepaalt dat schulden die zijn aangegaan om een land te koloniseren, niet mogen worden afgewenteld op de nieuwe, onafhankelijke staat.

Andere koloniserende mogendheden, zoals Frankrijk en Groot-Brittannië, hebben dezelfde techniek gebruikt. De schulden die Frankrijk en Groot-Brittannië bij de Wereldbank zijn aangegaan in de jaren '50 voor de ontwikkeling van hun Afrikaanse kolonies zijn na de onafhankelijkheid afgewenteld op de Afrikaanse Staten.

Het HIPC-initiatief dat in juni 1996 door de G7 in Londen is aangekondigd en officieel is gelanceerd tijdens de jaarlijkse gezamenlijke vergadering van het

de la Banque Mondiale de septembre 1996 devait permettre d'annuler 80 % de la dette de 42 pays pauvres très endettés. En juin 1999, sous la pression de la campagne Jubilé 2000 (17 millions de signatures collectées pour l'annulation des dettes des pays pauvres), le G7 annonçait qu'il allait annuler 90 % des dettes des 42 PPTE. D'après les données fournies par la BM, après 8 ans de mise en œuvre, le stock total des dettes extérieures (*total debt stocks EDT*) de l'ensemble des 42 pays concernés dès l'origine par cette initiative n'a baissé que de 6 %, passant de 218 milliards de dollars en 1996 à 205 milliards en 2003 (dernière année pour laquelle la BM a fourni les données concernant le stock dans son GDF 2005).

Il y a aussi le problème du transfert net négatif sur la dette. Les pays endettés remboursent nettement plus que ce qu'on leur prête.

Entre 2000 et 2004, le transfert net négatif sur la dette extérieure publique des pays en développement (PED) représente 291 milliards de dollars, ce qui signifie que les PED ont remboursé beaucoup plus que ce qu'on leur a prêté. Rien qu'en cinq ans, les PED ont offert l'équivalent de trois plans Marshall à leurs créanciers des pays riches.

Pendant ce temps-là, la Banque Mondiale faisait de bonnes affaires. En 2002, son résultat positif net était de 7 milliards de \$.

En 2000, une *review* des industries d'extraction fut lancée par M. Wolfensohn, et fut confiée à une commission indépendante présidée par un ancien ministre indonésien.

En 2003, les rapports et les recommandations étaient prêts. La direction de la Banque Mondiale a décidé en août 2004 de ne pas suivre les recommandations sur des points essentiels.

Par ailleurs, il faudrait avoir des éclaircissements sur la garantie accordée par la Banque Mondiale via sa branche AMGI (Agence multilatérale de garantie des investissements) à la société Anvil Mining (Australie) au Katanga.

Mme Anne De Jonghe (déléguée de *Broederlijk Delen*) demande aussi la parole.

Elle demande quels grands défis la BM relèvera dans le futur.

Elle voudrait également savoir ce qu'il adviendra des fonds à créer. Ne permettront-ils pas de financer de nouveaux projets ?

Pour ce qui est des fonds régionaux, les possibilités seront sans doute plus nombreuses, pour autant que les normes de la BM soient assouplies à ce niveau.

*Quid* de la réforme du management ?

IMF en de Wereldbank in september 1996, moest het mogelijk maken om 80 % van de schulden van 42 arme landen met een zware schuldenlast kwijt te schelden. In juni 1999 kondigde de G7, onder druk van de Jubilee 2000-campagne (17 miljoen handtekeningen zijn toen verzameld voor de kwijtschelding van de schulden van de arme landen), aan dat hij 90 % van de schulden van de 42 HIPC zou kwijtschelden. Volgens de gegevens van de Wereldbank is de totale buitenlandse schuldenlast van de 42 betrokken landen (*total debt stocks EDT*) sinds het begin van dit initiatief acht jaar geleden slechts met 6 % gedaald, namelijk van 218 miljard dollar in 1996 tot 205 miljard in 2003 (het laatste jaar waarover de Wereldbank gegevens betreffende de stock heeft verstrekt in zijn GDF 2005).

Er is ook het probleem van de negatieve netto-overdracht op de schulden. De landen met schulden betalen meer terug dan ze hebben geleend.

Tussen 2000 en 2004 bedroeg de negatieve netto-overdracht op de buitenlandse overheidsschuld 291 miljard dollar. Dat betekent dat de ontwikkelingslanden veel meer hebben terugbetaald dan zij hebben ontleend. In vijf jaar hebben de ontwikkelingsland het equivalent van drie Marshall-plannen betaald aan hun schuldeisers in de rijke landen.

Ondertussen deed de Wereldbank goede zaken. In 2002 behaalde ze een netto-positief saldo van 7 miljard dollar.

In 2000 lanceerde de heer Wolfensohn een *review* van de delvingsindustrieën die werd toevertrouwd aan een onafhankelijke commissie, voorgezeten door een Indonesisch oud-minister.

In het 2003 waren het verslag en de aanbevelingen klaar. De directie van de Wereldbank heeft in augustus 2004 besloten de aanbevelingen op essentiële punten niet te volgen.

Er zou trouwens verduidelijking moeten komen over de garantie die de Wereldbank, via haar MAIW-afdeling, aan de onderneming Anvil Mining (Australië) in Katanga heeft gegeven.

Mevrouw Anne De Jonghe (afgevaardigde van Broederlijk Delen) verzoekt ook tussen te komen.

Ze vraagt welke de grote uitdagingen zijn van de WB voor de toekomst.

Ook wenst ze te weten wat er met toekomstige fondsen gaat gebeuren. Zal dat niet de weg openen naar meer projecten ?

Wat de regionale fondsen betreft, zouden er wellicht meer mogelijkheden zijn, indien de normen van de WB soepelder zouden worden op dat niveau.

*Quid* inzake de hervorming van het management ?

M. Rudy De Meyer (délégué 11-11-11) demande à son tour la parole.

Il constate que la réduction de la dette et l'aide dépendent de la gouvernance et sont soumises à des critères.

Il est notamment fait référence à l'indicateur CPIA (Country Policy and Institutional Assessment), y compris dans le cadre du Fonds européen de développement.

Mais cet indicateur présente l'inconvénient de ne pas être totalement au point. Il n'est pas sérieux de l'appliquer malgré tout.

M. Verbeeken (délégué de la FGTB) demande s'il peut également intervenir.

Il connaît la pratique des prêts BM accordés au secteur privé. C'est pour lui une solution acceptable, pour autant que les normes de travail soient respectées.

Pourquoi les prêts accordés au secteur public se sont-ils pas soumis à de telles normes ?

M. Kiekens souhaite revenir sur le thème de la conditionnalité, déjà largement évoqué.

Il souligne que l'accent y est mis sur la stabilité financière.

Les objectifs sont au nombre de trois :

- prévenir une inflation excessive
- vérifier que la politique budgétaire est assurée
- voir si le climat général d'investissement est favorable, c'est-à-dire d'une part, le climat bancaire, et d'autre part, la confiance dans la monnaie nationale.

Il donne un exemple de ce qu'il ne faut pas faire.

La RDC a demandé des moyens supplémentaires.

Elle a toutefois fait imprimer, dans le même temps, l'équivalent de 40 millions \$ supplémentaires.

Il en est résulté une inflation de 30 à 40 %, ce qui a provoqué une fuite de ces devises.

La Banque mondiale a posé des conditions structurelles en vue de sauvegarder la solvabilité macro-économique.

En collaboration avec la Banque mondiale, on s'est attaqué aux déficits excessifs des entreprises publiques et on a réduit les subsides en matière de transport et d'énergie.

Un nouveau danger a fait récemment son apparition : la hausse des prix du pétrole a généré un risque de fraude au pétrole subventionné.

De heer Rudy De Meyer (afgevaardigde 11-11-11) verzoekt ook tussen te komen.

Hij stelt vast dat de schuldvermindering en de hulp afhangt van de governance en de criteria.

Er wordt onder andere gewag gemaakt van de CPIA-indicator (Country Policy and Institutional Assessment), ook in het Europese Ontwikkelingsfonds.

Het nadeel is echter dat deze indicator nog niet is uitgewerkt. Het is niet ernstig dat hij dan toch al geldt.

De heer Verbeeken (afgevaardigde van het ABVV) vraagt ook het woord te mogen nemen.

Hij kent de praktijk van WB-leningen aan de privésector. Voor hem is dat aanvaardbaar, voorzover de arbeidsnormen worden gerespecteerd.

Waarom wordt zulks ook niet opgelegd voor leningen aan de openbare sector ?

De heer Kiekens wenst in te gaan op de veelbesproken conditionaliteit.

Hij legt er de nadruk op dat de focus daarbij ligt op financiële stabiliteit.

De bedoeling is drieërlei :

- een overdreven inflatie voorkomen
- nagaan of het begrotingsbeleid is verzekerd
- nagaan of het algemeen investeringsklimaat gunstig is, dit wil zeggen enerzijds het bankklimaat, en anderzijds het vertrouwen in de nationale munt.

Hij geeft een voorbeeld van hoe het niet moet.

De RDC vroeg bijkomende middelen.

Ze drukte evenwel tegelijkertijd het equivalent van 40 miljoen \$ bij.

Het gevolg was een inflatie van 30 à 40 % inflatie, wat een vlucht veroorzaakte uit deze deviezen.

De WB legde structurele voorwaarden op voor het behoud van de macro-solvabiliteit.

In samenwerking met de WB werden de excessieve tekorten van de publieke ondernemingen aangepakt, en werden de subsidies voor transport en energie teruggeschoefd.

Een nieuw gevaar is onlangs opgedoken : tengevolge van de stijging van de kosten voor olie, is er een gevaar voor smokkel met gesubsidieerde olie.



Les accords de Bretton-Woods, qui sont à la base du système financier, reposent sur un consensus imparfait et insuffisant.

Selon l'intervenant, le principe de la libéralisation du marché intérieur est une bonne chose, mais on n'a pas prévu de mesures d'accompagnement pour cette libéralisation.

La Conférence de Doha tente d'adapter les règles, en tenant compte de la recherche d'un équilibre.

Les pays qui possèdent un avantage comparatif peuvent avoir accès aux marchés des pays en développement.

La conditionnalité est une forme de bonne gouvernance pour le FMI et la Banque mondiale.

Ces deux instances fournissent d'ailleurs une assistance technique en vue de l'amélioration des intérêts financiers des pays en développement.

Selon l'intervenant, le consensus de Washington a accordé trop peu d'attention aux conditions de la libéralisation des marchés des capitaux.

Le marché des capitaux à court terme a certes été libéralisé, mais le secteur financier n'était pas assez solide. C'est la raison pour laquelle il n'a pas été possible de faire avancer les dossiers dans les pays « émergents ».

Cela a débouché sur des crises en Thaïlande et en Corée, entre autres.

On a par conséquent instauré des taux de change flottants.

Deux lignes de force ont été définies :

— les investissements étrangers directs ont été considérés comme prioritaires par rapport aux opérations à long terme (en Chine, par exemple);

— l'administration de la Banque a été adaptée.

Dix représentants et dix gouverneurs de banques centrales siègent au sein du *Board*.

Tous les documents (70 000 pages par an) sont disponibles en temps réel.

Toutes les autorités connaissent l'agenda.

En Belgique, il s'agit concrètement du service de la Trésorerie du SPF Finances, de la Banque nationale et des spécialistes du SPF Affaires étrangères.

Par ailleurs, une concertation est prévue entre les ministres et entre les gouverneurs des banques centrales en cas de distorsions importantes.

Il existe également une concertation réciproque entre la Banque mondiale et le FMI.

De akkoorden van Bretton-Woods, die aan de basis liggen van het financieel bestel berusten op een consensus die onvolmaakt is en te nauw.

Het principe van de vrijmaking van de interne markt is voor hem perfect, maar er waren geen begeleidende maatregelen voorzien voor de vrijmaking.

De Doha-Round tracht de regels aan te passen, in het licht van het zoeken naar een evenwicht.

Landen met een comparatief voordeel kunnen toegang krijgen tot de markten van de ontwikkelingslanden.

De conditionaliteit is een vorm van goodgovernance voor IMF en WB.

Beide instellingen geven overigens technische bijstand ter verbetering van de financiële belangen van de ontwikkelingslanden.

De Washington-consensus besteedde naar de mening van spreker te weinig aandacht aan de voorwaarden voor de vrijmaking van de kapitaalmarkten.

Het kortlopend kapitaal was weliswaar vrij, maar de financiële sector was niet sterk genoeg. Daardoor was er geen vooruitgang mogelijk van de dossiers in de *emerging countries*.

Dat heeft onder andere geleid tot crisissen in Thailand en Korea.

Tengevolge daarvan werden vlottende wisselkoersen ingesteld.

Er kwamen twee krachtlijnen :

— de foreign en direct investing kreeg voorrang op de lange-termijnoperaties (bijvoorbeeld in China);

— het bestuur van de Bank werd aangepast.

Er zetelen in de board 10 vertegenwoordigers en 10 gouverneurs van nationale banken.

Alle documenten (70 000 pagina's per jaar) zijn in real time beschikbaar.

Alle overheden kennen de agenda.

In België zijn dat concreet de Dienst Thesaurie van het ministerie van Financiën, de Nationale Bank en de specialisten van het ministerie voor Buitenlandse zaken.

Verder is er, bij grote distorsies, overleg tussen de ministers en tussen de gouverneurs van de centrale banken.

Er is ook overleg tussen WB en IMF onderling.

À l'issue de la réunion, il est fait rapport aux autorités, à l'ambassadeur à Washington et au fonctionnaire de la coopération au développement en poste sur place.

En ce qui concerne l'obligation de secret, les statuts du FMI ont été conçus de telle manière que les informations et les rapports relatifs à un pays ne puissent être publiés qu'avec l'accord de celui-ci.

C'est ainsi qu'environ 80 % des rapports sont publiés.

Une exception est toutefois prévue pour les délibérations du *Board*: celles-ci ne sont pas publiées, car elles concernent des matières sensibles aux fluctuations du marché.

Les décisions générales, elles, sont publiées.

Pour ce qui est des missions essentielles, il est évident que le FMI est partisan de la rationalisation de la conditionnalité.

Dans le domaine qui est le sien, seule importe la pertinence macro-économique.

Il n'en va d'ailleurs pas autrement au sein de l'UE, où chaque État membre doit déposer un plan de gestion en fonction du pacte de stabilité et de croissance.

Les objectifs fiscaux couvrent une période de trois ans.

La Belgique tend vers un excédent.

Les pays « émergents » et les pays en développement suivent également cette tendance.

En ce qui concerne le duel auquel se livrent les États-Unis et l'UE au sein du FMI, on peut constater une amélioration de la coordination sur le plan européen.

Il y a, d'une part, le Comité économique et financier, au sein duquel siègent de hauts fonctionnaires des Finances et des Banques centrales.

Ce mécanisme permet toujours d'aboutir à un consensus.

Il y a en outre le sous-comité, au sein duquel des fonctionnaires se concertent sur des matières qui concernent la BM et le FMI.

Il y a également une réunion de coordination hebdomadaire à Washington.

Mais il faut bien se dire qu'il s'agit là d'un club disparate. Quatre États membres de l'UE font partie du G7 et forment, à ce titre, un cercle exclusif.

Les G7 ont parfois la prééminence sur l'UE.

La remise de dette décidée à Gleneagles en est un exemple éloquent.

Na de vergadering wordt er verslag uitgebracht aan de autoriteiten, aan de ambassadeur in Washington, en de ambtenaar van ontwikkelingssamenwerking aldaar.

Wat betreft de geheimhoudingsplicht, zijn de statuten van het IMF zo opgevat dat informatie en rapporten over een land slechts worden gepubliceerd met het akkoord van dat land.

Op die manier zijn +/- 80 % van de rapporten gepubliceerd.

Evenwel is er een restrictie voor de beraadslagingen van de board: deze worden niet gepubliceerd, omdat ze marktgevoelige materies bevatten.

De algemene besluiten worden wél gepubliceerd.

In verband met de essentiële taken, is het duidelijk dat het IMF ijvert voor « *streamlining conditionality* ».

In zijn domein is enkel de macro-economische relevantie van belang.

Bij de EU is dat trouwens niet anders: in functie van het stabiliteits- en groeipact, moet iedere lidstaat bij de Europese raad een beleidsplan indienen.

Fiscale objectieven lopen over 3 jaar.

België streeft naar een overschot.

Ook de *emerging countries* en de ontwikkelingslanden volgen die trend.

Wat betreft de tweestrijd binnen het IMF tussen de VS en de EU, kan men vaststellen dat de coördinatie op Europees niveau toeneemt.

Er is enerzijds de *Economic and Financial Committee*, waarin hoge ambtenaren van Financiën en de Centrale Banken zetelen.

Dit mechanisme leidt steevast tot een consensus.

Verder is er het *subcommittee*, waarin ambtenaren overleg plegen nopens materies die de WB en het IMF betreffen.

Ook in Washington is er wekelijks een coördinatievergadering.

Men moet echter beseffen dat dit een dispaaraat gezelschap is. Vier lidstaten van de EU zijn bij de G7, wat een exclusieve club is.

Soms heeft de G7 voorrang op de EU.

Een duidelijk voorbeeld was de schuldkwijtschelding van Glenn Eagles.

Le président du G8, M. Gordon Brown, a demandé du soutien, mais sans concertation préalable.

La charge de la remise de la dette a finalement dû être supportée par les «pays émergents», ce qui a suscité pas mal d'émoi dans le camp des États membres de l'UE.

Il ne faut pas oublier que les États qui ont participé à la création du FMI en 1945, contrôlaient 58 % du commerce international.

Actuellement, ils n'en contrôlent plus que 10 %.

En revanche, la capacité d'emprunt actuelle de 117 milliards de \$ est suffisante.

À supposer que l'on adapte les moyens en proportion, on obtiendrait un montant de deux trillions de \$, soit 2 000 milliards de \$.

Autant dire que cela est tout bonnement inutile.

Actuellement, on a de plus en plus recours au financement alternatif par le biais des marchés financiers, et on le fait avec circonspection, c'est-à-dire en renonçant aux opérations à court terme.

Le remboursement au FMI se déroule sans problème, ce qui témoigne d'une bonne gestion et contribue à une bonne intégration de l'économie internationale.

À cet égard, la Belgique occupe, avec son groupe, une position clé, dans une perspective non pas de sauvegarde des intérêts géopolitiques, mais plutôt d'amélioration de la coopération multilatérale.

La constituante belge est la résultante de pareils équilibres.

L'opinion du management est aussi favorable. Il soutient les administrateurs qui tiennent compte de tous les pays. La Belgique répond parfaitement à ce profil, au même titre que les Pays-Bas et la Suisse.

Si l'UE agissait d'un seul tenant, on risquerait d'avoir un *Board* plus polarisé, ce qui n'est pas toujours une bonne chose pour le processus décisionnel.

La Belgique souhaiterait d'ailleurs que l'on redéfinisse les quotas de voix afin d'accroître le poids des pays émergents lors des votes.

Cela réduirait certes le poids relatif de la Belgique.

Monsieur Alzetta veut d'emblée démystifier le rôle que d'aucuns, comme M. Toussaint, prêtent à la Banque mondiale.

Il nie d'emblée qu'il y ait eu une quelconque pression sur le gouvernement congolais afin qu'il réforme le Code forestier. Il s'agit là de désinformation par des groupes d'intérêt dont les intentions sont

Gordon Brown, voorzitter van de G8, vroeg steun, maar zonder voorafgaand overleg.

De last van de kwijtschelding werd uiteindelijk op de rug geduwd van de *emerging countries*, wat voor ernstige problemen zorgde binnen het kamp van de EU-landen.

Men mag niet vergeten dat de landen die bij de oprichting van het IMF in 1945 deelnamen, 58 % van de wereldhandel beheersten.

Nu is dat nog 10 %.

Daartegenover staat dat de huidige leningscapaciteit van 117 miljard \$ voldoende is.

Mocht men de aanpassing van de middelen proportioneel doorvoeren, dan zou dat een bedrag opleveren van 2 triljoen \$, of 2 000 miljard \$.

Men kan gerust stellen dat zulks overbodig is.

Er wordt nu meer en meer gewerkt met alternative financiering via de financiële markten, en dit op voorzichtige wijze, dus geen kortlopende operaties.

De terugbetaling aan het IMF verloopt goed, wat bewijst dat er een goed beheer is. Dat leidt tot een goede integratie van de internationale economie.

In dat opzicht heeft België met zijn groep een belangrijke positie, niet voor de verdediging van geopolitieke belangen, maar veeleer om bij te dragen tot meer multilaterale samenwerking.

De Belgische kiesgroep is een afspiegeling van zulke evenwichten.

De opinie van het management is ook positief. Zij staan achter bestuurders die oog hebben voor alle landen. België past volkomen in dat profiel, net als Nederland en Zwitserland.

Indien de EU als één blok zou optreden, zou het risico bestaan van een gepolariseerder Board, wat de besluitvorming niet altijd bevordert.

België is overigens voorstander van een herverdeling van de stemquota's, waarbij aan de *emerging countries* een bijkomend stemrecht wordt toegekend.

Weliswaar vermindert in dat geval de relatieve kracht van België.

De heer Alzetta wil meteen de rol die sommigen, waaronder de heer Toussaint, aan de Wereldbank toebedelen van zijn mysterie ontdoen.

Hij ontkent dat er druk is uitgeoefend op de Congolese regering om de bosbouwreglementering («Code forestier») te wijzigen. Het gaat hier om desinformatie door belangengroepen, die soms ondui-

parfois peu claires et discutables. Le même genre de phénomène se produit dans le secteur minier.

En ce qui concerne le CPIA, le site-web de la BM donne toute l'information quant à la construction de cet indice.

Ces informations sont désormais publiées. La décision de publier a toutefois fait l'objet d'après débats entre administrateurs représentant les pays développés et les pays en développement, ces derniers n'étant pas enclins à rendre disponible cette information. Il s'agit d'un clivage à prendre en compte lorsque l'on exige que davantage de voix soit donnée aux pays en développement car un certain nombre de préoccupations qui tiennent à cœur aux pays développés (sauvegardes sociales et environnementales) pourraient se voir attribuer moins d'importance.

Les CPIA sont utilisées pour répartir les ressources de l'IDA.

S'agissant des politiques de sauvegarde de la SFI, celles-ci ont été renforcées récemment. Leur discussion a d'ailleurs fait l'objet d'une intervention commune européenne. De telles mesures de sauvegarde sont déjà d'application à la Banque. La SFI n'a fait que rattraper son retard.

En réponse à la déclaration de M. Dubié concernant les états d'âmes du PNUD à l'égard de la Banque, M. Alzetta indique que ces états d'âmes sont réciproques. Il espère toutefois que les relations entre les deux institutions vont aller en s'améliorant suite à la désignation de M. Kemal Derwich (ancien haut fonctionnaire de la Banque) à la tête du PNUD et à la nomination de M. Ad Melker (ancien administrateur néerlandais à la Banque) comme son adjoint.

En ce qui concerne la conditionnalité, celle-ci s'est considérablement réduite au cours des 10 dernières années. Le nombre moyen des conditions a chuté de 35 à la fin des années 80 à environ 12 au cours de l'exercice 2005.

La tendance s'est vérifiée dans toutes les régions et pour toutes les catégories d'emprunteurs. La teneur de la conditionnalité s'est modifiée, passant de l'ajustement économique à court terme (en ce compris la privatisation) et de la libéralisation du commerce (éléments du Consensus de Washington) aux réformes de gouvernance du secteur public à moyen terme et aux réformes des secteurs sociaux.

Sur base de constatations théoriques et pratiques, de nouvelles approches en matière de conditionnalité ont été proposées. Elles reposent sur la primauté donnée aux pays les plus performants qui ont fait leurs preuves et sur la reconnaissance des actions déjà

delijke en twijfelachtige bedoelingen hebben. Hetzelfde fenomeen bestaat in de mijnbouwsector.

Wat de CPIA betreft, geeft de website van de Wereldbank alle informatie over de berekening van deze index.

Deze inlichtingen worden voortaan gepubliceerd. De beslissing om dit te publiceren werd echter voorafgegaan door bittere discussies tussen de vertegenwoordigers van de industrielanden en de ontwikkelingslanden, waarbij deze laatste de informatie niet ter beschikking wilden stellen. Dit verschil in zienswijze moet in aanmerking komen wanneer men zegt meer inspraak te willen geven aan de ontwikkelingslanden. Een aantal punten die voor de ontwikkelde landen belangrijk zijn (sociale overwegingen, het milieu), zouden dan minder belangrijk geacht kunnen worden.

De CPIA worden gebruikt om de middelen van de IDA (International Development Association) te verdelen.

Het vrijwaringsbeleid van de IFC is onlangs versterkt. De besprekingen hieromtrent hebben trouwens aanleiding gegeven tot een gezamenlijk Europees commentaar. Een dergelijk vrijwaringsbeleid is reeds van toepassing bij de Wereldbank. De IFC hebben nu de achterstand ingehaald.

Wat de opmerking van de heer Dubié betreft in verband met de wisselende gevoelens van het UNDP ten opzichte van de Bank, zegt de heer Alzetta dat die gevoelens wederkerig zijn. Hij hoopt wel dat de betrekkingen tussen de twee instellingen zullen verbeteren, na de aanstelling van de heer Kemal Derwich (vroegere hoge functionaris van de Wereldbank) aan het hoofd van het UNDP en de benoeming van de heer Ad Melker (voormalig Nederlandse administrateur van de Wereldbank) als zijn adjunct.

Wat de conditionaliteit betreft, deze is erg verminderd in de loop van de voorbije 10 jaar. Het gemiddelde aantal voorwaarden is gedaald van 35 aan het einde van de jaren '80 tot ongeveer 12 tijdens het werkjaar 2005.

Deze trend wordt bevestigd in alle gebieden en voor alle categorieën van kredietnemers. Ook de inhoud van de voorwaarden is veranderd, van een economische aanpassing op korte termijn (waaronder privatisering) en de liberalisering van de handel (elementen van het akkoord van Washington) naar een hervorming van het bestuur van de publieke sector op middellange termijn en de hervorming van de sociale sectoren.

Op grond van theoretische en praktische overwegingen werd een nieuwe aanpak van de conditionaliteit voorgesteld. Die berust op de voorrang voor de landen die de beste prestaties geleverd hebben en op erkenning van reeds ondernomen acties (ex-post

entreprises (conditionnalité ex-post) plutôt que sur la promesse de réformes futures (conditionnalité *ex-ante*).

Pour la Belgique, la conditionnalité doit refléter les engagements du gouvernement à mettre en œuvre, de manière séquentielle, une série d'obligations mutuelles qu'il a contractées avec la Banque. Il s'agit de l'expression dans le temps du principe fondamental du contrôle et de l'équilibre. Afin de maximiser l'appropriation, il convient de dériver ces conditions d'un ensemble d'objectifs que le gouvernement s'est fixé et que la Banque juge acceptable (de préférence à une bonne pratique). Lorsque la capacité du client est limitée et que le PRSP requiert davantage de détails, la Banque et les bailleurs de fonds doivent se donner le temps de formuler une politique, en particulier lorsque les conseils des bailleurs de fonds jouent un rôle déterminant pour combler une lacune. Le cadre des politiques est généralement approprié pour définir les objectifs et les activités qui peuvent servir de conditions au soutien de la Banque. Il convient de s'assurer que ce cadre reflète les besoins réels du pays plutôt qu'un amalgame de composantes et d'indicateurs reflétant un éventail de programmes bénéficiant du soutien des bailleurs de fonds qui ne sont pas nécessairement rationalisés. Dans ce cas, l'appropriation peut être grandement affectée. Pour être valables, les conditions doivent être focalisées sur des actions qui sont sous le contrôle des gouvernements. Ces actions doivent être celles qui vont donner l'élan nécessaire en direction des objectifs de réforme. Afin de garantir un maximum de flexibilité, les conditions doivent être envisagées comme un tout, de façon à permettre de s'adapter aux circonstances changeantes. Le jugement de la direction et du staff dans la conduite du dialogue des politiques est primordial.

La conditionnalité doit être utilisée comme moyen d'assurer les exigences fiduciaires minimales à l'exclusion de toute approche dogmatique à l'égard de la privatisation. Une gestion saine du passif conditionnel constitue une obligation fiduciaire. À cet égard, et compte tenu de ses effets sur le développement socio-économique, la question de la liquidation du désengagement d'activités commerciales générant des pertes devrait parfaitement s'inscrire dans le dialogue général des politiques sur les normes fiduciaires. Ici encore, une relation bancaire solide avec le staff — basée sur la confiance mutuelle — est nécessaire pour atteindre de bons résultats.

L'orateur se rend compte que les changements qui ont été enregistrés dans les actions et la façon de fonctionner de la Banque au cours des dernières années n'ont pas toujours été perçus. Il y a de toute évidence un manque de communication.

Quant à savoir s'il faut choisir entre un projet rentable et un projet nécessaire, la question est sans

voorwaarden) in plaats van op de belofte van toekomstige hervormingen (*ex-ante* voorwaarden).

Voor België moet de conditionaliteit de verbintenissen weergeven van de regering om opeenvolgend een aantal wederzijdse verplichtingen uit te voeren die zij met de Bank heeft aangegaan. Het drukt in de tijd het grondbeginsel uit van controle en evenwicht. Om de toe-eigening te maximaliseren moeten die voorwaarden afgeleid worden uit een reeks doelstellingen die de regering vastgesteld heeft en die de Wereldbank aanvaardbaar acht (bij voorkeur een goede praktijk). Wanneer het vermogen van de klant beperkt is en de PRSP meer details vraagt, moeten de Bank en de geldschieters de tijd nemen om een beleid uit te stippelen, in het bijzonder wanneer de raadgevers van de geldschieters een beslissende rol spelen om een leemte aan te vullen. Het beleidskader is gewoonlijk aangepast om de doelstellingen en de activiteiten die als voorwaarde kunnen dienen voor de steun van de Bank, te bepalen. Men moet zich ervan vergewissen dat dit kader de werkelijke noden van het land weerspiegelt, en geen amalgaam wordt van componenten en indicatoren die een waaier van programma's weerspiegelen die de steun genieten van de geldschieters en die niet noodzakelijk gerationaliseerd zijn. In dat geval kan de toe-eigening ernstig aangetast worden. Om geldig te zijn, moeten de voorwaarden toegespitst zijn op acties die onder de controle van de regeringen staan. Die acties moeten de nodige impuls geven om de doelstellingen inzake de hervorming te bereiken. Om een zo groot mogelijke flexibiliteit te waarborgen, moeten de voorwaarden als een geheel beschouwd worden, zodat men zich kan aanpassen aan wisselende omstandigheden. Het oordeel van de directie en staf bij de dialoog over het beleid is uiterst belangrijk.

De conditionaliteit moet gebruikt worden als een middel om de minimale fiduciaire eisen te vervullen met uitsluiting van een dogmatische aanpak met betrekking tot het privatiseren. Een gezond beheer van het voorwaardelijk passief is een fiduciaire verplichting. In dit opzicht en rekening houdend met de socio-economische gevolgen ervan, moet de kwestie van de verrekening van de opheffing van verlieslatende handelsactiviteiten perfect passen in de algemene dialoog over het beleid inzake fiduciaire normen. Ook hier zijn goede bankbetrekkingen met de staf — op grond van wederzijds vertrouwen — nodig om goede resultaten te behalen.

Spreker is er zich van bewust dat de veranderingen in de werkwijze van de Bank de laatste jaren niet altijd opgevallen zijn. Er is klaarblijkelijk een gebrek aan communicatie.

Wat betreft de keuze tussen een rendabel en een noodzakelijk project, is die vraag overbodig aangezien

objet dans la mesure où les options sont déterminées par les stratégies de lutte contre la pauvreté qui sont reprises dans les PRSP (Poverty Reduction Strategy Papers).

Toutefois, ceux-ci sont encore trop souvent une « *wish-list* » exempte de priorités. Par ailleurs, il conviendrait de davantage « budgétiser » ces priorités. C'est là où les parlements peuvent jouer un rôle, or ils restent trop souvent absents du débat. Dans ce contexte, il est nécessaire que les contacts entre Parlements du Sud et du Nord se renforcent afin de permettre un partage des connaissances et des expériences, par exemple au travers du « *Parliamentary network* » créé par la BM. Il s'agit du PNOWB (Parliamentary Network of the World Bank).

Les parlements doivent être davantage impliqués dans le monitoring qui est destiné à vérifier si l'argent va bien aux pauvres. Il s'agit en fait d'une mission indispensable dans la poursuite des OMD.

Il faut toutefois se rendre compte que la coordination de la participation de toutes les parties prenantes sur le terrain n'incombe pas à la BM mais au gouvernement du pays bénéficiaire.

Le PRSP est bien un document du gouvernement local, et non de la BM.

S'agissant de la MDRI, il n'a pas été question de créer une nouvelle conditionnalité.

Quant à la position de la représentation belge, il faut se rendre compte que les consultations d'un administrateur auprès des IFI ne sont pas une « *day-to-day-business* ».

C'est la responsabilité d'un administrateur de juger quant un contact s'impose.

S'il l'estime utile, il consulte les ministres des Finances et du Développement. L'orateur indique que, personnellement, il a, au demeurant, d'excellents contacts tant avec les ministres des Finances et de la Coopération qu'avec leur administration.

Il est lui-même demandeur d'un *input* de la Coopération sur les grands thèmes, par exemple les politiques de développement en matière de santé, d'éducation.

Il recueille également des informations des représentants belges de la coopération sur place dans les pays-cible.

Mais parfois, il y a trop peu de communication. Cela est dû au fait que ces agents sont peu nombreux, et doivent accomplir un tas d'autres tâches administratives et diplomatiques.

de opties bepaald worden door de strategieën ter bestrijding van de armoede die in de PRSP (Poverty Reduction Strategy Papers) vervat zijn.

Deze zijn echter nog te vaak een verlanglijst zonder echte prioriteiten. Bovendien zouden deze prioriteiten meer « gebudgeteerd » moeten worden. Daar kunnen de parlementen een rol in spelen, terwijl ze zich te vaak afzijdig houden. Daarom is het noodzakelijk dat de contacten tussen parlementen in het Noorden en het Zuiden toenemen, zodat hun kennis en ervaring gedeeld kan worden, bijvoorbeeld via het *Parliamentary Network of the World Bank* (PNOWB) dat door de Wereldbank opgericht werd.

De parlementen moeten meer betrokken worden bij de monitoring die bedoeld is om na te gaan of het geld wel aan de armen ten goede komt. Dit is onmisbaar als men de Millenniumdoelstellingen wil realiseren.

Men moet echter weten dat de coördinatie van de deelname van alle partijen ter plaatse niet geschiedt via de Wereldbank, maar via de regering van het begunstigde land.

De PRSP zijn dus documenten van de plaatselijke regeringen en niet van de Wereldbank.

Wat de MDRI betreft, is er geen sprake van geweest om nieuwe voorwaarden in het leven te roepen.

Wat betreft het standpunt van de Belgische vertegenwoordiging, moet men weten dat de raadplegingen van een administrateur bij de IFI's geen « *day-to-day-business* » is.

Het komt een administrateur toe te oordelen wanneer een contact vereist is.

Als hij het nodig acht, raadpleegt hij de ministers van Financiën en van Ontwikkelingssamenwerking. Spreker verklaart dat hij tot nu toe uitstekende contacten heeft gehad, zowel met de ministers van Financiën en van Ontwikkelingssamenwerking als met hun administratie.

Hij is zelf vragende partij voor een *input* van Ontwikkelingssamenwerking betreffende ruime thema's, zoals de ontwikkelingsstrategieën inzake gezondheid of onderwijs.

Hij ontvangt ook informatie van de Belgische vertegenwoordigers voor ontwikkelingssamenwerking ter plaatse in de doellanden.

Soms is er echter een gebrek aan communicatie. Dat heeft te maken met het feit dat die vertegenwoordigers te weinig talrijk zijn en ook nog een pak andere administratieve en diplomatieke taken moeten vervullen.

Contrairement à ce que pense M. Toussaint, il y a donc bien des contacts avec la Coopération tout comme avec la société civile que M. Alzetta rencontre deux fois par an, après les réunions de printemps du Comité de Développement et les assemblées annuelles d'automne.

S'agissant de la coopération européenne, chaque année, les administrateurs européens rencontrent des commissaires européens, des représentants de la BEI, le parlement européen et des ONG européennes. C'est ainsi que la semaine précédente ils ont rencontré M. Michel et d'autres commissaires européens, M. Maystadt, des directeurs généraux et les ONG européennes (cf. Mme Frassoni).

La divulgation des déclarations des administrateurs est soumise aux règles sur la confidentialité des documents de la Banque.

Ceci n'empêche toutefois pas l'« *accountability* » et cette audition en est la preuve.

Toutefois, bien que l'actionariat de l'UE dans la BM soit majoritaire, la coordination entre membres de l'UE reste difficile. Il convient de ne pas perdre de vue que l'homogénéité européenne est relative: 4 grands pays sont également membres du G7 et leur loyauté au G7 passe parfois avant leur loyauté européenne (cf. Initiative sur la dette prise sans consultation préalable avec les petits pays Européens). Les pays européens font également partie d'autres sous-groupes.

Il s'agit d'abord des Nordiques, qui vont parfois plus loin dans la démarche.

Il y a ensuite l'Utstein-group, qui comporte également le Canada et la Norvège.

Il y a toutefois eu 3 déclarations européennes conjointes sous la présidence luxembourgeoise dont celle qui a fixé l'ordre des priorités européennes envoyé à M. Wolfowitz lors de sa nomination. M. Alzetta a d'ailleurs obtenu, au nom de la Présidence luxembourgeoise, que M. Wolfowitz vienne s'expliquer à Bruxelles à la veille de son élection.

Au FMI, pareille déclaration commune n'a pas encore vu le jour.

Un mécanisme européen permanent de coordination localisé à Bruxelles n'est une condition nécessaire ni une condition suffisante pour renforcer la coordination qui existe déjà à Washington entre administrateurs et qui fonctionne bien.

In tegenstelling tot wat de heer Toussaint meent, zijn er wel degelijk contacten met Ontwikkelings-samenwerking, en ook met het maatschappelijk middenveld dat de heer Alzetta tweemaal per jaar ontmoet, na de lentevergaderingen van het Comité voor Ontwikkeling en de jaarlijkse vergaderingen in de herfst.

Wat de Europese ontwikkelingssamenwerking betreft, ontmoeten de Europese administrateurs elk jaar Europese commissarissen, vertegenwoordigers van de Europese Investeringsbank, het Europees Parlement en Europese NGO's. Zo hebben zij vorige week de heer Michel en andere Europese commissarissen ontmoet, de heer Maystadt, directeurs-generaal en Europese NGO's (cf. Mevrouw Frassoni).

De bekendmaking van de verklaringen van de administrateurs is onderworpen aan de regels inzake het vertrouwelijke karakter van de documenten van de Wereldbank.

Dit neemt niet weg dat er verantwoording verschuldigd is en deze hoorzitting is daarvan het bewijs.

Alhoewel de Europese Unie in meerderheid aanwezig is bij het beheer van de Wereldbank, blijft de coördinatie tussen de EU-lidstaten moeilijk. Men mag niet vergeten dat de homogeniteit binnen Europa relatief is: er zijn vier grote landen bij die ook lid zijn van de G7, en hun loyaliteit jegens de G7 is soms groter dan hun loyaliteit jegens Europa (zie ook het initiatief betreffende de schuld, dat genomen werd zonder voorafgaand overleg met de kleinere Europese landen). De Europese landen maken ook deel uit van andere subgroepen.

Vooreerst zijn er de Noordelijke landen, die soms verder durven te gaan in hun aanpak.

Dan is er de Utstein-groep, waar ook Canada en Noorwegen bijhoren.

Er zijn wel drie gezamenlijke Europese verklaringen geweest tijdens het Luxemburgse voorzitterschap, waaronder de verklaring die de Europese prioriteiten op een rijtje zet en die bij diens benoeming aan de heer Wolfowitz is gestuurd. De heer Alzetta heeft er trouwens uit naam van het Luxemburgs voorzitterschap voor gezorgd dat de heer Wolfowitz zich in Brussel nader kwam verklaren aan de vooravond van zijn verkiezing.

Bij het IMF is er nog geen dergelijke, gezamenlijke verklaring geweest.

Een permanent Europees coördinatieorgaan in Brussel is slechts een noodzakelijke en geen voldoende voorwaarde om de samenwerking te versterken die nu in Washington reeds tussen de bestuurders bestaat en die goed loopt.

Sous présidence autrichienne, elle aussi gérée par M. Alzetta, il y a déjà eu 4 déclarations européennes communes dont la plus récente sur le Congo-Brazzaville.

M. Wolfowitz a ainsi été convaincu sous la pression de la présidence EU de négocier un « deal » équitable pour le Congo Brazzaville. En l'absence de consensus, la discussion sur l'accès du Congo Brazzaville à l'initiative PPTE aurait été différée, ce qui aurait conduit à la révision de la « *debt sustainability analysis* ». Suite à la montée des prix pétroliers, la dette du Congo Brazzaville aurait été considérée comme soutenable et le Congo-Brazzaville aurait été exclu de la liste des bénéficiaires HIPC.

Tout ceci démontre que l'Europe s'affirme.

Toujours est-il que la plupart des membres de l'UE ne sont pas encore prêts à accepter une chaise unique européenne.

En ce qui concerne la Gécamines, la BM travaille dans le cadre existant.

La désignation du Directeur général a pris de nombreux mois, malgré l'insistance de la BM, qui n'était évidemment pas maître du jeu.

En ce qui concerne la position de l'administrateur de la BM, elle tient compte des priorités des gouvernements qui se succèdent.

L'initiative des G-8 est soutenue par la Belgique, mais pas aveuglément.

Les autorités belges ont été informées des conséquences à longue échéance de cette initiative.

La mise en place du « *Trust Fund* » européen fut une surprise pour la BM.

Bien qu'il ait été présenté au départ comme une alternative destinée à concurrencer la BM, M. Michel a rassuré les administrateurs européens, en leur précisant qu'il s'agissait avant tout de la volonté d'affirmer les valeurs européennes, surtout en Afrique.

Il faudra toutefois que tout se passe en bonne coordination notamment avec l'*African Catalytic Trust Fund* » de la BM.

Il n'y a pas lieu de se battre en Afrique. Il y a assez de projets possibles.

La question la plus importante est celle de la capacité d'absorption des moyens additionnels ainsi mis à disposition.

Il convient d'éviter de contribuer à aggraver l'endettement d'ici 10 ans.

Il ne faut pas oublier par ailleurs que des dons sont encore possibles.

Tijdens het Oostenrijkse voorzitterschap zijn er, ook onder het beheer van de heer Alzetta, vier gezamenlijke Europese verklaringen geweest, waarvan de recentste over Congo-Brazzaville ging.

De heer Wolfowitz is aldus onder druk van het EU-voorzitterschap overtuigd geraakt om een eerlijke « deal » voor Congo-Brazzaville uit de brand te slepen. Indien er geen consensus was bereikt, zou de discussie over de deelname van Congo-Brazzaville aan het HIPC-initiatief uitgesteld zijn, wat tot de herziening van de « *debt sustainability analysis* » zou hebben geleid. Na de stijging van de olieprijs zou de schuld van Congo-Brazzaville als draaglijk beschouwd zijn en zou Congo-Brazzaville van de lijst van de HIPC-bevoordeelden zijn geschrapt.

Dit alles toont aan dat Europa sterker optreedt.

Toch zijn de meeste EU-lidstaten nog niet bereid om een enkele Europese zetel te aanvaarden.

Wat Gécamines betreft, werkt de Wereldbank binnen het bestaande kader.

De aanwijzing van de directeur-generaal heeft vele maanden geduurd, ondanks het aandringen van de Wereldbank, die hierover natuurlijk niet de baas was.

De functie van bestuurder van de Wereldbank houdt rekening met de prioriteiten van de openvolgende regeringen.

Het initiatief van de G8 wordt door België gesteund, maar niet blindelings.

De Belgische overheid is op de hoogte gebracht van de langetermijngevolgen van dit initiatief.

De installering van het Europees « *trust fund* » was een verrassing voor de Wereldbank.

Alhoewel dit eerst was voorgesteld als een alternatief om de Wereldbank te beconcurreren, heeft de heer Michel de Europese bestuurders gerustgesteld en verduidelijkt dat het er vooral om ging de Europese waarden te benadrukken, vooral in Afrika.

Alles zal nochtans goed gecoördineerd moeten worden, meer bepaald met de *African Catalytic Trust Fund* van de Wereldbank.

Er is geen reden om ruzie te maken in Afrika. Er bestaan genoeg mogelijke projecten.

De belangrijkste vraag is wat de absorptiecapaciteit is van de bijkomende middelen die aldus ter beschikking worden gesteld.

Te voorkomen is, dat er wordt bijgedragen aan een verhoging van de schuld binnen het decennium.

Men mag trouwens niet vergeten dat ook giften nog mogelijk zijn.



La concurrence va se jouer sur les conditions.

Le volant financier du trust fund européen restera limité.

Il y a donc un rôle à jouer pour l'IDA (qui dispose d'un volet don) et le Catalytic Fund.

Il y aura toujours des risques de chevauchement d'où l'importance du rôle que peut jouer le NEPAD.

L'orateur répond ensuite à la question sur les « *Fonds Vautour* ». Il est difficile d'éviter ce phénomène, à moins de légiférer dans chaque pays. La France a mis en place un dispositif pour protéger certains montants contre les fonds-vautour (« *ring-fencing* »).

Répondant à M. Toussaint, M. Alzetta insiste sur le fait qu'il convient de rester prudent dans l'usage que l'on fait des statistiques.

M. Toussaint (CADTM) demande à pouvoir apporter quelques précisions.

Selon lui, l'on abuse des chiffres pour donner l'impression que tout se règle, avec les diminutions de dettes annoncées, jusqu'à concurrence de 80 %.

Or, l'endettement des HIPC qui était en 1996 de 232 milliards de \$ selon les chiffres de la BM, était en 2003 de 222 milliards de \$. Il n'y avait donc qu'une infime amélioration.

M. Alzetta trouve cette observation démagogique.

En ce qui concerne les HIPC, la BM a rempli son contrat, même si le programme n'est pas encore entièrement financé.

Les chiffres sont exacts, mais M. Toussaint oublie de mentionner que ces pays ont contracté entre-temps de nouvelles dettes.

Cela démontre qu'il faut éviter le « *free-riding* » de ces pays, et qu'il ne faut pas prévoir d'autres formes d'aide que celles qui sont non-concessionnelles. Il est clair qu'à l'annonce de la MDRI (proposition d'annulation de la dette du G8) certains à Wall-Street se sont frotté les mains se disant qu'ils allaient pouvoir à nouveau prêter aux pays ayant bénéficié d'une annulation de dette.

La leçon qu'on peut en tirer est qu'il faut éviter que les banques privées, ou d'autres guichets non concessionnels ne réendettent les pays les plus pauvres.

De concurrentie zal op het vlak van de voorwaarden spelen.

Het financiële onderdeel van de Europese trust blijft beperkt.

Er is dus een rol weggelegd voor de IDA (International Development Association), dat over een onderdeel voor giften beschikt en voor het Catalytic Fund.

Er zullen altijd risico's op overlapping zijn, dus kan de rol van de NEPAD belangrijk zijn.

Spreker beantwoordt vervolgens een vraag in verband met de « *Aasgierfondsen* ». Het is moeilijk dit fenomeen te voorkomen tenzij er in alle landen wetten tegen worden ingevoerd. Frankrijk heeft een structuur opgezet die bepaalde sommen tegen dat soort fondsen beschermt (*ring-fencing*).

Als antwoord aan de heer Toussaint benadrukt de heer Alzetta dat men omzichtig moet omspringen met statistieken.

De heer Toussaint (CADTM) vraagt om hier wat verduidelijking te mogen brengen.

Volgens hem worden de cijfers misbruikt om te beweren dat alles in orde is met de verlaging van de schulden zoals aangekondigd, tot 80 %.

De schuldenlast van de HIPC echter bedroeg volgens de cijfers van de Wereldbank in 1996, 232 miljard dollar en in 2003, 222 miljard dollar. Het betreft dus slechts een uiterst kleine verbetering.

De heer Alzetta vindt deze opmerking getuigen van demagogie.

Wat de HIPC betreft, is de Wereldbank de overeenkomst nagekomen, ook al is het programma nog niet volledig gefinancierd.

De cijfers kloppen maar de heer Toussaint vergeet te vermelden dat deze landen intussen nieuwe schulden zijn aangegaan.

Dit bewijst dat men moet voorkomen dat deze landen aan « *free riding* » doen en dat er geen andere vormen van hulp moeten worden gegeven dan die welke geen schenking zijn. Het is duidelijk dat sommigen in Wall Street zich bij de aankondiging van de MDRI (voorstel tot kwijtschelding van de schuld van de G8) in de handen hebben gewreven omdat ze dan nieuwe leningen aan de landen konden toestaan die hun schuld zagen kwijtgescholden.

De les die men hieruit kan trekken is dat men moet voorkomen dat privé-banken of andere niet-concessionele leeninstellingen de armste landen opnieuw schatplichtig maken.

Une deuxième ou troisième version de la MDRI suite à un réendettement massif ne serait pas acceptable.

Mais il y a une chose dont on peut être certain : la BM a toujours tenu ses engagements.

S'agissant du transfert natif des ressources, il faut évidemment faire attention au fait que les statistiques auxquelles M. Toussaint fait référence, sont des données agrégées. Il faut, pour bien faire, les ventiler pays par pays ou, tout au moins région par région.

Selon M. Toussaint, les transferts négatifs pour les pauvres se retrouvent en Haïti (qui n'est pas un PPTE à tort).

Depuis 2000, et surtout les dernières années, il y a systématiquement des transferts nets négatifs.

M. Alzetta rétorque que si les institutions financières étaient intervenues massivement en Haïti, on aurait couru le risque de voir s'accumuler une dette odieuse dont les ONG auraient alors réclamé l'annulation. Il valait dès lors mieux ne pas prêter au risque de voir apparaître des transferts nets négatifs.

Par ailleurs, il n'est pas concevable que les transferts nets des IFI restent éternellement positifs car cela voudrait dire qu'elles ont échoué dans leur mission de développement.

M. Toussaint conteste cette affirmation, tout en déplorant que les transferts nets négatifs n'aient fait que s'accroître conduisant à un endettement constant.

S'agissant des recommandations du rapport Selim sur les industries extractives, M. Alzetta rappelle qu'il s'agissait de recommandations et qu'il est normal qu'elles n'aient pas toutes été acceptées.

Peut-on nier l'accès d'un pays en développement au bénéfice de l'exploitation de ses ressources naturelles ? N'est-ce pas nier ses possibilités d'accès au développement ?

Le Cameroun a montré l'exemple : toutes les garanties ont été données quant à l'utilisation des revenus pétroliers au pays.

Le Tchad, par contre, a décidé de confisquer les fonds des générations futures. La BM a donc décidé de suspendre ses décaissements, tout en continuant à discuter.

### 3. Auditions tenues le 13 mars 2006

M. Didier Reynders, ministre des Finances, parlera d'abord de plusieurs institutions financières internationales. Il tient ensuite à évoquer les activités de ces

Een tweede of derde versie van de MDRI ten gevolge van een reusachtige nieuwe schuldenlast zou niet aanvaardbaar zijn.

Men kan echter van één ding zeker zijn : de Wereldbank heeft zijn beloften altijd gehouden.

Wat de overdracht van de middelen betreft, moet men natuurlijk nagaan of de statistieken waarnaar de heer Toussaint verwijst, wel goedgekeurde cijfers bevatten. Eigenlijk zou men die per land of ten minste per regio moeten ventileren.

Volgens de heer Toussaint vindt men de negatieve transfers voor de armen terug in Haïti (dat niet ten onrechte een HIPC is).

Sedert 2000 en vooral de laatste jaren zijn er systematisch negatieve nettotransfers.

De heer Alzetta antwoordt dat er, indien de financiële instellingen massaal waren opgetreden in Haïti, een risico zou zijn ontstaan op de verhoging van de kwalijke schuld, waarna de NGO's de kwijtschelding van die schuld zouden hebben geëist. Het was dus beter niet te lenen, zelfs al bestond daarvoor het risico dat negatieve nettotransfers zouden kunnen opduiken.

Het is trouwens onmogelijk dat de netto transfers van de IFI altijd positief zouden zijn, want dit zou betekenen dat zij hun taak inzake ontwikkeling niet hebben volbracht.

De heer Toussaint spreekt deze bewering tegen en betreurt dat de negatieve netto transfers voortdurend gestegen zijn, wat tot een constante schuldenlast heeft geleid.

Wat de aanbevelingen van het Selim-rapport betreft over de mijnbouw, herinnert de heer Alzetta eraan dat het om aanbevelingen ging en dat het normaal is dat ze niet allemaal aanvaard zijn.

Kan men een ontwikkelingsland weigeren zijn eigen delfstoffen te ontginnen. Komt het er dan niet op neer dat men dit land belet zich te ontwikkelen ?

Kameroen heeft het voorbeeld gegeven : alle waarborgen zijn verstrekt wat betreft het gebruik van de inkomsten uit olie van het land.

Tsjaad daarentegen heeft besloten om de middelen van de toekomstige generaties in beslag te nemen. De Wereldbank heeft dus besloten om de uitbetaling van de leningen op te schorten maar wel verdere besprekingen te voeren.

### 3. Hoorzittingen gehouden op 13 maart 2006

De heer Didier Reynders, minister van Financiën, zal het eerst hebben over een aantal internationale financiële instellingen. Vervolgens wil hij ook iets

différentes institutions. Et pour terminer, il commentera les dernières évolutions en ce qui concerne la question de la dette. Il est d'avis qu'il faudra également se pencher sur le financement du développement.

Il souligne tout d'abord qu'il est impliqué, depuis 1999, dans le fonctionnement de plusieurs institutions financières. Il a donc déjà acquis une expérience non négligeable, pas seulement du Fonds monétaire international mais aussi de la Banque mondiale et de plusieurs autres banques. Au niveau international, il existe également des banques « régionales » qui s'adressent aux différents continents. Celles-ci méritent également quelques explications.

Tout d'abord, dès la constitution des IFI, on a opéré une distinction selon qu'il s'agissait d'une banque ou d'un fonds, chacun étant soumis à des règles spécifiques, qui ne sont pas les mêmes que celles appliquées aux Nations unies. Celles-ci, qui se composent d'une multitude de pays, ont dû soumettre le processus démocratique à quelques règles spécifiques, notamment l'attribution d'une voix à chaque pays. Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale appliquent d'autres règles : ils réunissent autour de la table les actionnaires, le conseil d'administration et plusieurs administrateurs. L'approche est donc différente de celle des Nations unies.

Deuxièmement, leur mission n'est pas la même. Depuis les accords de Bretton-Woods, ils assument plusieurs tâches tout à fait spécifiques pour aider un certain nombre de pays dans deux domaines différents : la Banque mondiale est chargée d'une véritable mission de développement, tandis que le Fonds monétaire international a une mission qui se rapporte au marché financier. La Banque mondiale et le FMI remplissent donc des missions différentes.

Cette évolution s'observe depuis plusieurs années. Au sein de ces institutions, la Belgique essaie d'améliorer les contacts avec tous les pays, mais aussi avec plusieurs associations. Les contacts entre la Banque mondiale ou le FMI, d'une part, et les différents acteurs de terrain, d'autre part, ont été nombreux et variés.

En s'appuyant sur son expérience, l'orateur peut affirmer qu'au fil des années, la Belgique a tenté de renforcer la collaboration entre les institutions, en l'occurrence le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et les Nations unies. Certaines réunions ont eu lieu dans les différentes institutions, pour évoquer les mêmes thèmes. Cela s'est formalisé à travers l'élaboration des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Plusieurs sommets ont permis de rapprocher et coordonner ces institutions en vue de cet objectif.

La Belgique a essayé de faire collaborer davantage la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Cette tradition s'est progressivement instituée, tout

zeggan over de activiteiten van die verschillende instellingen. Ten slotte zal hij commentaar geven bij de recente evolutie van de schuld. Zijns inziens is het ook nuttig om het te hebben over de financiering van de ontwikkeling.

Eerst en vooral benadrukt hij dat hij sinds 1999 bezig is met een aantal financiële instellingen. Hij heeft dus al wat ervaring, niet alleen met het Internationaal Munt Fonds, maar ook met de Wereldbank en een aantal andere banken. Op internationaal vlak zijn er ook « gewestelijke », regionale banken voor de verschillende continenten. Het is nuttig is om ook daarbij wat commentaar te geven.

Ten eerste is er van bij de oprichting van de IFI's een opsplitsing gemaakt tussen een bank en een fonds waarvoor telkens andere specifieke regels gelden. Dat zijn niet dezelfde regels als voor de Verenigde Naties. In de Verenigde Naties, met veel verschillende landen, zijn er een aantal specifieke regels op het democratische vlak, met name een stem per land. In het Internationaal Munt Fonds en ook in de Wereldbank gelden andere regels : rond de tafel zitten de aandeelhouders, de raad van bestuur, en een aantal beheerders. De aanpak verschilt dus met die in de Verenigde Naties.

Ten tweede hebben ze ook een andere taak. Sinds de Bretton Woods-akkoorden hebben ze een aantal heel specifieke taken om een aantal landen te helpen in twee verschillende richtingen : ofwel de taak van de Wereldbank inzake een echte ontwikkeling, ofwel de taak van het Internationaal Munt Fonds inzake de financiële markt. De Wereldbank en het IMF hebben dus een verschillende taak.

Die evolutie is al enkele jaren bezig. In die instellingen probeert België een beter contact te hebben met alle landen, maar ook met een aantal verenigingen. Er waren veel verschillende contacten tussen de Wereldbank of het IMF enerzijds en de verschillende actoren op het terrein anderzijds.

Op basis van zijn ervaring kan spreker bevestigen dat België in de loop der jaren heeft getracht de samenwerking tussen de instellingen — het IMF, de Wereldbank en de VN — te versterken. Er zijn vergaderingen rond dezelfde thema's belegd in de verschillende instellingen. Dat heeft geleid tot het opstellen van de millenniumontwikkelingsdoelstellingen. Dankzij enkele toppen zijn de instellingen nader tot elkaar gekomen en zijn hun inspanningen met betrekking tot die doelstellingen gecoördineerd.

België heeft getracht de Wereldbank en het Internationaal Muntfonds meer te doen samenwerken. Dat is langzaam aan een traditie geworden hoewel beide

en leur faisant garder leur rôle respectif. Il rappelle que le IMF concerne principalement la stabilisation du système monétaire international en y faisant entrer de plus en plus de pays pour qu'ils puissent accéder à de nouveaux marchés financiers et à des financements spécifiques. Quant à la Banque mondiale, elle s'occupe prioritairement de l'aide au développement. Mais la collaboration est possible et passe parfois par des missions et des études croisées portant sur différentes situations dans le monde. Leurs équipes travaillent aussi en commun.

Cela se fait de plus en plus dans l'organisation des réunions entre la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. À l'échelon de leurs gouverneurs respectifs et des ministres présents dans les deux principales enceintes que sont le Comité de développement, pour la Banque mondiale, et le Comité du Fonds monétaire international — l'ancien Comité intérimaire —, une session de printemps restreinte sera organisée à la fin du mois d'avril 2006 et une assemblée générale à l'automne de la même année. Lors de la réunion restreinte, seuls ces comités se rencontrent. La démarche est un peu différente lors des assemblées générales, où tous les États viennent s'exprimer.

L'évolution va dans le sens d'une meilleure collaboration entre les institutions. Mais elle prend aussi une autre direction, qui revêt une certaine importance pour le travail des ministres, à savoir: rassembler les réunions en raccourcissant les périodes de rencontre en avril et à l'automne. La raison est simple: ce sont les conséquences du 11 septembre. À cette époque, il avait déjà fallu prévoir des formules particulières pour que les réunions aient lieu. Depuis, les autorités américaines, qui sont les hôtes des institutions à Washington, ont évidemment tout fait pour que le travail se passe dans un laps de temps plus limité, essentiellement pour des raisons de sécurité.

Toujours à propos du volet portant sur les expériences et les activités de ces institutions, une troisième évolution porte sur le conflit qui oppose certains États à de plus grands pays concernant le rôle que doivent jouer les instances officielles que sont le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Il veut dire par cela que, depuis pas mal de temps, il y a des tentatives de créer des occasions de rencontres plus ou moins formelles et parallèles aux séances officielles. La plus connue est évidemment le G7, mais il faut citer d'autres groupes en voie de création. Il pense notamment au G20. Les États composant le G7 rencontrent ainsi des pays émergents ou d'autres acteurs internationaux ailleurs qu'au sein des instances officielles du Fonds monétaire international ou de la Banque mondiale. La Belgique ne participe pas à tous ces groupes. Elle a pu participer pendant un an, en 2001, au G7. Mais elle n'en est pas encore membre à part entière. En revanche, elle participe au G4. Car le G4 et le G7 forment le G10. Ce sont les ministres des

instellingen hun respectieve rol behielden. Hij herinnert eraan dat het IMF zich vooral bezighoudt met de stabilisering van het internationaal monetair systeem door er steeds meer landen bij te betrekken zodat zij toegang hebben tot nieuwe financiële markten en specifieke financieringsmiddelen. De Wereldbank houdt zich vooral bezig met ontwikkelingshulp. Samenwerking is echter mogelijk en heeft soms plaats op basis van gemengde opdrachten en studies over de verschillende situaties in de wereld. Ook de teams werken samen.

Dat gebeurt steeds meer bij de organisatie van de vergaderingen van de Wereldbank en het Internationaal Muntfonds. De respectieve gouverneurs en de ministers die aanwezig zijn in de twee belangrijkste organen, namelijk het Ontwikkelingscomité voor de Wereldbank en het Comité van het Internationaal Muntfonds — het voormalige Interimcomité —, zullen een beperkte lentevergadering organiseren in april 2006 en een algemene vergadering in de herfst van datzelfde jaar. Tijdens de beperkte vergadering ontmoeten alleen de comités elkaar. Tijdens de algemene vergaderingen mogen alle Staten het woord nemen.

Er is bij de instellingen een duidelijke tendens om beter samen te werken. Maar de zaken gaan ook een andere richting uit, die niet zonder belang is voor het werk van de ministers, namelijk: de vergaderingen samenbundelen en de ontmoetingsperiodes in april en in de herfst inkorten. De reden is eenvoudig: het is het gevolg van 11 september. Toen moesten al speciale oplossingen worden gezocht om de vergaderingen te doen plaatsvinden. Sindsdien hebben de Amerikaanse overheden, die de instellingen in Washington ontvangen, alles gedaan opdat het werk op kortere tijd kan worden verricht, vooral om veiligheidsredenen.

In verband met het aspect van de ervaringen en de activiteiten van deze instellingen, is er een derde evolutie waar te nemen, waarbij bepaalde Staten in conflict komen met grotere landen aangaande de rol van de officiële instanties, het Internationaal Muntfonds en Wereldbank. Daarmee bedoelt hij dat er al enige tijd pogingen worden gedaan om min of meer formele ontmoetingen te organiseren in de marge van de officiële vergaderingen. De meest bekende is uiteraard de G7, maar er worden ook andere groepen opgericht. Hij denkt met name aan de G20. De Staten van de G7 ontmoeten de groeilanden of andere internationale actoren, buiten de officiële instanties — Internationaal Muntfonds en Wereldbank — om. België neemt niet deel aan al die groepen. In 2001 heeft België kunnen deelnemen aan de G7, maar het is nog geen volwaardig lid. Het neemt daarentegen wel deel aan de G4. De G4 en de G7 vormen samen de G10. Het zijn de ministers van Financiën die de berekening maken, in feite nemen dus elf landen deel

Finances qui calculent, donc nous sommes onze autour de la table du G10, mais il y reviendra. C'est principalement l'enceinte des créanciers.

Cette tendance à favoriser des rencontres un peu plus informelles a un double impact: d'abord, elle éloigne les rencontres des instances elles-mêmes, mais elle éloigne aussi de ces mêmes réunions certains acteurs que l'on trouverait normalement autour des tables du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. La Belgique y est donc très attentive. C'est une évolution sur laquelle il faudra probablement revenir. Car, lorsque notre pays participe aux réunions du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, il a l'avantage de travailler dans un cadre formel à l'intérieur duquel il peut exprimer ses points de vue.

Le ministre aborde ensuite la collaboration renforcée qui s'est développée entre le Fonds monétaire international et la Banque mondiale au moment de l'élaboration des Objectifs du Millénaire. L'actuel président de la Banque et son prédécesseur ont fortement élargi les contacts avec les ONG.

La Belgique est représentée d'une manière très spécifique au sein des différentes institutions financières. Il est donc également utile de préciser les choses sur ce plan.

Nous ne siégeons pas au conseil d'administration du FMI ou de la Banque mondiale en tant que Belges. Nous faisons partie d'un groupe de dix pays. À l'IMF et à la Banque mondiale, nous ne travaillons donc pas uniquement pour la Belgique mais aussi pour neuf autres pays. Il s'agit de plusieurs membres de longue date de l'Union européenne, tels que l'Autriche et le Luxembourg, mais aussi de plusieurs nouveaux membres, comme la Hongrie, la République tchèque, la République slovaque et la Slovaquie. Actuellement, sept pays de l'Union européenne font partie de notre groupe. Trois autres pays, à savoir la Turquie, le Kazakhstan et la Biélorussie, sont aussi membres de ce groupe. Il se pourrait qu'ils demandent un jour à adhérer à l'Union européenne. Mais c'est un autre sujet. De plus, nous siégeons non seulement au nom de la Belgique mais aussi en tant que président de ce groupe de dix pays.

Plusieurs pays, tels que les États-Unis ou la France, siègent à titre individuel au FMI et à la Banque mondiale. D'autres pays, tels que les Pays-Bas et la Suisse, assument comme nous la direction d'un groupe. Il en découle que nous ne défendons pas la position belge mais celle qui ressort de la concertation au sein du groupe des dix pays concernés.

Quels sont les grands débats pour l'instant? Le premier porte sur la structure même et la composition de ces institutions. Comme les organes de gestion des IFI ne sont pas des assemblées d'États comme aux Nations unies, ceci entraîne des conséquences. On

aan de vergaderingen van de G10, maar daar komt hij nog op terug. Het is vooral een orgaan van de schuldeisers.

Deze tendens om elkaar meer informeel te ontmoeten heeft twee gevolgen: de instellingen zelf worden buiten die ontmoetingen gehouden, maar ook sommige actoren die normaal gezien wel rond de tafel zouden zitten in het Internationaal Muntfonds en de Wereldbank. België moet dus aandachtig blijven. Dit is een tendens waarop waarschijnlijk zal moeten worden teruggekomen. Wanneer ons land deelneemt aan de vergaderingen van het Internationaal Muntfonds en de Wereldbank, kan het immers werken binnen een formeel kader waarin het zijn standpunten kan uiteenzetten.

Vervolgens kaart de minister de versterkte samenwerking aan tussen het Internationaal Muntfonds en de Wereldbank met betrekking tot de Millenniumdoelstellingen. De huidige voorzitter van de Wereldbank en zijn voorganger hebben de contacten met de NGO's enorm uitgebreid.

Wat België betreft, bestaat er een heel specifieke vertegenwoordiging binnen de verschillende financiële instellingen. Het is dus ook nuttig om het daarover te hebben in deze commissie.

Aan de tafel van de board van het IMF of de Wereldbank zetelen we niet als Belgen. Samen met een groep van tien landen vormen we een constituent. In het IMF en de Wereldbank werken we dus niet alleen voor België, maar ook voor negen andere landen. Dat zijn een aantal oude leden van de Europese Unie, zoals Oostenrijk en Luxemburg, maar ook een aantal nieuwe leden, zoals Hongarije, de Tsjechische Republiek, de Slovaakse Republiek en Slovenië. Momenteel zijn er zeven landen van de Europese Unie lid van onze constituent. Nog drie andere landen, namelijk Turkije, Kazachstan en Wit-Rusland zijn lid van die groep. Deze zouden ooit aansluiting kunnen zoeken bij de Europese Unie. Maar dat is een ander verhaal. We zitten bovendien niet enkel rond de tafel als België, maar ook als voorzitter van deze groep van tien landen.

Rond de tafel van het IMF en de Wereldbank zitten een aantal landen alleen, zoals de Verenigde Staten, Frankrijk enzovoort. Andere landen hebben, zoals wij, de leiding van een groep, zoals Nederland en Zwitserland. Daaruit vloeit voort dat wij niet het Belgische standpunt verdedigen, maar wel het standpunt dat tot stand komt na overleg binnen de groep van tien landen.

Wat zijn de grote debatten voor het ogenblik? Het eerste debat gaat over de structuur en de samenstelling van de instellingen. De beheersorganen van de Internationale Financiële Instellingen zijn geen assemblees van Staten zoals in de Verenigde Naties en dat

parle souvent du principe «un homme (ou une femme), une voix» ou «un pays, une voix». Mais il s'agit ici de structures financières avec un fonctionnement différent. Les parts apportées dans le capital sont le paramètre déterminant. Ainsi y connaît-on des règles de minorité de blocage qui confèrent parfois aux États-Unis un poids considérable, vu la part qu'ils détiennent dans le capital.

La Belgique dispose également d'une part probablement plus importante que celle à laquelle d'autres critères pourraient lui donner droit, à l'intérieur de ces institutions, en raison de ses apports historiques. La Belgique est un pays apporteur.

Ceci amène le ministre à dire un mot du G10, dont les réunions se tiennent traditionnellement à Washington pour la session de printemps ou d'automne. Le ministre a ainsi eu l'occasion de participer avec les gouverneurs des banques centrales à des réunions du G10. La Suisse nous ayant rejoint, nous sommes à présent onze dans ce groupe : les pays du G7, auxquels s'ajoutent les Pays-Bas, la Suède, la Suisse et la Belgique. Pourquoi ? Nous l'oublions parfois, mais la Belgique reste un grand créancier dans ces institutions internationales et garde un poids issu de son parcours historique. Au début du XXe siècle, nous aurions pu faire partie d'une sorte de G4 des grandes puissances industrielles. Il n'est donc pas absurde de concevoir qu'au fil du temps, même si notre puissance a quelque peu varié au cours des années, un rôle nous ait été imparti. Nous occupons donc une position particulière de créanciers au sein de ces institutions.

Faut-il associer plus fortement tous les acteurs ? En d'autres termes, les pays débiteurs peuvent-ils participer et de quelle façon ? Autour de la table européenne et à Washington, nous avons systématiquement plaidé en faveur de certaines évolutions très concrètes. Certaines concernent exclusivement l'Europe. D'autres ont un impact plus important.

En Europe, l'objectif qui a été arrêté par le Conseil européen après proposition du Conseil Ecofin est celui d'un siège unique. L'on ne verra pas de sitôt la réalisation de cet objectif. Il s'agirait d'avoir une représentation unique de l'Union européenne auprès de ces instances internationales. Si c'était le cas, le G7 devrait aussi changer de composition, car il n'y aurait pas de raisons que des pays participent à titre individuel en certains endroits.

En attendant, quels sont les intérêts que peuvent avoir l'Union et la Belgique au sein de ces institutions ? S'agit-il d'évoluer vers une concentration progressive ou de maintenir l'état actuel ? Cette dernière hypothèse lui semble avoir un double avantage pour notre pays, tant que nous ne sommes pas passés à un siège unique européen, à un siège

heeft gevolgen. Men heeft het vaak over het principe «een man (of een vrouw), een stem» of «een land, een stem». Maar het gaat hier om financiële structuren met een andere werking. De ingebrachte aandelen in het kapitaal zijn de doorslaggevende parameter. Zo heeft men er minderheidsblokkeringsregels die de Verenigde Staten soms een aanzienlijk gewicht geven, gelet op hun aandeel in het kapitaal.

Ook België heeft in deze instellingen vanwege zijn historische inbreng een groter gewicht dan het waarschijnlijk op basis van andere criteria zou hebben. België heeft kapitaal ingebracht.

Dit brengt de minister ertoe nog iets te zeggen over de G10, waarvan de vergaderingen traditioneel plaatsvinden in Washington in de lente en in de herfst. De minister heeft zo de gelegenheid gehad om met de gouverneurs van de centrale banken deel te nemen aan de vergaderingen van de G10. Zwitserland is erbij gekomen en dus zijn we momenteel met elf in die groep : de landen van de G7, met Nederland, Zweden, Zwitserland en België erbij. Waarom ? Wij vergeten dat soms, maar België is een grote geldschieter in de internationale instellingen en behoudt een zeker gewicht vanwege zijn historische achtergrond. In het begin van de XXe eeuw hadden wij deel kunnen uitmaken van een soort G4 van industriële grootmachten. Het is dus niet absurd dat wij in de loop van de tijd een belangrijke rol hebben gekregen, al is onze macht in de loop van de jaren wel wat afgenomen. Wij hebben dus een bijzondere positie als geldschieter in die instellingen.

Moeten alle actoren meer bij de zaak worden betrokken ? Met andere woorden, moeten de landen met een schuldenlast eraan deelnemen en hoe ? Zowel op Europese vergaderingen als in Washington, hebben wij systematisch gepleit voor heel concrete ontwikkelingen. Sommige daarvan hebben alleen betrekking op Europa, andere hebben een grotere impact.

In Europa is het door de Europese Raad vooropgestelde doel, op voorstel van de Ecofinraad, dat van één enkele zetel. Die doelstelling zal niet snel worden verwezenlijkt. Het is de bedoeling bij die internationale instanties één enkele vertegenwoordiging van de Europese Unie te hebben. Mocht het zover komen, dan moet de samenstelling van de G7 veranderen, aangezien er geen reden meer zou bestaan waarom landen op bepaalde plaatsen nog individueel deelnemen.

Welke belangen kunnen de Unie en België inmiddels bij die instellingen hebben ? Moet men naar een geleidelijke concentratie gaan of de huidige toestand behouden ? Die laatste mogelijkheid lijkt hem een dubbel voordeel te hebben voor ons land zolang we niet zijn overgegaan tot één enkele Europese zetel, één enkele Amerikaanse zetel en eventueel andere con-

unique américain et à d'autres configurations éventuelles. En effet, d'abord, nous sommes assez nombreux à représenter l'Europe autour de la table, tant au Comité de développement qu'à celui du Fonds. Ensuite, à travers les groupes de pays, nous exprimons toute une série de remarques et de conceptions relatives aux institutions qui ne seraient probablement pas acceptées si elles étaient exclusivement émises par les grands actionnaires.

Ceci s'explique. Les pays d'Europe centrale, qui ont connu une période de transition, ont été de grands demandeurs de fonds auprès de ces institutions, et nous avons pu défendre leur point de vue en les ayant dans notre groupe. Ainsi, la Belgique traite régulièrement du dossier turc, car la Turquie fait partie de son groupe. Il nous arrive donc de défendre plusieurs points de vue sur le développement économique de la Turquie et sa transition. Les Pays-Bas font de même avec d'autres pays d'Europe Centrale, notamment. Nous essayons donc de faire connaître des considérations qui ne sont pas seulement celles des principaux actionnaires, même si nous participons à certaines réunions avec eux, dans le G10 par exemple.

Un autre débat concerne les pays les plus pauvres. Il ne s'agit pas ici des pays en transition, comme nous en avons connu en Europe centrale, ou d'autres qui sont sur la scène internationale ce qu'on appelle « les pays émergents », mais bien des pays les plus pauvres. Le but de notre démarche est d'amener plusieurs pays, notamment africains, à être plus présents dans les institutions. Ce que nous faisons — et la Coopération nous y aide beaucoup — c'est de mieux équiper ces pays dans la défense de leurs propres intérêts au sein des institutions. Pratiquement, nous avons à Washington des staffs auprès du Fonds et de la Banque. Les groupes de pays africains en ont aussi, mais ils disposent de moyens plus limités que ceux des pays plus développés. Avec d'autres pays, nous avons participé à des opérations permettant de renforcer les équipes des pays africains. Il reste certainement beaucoup à faire, tout en gardant à l'esprit que ces institutions abritent des pays créanciers et des pays débiteurs et que nous ne nous situons pas dans le même contexte qu'aux Nations unies, comme je l'ai rappelé.

Ceci l'amène au dernier point de son exposé. Au-delà des problèmes de représentation, d'autres débats ont lieu et portent avant tout sur les moyens consacrés au développement, d'une part, et sur l'accès aux marchés financiers, de l'autre. D'ailleurs, le Fonds monétaire est de plus en plus orienté vers ce second point, tout en continuant à assumer sa gestion du système monétaire international ainsi que l'échange des meilleures pratiques entre les États à travers le monde.

figuraties. De vertegenwoordigers van Europa rond de tafel zijn immers talrijk genoeg, zowel in het Ontwikkelingscomité als in het Fonds. Tevens maken we via de kiesgroepen heel wat opmerkingen en formuleren we heel wat concepten die waarschijnlijk niet aanvaard zouden worden wanneer ze alleen door de grote aandeelhouders werden gelanceerd.

Daar is een verklaring voor. De landen van Centraal-Europa, die een overgangperiode hebben gekend, hadden een grote behoefte aan fondsen van die instellingen en wij hebben hun standpunt kunnen verdedigen omdat ze deel uitmaakten van onze kiesgroep. België behandelt bijvoorbeeld regelmatig het Turkse dossier, want Turkije maakt deel uit van zijn kiesgroep. Het komt dus voor dat wij diverse standpunten verdedigen over de economische ontwikkeling van Turkije en zijn overgangperiode. Nederland doet hetzelfde, bijvoorbeeld voor andere landen van Centraal Europa. We proberen dus ruchtbaarheid te geven aan overwegingen die niet alleen die van de hoofdaandeelhouders zijn, ook al nemen we samen met hen aan bepaalde vergaderingen deel, bijvoorbeeld in de G10.

Een ander debat is dat van de armste landen. Het gaat hier niet om landen in een overgangsfase, zoals we in Centraal Europa hebben meegemaakt, of in andere landen die internationaal « de groeilanden » worden genoemd, maar om de armste landen. Het doel van onze aanpak is verscheidene landen, waaronder Afrikaanse, ertoe te brengen beter in de instellingen vertegenwoordigd te zijn. Wat wij doen — en de Samenwerking is daartoe een grote hulp — is die landen beter uit te rusten voor het verdedigen van hun eigen belangen bij die instellingen. In de praktijk hebben we in Washington personeel bij het Fonds en de Bank. De Afrikaanse groepen hebben er ook, maar hun middelen zijn beperkter dan die van de meer ontwikkelde landen. We hebben met andere landen samengewerkt aan operaties waardoor de teams van de Afrikaanse landen konden worden versterkt. Er blijft ongetwijfeld nog heel wat te doen, waarbij niet uit het oog mag worden verloren dat die instellingen onderdak bieden aan landen die schuldeiser zijn en landen die schuldenaar zijn en dat, zoals ik reeds heb gezegd, we ons in een andere context bevinden dan bij de Verenigde Naties.

Dat leidt tot het laatste punt van zijn uiteenzetting. Naast de debatten over vertegenwoordigingsproblemen, vinden er andere debatten plaats, vooral over de middelen die aan ontwikkeling worden besteed en over de toegang tot de financiële markten. Overigens besteedt het Monetair Fonds steeds meer aandacht aan dat tweede punt, terwijl het het internationaal monetair systeem blijft beheren en blijft zorgen voor het wereldwijde toepassen van « best practices » in ontwikkelingssamenwerking.

En ce qui concerne la Banque mondiale, les débats principaux — et le Comité de développement les aborde à chaque réunion — portent, bien sûr, sur le respect des Objectifs du Millénaire. Mais ils portent aussi sur les financements possibles en matière de développement, sous différentes formes : financement direct, remise de dettes ou autres formules.

La Belgique a formulé plusieurs propositions qui visent à financer le développement au niveau mondial.

Tout d'abord, la Belgique tient à s'engager à consacrer 0,7 % de son PIB à l'aide au développement. Certains autres pays ne veulent pas s'engager aussi clairement. C'est le premier objectif, y compris au plan européen. Certains pays qui, comme l'Allemagne, connaissent un déficit commercial important, ne peuvent pas s'engager aussi facilement. Nous sommes par exemple en négociation sur ce sujet avec l'Allemagne, avec laquelle nous cherchons les moyens d'accroître les efforts, en dépit du déficit actuel et de divers autres problèmes et objectifs. En Belgique, nous avons pour objectif d'évoluer vers les 0,7 %. Nous avons élaboré un programme d'augmentation progressive du pourcentage actuel, de manière à atteindre notre objectif d'ici 2010.

Ensuite, il existe de nombreuses autres possibilités de financement. Il y a notamment la taxe Tobin ou Spahn. La France et plusieurs autres pays ont également fait quelques nouvelles propositions, notamment celle de lever une taxe sur les transports aériens.

La Belgique n'a toutefois jamais cessé de suivre le même raisonnement : il convient d'abord d'atteindre les 0,7 %, et ensuite de voir s'il subsiste des possibilités de financement supplémentaires. Certains autres pays ne veulent pas s'engager explicitement. L'on a tendance à rechercher de nouveaux moyens de financement plutôt que d'augmenter les efforts budgétaires directs.

C'est notamment le cas pour la facilité financière internationale — « international financial facility » — sur laquelle la Grande-Bretagne a beaucoup insisté. Nous serions prêts à y intervenir d'une manière ou d'une autre si elle venait s'ajouter au financement. Nous participons à ce débat dans beaucoup d'instances, en rappelant toujours les 0,7 %, et à condition que des financements proposés s'ajoutent en complément.

En matière de dettes, il existe une opération HIPC pour les pays les plus pauvres et très endettés. Nous essayons de remettre progressivement la dette à l'ordre du jour multilatéral. En Belgique, nous essayons aussi d'aller vers des remises de dette bilatérales.

Une initiative dans ce sens a été prise à l'occasion d'un G8. La position de la Belgique sur ce point, que l'orateur a eu l'occasion de défendre au niveau

Wat de Wereldbank betreft, gaan de belangrijkste debatten — het Ontwikkelingscomité houdt ze elke vergadering — vanzelfsprekend over de inachtneming van de Millenniumdoelstellingen. Ze gaan echter ook over de mogelijke financieringen inzake ontwikkeling, in verschillende vormen : rechtstreekse financiering, schuldkwijtschelding of andere formules.

Voor de financiering van de ontwikkeling in de wereld liggen er in België verschillende voorstellen ter tafel.

Eerst en vooral wil België zich engageren om 0,7 % van het BBP te besteden aan ontwikkeling. Voor andere landen is dat niet zo duidelijk. Dat is de eerste doelstelling, ook op Europees vlak. Er zijn een aantal landen met een heel groot begrotingstekort, zoals Duitsland, voor wie dat minder evident is. Met Duitsland bijvoorbeeld zijn we in dat verband in onderhandeling om te kijken of het mogelijk is om meer te doen, zelfs met het bestaande tekort en met een aantal andere problemen en doelstellingen. In België hebben we gesteld dat we naar de 0,7 % moeten evolueren. We hebben een programma om het huidige percentage voortdurend te verhogen tot en met 2010, tot we de doelstelling bereiken.

Ten tweede zijn er vele andere mogelijkheden om te financieren. Er is met name de Tobin- of Spahn-taks. Ook Frankrijk en een aantal andere landen heeft een aantal nieuwe voorstellen gedaan, die onder andere te maken hebben met een vliegtuigtaks.

België heeft echter steeds dezelfde redenering aangehouden : eerst de 0,7 % en als er dan nog een aanvullende financiering mogelijk is, waarom niet. Voor verschillende landen is dat niet zo duidelijk. Er is een tendens om naar een nieuwe financieringsregeling te gaan in plaats van de directe begrotingsinspanning te verhogen.

Dat geldt met name voor de « international financial facility » waar Groot-Brittannië sterk op heeft aangedrongen. We staan klaar om er op een of andere manier toe bij te dragen, mocht ze aan de financiering worden toegevoegd. We nemen in heel wat gremia aan dat debat deel, wijzen steeds opnieuw op de 0,7 % en op de voorwaarde dat voorstellen voor financiering daar bovenop moeten komen.

Wat de schulden betreft, bestaat er een HIPC-initiatief voor de armste landen met grote schulden. We pogen de schuld geleidelijk aan opnieuw op de multilaterale agenda te krijgen. Ook in België proberen we naar bilaterale schuldkwijtscheldingen te gaan.

Naar aanleiding van de G8 werd een initiatief in die zin genomen. Het standpunt van België hierover, dat spreker op Europees niveau, maar ook bij het IMF of



européen, mais aussi auprès du FMI ou de la Banque mondiale, est totalement favorable, pour autant que cette initiative vienne en surplus.

Au-delà de l'objectif des 0,7 %, nous sommes donc complètement favorables à l'idée d'ajouter des opérations de remise de dette, ou à d'autres domaines de financement alternatif, à la condition qu'il s'agisse réellement de moyens complémentaires, et non d'une opération cosmétique consistant à vendre l'idée que l'on accorde des moyens supplémentaires alors que l'on vide ceux des institutions.

Pour bien faire, il considère qu'il faudrait procéder par ordre chronologique, en commençant par la question de l'aide au développement et des moyens dégagés pour atteindre les Objectifs du Millénaire avant de passer ensuite à l'examen des pays émergents qui essaient de participer à la stabilité monétaire internationale, pour terminer par le G7, dans le cas où l'un des collègues américain, japonais, ou européens devraient discuter d'un problème entre eux ou avec la Russie ou la Chine. Ceci permettrait de dégager des solutions pour les problèmes majeurs. Malheureusement, dans la pratique, c'est souvent l'inverse qui se produit, et l'on voit beaucoup de délégations disparaître quand on a discuté des problèmes des pays riches.

M. Armand De Decker, ministre de la Coopération au Développement, tient à souligner que les fonds qui alimentent notre contribution à ces institutions financières sont inscrits au budget de la Coopération au développement depuis 1998. Il en découle que ces matières sont de son ressort, ce qui garantit par ailleurs que les moyens en question sont réellement affectés à la coopération au développement. Ce sont là deux raisons majeures qui justifient la présence du ministre à la présente réunion.

Comme son collègue des Finances, il tient à souligner que l'instauration de la politique plurielle a peut-être été grandement facilitée par le vote des objectifs du Millénaire pour le développement, qui ont en effet créé un cadre pour toutes les réalisations sur le plan bilatéral, indirect et multilatéral en matière de coopération au développement.

Un autre élément clé de la politique actuelle est l'attitude adoptée par le gouvernement belge dans les institutions financières. Un examen minutieux du budget de la Coopération au développement révèle que le pilier multilatéral de notre politique mobilise 40 % de nos ressources. C'est évidemment considérable. Nous retrouvons dans ces 40 % du budget non seulement les institutions de Bretton Woods mais aussi le Fonds européen de développement, qui lui aussi constitue bien entendu un vecteur important de notre politique multilatérale.

Si l'on analyse les différentes institutions financières internationales, la plus importante en termes de

de Wereldbank, verdedigd heeft, is volstrekt positief, op voorwaarde dat dit initiatief er extra bijkomt.

We zijn dus, bovenop de doelstelling van de 0,7 %, volledig gewonnen voor het idee van initiatieven van schuldkiwijtschelding, of voor andere vormen van alternatieve financiering, op voorwaarde dat het echt om bijkomende middelen gaat en niet om window dressing, waarbij het idee wordt verkocht dat men bijkomende middelen toekent, terwijl men ze bij de instellingen weghaalt.

Hij meent dat men het beste chronologisch te werk gaat en begint bij het probleem van de ontwikkelingshulp en de middelen die worden vrijgemaakt om de Millenniumdoelstellingen te bereiken, om vervolgens de zaak te onderzoeken van de groeilanden die pogen bij te dragen tot de internationale monetaire stabiliteit, en te eindigen met de G7, mocht een collega uit Amerika, Japan, of Europa over een onderling probleem of over een probleem met Rusland of China discussiëren. Op die manier kunnen oplossingen worden gevonden voor belangrijke problemen. Helaas gebeurt in de praktijk vaak het omgekeerde en ziet men heel wat delegaties verdwijnen zodra over de problemen van de rijke landen gediscussieerd is.

De heer Armand De Decker, minister van Ontwikkelingssamenwerking, verklaart dat hij wenst te benadrukken dat, gezien sinds 1998 de verschillende begrotingen van onze deelname aan die financiële instellingen in de begroting van Ontwikkelingssamenwerking zijn opgenomen. Dat brengt mee dat hij daarvoor verantwoordelijk is. De tweede verworvenheid is dat die middelen ook effectief dienen voor ontwikkelingssamenwerking. Dat zijn natuurlijk twee belangrijke redenen die zijn aanwezigheid verklaren.

Zoals de minister van Financiën al heeft gedaan, wil hij benadrukken dat de inrichting van dat verschillende beleid misschien veel eenvoudiger is geworden door de stemming van de Millenniumdoelstellingen inzake ontwikkeling. Die geven immers het framework voor alles wat op het bilaterale, indirecte en multilaterale vlak gedaan wordt inzake ontwikkelingsamenwerking.

Wat vandaag ook belangrijk is, is de houding van de Belgische regering in de internationale financiële instellingen. Als we de begroting van Ontwikkelingssamenwerking van dichtbij bekijken, zien we dat de multilaterale pijler van onze politiek 40 % van onze begroting vertegenwoordigt. Dat is natuurlijk heel belangrijk. 40 % van de begroting: daarin vinden we niet enkel de Bretton Woods-instellingen terug, maar ook het Europees ontwikkelingsfonds, dat natuurlijk ook een belangrijk middel is in onze multilaterale politiek.

Bekijken we de internationale financiële instellingen, dan blijkt de belangrijkste voor ontwikkeling

développement est évidemment la Banque mondiale. Le groupe de la Banque mondiale compte parmi ses filiales deux institutions fondamentales qui sont l'« International Bank for Reconstruction and Development » (IBRD) qui a été créée au moment de Bretton Woods en 1946 et l'IDA (Association internationale de développement) qui a été créée en 1960. L'IBRD accorde des prêts aux pays à revenus intermédiaires et l'IDA vient en aide aux pays les plus pauvres en accordant des crédits sans intérêts sur 35 à 40 ans.

La Banque mondiale est un outil tout à fait central et essentiel, qui a une expertise assez exceptionnelle. La collaboration avec cette institution permet à la Belgique de participer au développement économique des pays partenaires d'une manière plus efficace en se greffant sur les politiques et les moyens de cette institution multilatérale. Cela nous permet surtout, à travers le poids de la Banque mondiale, de renforcer la qualité, l'importance et la précision de notre dialogue politique avec les pays partenaires. Le dialogue politique bilatéral avec ces différents pays s'instaure non seulement dans nos relations purement bilatérales, mais aussi dans nos contacts avec ces pays partenaires lorsque nous nous trouvons ensemble à la Banque mondiale.

Évidemment, et comme cela a été souligné, notre participation à la Banque mondiale est importante, non seulement en moyens, mais aussi par le rôle que nous y jouons en tant que président d'un groupe de dix pays, qui, à son tour, représente plus de 5 % du capital de la Banque mondiale. Quand on sait que les États-Unis sont descendus maintenant à environ 12 %, il croit que notre groupe est le second en importance, ce qui donne à la Belgique un rôle, une spécificité et une place particulière au sein de cette banque.

Nous attribuons par exemple à l'IDA (l'Association internationale de développement) des ressources importantes. La quote-part de la Belgique pour la reconstitution des ressources de l'IDA 14, s'élève à 222 millions d'euros, ce qui représente 1,55 % du capital, à répartir sur trois années budgétaires. Cela signifie que sur ces trois années (de 2006 à 2008), nous versons chaque année 74 millions d'euros.

Au-delà de ces contributions à l'IDA, nous participons aussi à divers autres programmes d'assistance spécifique. Ces différentes contributions nous permettent d'abord de mieux suivre les orientations globales en matière de coopération et de développement, de tirer les enseignements des expériences de ces institutions et, par notre présence, d'influencer la politique des ces institutions.

Notre rôle — sans surestimer notre poids — au nom du groupe que nous représentons, est un rôle relativement important et nous permet d'agir et d'influencer les débats. Il en veut pour preuve la discussion sur la remise des dettes aux institutions multilatérales.

vanzelfsprekend de Wereldbank. De Wereldbankgroep telt onder zijn filialen twee fundamentele instellingen: de « International Bank for Reconstruction and Development » (IBRD), die in 1946 in Bretton Woods werd opgericht, en de IDA (International Development Association), die in 1960 werd opgericht. De IBRD kent leningen toe aan landen met een middelgroot inkomen en de IDA komt de armste landen ter hulp door renteloze leningen toe te kennen over 35 tot 40 jaar.

De Wereldbank is een uiterst belangrijk instrument, en heeft een uitzonderlijke deskundigheid opgebouwd. De samenwerking met die instelling geeft België de kans efficiënter bij te dragen tot de economische ontwikkeling van de partnerlanden, door aan te sluiten bij de beleidsvormen en de middelen van die multilaterale instelling. Via het gewicht van de Wereldbank kunnen we vooral de kwaliteit, het belang en de nauwkeurigheid van onze politieke dialoog met de partnerlanden verhogen. De bilaterale politieke dialoog met die diverse landen komt niet alleen in onze zuiver bilaterale betrekkingen tot stand, maar ook bij onze contacten met die partnerlanden wanneer we ons samen bij de Wereldbank bevinden.

Zoals reeds onderstreept werd, is onze deelname aan de Wereldbank natuurlijk belangrijk, niet alleen wat middelen betreft, maar ook door de rol die we er spelen als voorzitter van een kiesgroep van tien landen, die meer dan 5 % vertegenwoordigt van het kapitaal van de Wereldbank. Wanneer men weet dat de Verenigde Staten nu tot ongeveer 12 % zijn gedaald, dan denkt hij dat onze groep de op één na belangrijkste is, wat België bij die bank een specifieke rol en een bijzondere plaats geeft.

Aan de IDA (International Development Association) geven we bijvoorbeeld belangrijke middelen. Het aandeel van België in de samenstelling van de middelen van de IDA 14 bedraagt 222 miljoen euro, dat is 1,55 % van het kapitaal, te spreiden over drie begrotingsjaren. Dat betekent dat we drie jaar lang (van 2006 tot 2008) jaarlijks 74 miljoen euro betalen.

Naast die bijdragen aan de IDA, nemen we ook deel aan diverse andere programma's voor specifieke bijstand. Dankzij die diverse bijdragen kunnen we eerst en vooral de mondiale trends inzake samenwerking en ontwikkeling beter volgen, lessen trekken uit de ervaringen van die instellingen en, door onze aanwezigheid, het beleid van die instellingen beïnvloeden.

Onze rol — zonder ons gewicht te overschatten — in naam van de groep die wij vertegenwoordigen, is een relatief belangrijke rol, die ons de kans biedt te handelen en het debat te beïnvloeden. Een bewijs daarvoor ziet hij in het debat over de schuldkwijtschel-

Lorsqu'il arriva à Washington, l'ambassadeur de Belgique l'amena au State Department parce que le secrétaire d'État adjoint aux Affaires économiques et financières voulait le rencontrer. Tout cela parce que la question de la remise de dettes prévue par le G8 était en discussion le lendemain et que la position que nous allions prendre était importante à cause de notre part de 5 % du capital, ce qui faistait de nous le deuxième groupe de la Banque.

Cette contribution nous permet également de financer des programmes et des projets qui soit sont complémentaires à la coopération bilatérale belge, soit permettent des interventions dans des pays ou des régions où la Belgique n'est pas ou beaucoup moins présente. Notre contribution nous permet de bénéficier des avantages comparatifs de cette forme de coopération multilatérale qui, par son volume financier et sa portée transfrontalière et régionale, est souvent inaccessible lorsqu'on veut agir comme acteur isolé. On ne peut avoir une influence dans cette politique-là qui, très souvent, nécessite des démarches régionales, qu'à travers un organe multilatéral tel que la Banque mondiale.

Cela permet aussi à la Belgique de faire valoir son savoir-faire dans certains domaines, par exemple, dans le domaine de l'énergie, de l'eau potable, des transports, de l'environnement, de la gestion des forêts, de la pollution des villes, de la bonne gouvernance. Ce sont des domaines où nous mettons des agents à disposition de la Banque mondiale pour apporter leur propre expérience.

Et puis, cela nous permet de disposer d'un outil qui permet d'exercer une certaine influence sur l'incidence des études au niveau de l'utilité pour le développement et aussi sur la préparation de grands programmes et la participation financière à ces programmes.

Quatre exemples, auxquels le ministre des Finances a fait allusion, méritent l'attention.

Il y a le « Belgian Partnership for Poverty Reduction » (BPRP) qui est un « trust fund » créé en 2000 et qui permet d'aider un certain nombre de pays en voie de développement à mettre en œuvre leur plan de lutte contre la pauvreté (PRSP) en Afrique sub-saharienne et, en particulier, dans les pays suivants : le Burundi, le Congo et le Rwanda bien entendu, mais aussi le Mali, le Niger et le Mozambique. Nous mettons en fait à disposition de ces pays des économistes de la pauvreté financés par la Belgique pour les aider à préparer leur PRSP. C'est une façon particulièrement efficace et performante de contribuer aux Objectifs du Millénaire.

Un autre programme auquel nous contribuons, est le financement du programme « Partnership between Belgium and the Worldbank on Capacity Development for Governance and Anti-corruption for selected

ding bij de multilaterale instellingen. Toen hij in Washington aankwam, nam de Belgische ambassadeur hem mee naar het State Department, omdat de adjunct-minister van Economie en Financiën hem wou ontmoeten. Dat alles omdat het probleem van de door de G8 geplande schuldkijschelding voor 's anderendaags op de agenda stond en omdat ons standpunt belangrijk was wegens ons aandeel van 5 % in het kapitaal, wat ons de tweede groep van de Bank maakte.

Die bijdrage geeft ons tevens de gelegenheid programma's en projecten te financieren die ofwel de Belgische bilaterale samenwerking aanvullen, ofwel acties mogelijk maken in landen of regio's waar België niet of veel minder aanwezig is. Onze bijdrage biedt ons de gelegenheid de voordelen te genieten van die vorm van multilaterale samenwerking, die door de financiële omvang en de grensoverschrijdende en regionale draagwijdte ervan, vaak onbereikbaar is wanneer men alleen wil optreden. In die politiek, die heel vaak een regionale aanpak vereist, kan men slechts invloed krijgen via een multilateraal orgaan zoals de Wereldbank.

Dat geeft België ook de kans zijn knowhow op bepaalde gebieden, bijvoorbeeld op dat van de energie, het drinkwater, het transport, het milieu, het bosbeheer, de vervuiling van de steden, het deugdelijk bestuur, aan te wenden. Op die gebieden stellen we personeel ter beschikking van de Wereldbank, dat zijn eigen ervaring inbrengt.

Tevens kunnen we daardoor beschikken over een instrument waardoor we enige invloed kunnen uitoefenen op de weerslag van de studies over het nut voor de ontwikkeling en ook op de voorbereiding van de grote programma's en de financiële participatie aan die programma's.

Vier voorbeelden, waarnaar de minister van Financiën verwezen heeft, verdienen aandacht.

Er is het « Belgian Partnership for Poverty Reduction » (BPRP), een « trust fund » dat werd opgericht in 2000 en waarmee een aantal ontwikkelingslanden kunnen worden geholpen om hun armoedebestrijdingsplan (PRSP) uit te voeren in Afrika bezuiden de Sahara, meer bepaald in de volgende landen: vanzelfsprekend Burundi, Kongo en Rwanda, maar ook Mali, Niger en Mozambique. We stellen die landen armoede-economen ter beschikking die door België worden gefinancierd, om ze te helpen hun PRSP voor te bereiden. Het is een zeer efficiënte en doortastende bijdrage aan de Millenniumdoelstellingen.

Een ander programma waartoe we bijdragen is de financiering van het « Partnership between Belgium and the Worldbank on Capacity Development for Governance and Anti-corruption for selected Coun-

Countries» qui est en fait un programme que nous avons souhaité mettre en œuvre dès fin 2004 et qui est maintenant opérationnel.

Deux autres programmes auxquels nous participons sont le «Water and Sanitation Program» où nous mettons notre expertise en matière d'eau potable à disposition d'un certain nombre de pays pour l'assainissement de base de l'eau potable, ce qui est évidemment l'une des priorités.

Enfin, il y a un programme que nous cofinçons et dans lequel nous sommes un acteur important — nous en avons même la présidence —, qui est le «Fast Track Initiative» qui est un programme qui vise à réaliser l'objectif du millénaire consistant à amener tous les pays les plus pauvres à réaliser l'objectif suivant: faire bénéficier tous les enfants, garçons et filles, de l'enseignement de base dans leur pays. C'est évidemment aussi un projet particulièrement important.

L'ensemble de ces projets, en dehors des montants mentionnés sur notre participation à l'IDA, représentent quand même 6,4 millions d'euros.

Les autres institutions multilatérales financières auxquelles nous participons, sont le Fonds africain de développement, la Banque africaine de développement, le Fonds asiatique de développement, la Société inter-américaine de développement et la Banque ouest-africaine de développement, au capital desquels nous participons et où nous sommes des acteurs tout à fait vigilants.

M. Pierre Galand, président, rappelle que les commissions «Mondialisation» ont entendu MM. Alzetta et Kiekens qui sont nos représentants aux conseils des institutions dont il a été question. M. Alzetta avait réellement mis l'accent sur le principe de participation et d'appropriation dans la nouvelle stratégie de lutte contre la pauvreté de la Banque.

Il pense effectivement que c'est quelque chose d'extrêmement important. Mais, il semble à l'orateur qu'entre ce que dit M. Alzetta lorsqu'«il parle de l'«ownership» et ce que dit M. Kiekens lorsqu'il parle de la pratique du FMI, on a le sentiment qu'il y a des discours qui ne sont pas du tout convergents.

Cela lui a laissé un sentiment assez désagréable et il se demande quelle est la marge de manœuvre de nos représentants par rapport aux objectifs fixés par la Belgique? Le ministre dit lui-même qu'ils sont d'abord représentants d'un groupe de pays et qu'ils doivent consulter l'ensemble de ces pays; ce qui réduit un peu leur marge de manœuvre.

Finalement, quel est le pouvoir réel dont le ministre dispose en matière d'injonctions par rapport à nos représentants, en tant qu'administrateur de ces

tries», een programma dat we reeds eind 2004 op poten wilden zetten en dat nu operationeel is.

Twee andere programma's waaraan we deelnemen zijn het «Water and Sanitation Program», waar we onze deskundigheid inzake drinkwater ter beschikking stellen van een aantal landen om het drinkwater aan de basis te saneren, wat vanzelfsprekend een prioriteit is.

Ten slotte is er een programma dat wij mede financieren en waarin wij een belangrijke speler zijn — we zijn er zelfs voorzitter van —, het «Fast Track Initiative», een programma dat ertoe strekt de millenniumdoelstelling te verwezenlijken waardoor alle armste landen de volgende doelstelling moeten kunnen waarmaken: alle kinderen, jongens en meisjes, lager onderwijs laten genieten. Het is natuurlijk een zeer belangrijk project.

Al die projecten samen zijn toch goed voor 6,4 miljoen euro, los van de bedragen voor onze participatie in de IDA.

De andere multilaterale financiële instellingen waaraan wij deelnemen zijn het Afrikaans Ontwikkelingsfonds, de Afrikaanse Ontwikkelingsbank, het Aziatisch Ontwikkelingsfonds, de Inter-Amerikaanse Ontwikkelingsmaatschappij, de West-Afrikaanse Ontwikkelingsbank, waar wij in het kapitaal participeren en uiterst waakzame spelers zijn.

Voorzitter Pierre Galand herinnert eraan dat de commissies «Globalisering» de heren Alzetta en Kiekens, onze vertegenwoordigers in de raden van de bovenvermelde instellingen, gehoord hebben. De heer Alzetta had werkelijk de klemtoon gelegd op het beginsel van participatie in de nieuwe strategie van de Bank ter bestrijding van de armoede.

Hij denkt dat het inderdaad iets heel belangrijks is. Het komt spreker evenwel voor dat men het gevoel heeft dat het betoog van de heer Alzetta over «ownership» en het betoog van de heer Kiekens over de IMF-praktijk niet helemaal in dezelfde richting gaat.

Hij voelt zich daar niet echt goed bij en vraagt zich af hoeveel manoeuvreerruimte onze vertegenwoordigers hebben binnen de doelstellingen die door België zijn bepaald. De minister zegt zelf dat ze eerst en vooral vertegenwoordigers zijn van een landengroep en dat ze al die landen moeten raadplegen, wat hun manoeuvreerruimte wat beperkt.

Wat is uiteindelijk de werkelijke injunctiebevoegdheid van de minister ten opzichte van onze vertegenwoordigers in hun hoedanigheid van bestuurder van

institutions? Et quel est notre réel pouvoir de les interpellier?

Ensuite, lors de l'audition de MM. Alzetta et Kiekens, nous avons assez longuement parlé de la dette. Finalement, on s'aperçoit que les transferts nets qui sont faits par les pays du Sud vers le Nord, dans le domaine de l'assistance, sont supérieurs à l'assistance que nous leur transférons. Il y a là une balance à rééquilibrer.

La troisième question concerne les prêts d'État. Ainsi, par exemple, quand nous faisons un prêt d'État à État à un pays comme la Gambie, on le fait vis-à-vis d'un pays parmi les moins avancés. Il y a donc toutes sortes de raisons de le faire. Comment cela fonctionne-t-il dans la nouvelle stratégie qui consiste en même temps à développer, d'une part, des politiques de prêt d'État à État vis-à-vis des PMA et, d'autre part, des politiques d'annulation de dette vis-à-vis de ces mêmes États? Comment se fait le mécanisme de l'un et de l'autre?

M. Josy Dubié dit avoir noté que le groupe dont fait partie la Belgique dispose de plus ou moins 5% des droits de vote au sein des différentes institutions financières internationales tandis que les États-Unis, quant à eux, n'en ont que 12% seulement.

Mais j'imagine que si on considère l'ensemble des pays européens, on est largement au-delà du poids des États-Unis. On nous a dit que l'ensemble des pays européens auraient pratiquement 32% des droits de vote.

Or, il ressort de toutes les auditions que nous avons eues qu'il existe d'énormes critiques par rapport à la politique menée. Il a noté les affirmations que l'on pouvait influencer la politique de ces institutions. Mais dans quel sens cette influence doit-elle s'exercer? En effet, d'après toutes les critiques qu'on a entendues, c'est la politique américaine ultra-libérale qui est vraiment imposée par ces institutions partout où elles opèrent.

Il voudrait savoir si les ministres sont d'accord avec cette politique américaine. S'ils ne le sont pas, pourquoi alors ne pas agir ensemble, au niveau européen, puisque l'Europe dispose d'un pouvoir de vote supérieur aux Américains?

M. Dirk Van der Maelen, président, souhaiterait formuler quelques observations et interrogations supplémentaires.

Tout d'abord, il a souvent été question de la perspective historique. Le système de pondération des voix lui semble pourtant difficilement tenable. La situation actuelle se présente comme suit. La Chine a autant de voix que le Canada et — autant balayer devant notre porte — la Belgique pèse 74% plus lourd que le Mexique. Pourtant, le commerce extérieur du

die instellingen? En over welke reële bevoegdheid beschikken wij om ze te interpellieren?

Vervolgens hebben we het op de hoorzitting met de heren Alzetta en Kiekens vrij uitgebreid over de schuld gehad. Uiteindelijk ziet men dat de netto transfers van de landen van het Zuiden naar het Noorden op het gebied van de hulp, hoger zijn dan de hulp die wij hun bieden. Dat evenwicht moet worden hersteld.

De derde vraag gaat over de staatsleningen. Wanneer wij bijvoorbeeld een lening van staat tot staat toestaan aan een land als Gambia, dan hebben we te maken met een minder ontwikkeld land. Er zijn dus allerlei redenen om dat te doen. Hoe werkt dat in de nieuwe strategie, die er tegelijk uit bestaat enerzijds een beleid te ontwikkelen van leningen van staat tot staat aan MOL en anderzijds een beleid van schuld-kwijtschelding voor diezelfde staten? Hoe zit een en ander in elkaar?

De heer Josy Dubié zegt begrepen te hebben dat de groep waar België deel van uitmaakt ongeveer 5% van de stemrechten in de verschillende internationale financiële instellingen heeft, terwijl de Verenigde Staten er slechts 12% van hebben.

Hij stelt zich echter voor dat wanneer men rekening houdt met alle Europese landen, men het gewicht van de Verenigde Staten ruim overtreft. Men heeft gezegd dat alle Europese landen samen bijna 32% van de stemrechten hebben.

Maar uit alle hoorzittingen blijkt dat er veel kritiek is op het gevoerde beleid. Hij heeft de beweringen gehoord dat men het beleid van die instellingen kan beïnvloeden. Maar in welke richting moet er invloed worden uitgeoefend? Te oordelen naar alle kritiek die we gehoord hebben, wordt immers het Amerikaanse ultraliberale beleid door die instellingen opgelegd overal waar ze actief zijn.

Hij wenst te weten of de ministers het met dat Amerikaanse beleid eens zijn. Indien dat niet het geval is, waarom wordt er dan niet gezamenlijk, op Europees niveau gehandeld, aangezien Europa meer stemrechten heeft dan de Amerikanen?

De heer Dirk Van der Maelen, voorzitter, heeft nog een paar opmerkingen en vragen.

Ten eerste, is er vaak gesproken over het historisch perspectief. Als men de situatie van de stemmen-gewichten bekijkt, dan lijkt hem dat toch moeilijk houdbaar. De situatie nu is de volgende. China heeft hetzelfde stemmen-gewicht als Canada en — om voor eigen deur te vegen — het gewicht van België is 74% groter dan het gewicht van Mexico. De buitenlandse

Mexique atteint des chiffres sans commune mesure avec les nôtres.

Dans quelle direction allons-nous donc évoluer? Ces derniers temps, l'on nous rabâche sans cesse que la Chine connaît une forte croissance économique et qu'elle deviendra sous peu la deuxième puissance économique mondiale. Nous ne pouvons quand même pas continuer à tenir cet État à l'écart. Mais si nous voulons continuer à défendre le système de Bretton Woods, nous devons le modifier pour qu'il puisse absorber les tensions existantes, à défaut de quoi, tout l'édifice risque de s'écrouler, sans que l'on sache si ce sera tout bénéfice.

L'orateur en vient à une deuxième question. Par quel département ces différents pays sont-ils représentés au FMI et à la Banque mondiale? Traditionnellement, la Belgique est presque toujours représentée par le SPF Finances. Sauf erreur de sa part, c'est donc la première fois que le ministre de la Coopération au Développement se voit confier un rôle de représentation de notre pays, rôle qui, sauf cas contraire, ne sera pas nécessairement permanent. La situation actuelle pourrait s'expliquer par le fait que le ministre des Finances et le ministre de la Coopération au Développement ont la même couleur politique. Il s'inquiète à l'idée que le mode de représentation est lié à des données politiques.

Sauf erreur de sa part, d'autres pays se font représenter à la Banque mondiale par leur ministre de la Coopération au Développement, auquel ils assignent un rôle très important en la matière. Par contre, pour la représentation au FMI, et donc pour tout ce qui se rapporte à la stabilité financière et monétaire, ils délèguent leur ministre des Finances. Ces pays ne sont pas des moindres puisqu'en matière de coopération internationale, ils sont classés parmi les plus avancés et les plus progressistes.

L'orateur revient un instant sur la situation belge. Il faut absolument veiller à la cohérence de notre politique en matière de relations Nord-Sud. Pour autant que ses informations soient correctes, le fonctionnement et l'action du FMI et de la Banque mondiale ne relèvent pas de la coordination qui est effectuée au niveau des Affaires étrangères, lesquelles tentent de mettre un peu d'unité et de cohérence dans notre politique. La cohérence est assurée par les différents ministres, réunis autour de la table. Mais sauf erreur de sa part, il n'y est pas question du FMI et de la Banque mondiale, alors qu'il ne fait pourtant aucun doute que leurs décisions pèsent lourdement sur l'évolution des relations Nord-Sud.

L'intervenant fait une dernière observation à propos de l'Union européenne. La coordination européenne ne semble pas fonctionner de manière parfaite, comme il l'a déjà déclaré à MM. Kiekens et Alzetta. En ce qui

handel van Mexico is nochtans vele keren groter dan de onze.

In welke richting zal men dan evolueren? De laatste tijd worden we rond de oren geslagen met de economische positie van China, dat op zeer korte termijn de tweede economische macht ter wereld zal worden. Men gaat die staat toch niet buiten kunnen blijven houden? Als men voorstander is van het systeem van Bretton Woods, en voor zover men het in stand wil houden, moet men toch die spanning ondervangen, zoniet gaat er iets ontploffen, en hij weet niet of dat beter is.

Spreker heeft nog een tweede vraag. Welk departement vertegenwoordigt die verschillende landen in het IMF en de Wereldbank? Bij ons is dat — naar Belgische traditie — bijna exclusief de FOD Financiën. Als hij zich niet vergist is het nu de eerste keer dat de minister van Ontwikkelingssamenwerking een zekere rol krijgt toebedeeld in de vertegenwoordiging van ons land. Tenzij hij zich vergist, is dat iets dat niet noodzakelijkerwijze blijvend is. Het zou wel eens kunnen dat de situatie vandaag misschien te maken heeft met het feit dat de minister van Financiën en de minister van Ontwikkelingssamenwerking van dezelfde politieke familie zijn. Het maakt hem ongerust voor de toekomst te weten dat dit afhangt van de politieke omstandigheden.

Als hij zich niet vergist, zijn er andere landen waar in de Wereldbank-vertegenwoordiging een zeer grote rol is voorzien voor de minister van Ontwikkelingssamenwerking. Het IMF, dus alles wat de financiële en monetaire stabiliteit betreft, is dan weer een rol voor de minister van Financiën. Die landen zijn ook niet de minste: het zijn landen die wat betreft internationale samenwerking moeten worden geklasseerd in de groep van geavanceerde en progressieve landen.

Spreker komt nog even terug op de Belgische situatie. Coherentie in ons Noord-Zuidbeleid is toch ook iets dat nodig en noodzakelijk is. Als zijn informatie correct is, worden de werking en het optreden van het IMF en de Wereldbank niet mee opgenomen in de coördinatie van Buitenlandse Zaken, die probeert wat eenheid en coherentie in ons beleid te krijgen. Daartoe worden de verschillende ministers samen rond de tafel uitgenodigd. Als zijn informatie correct is, staan het IMF en de Wereldbank daar echter los van, terwijl het toch onmiskenbaar is dat wat het IMF en de Wereldbank doen — of soms niet doen — van heel groot belang is voor de Noord-Zuid-ontwikkeling.

Ten slotte nog een opmerking over de Europese Unie. De Europese coördinatie lijkt toch niet perfect te functioneren, zoals hij dat ook al gezegd heeft aan de heren Kiekens en Alzetta. Groot-Brittannië, dat voor-

concerne l'annulation de la dette, la Grande-Bretagne, qui assure la présidence du G8 et de l'Union européenne, a concocté un plan avec les autres membres du G8, sans la moindre concertation avec des pays non négligeables tels que la Belgique, les Pays-Bas, etc. Cela a provoqué des heurts. Le moins que l'on puisse dire, selon l'intervenant, c'est que cette coordination européenne ne fonctionne pas correctement.

Le ministre vient de dire que l'Europe a déjà arrêté son objectif final : un siège unique. Bien que l'intervenant soit du même avis, il pense que ni lui-même, ni le ministre ne verront se réaliser cet événement. Mais n'y a-t-il pas des étapes intermédiaires entre la situation actuelle et la situation idéale, qui ne se produira pas avant plusieurs décennies ? Peut-on déceler une évolution ? Y a-t-il une volonté de tendre vers une meilleure coordination européenne ?

Pour terminer, il souhaite encore aborder quelques autres thèmes, notamment la transparence et le contrôle démocratique. Les rapports que le gouvernement belge établit à l'intention du Parlement, à propos des institutions internationales où il représente notre pays, sont bien maigres. L'intervenant vise en la matière les rapports que le gouvernement destine à l'extérieur car il suppose que certaines informations s'échangent bel et bien au niveau interne. L'année dernière, le Parlement a voté une loi sur le suivi de l'application des objectifs du Millénaire. Elle prévoit la rédaction de rapports sur l'action de la Banque mondiale et du FMI dans le cadre de la réalisation des objectifs du Millénaire. Il n'existe aucune autre réglementation légale.

Aux Pays-Bas, tous les deux ans, la deuxième chambre des états généraux commente dans un rapport les thèmes importants abordés au sein du FMI et de la Banque mondiale. Une attention particulière est accordée à la position défendue par les représentants néerlandais, peut-être pas en ce qui concerne les décisions secondaires, mais en ce qui concerne celles ayant une certaine pertinence politique. L'intervenant demande dès lors si l'on ne pourrait pas réfléchir à l'opportunité de soumettre un rapport similaire au Parlement belge.

Il aborde encore un second point, toujours en rapport avec la transparence et le contrôle démocratique. Il avoue qu'il a été stupéfait d'apprendre que toutes les informations relatives aux décisions prises au sein du FMI et de la Banque mondiale bénéficiaient d'une protection décennale. Cette situation lui rappelle quelque peu le combat que le Parlement a dû mener pour rendre les Conseil des ministres européens plus transparents et en obtenir des comptes rendus.

Il trouve néanmoins qu'une protection de dix ans est particulièrement longue et se demande sur quoi elle repose. Ne pourrait-on pas raccourcir ce délai ? Il peut

zitter is van de G8 en van de Europese Unie, heeft inzake de schuldkwijtschelding met de andere leden van de G8 een plan uitgedokterd zonder enige ruggenspraak met andere niet onbelangrijke landen zoals België, Nederland en zo meer. Dat geeft een clash. Het minste dat we zijns inziens kunnen vaststellen, is dat die Europese coördinatie niet goed werkt.

Daarntoe zei de minister dat Europa haar einddoel reeds heeft vastgesteld : die enige zetel. Hoewel hij het daarmee eens is, denkt hij dat noch hijzelf, noch de minister dat zullen meemaken. Tussen de huidige situatie en de ideale situatie, die voor binnen een paar decennia is, liggen toch tussenstappen ? Zit daar beweging in ? Is er bereidheid om te komen tot wat meer Europese coördinatie ?

Ten slotte wil hij het nog over een paar andere thema's hebben : over transparantie en democratische controle ondermeer. De rapportering vanwege de regering naar het Parlement toe over de internationale instellingen waarin zij ons land vertegenwoordigt, is in België een mager beestje. Dan heeft hij het over verslaggeving door de regering naar buiten toe, want hij neemt aan dat daarover intern wel enige informatie wordt uitgewisseld. Verleden jaar heeft het Parlement een wet gestemd ter opvolging van de uitvoering van de Millenniumdoelstellingen. Daarin staat dat er verslaggeving zou komen over wat de Wereldbank en het IMF met betrekking tot het halen van die Millenniumdoelstellingen. Daarbuiten is er geen wettelijke regeling.

In de Nederlandse Tweede Kamer wordt tweejaarlijks een verslag uitgebracht over de belangrijke thema's die aan bod gekomen zijn in het IMF en de Wereldbank. Er gaat dan ook bijzondere aandacht naar de positie die de Nederlandse vertegenwoordigers hebben ingenomen, misschien niet in alle detailbeslissingen, maar in wat politiek relevant is. Zijn vraag is dan ook of er kan nagedacht worden over een dergelijke verslaggeving ten behoeve van het Parlement.

Dan heeft hij nog een tweede punt, nog steeds met betrekking tot die transparantie en democratische controle. Hij moet toegeven dat hij heel raar opkeek toen hij vernam dat er een tienjarige bescherming is van alle informatie over besluitvorming binnen het IMF en de Wereldbank. Dat doet hem een beetje terugdenken aan het gevecht dat het parlement heeft moeten leveren om over de Europese ministerraden meer transparantie en verslaggeving te krijgen.

Tien jaar lijkt hem toch bijzonder lang; hij vraagt zich af waarop dat is gebaseerd. Kan men dat niet wijzigen ? Dat men in de aanloop naar beslissingen

certaines comprendre qu'au stade des travaux préparatoires, la discrétion soit de rigueur.

Mais il ne voit pas quel intérêt il y a à maintenir le secret sur des décisions que le FMI ou la Banque mondiale a prises en 2004 ou en 2005. Le débat en la matière ne pourrait-il pas être lancé au sein du FMI et de la Banque mondiale afin d'obtenir quand même un peu plus de transparence ?

Enfin, il ouvre une dernière parenthèse sur la transparence. L'initiative suivante lui tient particulièrement à cœur. Il insiste auprès de M. Alzetta afin que l'on examine concrètement l'action de la Banque mondiale dans certains pays, ce qu'elle fait et ce qu'elle ne fait pas, et quel rôle notre pays joue en l'espèce.

L'intervenant attache une attention particulière au Congo. Chacun sait que nos représentants plaident la cause du Congo au sein du FMI et de la Banque mondiale. Ainsi, la Banque mondiale a mis sur pied un vaste programme concernant les concessions minières, qui vise à affecter les revenus des richesses naturelles congolaises au développement du Congo et de son peuple. Force est cependant de constater que l'action de la Banque mondiale suscite de nombreux doutes, surtout au vu des résultats sur le terrain.

À ce propos, il semble intéressant, aux yeux de l'intervenant, de profiter de l'examen proposé pour tenter de vérifier ce que la Banque mondiale a fait des richesses naturelles du Congo. De nombreux documents ont déjà été établis en la matière et de nombreuses démarches ont été entreprises, mais qu'en est-il advenu ? Notre pays a-t-il pu peser sur le processus décisionnel de la Banque mondiale pour que les richesses naturelles congolaises profitent au Congo et à son peuple ?

M. Pierre Galand, président, enchaîne en demandant certaines précisions au ministre de la Coopération. Aujourd'hui, en ce qui concerne les PPTE, il y a quand même une série de questions à se poser, par rapport à ce que dit la CNUCED : « les espoirs que l'on fonde actuellement sur la mise en œuvre de l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés ne sont pas réalistes. L'allègement de la dette envisagé ne suffira pas à rendre celle-ci supportable à moyen terme. Par ailleurs, l'ampleur de l'allègement de la dette et la manière dont il interviendra n'auront pas d'effet direct majeur sur la réduction de la pauvreté ».

Il a trouvé des textes similaires à l'OCDE. Il cite : « Actuellement, en fait, ce que l'on fait, c'est de l'annulation sur les intérêts ou sur les crédits pour les intérêts ». Sa question est dès lors très concrète : le ministre ne croit-il pas que la Belgique ne pourrait pas essayer de faire une étude d'impact des politiques des IFI pour savoir si elles bénéficient vraiment de l'aide que nous apportons ?

geen onmiddellijke openheid kan geven, kan hij nog begrijpen.

Hij ziet echter het belang niet in van het geheim houden van beslissingen die in 2004 of in 2005 door het IMF of de Wereldbank zijn genomen. Kan dat debat niet op gang worden gebracht binnen het IMF en de Wereldbank, zodat er daarin toch wat meer openheid komt ?

Ten slotte heeft hij nog een laatste punt over de openheid. Wat hem bijzonder veel genoeg zou doen is het volgende. Hij dringt erop aan bij de heer Alzetta om een keer een concrete oefening te doen om vast te stellen hoe de Wereldbank werkt in bepaalde landen, wat ze doet en niet doet en welke rol ons land daarin speelt.

Er is een land, namelijk Congo, dat zijn bijzondere aandacht wegdraagt. Het is een publiek geheim dat onze vertegenwoordigers zich in het IMF en de Wereldbank inzetten voor Congo. Zo is er ook met betrekking tot de mijnconcessies door de Wereldbank een gans programma opgezet met de bedoeling de natuurlijke rijkdommen van dat land aan te wenden ten voordele van de ontwikkeling van het land en zijn volk. We moeten evenwel vaststellen dat er bij het werk van de Wereldbank veel vraagtekens te plaatsen zijn, zeker als we de resultaten zien op het terrein.

Het lijkt hem in dat verband interessant om de voorgestelde oefening te doen waarin we proberen na te gaan wat de Wereldbank heeft gedaan met de natuurlijke rijkdommen in Congo. Ze hebben daar reeds veel papers over geproduceerd en al veel pogingen ondernomen, maar wat is daar nu van geworden ? Op welke manier heeft ons land geprobeerd de besluitvorming binnen de Wereldbank te beïnvloeden, zodat de natuurlijke rijkdommen ten voordele komen van dat volk en dat land ?

Voorzitter Pierre Galand haakt daarop in en vraagt nadere informatie aan de minister van Ontwikkelings-samenwerking. Wat de HIPC-landen betreft moeten er toch een aantal vragen worden gesteld, in verband met wat de UNCTAD zegt : « les espoirs que l'on fonde actuellement sur la mise en œuvre de l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) ne sont pas réalistes. L'allègement de la dette envisagé ne suffira pas à rendre celle-ci supportable à moyen terme. Par ailleurs, l'ampleur de l'allègement de la dette et la manière dont il interviendra n'auront pas d'effet direct majeur sur la réduction de la pauvreté ».

Soortgelijke teksten heeft hij bij de OESO gevonden. Hij citeert : « Actuellement, en fait, ce que l'on fait, c'est de l'annulation sur les intérêts ou sur les crédits pour les intérêts ». Zijn vraag is bijgevolg heel concreet : denkt de minister niet dat België zou moeten proberen een impactstudie te maken van het beleid van de IFI's om te weten of de armste landen echt de hulp krijgen die wij geven ?



En effet, dans les 17 pays de concentration, -des pays fortement endettés donc-, il y en a quelques uns qui sont très lourdement endettés. Est-ce que pour ces pays là, on a pris des mesures adéquates ? Il a vraiment le sentiment que la Banque a tendance à dire régulièrement : «oui, là, on a fait une erreur, on va corriger», mais qu'on pourrait peut-être travailler de façon plus performante en faisant une analyse d'impact et en se posant la question «comment cela se passe réellement ? ».

M. Didier Reynders, ministre, se félicite des questions posées, parce qu'elles portent vraiment sur le sujet.

Cela tranche avec les quelques 2 900 questions parlementaires qu'il a reçues lors de la législature 1999-2003, et les quelques 3 500 autres depuis le début de cette législature-ci. Il en reçoit donc un certain nombre chaque semaine. Il apparaît cependant que la majorité de ces questions, pour utiliser un euphémisme, ne sont pas vraiment adéquates.

En effet, quand on parle de transparence et d'information, tout dépend aussi de la mesure dans laquelle le Parlement témoigne d'un intérêt très large et structuré. Les commissions «mondialisation» ont tenté — et il les en félicite — d'organiser un certain nombre de débats et un certain nombre de rencontres. Le gouvernement s'est toujours montré disponible pour ce genre de débat. Mais, il ne peut pas aller au-delà de ce que les parlementaires souhaitent eux-mêmes. Il a déjà déjà tenté plusieurs fois d'organiser un exposé, mais cela s'est avéré difficile sans avoir vraiment des personnes informées en face de soi.

Qui doit fournir les réponses ? Il est clair qu'il ne s'agit pas d'interpeller notre représentant au Conseil du FMI ou de la Banque mondiale, comme, à sa connaissance, l'on n'interpelle pas un ambassadeur ou un directeur de département de la même manière que lorsqu'il s'agit d'interpeller les ministres ou les secrétaires d'État. Cela lui paraît la logique même.

M. Pierre Galand, président, précise que ce n'est que la deuxième fois depuis le début de la législature, et que, dès lors, on n'abuse pas.

M. Didier Reynders, ministre, dit qu'ils sont à disposition.

Il faut en outre insister que les institutions auprès desquelles nos représentants travaillent, sont différentes. M. Galand disait que M. Kiekens ne donnait pas le sentiment d'avoir la même approche que M. Alzetta. C'est évident. Sinon nous n'aurions qu'un seul représentant à Washington.

In de 17 concentratielanden — de landen met een hoge schuldenlast — zijn er immers enkele met een zeer zware schuldenlast. Heeft men voor die landen aangepaste maatregelen genomen ? Hij heeft echt het gevoel dat de Bank de neiging heeft regelmatig te zeggen : «ja, we hebben daar een fout gemaakt, we gaan dat corrigeren», maar dat men misschien efficiënter zou kunnen werken door een impactanalyse te maken en door zich de vraag te stellen «wat gebeurt er werkelijk ? ».

Minister Didier Reynders verheugt zich over de vragen die gesteld worden, omdat ze werkelijk terzake zijn.

Dat is wat anders dan de zowat 2 900 parlementaire vragen die hij in de zittingsperiode 1999-2003 heeft gekregen en de ongeveer 3 500 andere sinds de aanvang van deze zittingsperiode. Hij krijgt er dus elke week heel wat. De meeste van die vragen blijken echter, om het eufemistisch uit te drukken, niet echt hout te snijden.

Wanneer men het over transparantie en informatie heeft, hangt alles immers ook af van de mate waarin het parlement blijk geeft van een heel brede en gestructureerde belangstelling. De commissies «Globalisering» hebben geprobeerd een aantal debatten en ontmoetingen te organiseren en hij feliciteert ze daarmee. De regering heeft zich steeds beschikbaar getoond voor dergelijk debat. Hij kan echter niet meer doen dan wat de parlementsleden zelf wensen. Reeds herhaaldelijk heeft hij gepoogd een uiteenzetting te organiseren, maar dat is moeilijk gebleken wanneer men tegenover mensen staat die niet echt geïnformeerd zijn.

Wie moet de antwoorden geven ? Het is duidelijk dat het niet opgaat onze vertegenwoordiger bij de Raad van het IMF of bij de Wereldbank te interpellieren. Voor zover hij weet wordt ook een ambassadeur of een directeur van een departement niet geïnterpelleerd op de wijze waarop men ministers of staatssecretarissen wil interpellieren. Dat lijkt hem de logica zelve.

Voorzitter Pierre Galand wijst erop dat het slechts de tweede keer is sinds de aanvang van de zittingsperiode en dat er dus geen misbruik van wordt gemaakt.

Minister Didier Reynders zegt dat ze ter beschikking staan.

Tevens moet men beklemtonen dat de instellingen waarbij onze vertegenwoordigers werken, verschillend zijn. De heer Galand heeft gezegd dat de heer Kiekens niet de indruk gaf dezelfde aanpak te hebben als de heer Alzetta. Dat is evident. Anders zouden we in Washington slechts één vertegenwoordiger hebben.

Cela étant, sur la manière de travailler et de faire participer les différents États et de faire en sorte qu'il y ait une appropriation par les États des politiques menées à leur égard, c'est la même démarche dans les deux institutions, mais avec des méthodes évidemment différentes. C'est très différent quand on va développer un projet venant de la Banque mondiale (ou d'un fonds qui y est lié pour des projets de développement spécifiques) ou quand on a des activités comme le FMI qui visent essentiellement à permettre aux États d'avoir un accès aux marchés financiers. En général, on travaille avec des situations très différentes.

Cependant, il y a la volonté de faire en sorte que ces programmes prennent de plus en plus racine à l'origine, c'est-à-dire non seulement auprès des autorités nationales, mais aussi des populations, ce qui a toutefois comme inconvénient de devoir traiter avec un nombre d'acteurs très vaste dans les différents pays. Cela constitue une évolution commune au FMI et à la Banque mondiale. À ce niveau-là, il ne pense pas qu'il faille y voir une très grande différence.

Ce qui est plus sensible au FMI, surtout dans les opérations qui ont été évoquées par le G8 en matière de remise de dettes, c'est d'avoir la certitude qu'on va continuer à financer et à reconstituer les fonds des deux côtés — du côté du Fonds comme de la Banque — de la même manière.

M. Galand évoquait la problématique des transferts nets entre le Nord et le Sud, entre pays créanciers et débiteurs. L'orateur croit que c'est parfois un peu une vue de l'esprit de comparer les sommes dues et les sommes qui sont versées en aide au développement. D'abord, parce que dans un certain nombre d'opérations — et c'est vrai que ce n'est pas trop compliqué pour le pays créancier —, nous remettons parfois des dettes qui n'ont jamais été honorées et dont on sait qu'elles ne le seront jamais. Pour un certain nombre d'entre elles, cela ne coûte d'ailleurs rien au budget. Ce n'est pas l'opération la plus délicate. Il a des collègues qui, sur la scène internationale, sont assez habitués à des annonces de ce type. Une annonce de grande remise de dette, c'est évidemment impressionnant, mais, quand on vérifie, soit la dette n'existe pas, soit elle n'a plus aucune réalité.

Le problème dans ce cas est essentiellement comptable. Il s'agit d'avoir avec nos organismes de contrôle en matière comptable un accord pour qu'il n'y ait pas de conséquences. On parle d'ailleurs aujourd'hui au sein de l'Ecofin de cette comptabilisation pour ne pas avoir de problèmes de budget.

Il serait assez absurde de se dire que l'on va être, par exemple, en Allemagne ou en France, dans un déficit budgétaire plus profond à cause d'une dette inscrite

Wat de werkwijze betreft en de wijze waarop men de diverse Staten inspraak geeft en ervoor zorgt dat de Staten de beleidsvormen die voor hen worden gevoerd aanpassen, is de aanpak in beide instellingen dezelfde, maar verschillen de methodes uiteraard. Dat is helemaal anders wanneer men een project van de Wereldbank (of van een fonds dat er voor specifieke ontwikkelingsprojecten mee verbonden is) gaat ontwikkelen of wanneer men activiteiten heeft zoals het Monetair Fonds, die er hoofdzakelijk toe strekken de staten de kans te geven toegang te krijgen tot de financiële markten. Over het algemeen werkt men in heel verschillende situaties.

De wil bestaat echter om deze programma's aan de basis te doen aanslaan, dus niet alleen bij de nationale overheden, maar ook bij de bevolking. Dat heeft echter als nadeel dat er met een groot aantal actoren in verschillende landen moet worden gewerkt. Deze evolutie hebben het IMF en de Wereldbank gemeenschappelijk. Volgens hem is erop dat vlak geen groot verschil.

Wat belangrijker is voor het IMF, vooral in de operaties waar de G8 naar verwijst inzake schuld-kwijtschelding, is de zekerheid dat de fondsen van beide kanten — door het Fonds en door de Bank — op dezelfde manier zullen worden gefinancierd en samengesteld.

De heer Galand verwees naar de problematiek van de nettotransfers tussen het noorden en het zuiden, tussen schuldeisers en schuldenaars. Spreker meent dat het een erg theoretisch standpunt is om de verschuldigde bedragen te vergelijken met de bedragen die in ontwikkelingshulp worden geïnvesteerd. Om te beginnen is het in een aantal operaties — en dat is voor het schuldeisende land niet zo moeilijk — zo dat schulden worden kwijtgescholden die nooit zijn betaald en waarvan men weet dat ze nooit zullen worden betaald. In sommige gevallen kost dat zelfs niets. Dat is niet de meest moeilijke operatie. Op internationaal vlak zijn er collega's die nogal gewoon zijn aan dit soort aankondigingen. Een aankondiging van een kwijtschelding van een grote schuld is natuurlijk indrukwekkend, maar bij nader inzien blijkt de schuld niet te bestaan of niet meer overeen te stemmen met de werkelijkheid.

Dan is het in hoofdzaak een boekhoudkundig probleem. Met onze controleorganismen moet er een akkoord zijn opdat dit geen boekhoudkundige gevolgen heeft. Binnen Ecofin wordt er trouwens momenteel gesproken over deze boekhouding om begrotingsproblemen te voorkomen.

Het is immers absurd om bijvoorbeeld in Duitsland of in Frankrijk een groter begrotingstekort te hebben wegens een schuld die wordt ingeschreven in de

dans les comptes depuis un certain nombre d'années, qui n'a jamais été honorée et qui est enfin annulée. Nous essayons donc de voir comment comptabiliser cela autrement.

Mais il dira que, dans les relations et le calcul que l'on fait, il faudra comparer des choses comparables. On pourrait faire l'opération avec la Coopération au développement. Il croit que ce serait un exercice intéressant en tenant compte de l'existence d'un certain nombre d'idées reçues sur les transferts nets dans les deux sens. Il croit que les opérations de remise de dettes n'ont pas toujours cette signification ou cette ampleur par rapport aux pays concernés.

Pour ce qui concerne les prêts d'États et les annulations de dettes, il est clair qu'on essaye d'avoir une politique concertée en la matière. Toutefois, soyons conscients que les prêts de l'État sont liés à des opérations, ce qui n'est pas le cas en matière d'annulation de dettes. Cela veut dire, pour simplifier le raisonnement, que l'on autorise une autre partie à ne pas payer une somme attendue dans le budget d'un État ou dans le budget des institutions internationales. Cela veut donc dire qu'à l'occasion des débats budgétaires au Parlement, le problème se pose de savoir si l'on affecte des montants plus ou moins important à cette remise ou à d'autres opérations, quelles qu'elles soient, en matière de sécurité sociale, de justice, de police ou de financement de l'État dans son ensemble.

Vu ces circonstances, cela justifiera peut-être à un moment donné (— quand on remet des dettes —) la présence du ministre des Finances dans certaines institutions.

Contrairement à ce qu'on entend souvent, le débat au Parlement sur le budget de la Coopération et sur les remises de dettes est l'un des débats les plus intenses, pour utiliser un mot relativement neutre, de tous les travaux budgétaires. Pourquoi? Parce que nous nous sommes fixés un objectif de 0,7%, mais les 0,7% d'aide directe en 2010, c'est 0,7% du produit intérieur que les contribuables belges affectent dès lors à la Coopération. Et si une remise de dette a un impact direct dans le budget, c'est dès lors une dépense ou une recette en moins que d'une manière ou d'une autre les contribuables belges vont supporter.

S'il dit cela, c'est parce que c'est cette logique qui fait que, autour de la table au FMI et au Comité de développement, se sont essentiellement ses collègues des Finances qui siègent avec lui. Cela a un certain sens puisque la répercussion est directe dans les finances publiques des États concernés.

Dès lors, quand on regarde la situation des prêts d'États et des annulations de dettes, et bien que personnellement, il ne soit pas du tout opposé à ce que

rekeningen sedert een aantal jaren, die nooit betaald is en die uiteindelijk wordt kwijtgescholden. Wij kijken dus hoe dit anders kan worden geboekt.

Voor de berekeningen moeten natuurlijk wel appels met appels worden vergeleken. De operatie zou kunnen worden uitgevoerd met de Ontwikkelings-samenwerking. Het zou erg interessant zijn om rekening te houden met een aantal ideeën die geopperd zijn over de nettotransfers in de beide richtingen. Schuldkwijtscheldingen hebben niet steeds deze betekenis of dit belang voor de betrokken landen. Over het beleid inzake staatsleningen en schuldkwijtschelding tracht men uiteraard overleg te plegen.

Staatsleningen zijn echter verbonden met operaties, terwijl schuldkwijtscheldingen dat niet zijn. Eenvoudig gesteld komt het er dus op neer dat een andere partij de toestemming krijgt om een som die verwacht wordt in een begroting van een Staat of van internationale instellingen, niet te betalen. Bij de bespreking van de begroting in het Parlement rijst dus het probleem of deze grote of kleinere bedragen moeten worden geboekt bij de kwijtschelding of bij andere operaties, welke dat ook zijn, inzake sociale zekerheid, justitie, politie of de staatsfinanciering in zijn geheel.

In die omstandigheden is het dus gerechtvaardigd dat op een bepaald ogenblik (als de schulden worden kwijtgescholden) de minister van Financiën aanwezig is in bepaalde instellingen.

In tegenstelling tot wat vaak wordt beweerd is de bespreking in het Parlement van de begroting van ontwikkelingssamenwerking en de schuldkwijtschelding een van de meest intense — om een vrij neutraal woord te gebruiken — debatten van het begrotingswerk. Waarom? Wij hebben de doelstelling vooropgesteld van 0,7%, maar 0,7% rechtstreekse hulp in 2010, is 0,7% van het binnenlands product dat de Belgische belastingbetaler voortaan aan ontwikkelingshulp besteedt. Een schuldkwijtschelding heeft rechtstreeks invloed op de begroting, het is dus een uitgave of een ontvangst minder die de Belgische belastingbetaler op de een of andere manier moet dragen.

Het is vanuit die logica dat rond de tafel met het IMF en het ontwikkelingscomité voornamelijk de collega's van Financiën mee aanzitten. Er zijn immers rechtstreekse gevolgen aan verbonden voor de openbare financiën van de betrokken staten.

Inzake staatsleningen en schuldkwijtschelding is hij dus geen tegenstander van een meer verregaand beleid inzake multilaterale en/of bilaterale schuldkwijtschel-

l'on aille plus loin encore en remise de dettes multilatérales et/ou bilatérales quand vous parlez des PMA. Mais il est évident que nous avons donné la priorité aux remises de dettes pour les pays les plus pauvres, que nous tentons de les mettre en œuvre à un rythme soutenu en l'imposant aussi à nos collègues sur le plan international. On peut aller au-delà sur le plan multilatéral ou même bilatéral, mais tout dépend de l'enveloppe que l'on met à disposition.

Il se souviendra toujours d'inondations qui ont frappé, il y a quelques années, très lourdement le Mozambique.

Un certain nombre de responsables politiques, y compris en Belgique, ont annoncé qu'on devrait annuler la dette. L'orateur a quand même eu la préoccupation de voir ce que cela représentait. À l'époque, où on comptait encore en francs belges, la Belgique a sacrifié 500 000 francs belges par an à cette remise de dette.

Il faut donc faire attention entre l'effet d'annonce et la réalité. C'était tout de même une dette importante. Elle était de 16 millions de francs, selon son souvenir. Aller au-delà, pourquoi pas ? Cependant, cela doit se faire dans un cadre budgétaire qu'il faudra définir.

Dans ce cadre budgétaire — qu'il n'y ait pas de malentendu — le choix qui a été fait par le gouvernement et donc par la majorité au Parlement, c'est de progresser vers les 0,7 % en 2010. Qu'on le fasse budgétairement à travers une remise de dette ou à travers une aide directe ou à travers une autre opération, cela revient toujours à consacrer une part des moyens à cela. Or, il faut se rendre compte qu'il y a des formations politiques ainsi que des ministres en charge de départements autour de la table. Tout le monde ne partage pas les mêmes priorités.

Le choix que nous avons fait était d'aller vers le 0,7 % à un rythme bien déterminé. Il sait que, de temps en temps, on nous dit qu'il faut peut-être aller plus vite, il faudrait en faire plus, il faudrait y ajouter des remises de dettes partielles. L'essentiel est, selon lui, que l'on puisse tenir les engagements qui ont été pris sur le 0,7 % comme sur les remises de dettes à l'égard des pays les plus pauvres et d'un certain nombre d'opérations bilatérales.

Une année, nous nous sommes rapprochés très fortement du 0,7 % en remettant une dette importante en Afrique centrale dans un pays qui nous est particulièrement cher. Mais il faut croire que, dans ce cas-là, il ne nous était pas tellement cher, puisque c'était une dette dont nous savions très bien qu'elle n'avait plus aucune réalité, mais qui figurait dans la comptabilisation ODA. Donc il faut faire attention à la démarche.

ding. De voorrang wordt uiteraard gegeven aan schuldkwijtschelding voor de armste landen, waar wij een regelmaat in wensen en die wij aan onze internationale collega's opleggen. Op multilateraal of bilateraal vlak kan men verder gaan maar alles hangt af van het budget dat ter beschikking is.

Hij zal nooit de overstromingen vergeten die enkele jaren geleden Mozambique troffen.

Een aantal politieke verantwoordelijken, met inbegrip van België, vonden dat de schuld moest worden kwijtgescholden. Spreker wou toch zien wat dit betekende. België besteedde toen jaarlijks 500 000 Belgische frank aan deze schuldkwijtschelding.

Er moet dus worden opgelet voor de gevolgen van de aankondiging en de realiteit. Het was een niet onaanzienlijke schuld, van 16 miljoen frank als hij zich goed herinnert. Waarom niet meer doen ? Dat moet echter binnen een af te bakenen budgettair kader gebeuren.

Binnen dat kader — laat ons duidelijk zijn — heeft de regering en ook de meerderheid in het Parlement ervoor gekozen in 2010 tot 0,7 % te komen. Of dit nu via een schuldkwijtschelding, via rechtstreekse hulp of via een andere operatie gaat, het komt er steeds op neer dat een deel van de middelen daarvoor wordt aangewend. Rond de tafel zitten echter politieke fracties, evenals ministers met elk hun eigen departement. Niet iedereen heeft dezelfde prioriteiten.

Wij hebben ervoor gekozen die 0,7 % in een welbepaald tempo te bereiken. Er wordt weleens gezegd dat we sneller moeten gaan en meer moeten doen, ook gedeeltelijk schulden kwijtschelden. De aangegane verbintenissen moeten worden nagekomen, zowel wat de 0,7 %, als de schuldkwijtschelding van de armste landen en een aantal bilaterale operaties betreft.

Er was een jaar dat we heel erg in de buurt van de 0,7 % kwamen, toen we in Centraal-Afrika een land dat ons bijzonder dierbaar is een belangrijke schuld kwijtscholden. Dat land bleek ons dan ook weer niet zo dierbaar, aangezien het om een schuld ging waarvan we heel goed wisten dat ze in werkelijkheid niets meer voorstelde, hoewel ze in de ODA-begrotingsposten was opgenomen. Men moet dus zien wat men werkelijk doet.

En ce qui concerne les chiffres cités dont a parlé M. Dubié, il n'a pas mentionné les chiffres sur les quotas. M. De Decker a donné des évolutions dans la Banque mondiale en termes de refinancement notamment de l'IDA et de cette opération. Cela, évidemment, doit être séparé des quotas.

Une autre question concerne la démarche à entreprendre en matière de quotas, « *Voice of Representation* » et autres. Les Américains, pour être très concret, sont actuellement assez ouverts à toute modification à la condition qu'ils puissent maintenir leur part de 17 %. La raison est simple : ils restent ainsi détenteurs d'une minorité de blocage sur un certain nombre de débats possibles.

Ensuite, il y a, dans le débat assez large sur la représentation, une ouverture aux États-Unis ainsi que dans d'autres parties du monde, notamment au G7, sur un certain nombre de pays émergents. D'où la naissance du système du G20 et de toute une série de structures informelles en dehors de l'institution, si l'on n'arrive pas à trouver une solution au sein de l'institution. Il ne s'agit donc pas nécessairement de faire entrer les pays les moins favorisés ou les plus pauvres, mais d'associer plus fortement des pays qui ont acquis un poids plus important sur le terrain économique.

Une concertation avec la Chine, ou avec d'autres pays, ne serait sans doute pas inutile pour augmenter les chances d'associer ce pays aux discussions. Mais la Chine n'est pas précisément le pays le plus pauvre.

Pour répondre à la question sur quotas, il dirait que ce sont en principe les Européens -et en tout cas des pays comme la Belgique — qui essaient d'amener le plus de monde possible à la table en ce compris d'autres types de pays. Cela peut se faire à travers nos constituantes mêmes. Il rappelle qu'on l'a fait en Europe depuis pas mal de temps. Cela se faisait soit en admettant certains pays dans notre constituante, soit en apportant une aide aux pays du Sud et notamment aux pays africains qui sont les plus directement concernés.

Cependant, c'est un débat qui, pour l'instant, ne progresse pas. Dès lors, quand il entend poser la question des quotas, il répond que cela avance, en termes d'idées, au même rythme — c'est-à-dire très vite — qu'en ce qui concerne le Conseil de sécurité et de l'ONU.

Pourquoi ? Parce qu'il faut le faire en appliquant les règles existant au sein des maisons concernées. Donc il faudrait pour cela qu'il y ait effectivement une conviction plus large que simplement la nôtre.

Quand on nous demande que nous faisons, il y a lieu d'affirmer que nous avons un part significative autour de la table. Nous ne sommes toutefois pas nécessairement majoritaires. Il prend comme exemple sa participation à l'une de ses premières réunions, fin des années '90, début des années 2000, où il a quand

Wat de cijfers betreft waarover de heer Dubié het had, heeft hij de cijfers over de quota niet vermeld. De heer De Decker heeft ontwikkelingen geschetst in de Wereldbank met betrekking tot de herfinanciering van de IDA en van dat programma. Dat moet vanzelfsprekend van de quota worden afgezonderd.

Een andere vraag betrof de mogelijke aanpak inzake quota, « *Voice of Representation* » en andere zaken. De Amerikanen staan momenteel vrij open voor elke wijziging, op voorwaarde dat hun aandeel van 17 % behouden blijft. De reden ervan is heel eenvoudig : op die manier blijven ze een blokkeringminderheid behouden in een aantal mogelijke dossiers.

Vervolgens bestaat er in het vrij brede debat over de vertegenwoordiging, in de Verenigde Staten en in andere delen van de wereld, meer bepaald bij de G7, een toenadering tot een aantal groeilanden. Daaruit is het systeem van de G20 ontstaan, alsook een hele reeks informele structuren buiten de instelling om, voor gevallen waarin men binnen de instelling zelf geen oplossing vindt. Het gaat er dus niet om de minst bevoordeelde of de armste landen toegang te verlenen, maar landen die op economisch gebied een groter gewicht hebben gekregen er nauwer bij te betrekken.

Misschien heeft het wel zin om met China of met andere landen rond de tafel te gaan zitten, om zo een grotere kans te hebben om het in de bespreking op te nemen. Maar goed, dit is niet precies het armste land.

Zijn antwoord op de vraag over de quota is dat het in principe de Europeanen zijn — in elk geval landen zoals België — die proberen zoveel mogelijk mensen rond de tafel te brengen, ook andersoortige landen. Dat kan via onze groepen. Hij herinnert eraan dat men dat reeds enige tijd in Europa doet. Dat gebeurde ofwel door bepaalde landen tot onze groep toe te laten, ofwel door de landen van het Zuiden hulp te bieden, meer bepaald de Afrikaanse landen die er het dichtst bij betrokken zijn.

Dat is evenwel een debat waarin momenteel geen vooruitgang wordt geboekt. Wanneer hij de vraag over het quotaprobleem hoort, antwoordt hij dan ook dat er vorderingen worden geboekt op het gebied van de ideeën, in hetzelfde tempo — dat is zeer snel — als in de Veiligheidsraad en in de VN.

Waarom ? Omdat dit moet gebeuren overeenkomstig de regels die binnen de betreffende instellingen bestaan. Het draagvlak moet dus breder zijn dan alleen onze eigen overtuiging.

Wanneer men ons vraagt wat we doen, moeten we er toch op wijzen dat we een significante rol hebben in de vergaderingen. Dat betekent daarom niet dat we altijd in de meerderheid zijn. Als voorbeeld geeft hij zijn deelname aan één van de eerste vergaderingen, eind jaren '90, begin jaren 2000, waar hij toch de

même eu l'occasion de bloquer une opération que les pays G7 avaient même annoncée comme acquise avant la réunion. Il s'agissait d'opérations sur la dette qui puisaient dans les fonds africains. En regroupant les constituantes composées des pays de taille moyenne ou plus petite en Europe, comme les scandinaves, les Suisses, les Hollandais et nous-mêmes, on a obtenu ce résultat. Il est même possible d'agir à l'encontre non seulement des États-Unis mais de pays européens qui pourraient s'y lier.

M. Didier Reynders, ministre, confirme que c'est là le problème des pays européens.

Nous avons un objectif à long terme, c'est l'obtention d'un siège unique pour l'Europe. Mais cela implique que tous les actionnaires l'acceptent et donc seulement les plus petits pays mais aussi les pays les plus grands.

Quoi qu'il en soit, nous avons renforcé les coordinations et donc essay d'arriver le plus souvent possible à une position commune. La présidence de l'Union européenne joue d'ailleurs un rôle particulier en la matière pour coordonner les prises de position. Mais il ne faut pas être aveugle: chaque pays d'une certaine taille continue à vouloir jouer son propre rôle. Il est évident que la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne voir même l'Italie, ont des politiques qui ne sont pas toujours alignées sur l'ensemble de l'Union.

Mais c'est un des débats dans lesquels le Parlement national, tout comme le Parlement européen ont un rôle à jouer pour arriver à des positions communes.

Cela étant, le débat vis-à-vis des États-Unis est toujours le même: c'est de savoir si on continue à utiliser ces institutions, qui font preuve régulièrement d'un sentiment nationaliste tendant à défendre en premier lieu leurs intérêts et stratégies nationaux que les États-Unis mettent en avant régulièrement ou si, au contraire, l'on le fait dans un cadre où les objectifs de base sont respectés de manière équivalente, quels que soient les pays concernés et les régions du monde concernées.

Le vrai débat porte d'ailleurs essentiellement sur la politique que l'on est prête à mener à l'égard de l'Afrique. Nous essayons de ramener régulièrement les Américains à bord, que ce soit à travers de la coopération, où à travers d'autres types de démarches. Mais, quand on y regarde de plus près, les Objectifs du Millénaire ont remis ensemble dans un certain nombre de démarches, un peu toutes les nations représentées aux Nations unies et les institutions de Bretton Woods. Il est clair qu'il y a des évolutions un peu partout. Mais il faut admettre que les évolutions les plus négatives par rapport aux objectifs à atteindre, se situent en Afrique subsaharienne.

gelegenheid heeft gekregen een verrichting te blokkeren die de G7 vóór de vergadering als een gedane zaak hadden aangekondigd. Het ging om verrichtingen in verband met de schuld waarbij uit de Afrikaanse fondsen werd geput. We hebben dat resultaat kunnen bereiken door de kiesgroepen van de middelgrote of kleine landen in Europa, zoals de Scandinaviërs, de Zwitsers, de Nederlanders en onszelf te groeperen. Het is mogelijk in te gaan niet alleen tegen de Verenigde Staten maar zelfs tegen Europese landen die zich bij de VS zouden aansluiten.

Minister Didier Reynders bevestigt dat dit het probleem van de Europese landen is.

We hebben een doelstelling op lange termijn, het verkrijgen van een enkelvoudige zetel voor Europa. Dat impliceert echter dat alle aandeelhouders dat accepteren, niet alleen de kleine landen, maar ook de grootste.

Wat er ook van zij, we hebben de coördinatie opgevoerd en dus gepoogd zo vaak mogelijk tot een gemeenschappelijk standpunt te komen. Het voorzitterschap van de Europese Unie speelt overigens een bijzondere rol in de coördinatie van de standpunten. Men mag echter niet blind zijn voor de realiteit: elk land van enige omvang wil nog steeds zijn eigen rol spelen. Het is duidelijk dat het beleid van Groot-Brittannië, Frankrijk, Duitsland, zelfs Italië, niet altijd op één lijn zit met dat van de Unie.

Dat is echter één van de debatten waarin het nationaal Parlement, net als het Europees Parlement, een rol te spelen heeft om tot gemeenschappelijke standpunten te komen.

Dit gezegd zijnde, blijft het debat met de Verenigde Staten steeds hetzelfde: willen we blijven gebruik maken van die instellingen, die regelmatig blijf geven van een nationalistische reflex en de neiging vertonen eerst en vooral de nationale belangen en strategieën te verdedigen die de Verenigde Staten regelmatig naar voor schuiven, of handelen we integendeel in een context van evenwichtige inachtneming van de basisdoelstellingen, ongeacht om welke landen en regio's ter wereld het gaat.

Het echte debat gaat overigens hoofdzakelijk over het beleid dat men bereid is te voeren ten opzichte van Afrika. Regelmatig proberen we de Amerikanen weer aan boord te hijsen, hetzij via de ontwikkelingssamenwerking, hetzij via andere initiatieven. Wanneer men de zaken wat beter bekijkt, dan blijkt dat de Millenniumdoelstellingen zowat alle bij de Verenigde Naties vertegenwoordigde naties en de instellingen van Bretton Woods weer hebben samengebracht rond een aantal initiatieven. Het is duidelijk dat er zowat overal ontwikkelingen zijn. Men moet evenwel toegeven dat de negatiefste ontwikkelingen ten opzichte van de te bereiken doelstellingen zich in Afrika bezuiden de Sahara voordoen.

Le problème est donc de savoir si on est prêt à mettre régulièrement des moyens à la disposition des institutions internationales comme des différents États à titre bilatéral, au profit de cette partie du monde.

Regardez les objectifs en matière de santé, de pauvreté, d'endettement, d'éducation; vous pouvez prendre l'ensemble des critères: il y a des évolutions très positives que la Banque mondiale notamment présente régulièrement sur un certain nombre de pays.

On sait que le poids de la Chine et de l'Inde est particulièrement important en la matière.

En ce qui concerne les pays de l'Afrique subsaharienne, on est devant une difficulté qui reste beaucoup plus importante. Et la difficulté, elle est simple à expliquer: quand on discute avec les autorités américaines, lors des assemblées générales de la Banque et du Fonds, les engagements sont très forts. Mais ils ne s'exécutent pas.

Ils annoncent toujours des sommes sérieuses, pour expliquer ensuite que le Congrès n' a malheureusement pas voulu suivre. C'est un peu l'inverse de ce qui se passe ici.

Et, vis-à-vis des Européens, que fait-on? On aimerait ne pas être toujours être les seuls à augmenter les moyens mis à disposition sans être suivis dans d'autres parties du monde, comme aux États-Unis.

On a cité l'OCDE. Si tous les pays de l'OCDE consacraient 0,7% de leur PIB à l'aide au développement, il est probable que la Banque mondiale éprouverait quelques difficultés à utiliser ses fonds.

C'est en tenant compte de cet équilibre-là, qu'on tente de trouver des formules. Mais sur les quotas, nous continuerons, nous, à plaider pour qu'on puisse augmenter la participation d'un certain nombre d'États et, notamment des pays les plus pauvres, étant entendu que nous ne voulons pas le faire exclusivement au détriment des quotas européens, c'est-à-dire sans voir bouger la situation de l'autre côté de l'Atlantique.

Ce n'est pas seulement une tradition en Belgique. La plupart du temps, les gouverneurs des différentes institutions financières proviennent de la Banque nationale ou centrale et des départements des Finances des États membres. Pour le FMI et la Banque mondiale, le principal responsable est souvent le ministre des Finances, le numéro deux étant le gouverneur de la Banque centrale. En Belgique, on observe une nouvelle évolution qui consiste à impliquer également le ministère de la Coopération au développement, sans doute grâce à la bonne entente qui règne actuellement entre le ministre des Finances et celui de la Coopération au développement. Nous continuerons en tout cas à améliorer la collaboration entre les deux ministres et les deux administrations.

We moeten dus weten of we bereid zijn ten voordele van dat deel van de wereld regelmatig middelen ter beschikking te stellen van de internationale instellingen en van de Staten op een bilaterale basis.

Bekijk de doelstellingen inzake gezondheid, armoede, schuldenlast, onderwijs. Neem het hele criteriapakket: er zijn heel positieve ontwikkelingen, die de Wereldbank voor een aantal landen regelmatig voorstelt.

We weten dat het gewicht van China en India terzake heel groot is.

Wat de Afrikaanse landen ten zuiden van de Sahara betreft, worden we geconfronteerd met een probleem dat veel groter blijft. Dat probleem is gemakkelijk uit te leggen: wanneer men met de Amerikaanse autoriteiten praat op de algemene vergaderingen van de Bank en het Fonds, gaan ze stevige verbintenissen aan. Ze voeren ze echter niet uit.

Ze kondigen altijd grote bedragen aan, om vervolgens uit te leggen dat het Congres helaas niet is willen volgen. Het is een beetje het omgekeerde van wat hier gebeurt.

En wat doen we ten opzichte van de Europeanen? We zouden graag niet altijd de enigen zijn die de middelen verhogen zonder te worden gevolgd in andere werelddelen, zoals in de Verenigde Staten.

We hebben het over de OESO gehad. Mochten alle OESO-landen 0,7% van het BBP aan ontwikkelingshulp besteden, dan zou de Wereldbank waarschijnlijk problemen krijgen om haar fondsen op te gebruiken.

Rekening houdend met dat evenwicht, proberen we formules te vinden. Wij zullen echter, wat de quota betreft, er blijven voor pleiten dat de deelname van een aantal landen verhoogd wordt, meer bepaald van de armste landen. We willen echter niet dat dit gebeurt uitsluitend ten laste van de Europese quota, dat wil zeggen zonder dat de toestand aan de andere kant van de Atlantische Oceaan verandert.

Het is niet alleen een traditie in België. De gouverneurs van de verschillende financiële instellingen zijn meestal afkomstig van de Nationale of Centrale Bank en van de departementen van Financiën van de lidstaten. Voor het IMF en de Wereldbank zijn er veel ministers van Financiën als hoofdverantwoordelijke en als tweede lid de gouverneur van de Centrale Bank. Er is een nieuwe evolutie in België, die erin bestaat ook Ontwikkelingssamenwerking erbij te nemen, misschien dankzij de verstandhouding tussen de huidige minister van Financiën en deze van Ontwikkelingssamenwerking. We gaan in ieder geval verder met een betere samenwerking tussen de twee ministers en de twee administraties. Voor het IMF is het meer een taak voor Financiën en de Centrale Bank

Certes, le FMI est davantage du ressort des Finances et de la Banque centrale, mais il se pourrait que M. De Decker se rende parfois seul à une réunion de cette institution.

Il a ensuite tenté de renforcer la collaboration entre les différentes administrations de la Coopération au développement et des Finances, pas seulement en Belgique, mais également à Washington, et aussi avec d'autres pays qui font partie de notre groupe. Nous sommes à la tête de dix pays, ce qui signifie que notre équipe au sein de la Banque mondiale et du FMI rassemble non seulement des Belges mais aussi des personnes issues de plusieurs autres pays. Nous avons surtout entrepris la démarche en question auprès des Affaires étrangères. Le gouvernement veille à la coordination de toutes les tâches. L'intervenant ne voit aucun inconvénient à transmettre des informations aux Affaires étrangères.

La meilleure solution est d'organiser un échange de renseignements et donc de transmettre également aux Finances certaines informations provenant des différentes ambassades et départements des Affaires étrangères. Ce problème ne date cependant pas d'hier, il est également vécu au sein de l'Union européenne. L'orateur reconnaît qu'il y a toujours eu des difficultés entre le Conseil Écofin et les autres conseils, mais il s'efforce d'aboutir à une excellente coordination. Il faut avant toute chose se rendre au Conseil européen (en Belgique, cela équivaut à s'adresser au premier ministre). Il en a toujours été ainsi. Lors des différentes réunions sur les objectifs du Millénaire, la Belgique avait toujours une position claire, définie non pas par le ministre des Finances ou des Affaires étrangères, mais par le premier ministre. Des assemblées d'une aussi grande taille et des objectifs d'une telle importance, assorti d'une dimension internationale, nécessitent une certaine préparation, qui ne doit pas avoir lieu dans une arrière-salle des Affaires étrangères ou des Finances, mais bien au 16, rue de la loi, avec le conseil restreint. Celui-ci a toujours adopté des positions claires. On procède de la même manière pour les décisions importantes au niveau des Finances.

En ce qui concerne l'évolution au sein de l'Union européenne, nous avons des objectifs très généraux à long terme. Nous constatons aujourd'hui une meilleure coordination et une meilleure collaboration entre les différents États membres.

Elles ne sont pas pour autant parfaites. La coordination relève avant tout du président du Conseil, et c'est ce qui pose problème. Le président considère parfois comme un objectif essentiel de préparer dans les moindres détails notre réunion internationale pour ce qui est de la Coopération au développement, mais ce n'est pas toujours le cas. Il en a toujours été ainsi au niveau européen, mais depuis peu, nous constatons une amélioration de la coordination.

— maar het is zelfs mogelijk dat de heer De Decker soms alleen naar die vergadering gaat.

Vervolgens heeft hij geprobeerd om tot meer samenwerking te komen tussen de verschillende administraties van Ontwikkelingssamenwerking en van Financiën, niet alleen in België, maar ook in Washington en ook met andere landen binnen onze groep. We hebben tien landen, dus zitten er niet alleen Belgen in onze staf van de Wereldbank en het IMF, maar ook mensen uit verschillende andere landen. We hebben dat vooral geprobeerd bij Buitenlandse Zaken. Binnen de regering is er coördinatie van alle taken. Hij heeft er geen probleem mee om informatie te geven aan Buitenlandse zaken.

De beste oplossing is een uitwisseling van inlichtingen te organiseren en dus ook van een aantal inlichtingen vanuit de verschillende ambassades en administraties van Buitenlandse zaken naar Financiën. Dit is echter een oud verhaal, het is hetzelfde binnen de Europese Unie. Tussen de Ecofin-raad en de andere zijn er altijd moeilijkheden geweest, maar hij probeert om tot een heel goede coördinatie te komen. Men moet eerst en vooral naar de Europese Raad gaan (in België is dat naar de eerste minister). Dat is altijd zo geweest. Voor de verschillende vergaderingen van de Millenniumdoelstellingen was er altijd een duidelijke uitspraak, niet van de minister van Financiën of van Buitenlandse Zaken, maar van de eerste minister. Voor zulke heel grote vergaderingen en zeer grote doelstellingen, op internationaal vlak, is het normaal dat daaraan een zekere voorbereiding voorafgaat — en het is geen voorbereiding in een kleine zaal bij Buitenlandse Zaken of bij Financiën, maar wel in de Wetstraat 16 met de kern. Er zijn altijd duidelijke afspraken binnen de kern. Voor belangrijke beslissingen op het vlak van Financiën wordt op dezelfde wijze gewerkt.

Qua evolutie binnen de Europese Unie hebben we zeer algemene doelstellingen op lange termijn. We hebben nu een betere coördinatie en samenwerking tussen de verschillende Europese lidstaten.

Dat betekent niet dat het perfect is. Het is eerst en vooral de taak van de voorzitter van de Raad, en dat is een probleem. Soms is het een zeer belangrijke doelstelling voor de voorzitter om een zeer goede voorbereiding te hebben van onze internationale vergadering wat de Ontwikkelingssamenwerking betreft, soms is het niet echt een doelstelling voor de voorzitter. Het is altijd zo geweest op Europees vlak, maar sinds kort hebben we een betere coördinatie.



Au FMI et à la Banque mondiale, le président de l'Union européenne commence toujours par faire un exposé, lequel a été approuvé auparavant par les différents conseils européens. Le caractère est très formel. Il s'agit toujours d'une déclaration fort générale, mais elle se fait quand même sur la base d'une coordination et d'un texte approuvé par les différents conseils européens.

Il voudrait encore vous dire un mot sur la transparence. Nous sommes évidemment à votre disposition pour répondre. Que des demandes soient exprimées dans des résolutions ou des rapports, afin que nos représentants sur place traduisent cela dans un document ou une publication, cela ne pose pas de problème.

Il peut tenter de la modifier au sein des institutions la règle du secret de dix ans. Cela prendra un peu de temps, mais il espère que cela ne me prendra pas dix ans. Avant chaque réunion à Washington une rencontre se tient au sein de la constituante. MM. Alzetta et Kiekens y présentent la situation du Fonds et de la Banque, les thèmes qui seront inscrits à l'agenda et les perspectives. Il n'a aucune difficulté à communiquer ce genre de documents. D'ailleurs, il signale qu'ils sont généralement disponibles, à condition d'avoir un droit d'accès aux différents sites internet. Sur cette base-là, nous pourrions voir quels sont les sujets pouvant retenir plus particulièrement l'attention des membres de vos commission, ou du Parlement.

La confidentialité des travaux ne concerne que les «boards». Pratiquement, il n'a encore jamais été empêché de se prononcer sur un sujet parce qu'il qu'il était impossible de divulguer une information en raison de règles de secret inhérentes à ces institutions. Sauf peut-être si la Belgique n'est en rien concernée. Mais, pour les Comités et le «Board», cela ne pose pas de problème. De toute façon, en général, il lit comme tout le monde dans le «Financial Times», ce qui s'est dit autour de la table quand le débat est important, et cela avant qu'il ne dispose d'un quelconque rapport.

Il insiste toutefois que tant nos représentants au «Board» que les ministres eux-mêmes sont parfaitement disponibles. Si les commissions voient un quelconque avantage à voir diffuser un document de synthèse sur l'évolution des travaux au sein de ces institutions (comme nous le faisons chaque fois pour les réunions de printemps et d'automne), il se propose de le demander aux deux staffs et de le mettre à disposition.

M. Armand De Decker, ministre, est d'avis qu'en écoutant les questions posées et les remarques formulées, on continue de percevoir la Banque mondiale conformément à une réalité plus ancienne que contemporaine. Les quelque deux années d'expé-

In het IMF en de Wereldbank is er altijd eerst een uiteenzetting van de voorzitter van de Europese Unie na een goedkeuring binnen de verschillende raden in Europa. Het is heel formeel. Het is altijd een heel algemene verklaring, maar het gebeurt toch op basis van een coördinatie en een tekst die werd goedgekeurd door de verschillende Europese raden.

Hij wil nog iets zeggen over de transparantie. Uiteraard staan hij en zijn collega's ter beschikking om te antwoorden. Het is geen probleem dat in resoluties of rapporten gevraagd wordt dat onze vertegenwoordigers ter plaatse de daarin geuite bezorgdheid vertalen in een document of publicatie.

Hij kan proberen de regel van de tienjarige geheimhouding binnen de instellingen te veranderen. Dat zal wat tijd kosten, maar hij hoopt dat het geen tien jaar zal duren. Vóór elke vergadering in Washington vindt er binnen de groep een ontmoeting plaats. De heren Alzetta en Kiekens geven er een uiteenzetting over de situatie van het Fonds en de Bank, de thema's die op de agenda zullen staan en de vooruitzichten. Hij heeft er geen enkel probleem mee dergelijke documenten bekend te maken. Hij wijst er overigens op dat ze meestal beschikbaar zijn, op voorwaarde dat men toegang heeft tot de diverse websites. Op die manier kunnen we nagaan welke onderwerpen interessanter zijn voor de leden van de commissie, of van het parlement.

Alleen de werkzaamheden van de «boards» zijn vertrouwelijk. Praktisch heeft hij nog nooit het verbod gekregen zijn mening te geven over een onderwerp omdat het onmogelijk was informatie bekend te maken wegens de voor die instellingen specifieke geheimhoudingsregels. Behalve indien België er niets mee te maken heeft. Voor de Comités en de «Board» is er echter geen probleem. Meestal leest hij overigens zoals iedereen in de «Financial Times» wat er rond de tafel gezegd werd wanneer er een belangrijk debat heeft plaatsgevonden, nog voor hij een rapport gekregen heeft.

Hij beklemtoont evenwel dat zowel onze vertegenwoordigers in de «Board» als de ministers zelf volstrekt beschikbaar zijn. Indien de commissies het op een of andere manier goed vinden dat er een samenvattend document over de ontwikkeling van de werkzaamheden bij die instellingen verspreid wordt (zoals dat telkens voor de voor- en najaarsvergaderingen gebeurt), stelt hij voor dat aan de twee diensten te vragen en het ter beschikking te stellen.

Minister Armand De Decker meent dat men, te oordelen naar de vragen die worden gesteld en de opmerkingen die worden gemaakt, de Wereldbank veeleer in een historisch dan in een hedendaags perspectief blijft zien. Door de zowat twee jaar

rience qu'il a acquises lui permettent de dire que la réalité est plus complexe que cela. Et si l'Europe n'est pas toujours entendue, c'est parce qu'elle est parfois mal organisée et mal coordonnée.

Si nous prenons l'exemple des remises de dettes aux organes multilatéraux qui ont été discutées il y a quelques mois, l'on pouvait noter la logique des membres du G8 d'une part, Européens et Américains confondus, et la logique de ceux qui n'y participaient pas, d'autre part. D'une certaine manière, le premier ministre britannique voulait prononcer des déclarations très ronflantes sur les remises de dettes aux organes multilatéraux, ensemble avec le président des États-Unis. Dans ce genre de situation, les autres pays du G8 suivent, se taisent ou n'interviennent pas. En tout cas, ils ne suivent plus vraiment une logique européenne.

En revanche, sous la présidence britannique, l'orateur a assisté, à l'OCDE, à des réunions sur les questions de développement et d'alignement des politiques en ce domaine. Dans cette enceinte-là, les pays de l'Union européenne se concertaient, agissaient ensemble, quittaient la séance ensemble, revenaient avec des propositions communes. Là-bas, la logique européenne fonctionnait et l'emportait.

Quand à la question de la remise des dettes à la Banque mondiale, il a eu l'impression, quand elle a été abordée, que les dirigeants de la banque n'étaient pas particulièrement enthousiastes devant les propositions américaines. Quelle a été l'attitude des plus petits pays? Il suffit de se rappeler sa venue au Parlement — puisque l'on parle de transparence — où il est venu s'expliquer à l'époque. La préoccupation des petits pays ne participant pas au G8, était de veiller qu'en cas de remise de dettes, les pays qui la souhaitaient, y compris ceux qui allaient suivre cette démarche, compensent auprès des institutions en question — Fonds monétaire international, Banque mondiale, Banque africaine de développement — les montants que ces institutions n'allaient plus recevoir en retour. C'était peut-être précisément ce que les grands pays du G8 ne voulaient pas. L'on a vu dans ce cas-là un président américain de la Banque mondiale qui n'était pas du tout convaincu par l'attitude du gouvernement des États-Unis. Bien qu'étant américain lui-même, il a parlé en qualité de président de la Banque et veillant aux intérêts de celle-ci, qui ne se confondent pas nécessairement avec ceux des États-Unis.

Le poids des Européens dans ces institutions dépend très fortement de leur propre volonté d'euro-péaniser davantage les politiques d'aide au développement. Il faut aller beaucoup plus vite et plus loin. Il a été très étonné en arrivant dans ce département de constater que nous étions aussi peu avancés dans la coordination européenne.

ervaring die hij heeft, kan hij zeggen dat de werkelijkheid complexer is dan dat. Indien Europa niet altijd gehoord wordt, is dat omdat het soms slecht georganiseerd en slecht gecoördineerd is.

In het voorbeeld van de schuldkwijtscheldingen in de multilaterale organen waarover enkele maanden geleden gedebatteerd werd, zag men enerzijds de logica van de G8-leden, zowel de Europeanen als de Amerikanen, en anderzijds de logica van hen die er geen deel van uitmaakten. De Britse eerste minister wou eigenlijk ronkende verklaringen afleggen over de schuldkwijtscheldingen in de multilaterale organen, samen met de president van de Verenigde Staten. In dergelijke situaties volgen de andere G8-landen, zwingen ze of komen ze niet tussenbeide. In ieder geval is het niet echt een Europese logica die ze volgen.

Bij de OESO daarentegen heeft spreker vergaderingen onder Brits voorzitterschap meegemaakt over ontwikkelingsproblemen en over het stroomlijnen van de beleidsvormen op dat gebied. In dat gremium pleegden de landen van de Europese Unie overleg, handelden ze samen, verlieten ze samen de vergadering en kwamen ze terug met gemeenschappelijke voorstellen. Daar functioneerde de Europese logica en haalde ze de bovenhand.

Wat het probleem van de schuldkwijtschelding bij de Wereldbank betreft, had hij de indruk dat, toen het werd aangepakt, de leidinggevendenden van de bank niet bijzonder enthousiast waren over de Amerikaanse voorstellen. Wat was de houding van de kleinste landen? Het volstaat — nu we het toch over transparantie hebben — zich zijn komst naar het parlement te herinneren, toen hij zijn beleid kwam toelichten. De kleine landen die geen deel uitmaken van de G8 wilden vooral dat erop werd toegezien dat, bij schuldkwijtschelding, de landen die ze wensten en ook de landen die dat initiatief gingen nemen, de kwijtscheldingen bedragen zouden compenseren bij de betreffende instellingen dat wil zeggen het Internationaal Muntfonds, de Wereldbank, de Afrikaanse Ontwikkelingsbank. Misschien was het precies dat wat de grote G8-landen niet wilden. Men heeft toen een Amerikaanse voorzitter van de Wereldbank gezien die helemaal niet overtuigd was door de houding van de regering van de Verenigde Staten. Hoewel hij zelf Amerikaan was, sprak hij in zijn hoedanigheid van voorzitter van de Bank die waakt over haar belangen die niet noodzakelijk dezelfde zijn als die van de Verenigde Staten.

Het gewicht van de Europeanen in die instellingen hangt in zeer hoge mate af van hun eigen wil het beleid inzake ontwikkelingshulp te europeaniseren. Het moet veel sneller en verder gaan. Toen hij op het departement kwam, heeft het hem zeer verbaasd dat we maar zover stonden inzake Europese coördinatie.

À l'Union européenne, nous n'arrêtons pas de fonctionner selon une logique nationale. Il est toujours extrêmement difficile de convaincre l'un ou l'autre pays de se regrouper pour réaliser des projets de développement. Cela doit évoluer. Certains pays suivent toujours une autre logique; c'est le cas des pays qui participent au G8.

Mais il est vrai que l'une des grandes spécificités de la politique étrangère européenne est que nous sommes convaincus que l'aide au développement constitue l'un des moyens les plus sûrs de stabiliser le monde et de régler plusieurs grands problèmes qui touchent à la sécurité et à la stabilité de notre planète. Dès lors que nous reconnaissons cette aide comme un élément essentiel de notre politique étrangère, comme cela se passe aux États-Unis, nous devons agir en conséquence.

C'est pourquoi, comme Louis Michel qui, lorsqu'il s'occupait des Affaires étrangères, le ministre a plaidé pour la relance, la remobilisation et la revalorisation de l'ECOSOC aux Nations unies. Nous aurions au moins un endroit où les questions de développement et le suivi des Objectifs du Millénaire puissent être contrôlées mois après mois, au lieu de n'être évoquées que lors d'une réunion annuelle de l'ECOSOC, — ce qui est totalement insuffisant.

M. Dirk Van der Maelen, président, rappelle sa question au sujet du secteur minier congolais. M. Alzetta s'est dit prêt à collaborer pleinement à un examen, en commission, de la méthode concrète de travail de la Banque mondiale par rapport à ce dossier et, d'une manière plus générale, par rapport aux pays en voie de développement, et du rôle joué en la matière par notre pays.

M. Reynders, ministre, n'y voit aucun inconvénient.

M. Pierre Galand, président, demande à M. De Decker s'il ne lui semble pas intéressant, dans les pays de concentration et ceux qui sont les plus endettés, d'étudier la nécessité d'un suivi permettant de voir comment les politiques de la Banque mondiale sont ou non opérationnelles pour aboutir à la réduction de la pauvreté (ceci étant un Objectif du Millénaire).

M. Armand De Decker, ministre, se dit surpris de cette question, puisque tout ce que la Banque mondiale entreprend dans ces pays vise théoriquement à lutter contre la pauvreté. Et les différents programmes que nous développons avec eux s'y emploient également.

Que la Banque mondiale soit toujours, dans chacun de ses programmes, au-dessus de tout soupçon de manque d'efficacité, n'est pas son propos. Mais quand nous discutons des programmes avec M. Alba, qui est le directeur « Afrique » de la Banque mondiale, ou lorsque, — en sa présence —, nous entamons un

In de Europese Unie functioneren we nog steeds in een nationale logica. Het is altijd uiterst moeilijk een of ander land ervan te overtuigen groepsgewijs te handelen om ontwikkelingsprojecten te verwezenlijken. Dat moet veranderen. Sommige landen volgens altijd een andere logica; dat geldt voor de landen die aan de G8 deelnemen.

Een van de belangrijkste kenmerken van het Europees buitenlands beleid is inderdaad dat wij ervan overtuigd zijn dat ontwikkelingshulp een van de beste middelen is om stabiliteit te brengen in de wereld en een aantal grote problemen in verband met veiligheid en stabiliteit op onze planeet op te lossen. Aangezien we ontwikkelingshulp beschouwen als een essentieel onderdeel van ons buitenlands beleid, zoals ook het geval is in de Verenigde Staten, moeten wij daar de nodige gevolgen aan verbinden.

Daarom heeft de minister, net zoals Louis Michel, toen hij minister van Buitenlandse Zaken was, gepleit voor het heropstarten, mobiliseren en herwaarderen van de ECOSOC in de Verenigde Naties. Dan zouden we tenminste beschikken over een plaats waar de kwesties van de ontwikkeling en het toezicht op de millenniumdoelstellingen maandelijks kunnen worden gecontroleerd veeleer dan eenmaal per jaar op de vergadering van ECOSOC, wat totaal onvoldoende is.

De heer Dirk Van der Maelen, voorzitter, herinnert aan zijn vraag betreffende de Congolese mijnbouwsector. De heer Alzetta heeft zijn volle medewerking aangeboden voor een onderzoek in commissie, naar de concrete manier van werken van de Wereldbank in dit dossier en ten aanzien van ontwikkelingslanden in het algemeen, en de rol die ons land daarin speelt.

De heer Didier Reynders, minister, ziet daar geen probleem in.

De heer Pierre Galand, voorzitter, vraagt de heer De Decker of het hem nuttig lijkt om in de concentratielanden en de landen met de hoogste schuldenlast te controleren of het beleid van de Wereldbank bijdraagt tot de bestrijding van de armoede (dat is een millenniumdoelstelling).

Deze vraag verbaast minister Armand De Decker, omdat alles wat de Wereldbank in deze landen onderneemt theoretisch tot doel heeft de armoede te bestrijden. Daartoe dienen ook alle programma's die wij met hen ontwikkelen.

Dat sommige programma's van de Wereldbank misschien niet altijd zo efficiënt zijn, wil hij hier niet aankaarten. Wanneer wij deze programma's echter bespreken met de heer Alba, directeur « Afrika » van de Wereldbank, of wanneer we in zijn aanwezigheid een politieke dialoog starten met de minst ontwikke-

dialogue politique avec les pays pauvres les moins avancés et partenaires de la Belgique, nous avons le sentiment d'être profondément utiles et de nous trouver au bon endroit pour en parler de la manière la plus efficace grâce au levier que représente la Banque.

La Banque mondiale est en outre chargée de faire appliquer le principe de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption. Sur ces sujets aussi sensibles et qui essentiels pour que les Objectifs du Millénaire soient atteints, l'aide de la Banque est également précieuse.

Sur les conséquences des remises de dettes et la lutte contre la pauvreté, les deux ministres conviennent que la méthode la plus performante pour réaliser les Objectifs du Millénaire, est de réaliser l'objectif des 0,7% du revenu national brut et, en général, d'augmenter les moyens de l'aide au développement.

Au-delà de cela, l'Union européenne a décidé de quasiment doubler ses moyens à destination de l'Afrique-subsaharienne, en particulier, pendant la période allant de 2010 à 2015.

Le fond de sa pensée est que la prémisse de ceci réside dans la qualité de la mise en oeuvre des politiques, dans l'alignement, et dans le respect des règles édictées par le Comité du développement de l'OCDE. Ainsi, l'efficacité de chacun sera améliorée par la coordination, la coopération et l'alignement des politiques.

L'intervenant estime que tous deux devraient être présents autour de la table. Il n'a cessé de le répéter par le passé à propos de la pauvreté.

Malheureusement, lors des dernières réunions de la Banque mondiale, la Belgique a toujours été représentée exclusivement par le ministre des Finances, entouré d'une très grande majorité de ministres de la Coopération au développement. Pour de nombreux pays, c'est un deuxième choix. Au début, un certain nombre de membres d'autres gouvernements assistent aux réunions mais au fil du temps, beaucoup partent et seule une poignée reste. Il espère que sa proposition, qu'il a formulée l'année dernière à Washington, sera entendue. Il devrait être possible d'organiser au moins un lunch ou un dîner, ou une réunion, du Comité de développement à Washington pour les deux ministres (Finances et Coopération au développement) de tous les pays confondus. À sa connaissance, cela n'est arrivé qu'une fois, à l'occasion d'un dîner avec Kofi Annan.

Troisièmement, en ce qui concerne les propos de M. Michel, il n'y a pas de surprise, nous évoluons dans la même direction. Nous devons instaurer un code de l'honneur ou un code du comportement pour les

lende landen en partners van België, hebben wij het gevoel dat wij zeer nuttig werk leveren en dat wij op de juiste plaats zijn om er op de meest efficiënte manier over te spreken, dankzij de Wereldbank die als hefboom fungeert.

De Wereldbank is er bovendien mee belast de principes van het behoorlijk bestuur en van de bestrijding van corruptie te doen toepassen. Ook met betrekking tot deze heel delicate kwesties, die van essentieel belang zijn voor het bereiken van de millenniumdoelstellingen, is de hulp van de Wereldbank meer dan welkom.

Met betrekking tot de gevolgen van de schuld-kwijtschelding en de armoedebestrijding, zijn beide ministers het erover eens dat de beste methode om de millenniumdoelstellingen te bereiken erin bestaat de doelstelling van 0,7% van het bruto nationaal inkomen te bereiken en in het algemeen meer middelen vrij te maken voor ontwikkelingshulp.

Daarenboven heeft de Europese Unie besloten om de middelen voor met name Afrika ten zuiden van de Sahara bijna te verdubbelen voor de periode van 2010 tot 2015.

Volgens hem zijn de kwaliteit van de tenuitvoerlegging van het beleid, de harmonisering en het naleven van de regels vastgesteld door het ontwikkelingscomité van de OESO van essentieel belang. Iedereen zal efficiënter kunnen optreden door middel van coördinatie, samenwerking en harmonisering van het beleid.

Wat hem betreft, moeten beiden rond de tafel zitten. In verband met de armoede heeft hij ik dat in het verleden altijd herhaald.

Tijdens de laatste vergaderingen van de Wereldbank was België spijtig genoeg altijd alleen vertegenwoordigd door de minister van Financiën, omgeven door een zeer grote meerderheid van ministers van Ontwikkelingssamenwerking. Voor vele landen is dat een tweede keuze. Wij starten in de praktijk met een aantal leden van andere regeringen, maar, vergadering na vergadering, zijn er velen die vertrekken, en blijven er slechts een aantal over. Hij hoopt dat zijn voorstel, dat hij vorig jaar in Washington deed, het haalt. Het zou mogelijk moeten zijn om ten minste een lunch of een diner of een vergadering van het Ontwikkelingscomité in Washington te organiseren voor de twee ministers (Financiën en Ontwikkelings-samenwerking) van alle landen samen. Voor zover hij weet, is dat slechts een keer is gebeurd, voor een diner met Kofi Annan.

Ten derde, wat de verklaring van de heer Michel betreft, dat is geen verrassing, want wij evolueren in dezelfde richting. Wij moeten een erencode of een gedragscode invoeren voor bedrijven en verenigingen

entreprises et les associations qui s'occupent de coopération au développement et, éventuellement, de projets émanant de l'Union européenne. Une directive européenne ou un code européen permettrait de faciliter les choses pour notre délégation à Washington. Jusqu'à présent, nous avons travaillé sur la base d'un certain nombre de bonnes pratiques. C'est une idée défendue par tout le monde, non seulement au niveau international et européen mais aussi en Belgique.

Enfin, s'agissant des objectifs du Millénaire, l'intervenant développe le même raisonnement que pour le processus de Lisbonne. Il s'agit d'un objectif très général ou, si l'on veut, d'un rêve ou d'une vision des premiers ministres ou des présidents des divers États. On réclame ensuite des moyens auprès des ministres des Finances ou du Budget. Qu'il s'agisse de Lisbonne ou de Monterrey, c'est là un rêve très difficile à réaliser. Nous essayons de faire en sorte que la norme de 0,7% s'applique à tous les membres de l'OCDE, ce qui a été impossible jusqu'à présent.

Nous tentons de trouver une solution intermédiaire. La Belgique s'en tient aux 0,7% mais est prête à rechercher d'autres formes de financement, si possible, en concertation avec quelques autres pays européens au moins et, éventuellement, aussi avec les États-Unis. L'intervenant se dit prêt à faire plus, même avec un nombre restreint de pays européens. Mais il est clair qu'il serait très difficile pour la Belgique d'agir seule, sans la France, l'Allemagne ou d'autres pays européens.

L'«*International Finance Facility*» était une proposition du Royaume-Uni. L'idée est très bonne, mais il s'agit d'un prêt, ce qui inspire certaines craintes à l'intervenant, tout comme à son collègue néerlandais. L'octroi d'un nouveau prêt n'est pas un problème en soi, mais qu'advient-il en 2015? Nous devons avoir la certitude que le remboursement est possible et fixer dès lors un certain nombre de conditions au préalable.

Par ailleurs, des problèmes peuvent se poser pour de nombreux impôts ou taxes. Il existe des taxes sur l'eau. Pourquoi n'y en aurait-il sur d'autres choses? Toutefois, ces taxes ne peuvent pas se substituer à un autre mécanisme.

Il a pris connaissance d'un certain nombre de propositions, dont celle de la France. Un calcul continuerait à être effectué en vue d'atteindre les 0,7% mais il n'y aurait pas d'efforts budgétaires supplémentaires au cours des prochaines années. La raison en est qu'il y a des problèmes sur le plan budgétaire. Une fois qu'ils auront été résolus, la situation pourrait s'améliorer mais à la condition que de nouveaux efforts soient fournis.

die bezig zijn met ontwikkelingssamenwerking en eventueel met projecten vanuit de Europese Unie. Een Europese richtlijn of code zou het gemakkelijker maken voor onze mensen in Washington. Wij hebben dat tot nu toe gedaan aan de hand van een aantal «*best practices*». Iedereen pleit daarvoor, niet alleen op internationaal en Europees vlak, maar ook in België.

Tot slot, wat de Millenniumdoelstellingen betreft, heeft hij dezelfde redenering als voor het Lissabon-proces. Het is een zeer algemene doelstelling, of, zo men het wil, een droom of een visie van de eerste ministers, de voorzitters of de presidenten van de verschillende staten. Men komt daarna aankloppen bij de ministers van Financiën of Begroting om een aantal middelen te bekomen. Voor Lissabon zowel als voor Monterrey is het zeer moeilijk om een dergelijke droom te concretiseren. Wij proberen dat door de 0,7%-norm voor alle leden van de OESO toepasselijk te maken. Tot nu toe is dat nog onmogelijk gebleken.

Wij proberen om een tussenoplossing te vinden. België blijft bij de 0,7%, maar is bereid om andere financieringsvormen te zoeken, en voor zover het mogelijk is, tenminste samen met een aantal andere Europese landen en eventueel ook met de VS. Hij is bereid om meer te doen, zelfs met een klein aantal Europese landen. Maar alleen België zonder Frankrijk, Duitsland of enige andere landen is moeilijk.

De International Finance Facility was een voorstel van het Verenigd Koninkrijk. Dat is een heel goed voorstel, maar het is een lening. Zijn Nederlandse collega heeft dezelfde vrees als hij. Een nieuwe lening is op zich geen probleem, maar wat gebeurt er dan in 2015? Wij moeten zeker zijn dat de terugbetaling mogelijk is. Wij stellen dus eerst en vooral een aantal voorwaarden.

Ten tweede, voor veel belastingen of heffingen kunnen er zich problemen voordoen. Er zijn belastingen op water, dus waarom niet op andere zaken? Maar die belastingen kunnen er niet komen in de plaats van een ander mechanisme.

Hij zag een aantal voorstellen van onder andere Frankrijk. Er gebeurt altijd een berekening om tot die 0,7% te komen, zonder nieuwe inspanningen op begrotingsvlak gedurende de volgende jaren. De reden daarvoor is dat er begrotingsproblemen zijn. Eens die problemen opgelost, zou het wel kunnen, maar dan wel mits nieuwe inspanningen.

L'intervenant précise que l'Allemagne a formulé une remarque identique au sein du conseil Ecofin, dont la Belgique est membre. L'Allemagne estime qu'elle ne peut pas faire plus. Elle affiche un déficit budgétaire supérieur à 3 % et souhaite parvenir à un équilibre. Pendant un certain nombre d'années, l'Allemagne ne pourra donc pas faire plus.

En Belgique, nous voulons atteindre les 0,7 % et même peut-être les dépasser, mais à condition que d'autres pays européens fassent également un effort. C'est là un des bons motifs pour faire plus au niveau européen. La banque européenne d'investissement et la Commission européenne, où travaillent M. Maystadt et M. Michel, disposent de moyens spécifiques pour l'Afrique. L'intervenant estime qu'il faudrait non seulement collaborer avec la Banque mondiale ou avec une banque régionale mais aussi travailler directement sur la base d'un budget européen dans le cadre de la banque européenne d'investissement.

Il est lui-même aussi gouverneur de la Banque européenne d'investissement et il a indiqué d'emblée que cette proposition offrait de très bonnes perspectives, même s'il faudra fournir encore plus d'efforts que ce n'est le cas au sein de la Banque mondiale.

Nous devons trouver une solution au niveau national tout en intensifiant notre action au niveau européen. Cela n'a rien à voir avec la Banque mondiale et le FMI; il s'agit d'une autre compétence.

En ce qui concerne la Coopération au développement, l'intervenant est d'avis qu'il faudrait travailler davantage au niveau européen, avec la Commission européenne et la banque européenne d'investissement. Pour quelles raisons? Tout d'abord, ce serait un moyen de pouvoir faire plus. Ensuite, il faudrait aussi améliorer la coordination au sein de l'Union européenne. Pour un certain nombre de discussions, on aurait ainsi la même approche au sein du conseil du FMI et à la Banque mondiale. Tel est l'objectif.

La même logique prévaut en ce qui concerne le code de bonne conduite. Il faudrait d'abord travailler au niveau européen et s'efforcer d'engranger les meilleurs résultats possibles, puis étendre cette action au niveau international.

M. Josy Dubié attire l'attention du ministre sur le fait qu'en ce qui concerne la perspective positive qu'il laisse entrevoir sur l'utilisation plus intensive de la Banque européenne de développement, le représentant belge au Fonds monétaire international prétendait exactement le contraire: il ne souhaitait pas du tout que l'on diminue les contributions à la Banque mondiale au détriment de ce nouvel instrument.

M. Didier Reynders, ministre, prétend ne pas avoir du tout proposé qu'on fasse plus en Europe et moins au niveau international. Il dit simplement que des

België is lid van de Ecofinraad. Binnen de Ecofin hoorde hij dezelfde kritiek van bijvoorbeeld Duitsland. Voor Duitsland is het onmogelijk om meer te doen. Duitsland heeft een tekort van meer dan 3 % op zijn begroting en wil tot een evenwicht komen. Gedurende een aantal jaren wordt het voor Duitsland dus onmogelijk om meer te doen.

Wij willen naar 0,7 % gaan in België, of misschien zelfs meer, maar dan wel mits een inspanning van andere Europese landen. Dat is een van de goede redenen om meer te doen op Europees vlak. De Europese investeringsbank en de Europese Commissie met de heren Michel en Maystadt hebben specifieke middelen voor Afrika. Hij denkt dat het goed is om niet alleen te werken met de Wereldbank of met een regionale bank, maar ook rechtstreeks vanuit de Europese begroting en de Europese investeringsbank.

Hijzelf is ook gouverneur van de Europese investeringsbank, en heeft onmiddellijk gesteld dat dat voorstel heel goede perspectieven biedt, al zal dat nog meer inspanningen vergen, dan wat we doen binnen de Wereldbank.

Wij moeten een oplossing vinden op nationaal vlak, maar toch steeds meer op Europees vlak. De Wereldbank, met het IMF, vormt daarbij een ander verhaal; dat is een andere bevoegdheid.

Voor de ontwikkelingssamenwerking lijkt het hem zeer nuttig om meer te werken op Europees vlak, met de Europese Commissie en de Europese investeringsbank. Om welke redenen? Ten eerste zouden we meer kunnen doen. Maar ten tweede zouden we ook een betere coördinatie hebben binnen de Europese Unie. Voor een aantal besprekingen zouden we dan dezelfde aanpak hebben binnen de raad van het IMF en de Wereldbank. Dat is de doelstelling.

Wat de gedragscode betreft, volgen we dezelfde redenering. Eerst en vooral doen we pogingen op Europees vlak om, als het mogelijk is, tot goede resultaten te komen. Daarna moet het mogelijk zijn om dezelfde richting uit te gaan op internationaal vlak.

Met betrekking tot het positieve beeld dat de minister schetst van een meer intensief gebruik van de Europese Ontwikkelingsbank, wijst de heer Josy Dubié erop dat de Belgische vertegenwoordiger bij het Internationaal Monetair Fonds net het tegenovergestelde zegt: hij wil helemaal niet dat men de bijdragen aan de Wereldbank vermindert ten voordele van dit nieuw instrument.

De heer Didier Reynders, minister, verklaart dat hij nooit heeft voorgesteld om meer te werken op Europees niveau en minder op internationaal niveau.

moyens complémentaires seront les bienvenus. Quand on en mobilise plus dans le budget européen, dans la Banque européenne d'investissement ou dans le Fonds de développement, cela implique que la contribution de la Belgique augmente ou, en tout cas, que la répartition à l'intérieur du budget européen se fasse autrement, à la faveur du développement.

Il ne demande pas du tout que, ce faisant, on diminue les moyens attribués par la Belgique à la Banque mondiale. Tout ce que l'on fera à travers des actions européennes communes aura le double avantage non seulement d'augmenter les moyens disponibles, mais aussi de renforcer la coordination européenne.

Au vu des moyens mobilisés et de l'objectif d'arriver un jour à un siège unique, il n'est pas absurde de voir la Commission et peut-être la Banque ou le Fonds européen jouer un rôle de plus en plus important.

M. Josy Dubié prétend ne pas avoir eu vraiment de réponse. Les montants sont importants, certains visent à les rendre encore plus importants. La vraie question demeure de savoir ce que l'on fait avec cet argent.

Il faut quand même bien reconnaître que l'objectif numéro un est de diminuer la pauvreté dans le monde. Or, quand on voit les résultats de l'augmentation des moyens divers, il faut bien reconnaître qu'ils sont très loin de combler le déficit de moyens.

Dès lors, la question demeure : l'argent disponible est-il bien utilisé ?

La question semble pertinente au vu des déclarations de M. Stiglitz, qui a été économiste en chef de la Banque mondiale et couronné prix Nobel d'économie. C'est lui qui a dit que la politique menée par la Banque mondiale est du bolchevisme de marché. Autrement dit, ils sont tellement convaincus que le marché va tout arranger, qu'ils mènent des types de politiques qui débouchent sur des résultats négatifs : on ne diminue pas la pauvreté de manière aussi significative qu'on pourrait le faire.

M. Didier Reynders, ministre, constate qu'il est fréquent de rencontrer dans des institutions importantes des responsables — qu'ils soient prix Nobel ou non — qui s'expriment assez durement après avoir quitté leur poste.

M. Josy Dubié trouve cette réponse judicieuse, au vu d'autres déclarations, comme celles de MM. Camdessus et Mac Namara. Ce dernier qui a dirigé la Banque mondiale pendant dix ans a craché toutes ses dents quand il en est sorti. M. Stiglitz aussi. M. Camdessus qui était à la tête du Fonds monétaire international dit maintenant qu'il a eu « tout faux » pendant toutes les années qu'il était là. Il dirige

Hij heeft gewoon gezegd dat bijkomende middelen welkom zouden zijn. Wanneer men meer middelen vrijmaakt in de Europese begroting, in de Europese Investeringsbank of het Ontwikkelingsfonds, betekent dat dat de bijdrage van België stijgt, of, in elk geval, dat van de Europese begroting de middelen die worden vrijgemaakt voor ontwikkelingssamenwerking, anders woren verdeeld.

Hij vraagt helemaal niet dat men intussen de middelen die België aan de Wereldbank geeft zou verminderen. Alles wat via gemeenschappelijke Europese acties gebeurt zal het dubbele voordeel bieden, niet alleen de beschikbare middelen te verhogen, maar ook de Europese coördinatie te versterken.

Gezien de middelen die worden ingezet en de uiteindelijke bedoeling om tot één zetel te komen, is het niet ondenkbaar dat de Commissie en misschien ook de Wereldbank en het Europees Fonds een steeds belangrijker rol gaan spelen.

De heer Josy Dubié zegt niet echt een antwoord te hebben gekregen. Het gaat om grote bedragen en een aantal mensen wil die nog verhogen. De echte vraag is wat er met het geld gedaan wordt.

Men dient toch toe te geven dat het voornaamste doel is de armoede in de wereld te bestrijden. Als men echter kijkt naar de resultaten van de verhoogde middelen, blijkt dat we het tekort aan middelen nog lang niet verholpen hebben.

De vraag blijft dus : wordt het beschikbare geld wel goed besteed ?

De vraag lijkt pertinent wanneer men rekening houdt met de verklaringen van de heer Stiglitz, die hoofdeconoomist is geweest van de Wereldbank en de Nobelprijs heeft gekregen. Hij is degene die gezegd heeft dat het beleid dat door de Wereldbank wordt gevoerd, markt bolsjewisme is. Met andere woorden, zij zijn er zo van overtuigd dat de markt alles zal oplossen, dat ze een beleid voeren dat tot negatieve resultaten leidt : de armoede wordt niet zo sterk teruggedrongen als wel zou kunnen.

De heer Didier Reynders, minister, stelt vast dat het vaak gebeurt dat verantwoordelijken van instellingen — of zij nu de Nobelprijs hebben gekregen of niet — nadat zij hun functie hebben verlaten vrij harde uitspraken doen.

De heer Josy Dubié vindt dit een slim antwoord, gelet op andere verklaringen zoals die van de heren Camdessus en Mac Namara. Deze laatste heeft de Wereldbank gedurende tien jaar geleid en heeft zeer bitter gereageerd na zijn vertrek. Hetzelfde geldt voor de heer Stiglitz. De heer Camdessus, die aan het hoofd stond van het Internationaal Muntfonds, zegt nu dat hij tijdens zijn jaren daar alles verkeerd zag. Hij heeft nu

maintenant l'œuvre « Justice et paix » au Vatican. Ne serait-il donc pas judicieux de se demander si ce qu'on fait aujourd'hui ne sera pas « tout faux » dans dix ans ?

M. Didier Reynders, ministre dit qu'on peut se poser les deux questions. Est-ce qu'on a vraiment fait « tout faux » ou y a-t-il une raison qui fait que chaque fois qu'après avoir passé un long moment à la tête de l'institution, on adopte ce ton ?

M. Camdessus était en fonction quand il est arrivé comme ministre des Finances. Il en est entre-temps à son troisième responsable du Fonds monétaire. Il se rend compte du fait que pendant toute cette période, M. Camdessus a été mis en cause parce qu'il marchait sur les plates-bandes de la Banque mondiale. C'était la critique principale que l'on entendait. Il adopte peut-être une position plus forte depuis qu'il en est sorti.

On peut se poser la question de savoir pourquoi, pendant son passage dans l'institution, la révélation n'est pas intervenue; pourquoi il n'a pas été donné une orientation différente; et pourquoi il faut attendre autant d'années pour changer son attitude.

Il croit que le propos doit être plus nuancé: que tentons-nous de faire et de développer? Deux choses. D'abord, faire en sorte que la plupart des projets et des programmes soient beaucoup plus appropriés sur le plan national.

Il prend l'exemple du Fonds monétaire, qu'il fréquente depuis six années. Une des premières réunions à laquelle il participa a consisté à interroger les responsables argentins et turcs — les Turcs venant au sein de notre constituante — concernant la question des refinancements et de la possibilité de voir évoluer ces pays. Depuis, on ne s'est pratiquement plus réunis à cet échelon, c'est-à-dire à l'échelon du Comité du Fonds — Comité intérimaire à l'époque — pour parler de la Turquie parce qu'un certain nombre de politiques ont été mises en œuvre de façon positive. Les mesures annoncées par le gouvernement turc à l'époque ont été appliquées. À l'époque où il allait en Turquie comme responsable de la constituante, il se rappelle que les visiteurs avaient tendance à payer leur note d'hôtel le premier jour plutôt qu'au moment de quitter, parce que l'inflation était telle que les prix pouvaient augmenter considérablement. L'on comptait alors en milliards d'unités monétaires. Ce temps est manifestement révolu.

Les mêmes mesures (mesures de politiques économiques et sociales vis-à-vis de la population comprises) ont été annoncées pour l'Argentine, en ce compris la manière de se comporter sur les marchés des changes, de se comporter dans la réorganisation des rapports entre l'État et les provinces ou de s'organiser dans la gestion du secteur financier. Dans ce dernier pays, rien n'a été mis en œuvre.

de leiding van het werk « Rechtvaardigheid en vrede » bij het Vaticaan. Is het dan geen goed idee om zich af te vragen of wat men vandaag doet, binnen tien jaar niet helemaal « verkeerd » zal zijn ?

De heer Didier Reynders, minister, zegt dat men zich inderdaad die twee vragen kan stellen. Heeft men het dan echt bij het verkeerde eind gehad, of is er een reden waarom men, nadat men lang aan het hoofd van een instelling heeft gestaan, een dergelijke toon aanslaat ?

De heer Camdessus was nog in functie toen hij begon als minister van Financiën. Intussen is het Internationaal Muntfonds al aan een derde verantwoordelijke toe. Hij beseft dat de heer Camdessus de hele tijd ter discussie stond omdat hij de Wereldbank oneerlijke concurrentie aandeed. Dat was de belangrijkste kritiek die men op hem had. Misschien heeft hij een krachtadiger houding aangenomen sinds hij daar weg is.

Men kan zich afvragen waarom de onthulling niet heeft plaatsgevonden toen hij in de instelling werkzaam was, waarom er geen wending is gekomen, en waarom zijn houding pas na zovele jaren is veranderd.

Hij meent dat de zaken iets genuanceerd moeten worden: wat proberen wij te ontwikkelen? Twee zaken. Ten eerste, ervoor zorgen dat de meeste projecten en programma's veel aangepaster zijn op nationaal niveau.

Hij haalt het voorbeeld aan van het Muntfonds, waarmee hij sinds zes jaar in contact staat. Een van de eerste vergaderingen waaraan hij deelnam bestond erin de Argentijnse en Turkse vertegenwoordigers — Turkije kwam zich bij onze groep voegen — te onderwerpen over de herfinanciering en de ontwikkelingsmogelijkheden van deze landen. Sindsdien zijn er op het niveau van het Comité van het Fonds — voorheen het Interim-Comité — bijna geen vergaderingen meer over Turkije geweest omdat een aantal beleidsmaatregelen een positief effect hebben gehad. De maatregelen die de toenmalige Turkse regering had aangekondigd, werden ook uitgevoerd. Toen hij naar Turkije ging als verantwoordelijke van de groep, konden bezoekers beter al de eerste dag hun hotelrekening betalen in plaats van bij het weggaan, omdat de inflatie zo hoog was dat de prijzen op korte tijd aanzienlijk konden stijgen. Men rekende toen in miljarden munteenheden. Die tijd is duidelijk voorbij.

Dezelfde maatregelen (met inbegrip van economische en sociale maatregelen voor de bevolking) werden aangekondigd voor Argentinië, waaronder de manier van optreden op de wisselmarkten, de herschikking van de betrekkingen tussen de Staat en de provincies of het beheer van de financiële sector. In dit land is er niets van dit alles terechtgekomen.



C'est pourquoi, les débats ne concernent pas seulement l'appropriation nationale plus forte des programmes mais aussi sur le fait de savoir si, -avant de dire qu'une décision ou un programme de la Banque ou du Fonds a conduit à telle ou telle situation-, l'on a bien vérifié si on les a mis en œuvre. Dans un certain nombre de cas, l'un des problèmes que l'on rencontre, c'est le refus pur et simple de mettre en œuvre un certain nombre de décisions.

Une anecdote à ce propos: un collègue américain qui venait du monde de l'entreprise a dit lors d'un colloque du G7 en 2001 que si un pays ne voulait vraiment pas appliquer les mesures, il allait tomber en faillite. On a essayé de lui expliquer que la comparaison d'un pays avec une entreprise n'était peut-être pas appropriée. On l'a d'ailleurs vu avec l'Argentine quand elle a connu de nouveaux problèmes: même les États-Unis ont quand même tenté d'intervenir.

Mais quelle est donc la conception différente? Nous partons toujours de l'idée qu'un problème dans une région du monde ou dans un pays peut avoir des conséquences dites systémiques. Il faut donc être très attentif quand un pays dérape. Bien sûr, concernant la pauvreté, j'ai dit ce que j'en pensais aujourd'hui de ce problème qui est essentiellement concentré sur le continent africain en Afrique subsaharienne. Je ne prétends pas qu'il n'y a pas de problèmes ailleurs dans le monde, mais on sait très bien que là il y a un effort particulier à faire.

Mais, à côté de cela, il y a des pays qui dans leurs relations avec le système monétaire et le système financier international connaissent des problèmes ponctuels. Pour nous, quel que soit l'endroit — on a eu des crises russes, on a eu des crises asiatiques et en Amérique latine —, nous souhaitons que nous puissions être dès le début le plus préventif possible et réagir le plus rapidement possible si quelque chose se produit. Pour les États-Unis, je crois que je ne trahis aucun secret en disant qu'un problème n'est systémique que dans la mesure où il touche les États-Unis. S'il ne les touche pas, le problème n'est pas considéré comme systémique. Et l'on pourrait faire le même raisonnement en matière de défense ou dans d'autres domaines. Le monde est vu d'une manière tout à fait différente, mais la conception multilatérale ou unilatérale des pays est bien présente également.

Ce qu'il veut dire par là est que lorsqu'on a parlé d'un pays comme l'Argentine, on a eu une réaction sceptique, puis quand on a vu que l'Argentine pouvait avoir un impact sur le Brésil et ainsi de suite, les États-Unis sont quand même devenus beaucoup plus actifs dans le dossier.

Mais on peut se poser la question de savoir, si on revient à la comparaison Turquie-Argentine, si les résultats atteints sont dus à une mauvaise politique imposée par les institutions, comme je le lis dans

Daarom is men niet alleen bekommerd om de ruimere nationale aanpassing van de programma's, maar ook wil men weten, alvorens te besluiten dat beslissingen of programma's van de Bank of het Fonds geleid hebben tot een bepaalde toestand, of zij wel uitgevoerd zijn. Één van de problemen waar men mee te maken heeft is immers dat sommigen gewoon weigeren om beslissingen uit te voeren.

Een anekdote in dit verband: een Amerikaanse collega uit de bedrijfswereld heeft tijdens een colloquium van de G7 in 2001 verklaard dat een land failliet zou gaan als het de maatregelen weigerde toe te passen. Men heeft getracht hem te doen inzien dat een land niet echt te vergelijken is met een bedrijf. Men heeft dat trouwens gezien met Argentinië toen het weer problemen had: zelfs de Verenigde Staten hebben toch geprobeerd iets te doen.

Maar waarin bestaat het verschil in opvatting? Wij gaan er altijd van uit dat een probleem in een regio of een land zogenaamde systemische gevolgen kan hebben. Men moet dus heel waakzaam zijn wanneer het in een land uit de hand loopt. Wat de armoede betreft, heb ik gezegd wat vandaag mijn mening is over dat probleem, dat vooral acuut is in Afrika ten zuiden van de Sahara. Ik beweer niet dat er elders geen problemen zijn, maar iedereen weet dat daar bijzondere inspanningen vereist zijn.

Daarnaast zijn er echter landen die af en toe problemen hebben in hun betrekkingen met het internationaal munt- en financieel stelsel. Waar dat ook is — in Rusland, Azië of Latijns-Amerika — wensen wij van bij het begin zo preventief mogelijk op te treden en zo snel mogelijk te reageren als er iets gebeurt. Wat de Verenigde Staten betreft, is het een publiek geheim dat een probleem alleen systemisch is als het gevolgen heeft voor de Verenigde Staten. Als het hen niet raakt, wordt het probleem niet als systemisch beschouwd. Hetzelfde geldt voor defensie en andere domeinen. De wereld wordt op een totaal andere manier gezien, maar de multilaterale of unilaterale kijk op landen is eveneens aanwezig.

Wat hij daarmee bedoelt, is dat men eerst sceptisch stond tegenover Argentinië, maar als men gemerkt heeft dat het probleem aldaar gevolgen kon hebben voor Brazilië, enzovoort, zijn de Verenigde Staten toch veel actiever geworden in dat dossier.

Om terug te komen op de vergelijking tussen Turkije en Argentinië, kan men zich echter de vraag stellen of de toestand het gevolg is van een slecht beleid dat door de instellingen is opgelegd, zoals ik

certaines écrits, y compris d'anciens responsables. N'y aurait-il pas aussi ne fût-ce qu'une petite part d'influence de la part de ces pays eux-mêmes, dans la mesure qu'ils refusent d'appliquer une quelconque politique suggérée ?

Entre les deux, que pouvons nous faire ? Nous plaçons pour qu'il n'y ait justement plus ce qu'on appelait à l'époque le « consensus de Washington », c'est-à-dire une liste de mesures imposée uniformément, mais plutôt une appropriation nationale. Cependant, l'appropriation nationale implique que quand on s'engage à prendre des mesures, on les prend. Et *mutatis mutandis*, il est normal qu'on vérifie si ces mesures ont été prises.

C'est là le débat sur la conditionnalité. Quand on remet la dette, on la remet pour que les moyens ainsi libérés puissent être utilisés à mener des politiques concrètes dans des domaines prioritaires comme la santé et l'éducation.

Quand un pays décide qu'il va respecter l'équilibre budgétaire, il doit assumer sa décision. Dans les programmes de stabilité monétaire européenne, il n'y a aucun État qui l'impose quoi que ce soit à un autre. C'est un accord qui a été pris entre tous les Européens. Et on traduit cela dans des programmes annuels déposés par les gouvernements.

Pour les pays en développement, c'est pareil : cela a été décidé au niveau national. On ne peut pas ne pas être d'accord avec ce qui a été décidé au niveau national.

Il souhaite que ces programmes soient de plus en plus décidés avec une approbation nationale; c'est ce qu'il défend par rapport aux positions américaines ou autres. Si on rétorque que les décisions des « gouvernements nationaux » ou même des « parlements nationaux », ne suffisent pas, rien n'interdit de consulter en aval (p. ex. par référendum). Mais il faut qu'à un certain moment, l'on sache si la collectivité nationale accepte un certain nombre d'orientations ou de propositions.

L'analyse doit donc mener à savoir quel était le point de départ et qui n'a pas fonctionné par rapport au point de départ.

En d'autres mots : est-ce que les engagements ont été tenus de part et d'autre ? On peut certainement trouver des défaillances d'un côté comme de l'autre. Mais il pense que le temps où un programme était ou était à prendre ou à laisser dans un État, celui-là — en dépit du consensus de Washington — est révolu.

Que faut-il faire si un pays refuse complètement ? Est-ce qu'il faut quand même libérer des fonds, quels que soient les choix faits sur le plan politique intérieur ? Il s'agit alors d'un débat de fond sur le plan politique : il y a lieu de se demander ce que sont les meilleures pratiques ou non.

soms lees in sommige teksten van onder meer ex-verantwoordelijken. Zouden die landen zelf ook niet — al is het maar voor een klein deel — verantwoordelijk zijn, als zij weigeren om een voorgesteld beleid uit te voeren ?

Wat kunnen wij tussen deze twee uitersten doen ? Wij pleiten er juist voor dat er geen zogenaamde « Washington-consensus » meer komt, met andere woorden een lijst van maatregelen die uniform opgelegd worden, maar eerder een aangepast nationaal ontwikkelingsbeleid. Dat veronderstelt echter dat als een land zich ertoe verbindt maatregelen te nemen, het die ook toepast. En omgekeerd is het ook normaal dat men nagaat of die maatregelen genomen zijn.

Dat leidt ons tot de conditionaliteit. Wanneer men een schuld kwijtscheldt, doet men dat opdat de aldus vrijgekomen middelen aangewend worden voor concrete beleidsmaatregelen in prioritaire domeinen zoals gezondheid of onderwijs.

Wanneer een land beslist een begrotingsevenwicht na te streven, moet het die beslissing uitvoeren. In de Europese programma's van monetaire stabiliteit is er geen enkel land dat wat dan ook oplegt aan een ander. Dat is met alle Europese landen overeengekomen. Dit vertaalt zich in jaarprogramma's die de regeringen indienen.

Voor de ontwikkelingslanden geldt hetzelfde : er is nationaal over beslist. Men kan niet betwisten wat op nationaal niveau is beslist.

Hij wenst dat deze programma's meer en meer tot stand komen met instemming van de nationale Staten. Dat is wat hij verdedigt ten opzichte van de Amerikanen en anderen. Als men opwerpt dat beslissingen van « nationale regeringen » of zelfs « nationale parlementen » niet volstaan, moet het mogelijk zijn om bijvoorbeeld een volksraadpleging te houden. Op een gegeven moment moet men hoe dan ook weten of een land een aantal maatregelen of voorstellen aanvaardt.

Uit de analyse moet dus blijken wat het uitgangspunt was, en waar het mis is gelopen ten opzichte van dat uitgangspunt.

Met andere woorden : werden de verbintenissen aan beide zijden in acht genomen ? Er zijn ongetwijfeld aan beide zijden tekortkomingen te vinden. Hij denkt echter dat de tijd dat een programma in een Staat te nemen of te laten was — ondanks de Washington-consensus — voorbij is.

Wat te doen wanneer een land volledig weigert ? Toch middelen vrijmaken, ongeacht de keuzes die op het gebied van de binnenlandse politiek worden gemaakt ? Het gaat dan om een inhoudelijk politiek debat : men dient zich af te vragen wat de beste praktijken zijn en wat niet.

Une anecdote illustre ce questionnement. La première fois que l'on lui demanda de se prononcer sur une remise de dette importante, le « board » du FMI a suivi. On a dû reconvoquer tout le monde dans la nuit, parce qu'on avait appris que le pays dont on venait de remettre la dette en était tellement ravi qu'il avait passé illico commande chez un constructeur aérien pour l'achat d'un nouvel avion présidentiel ! C'était là un bel exemple de mise en pratique de la conditionnalité.

Il ne faudrait pas voir les pratiques des IFI de façon unilatérale, dans des cas pareils. Ce sont des institutions multilatérales et on essaye quand même de vérifier si les États, qui s'engagent à un certain nombre de choses (de manière de plus en plus volontaire), respectent leurs engagements.

M. Dirk Van der Maelen, président, cède la parole à M. Toussaint, représentant de l'ONG « CADTM ».

M. Eric Toussaint remercie le président d'avoir bien voulu lui donner la parole. Il fait allusion à un document préparé par le CADTM qui précise l'évolution des transferts nets sur la dette, tant sur la dette extérieure publique et privée que sur les dettes à l'égard de la Banque mondiale. Ce document, basé sur les données fournies par la Banque mondiale, indique clairement que les transferts nets sur la dette dans les dernières années sont devenus négatifs à tous les niveaux. Un transfert net négatif, cela signifie que, chaque année, les pays endettés concernés remboursent plus que ce qu'ils reçoivent. Il a, en cela, exactement repris la définition de la Banque mondiale elle-même; il ne s'agit pas de jouer sur les termes. L'on part bien des données de la Banque.

Vis-à-vis des ministres, il insiste sur la nécessité d'un audit rigoureux des créances que détient la Belgique sur les pays en développement. Il indique que, pour le moment, d'autres acteurs ressortissant du monde des organisations non gouvernementales prennent des initiatives de ce genre. Peuvent-ils compter sur la collaboration des services du ministère ? Il insiste que son organisation, — le CADTM —, travaille sur cette problématique avec des parlementaires du Sud et du Nord, en collaboration avec le CNCN et 11.11.11. De même, elle travaille avec des ONG du Sud. Le CADTM s'intéresse en particulier à la dette de la RDC, au sujet de laquelle elle se pose une série de questions.

Quelle a été la position de la Belgique au « Board » de la Banque mondiale quand il a été décidé, en août 2004, de ne pas suivre toutes les recommandations de la commission indépendante d'évaluation des industries extractives ? Il relève aussi l'affaire du pipeline Tchad-Cameroun, et l'utilisation des fonds par le Tchad. Un autre cas, l'affaire « Anvil Mining » au

Die vraagstelling wordt geïllustreerd door een anekdote. Toen men hem voor het eerst vroeg zich over een belangrijke schuldkwijtschelding uit te spreken, is de IMF-board gevolgd. Men heeft iedereen 's nachts weer moeten oproepen, omdat men vernomen had dat het land waarvan men nog maar net de schuld had kwijtgescholden hierover zo opgetogen was dat het illico bij een vliegtuigconstructeur een nieuw presidentieel vliegtuig besteld had. Dat was een mooi voorbeeld van de toepassing van een aantal voorwaarden.

In dergelijke gevallen mag men de praktijken van de IFI's niet met unilaterale ogen bekijken. Het zijn multilaterale instellingen en men poogt toch na te gaan of de Staten, die zich (op steeds vrijwilliger wijze) tot een aantal zaken verbinden, hun verbintenissen nakomen.

De heer Dirk Van der Maelen, voorzitter, geeft het woord aan de heer Toussaint, vertegenwoordiger van de NGO « CADTM ».

De heer Eric Toussaint dankt de voorzitter omdat hij hier het woord mag voeren. Hij verwijst naar een document dat door het CADTM werd voorbereid en dat de ontwikkeling schetst van de nettotransfers rond de schuld, zowel de buitenlandse overheids- en privé-schuld als de schulden bij de Wereldbank. Dat document, dat op data van de Wereldbank stoelt, toont duidelijk aan dat de nettotransfers rond de schuld de jongste jaren in alle opzichten negatief zijn geworden. Een negatieve nettotransfer betekent dat de betreffende landen met schulden elk jaar meer afbetalen dan ze ontvangen. Hij heeft hiervoor de definitie van de Wereldbank zelf exact overgenomen. Spitsvondigheden zijn hier niet aan de orde. Het uitgangspunt zijn de gegevens van de Bank.

Tegenover de ministers beklemtoont hij de noodzaak van een nauwgezette audit van de Belgische schuldvorderingen op ontwikkelingslanden. Hij wijst erop dat voor het ogenblik andere spelers uit de NGO-sector initiatieven in die zin nemen. Kunnen zij op de medewerking van de diensten van het ministerie rekenen ? Hij beklemtoont dat zijn organisatie — het CADTM — rond die problematiek werkt met parlementsleden uit het Zuiden en het Noorden, in samenwerking met het CNCN en 11.11.11. Tevens werkt ze met NGO's uit het Zuiden. Het CADTM heeft vooral belangstelling voor de schuld van de Democratische Republiek Congo, waarover het een aantal vragen stelt.

Wat was het standpunt van België in de « Board » van de Wereldbank toen in augustus 2004 werd beslist niet alle aanbevelingen van de onafhankelijke commissie voor de evaluatie van de mijnbouwsector te volgen ? Hij haalt ook de zaak aan van de pijplijn Tsjaad-Kameroen en het gebruik van de fondsen door Tsjaad. Een ander geval, de zaak « Anvil Mining » in

Katanga, a montré que les activités de la Banque dans les industries extractives posent d'énormes problèmes.

Par ailleurs, il se pose encore deux questions. Pourquoi la Belgique a-t-elle soutenu la désignation de Paul Wolfowitz, l'un des chefs de file des « neocons », pour reprendre l'expression utilisée aux États-Unis, et l'un des stratèges de l'invasion de l'Irak ? N'était-ce pas l'occasion de proposer que le poste de président de la Banque mondiale revienne à une personne compétente provenant du Sud ? N'était-il pas possible de conclure une alliance entre la Belgique et son groupe, constituant plus de 5 % des voix, d'une part, et certains autres groupes pour défendre cette option ? Il rappelle qu'en février 2000, les États-Unis avaient utilisé leurs 17 % pour bloquer la proposition européenne pour la direction générale du Fonds monétaire. L'Europe proposait la candidature de M. Caio, mais a reçu une fin de non-recevoir de la part du Trésor américain ainsi que de l'ultralibéral Clinton. L'Europe a donc dû proposer quelqu'un d'autre, à savoir M. Horst Köhler. Pourquoi la Belgique ne s'allie-t-elle pas, non seulement à d'autres pays européens, mais aussi en l'occurrence à des pays du Sud pour proposer d'autres candidats ?

Il rappelle ensuite qu'en mars 2000, le CADTM a rencontré le ministre des Finances (en tant que membre d'une délégation d'Entraide et Fraternité-CNCD-CADTM), pour lui remettre une pétition comportant 32 000 signatures récoltées dans la foulée de la campagne « Jubilé 2000 ».

L'une des demandes était la suivante : nous demandons au gouvernement belge, — en particulier au ministre des Finances —, de mener des actions afin d'identifier les biens mal acquis — mobiliers ou immobiliers — placés dans des institutions belges. À l'époque, le ministre a répondu que la Belgique ne s'opposait pas à cette idée, et — qui plus est —, qu'elle avait pris une initiative offensive sur la question des fonds détenus par M. Pinochet. N'est-il pas temps de reprendre le débat, non seulement pour en discuter, mais pour prendre des initiatives concrètes ? Des sommes considérables sont en jeu, qui se trouvent au Grand-Duché de Luxembourg, à Monaco, en Suisse, etc. Il souligne que, contrairement à la Belgique, la Suisse prête son concours à plusieurs gouvernements, notamment à celui du Nigeria, qui est sur le point de récupérer certains fonds, et au gouvernement péruvien.

En Belgique, aucune démarche publique n'est entreprise pour identifier ces biens mal acquis et combattre la corruption, au nom du secret bancaire. On pourrait suivre la recommandation de l'OCDE concernant les fameux contrats qu'obtiennent des entreprises belges en versant des commissions. Il rappelle qu'en octobre 2005, l'OCDE a recommandé à la Belgique de mettre fin à sa législation permettant à

Katanga, heeft aangetoond dat de activiteiten van de Bank in de mijnbouw enorme problemen doen rijzen.

Hij stelt zich nog twee vragen. Waarom heeft België de aanwijzing gesteund van Paul Wolfowitz, één van de leiders van de « neocons » om de Amerikaanse uitdrukking te gebruiken, en één van de strategen van de invasie in Irak ? Was het niet de gelegenheid voor te stellen dat het voorzitterschap van de Wereldbank naar een bekwame kandidaat uit het Zuiden moest gaan ? Was het niet mogelijk een alliantie te sluiten tussen België en zijn groep, goed voor 5 % van de stemmen, en andere groepen om die mogelijkheid te verdedigen ? Hij herinnert eraan dat de Verenigde Staten in februari 2000 hun 17 % hadden gebruikt om het Europese voorstel voor de algemene directie van het Muntfonds tegen te houden. Europa stelde de kandidatuur van de heer Caio voor, maar kreeg een nul op het rekwest vanwege de Amerikaanse Schatkist en van de ultraliberaal Clinton. Europa heeft dus iemand anders moeten voordragen namelijk de heer Horst Köhler. Waarom sluit België zich niet aan bij andere Europese landen, maar ook bij landen uit het Zuiden, om andere kandidaten voor te dragen ?

Vervolgens herinnert hij eraan dat het CADTM (als lid van een delegatie van Entraide et Fraternité-CNCD-CADTM) in maart 2000 de minister van Financiën heeft ontmoet om hem een petitie te overhandigen met 32 000 handtekeningen die naar aanleiding van de « Jubilé 2000 »-campagne werden ingezameld.

Eén van de verzoeken luidde als volgt : we verzoeken de Belgische regering — in het bijzonder de minister van Financiën — acties te voeren om illegitiem verworven roerende en onroerende goederen, die belegd werden bij Belgische instellingen, te identificeren. De minister heeft indertijd geantwoord dat België zich niet tegen dat idee verzette en bovendien een offensief initiatief had genomen in verband met de fondsen van de heer Pinochet. Is het niet tijd het debat te hervatten, niet alleen om erover te praten, maar om concrete initiatieven te nemen ? Er staan belangrijke bedragen op het spel, die zich in het Groothertogdom Luxemburg, in Monaco, Zwitserland, enz. bevinden. Hij onderstreept dat Zwitserland, in tegenstelling tot België, medewerking verleent aan verscheidene regeringen, waaronder de Nigeriaanse, die bepaalde fondsen dreigt te recupereren, en de Peruviaanse.

In België neemt de overheid geen enkel initiatief om die illegitiem verworven goederen te identificeren en de corruptie te bestrijden, met het bankgeheim als excuus. Men zou de aanbeveling van de OESO kunnen volgen over de fameuze contracten die de Belgische ondernemingen in de wacht slepen door commissies te betalen. Hij herinnert eraan dat de OESO in 2005 België aanbevolen heeft een einde te

des entreprises exportatrices d'échapper à certaines contraintes sur les commissions que celles-ci versaient dans le but d'obtenir des contrats et des parts de marché.

Le président donne la parole à M. John Vandaele, journaliste au mensuel MO. L'intervenant se pose deux questions, dont la première concerne la collaboration entre les Finances et la Coopération au développement. Il existe depuis 2001 un arrêté royal qui règle le partage des compétences. Cet arrêté attribue au ministre des Finances la compétence exclusive pour ce qui est de la Banque mondiale, alors qu'à ce moment-ci, dans d'autres pays, le ministre de la Coopération au Développement s'occupe déjà de la matière. Cet arrêté royal est-il encore d'application? Cela changera-t-il à l'avenir?

La deuxième question de l'intervenant a trait à la discussion sur l'ultralibéralisme. Si l'on mène cette discussion sur un plan très général, on se rend compte qu'elle manque en fait de contenu. Pour y donner du sens, il faut examiner les décisions concrètes et les rapports de ces institutions. On constate alors, par exemple, que dans les rapports sur les pays européens et les États-Unis, le marché du travail européen est constamment la cible de nombreuses critiques, alors que ces mêmes rapports ne consacrent même pas un début de chapitre au marché du travail américain, qui génère pourtant des millions de «*working poors*». C'est à cela que l'on peut mesurer l'influence respective des Européens et des États-Unis sur cette institution.

Le ministre Didier Reynders déclare qu'en ce qui concerne le libéralisme, il ne tentera pas de convaincre qui que ce soit. Il s'agit d'un débat en soi. Pour ce qui est du commentaire de M. Dubié, il a démontré qu'on pouvait aller très loin à ce propos.

En ce qui concerne l'arrêté royal relatif au partage des compétences, il rappelle que le secrétaire d'État à la Coopération au développement voulait clairement faire du «*window dressing*» à l'époque. Par suite de cette demande, on a organisé un transfert du budget des Finances vers celui de la Coopération au développement, mais cette opération ne s'appliquait qu'au financement des diverses institutions, avec des compétences identiques à celles des Finances. Il ne s'agissait de rien d'autre. Il se dit prêt à réintégrer certains postes dans son budget, mais il y a une demande pour que l'on poursuive dans la voie actuelle, comme c'est le cas pour un certain nombre de postes relatifs à la dette.

Cela n'a rien à voir avec le règlement formel de la collaboration entre les deux départements et les deux ministres au sein de la Banque mondiale. Nous évoluons *de facto* dans ce sens, d'où une très bonne coopération entre les deux départements. Certaines personnes extérieures à ces départements ou d'anciens

makers à leur wetgeving die exportondernemingen toestaat te ontsnappen aan bepaalde verplichtingen in verband met de commissies die ze betalen om contracten en marktaandeel in de wacht te slepen.

De heer John Vandaele, joernalist bij het maandblad MO, krijgt van de voorzitter het woord. Hij heeft twee vragen, waarvan de eerste de samenwerking betreft tussen Financiën en Ontwikkelingssamenwerking. Er is sinds 2001 een koninklijk besluit dat de bevoegdheidsverdeling bepaalt. Daarin krijgt de minister van Financiën de exclusieve bevoegdheid voor de Wereldbank, terwijl op dit ogenblik in andere landen de minister van Ontwikkelingssamenwerking die materie reeds voor zijn rekening neemt. Is dat koninklijk besluit nog van toepassing is? Zal dat in de toekomst veranderen?

Zijn tweede vraag betreft de discussie over het ultraliberalisme. Als men deze discussie voert op zeer algemeen vlak, heeft ze eigenlijk geen inhoud. Om er zin aan te geven, moet men kijken naar concrete beslissingen en rapporten van die instellingen. Dan ziet men bijvoorbeeld dat in de landenrapporten over Europese landen en de Verenigde Staten, de Europese arbeidsmarkt constant veel kritiek krijgt, terwijl er aan de Amerikaanse arbeidsmarkt, die toch miljoenen «*working poors*» genereert, niet eens een begin van een hoofdstuk wordt gewijd. Daaruit kan men pas afleiden wat respectievelijk de invloed van de Europeanen op die instelling is en wat deze van de Verenigde Staten.

De heer Didier Reynders, minister, verklaart dat, wat het liberalisme betreft, hij niet zal proberen gelijk wie te overtuigen. Dat is een debat op zich. Wat de commentaar van de heer Dubié betreft heeft hij aangetoond dat men wat dat betreft zeer ver kan gaan.

Wat het koninklijk besluit over de bevoegdheidsverdeling betreft, herinnert hij eraan dat de staatssecretaris van Ontwikkelingssamenwerking destijds uitdrukkelijk aan *window dressing* wilde doen. Tengevolge van deze vraag werd een transfer georganiseerd vanuit de begroting van Financiën naar de begroting van Ontwikkelingssamenwerking. Maar dat gold enkel voor de financiering van de verschillende instellingen, met daaraan dezelfde bevoegdheden verbonden als deze van Financiën. Het was enkel dat. Hij is bereid om bepaalde posten terug in zijn begroting onder te brengen, maar de vraag is er om meer te doen in de ingeslagen weg, zoals voor een aantal posten in verband met de schuld.

Dat houdt geen verband met de formele regeling over de samenwerking tussen de twee departementen en de twee ministers in de Wereldbank. Wij evolueren wel *de facto* in die zin, met een zeer goede samenwerking tussen de twee departementen als gevolg. Er zijn wel soms negatieve commentaren van mensen van

collaborateurs de ceux-ci émettent parfois des commentaires négatifs, affirmant que le système n'est pas parfait. Mais ces critiques ne correspondent pas à l'opinion de ceux qui ont actuellement la charge de ces matières et qui considèrent l'évolution actuelle comme positive. Bien que le ministre ne voie aucune objection à un audit de la situation du passé, il n'y trouve aucune utilité. Dans une perspective d'avenir, il estime que la meilleure solution réside dans une collaboration correcte entre les deux départements. Il ajoute qu'il serait encore préférable de faire nommer un gouverneur pour la Banque mondiale, si cette possibilité existe.

Pour ce qui est de la question de M. Toussaint, il dirait, en voyant les chiffres, qu'il est évident qu'en poussant le raisonnement à l'absurde, les flux seront évidemment exclusivement négatifs, le jour où il n'y aura plus besoin de coopération. Ce jour-là, on aura atteint les Objectifs du Millénaire qui consistent à éradiquer la pauvreté partout dans le monde. Il est évident qu'à l'heure actuelle, les paiements venant des pays les plus pauvres sont toujours supérieurs aux versements faits par les pays développés.

Il y a moyen de nuancer légèrement le mode de calcul et les périodes de référence. Le ministre est prêt à faire l'exercice. Cela étant, c'est une question de moyens. Une pareille étude montrera bien, quel que soit le calcul fait, jusqu'où on est prêt à aller en termes d'aide au développement ou de remise de dette. Il ne faut pas voir les deux comme étant antagonistes. Ce serait peut-être plus facile d'avoir un calcul net complet. Mais il ne faut pas perdre de vue que, quoi qu'on fasse, ce sont des moyens budgétaires et donc des moyens des différents contribuables des différents pays qui interviennent. On peut, bien entendu, présenter le graphique comme l'on veut avec l'effort budgétaire réalisé année après année par chacun des États. Mais cela ne changera rien à la provenance de l'argent.

Par ailleurs, les audits rigoureux des créances, les ministères en font tous les jours, sinon notre dette à nous ne serait pas gérée convenablement et ne diminuerait pas chaque année. Il est néanmoins prêt à étudier des propositions, même s'il y a des remarques formulées à l'égard de la situation d'un certain nombre de créances concernant l'un ou l'autre pays. La démarche envisagée par les ONG ne saurait que faire double emploi avec l'audit que la Trésorerie fait, que la Cour des comptes fait, que l'ensemble des opérateurs chargés de ce contrôle réalisent. Mais ne serait-il pas préférable de réfléchir sur des cas concrets, plutôt que d'organiser encore un contrôle supplémentaire sans en avoir défini le contenu précis ?

Pour ce qui est du « board » du FMI et de la Banque mondiale, il certifie qu'en ce qui concerne le Tchad, le Cameroun, ou d'autres cas plus récents, la décision a

buiten deze departementen of van oud-medewerkers ervan, waarin wordt gesteld dat het systeem niet perfect is. Maar dat gaat in tegen de opinie van de mensen die nu met die materies bezig zijn, en de huidige gang van zaken goed vinden. Hoewel hij geen probleem heeft met een audit wat het verleden betreft, vindt hij dat zinloos. Naar de toekomst toe vindt hij een correcte samenwerking tussen de twee departementen de beste oplossing. En als het mogelijk is om voor de Wereldbank een gouverneur te laten benoemen, is dat nog beter.

Wat de vraag van de heer Toussaint betreft, kan hij bij het zien van de cijfers zeggen dat het duidelijk is dat wanneer men de redenering tot in het absurde doortrekt, de stromen uiteraard alleen maar negatief zijn, tot de dag waarop er geen behoefte meer is aan ontwikkelingssamenwerking. Op die dag zal men de Millenniumdoelstellingen, die erin bestaan de armoede overal ter wereld uit te roeien, hebben bereikt. Het is duidelijk dat momenteel de betalingen vanwege de armste landen altijd hoger zijn dan de stortingen die de ontwikkelde landen doen.

De berekeningswijze en de vergelijkingsperiodes kunnen licht worden genuanceerd. De minister is bereid de oefening te maken. Het is echter een kwestie van middelen. Dergelijke studie zal, ongeacht de berekening, duidelijk aantonen hoever men wil gaan inzake ontwikkeling of schuldkwijtschelding. Men moet beide niet als tegenstrijdig beschouwen. Het zou misschien gemakkelijker zijn een volledige nettoberekening te hebben. Men mag evenwel niet uit het oog verliezen dat wat men ook doet, het om begrotingsmiddelen gaat en dus middelen van de belastingplichtigen van de deelnemende landen. Uiteraard kan men de grafiek voorstellen zoals men wil, met de begrotingsinspanning die elke Staat jaar na jaar levert. Dat verandert echter niets aan de oorsprong van het geld.

Ernstige audits van de schuldvorderingen maken de ministeries overigens dagelijks, anders zou onze eigen schuld niet degelijk beheerd worden en niet elk jaar verminderen. Hij is echter bereid voorstellen te bestuderen, ook al worden er opmerkingen gemaakt over de toestand van een aantal schuldvorderingen op één of ander land. De aanpak die de NGO's wensen, komt neer op het overdoen van de audit die de Schatkist maakt, die het Rekenhof maakt, die alle operatoren maken welke die controle verrichten. Zou het echter niet beter zijn na te denken over concrete gevallen in plaats van nog een bijkomende controle te organiseren zonder de precieze inhoud ervan te hebben gedefinieerd ?

Wat de « board » betreft van het IMF en de Wereldbank, verzekert hij in verband met Tsjaad, Kameroen of andere, recentere gevallen, dat de

été claire et très ferme au sein du « board ». Même la décision d'août 2004 pourra être vérifiée, ainsi que la position qui a été adoptée à l'époque par nos représentants. Sur ce genre de thèmes, la position de la Belgique est très claire et très stricte. On nous reproche même régulièrement d'avoir une position trop stricte dans les débats des deux « boards » sur le sujet.

En ce qui concerne le président de la Banque mondiale, il peut être bref, puisqu'il n'y avait pas d'autre candidat, ce qui est pour le moins étonnant. Ce sont les constituantes et les pays qui doivent en proposer. Beaucoup de pays ont émis des commentaires au sujet de la Belgique. Or, elle n'avait pas de candidat. Le candidat qui aurait dû répondre aux critères des ONG n'existe même pas. En effet, il ne suffit pas de demander quelqu'un du Sud; encore faut-il qu'il réponde au profil sur tous les autres points.

Qu'a fait la Belgique? Nous avons été parmi les rares États, en ce compris dans l'Union européenne, à exiger qu'il y ait un débat préalable et une présentation du candidat. Nous avons obtenu qu'une audition de M. Wolfowitz soit organisée et que les ministres puissent dès lors avoir ce contact. Il s'agissait là d'une demande émanant presque exclusivement de nous. Le président du Conseil de l'époque n'était pas vraiment ravi de devoir organiser une telle audition, d'autant plus que cela s'est déroulé pendant une période de congé.

En ce qui concerne l'observation de M. Dubié, il est vrai qu'il est étonnant de voir comment les anciens directeurs se convertissent et deviennent aussi agressifs à l'égard des institutions, une fois sortis de l'institution qu'ils géraient au demeurant très mal, nous a-t-on dit. Le ministre se dit que ce serait peut-être une bonne idée que de choisir dorénavant quelqu'un qui apparaît comme étant opposé au départ. En effet, dès lors qu'ils prennent leurs fonctions, c'est peut-être là le moyen le plus sûr de voir ces gens emprunter ce qu'on appelle le « chemin de Damas », c'est-à-dire de les voir se convertir. Il n'y a généralement plus convaincu qu'un converti.

À l'égard de M. Wolfowitz, il attend de juger sur pièces. D'aucuns tablent sur son parcours, que ce soit en bien ou en mal. Mais il lui semble que l'idéal est de lui fixer un certain nombre d'objectifs et de juger ensuite son action.

En ce qui concerne le secret bancaire, il n'existe pas chez nous. On le brandit sans cesse comme un épouvantail, mais nos administrations, tout comme les magistrats, ont accès à l'ensemble des comptes bancaires, même pour un simple problème d'impôts indirects. La seule réserve qui existe réside dans le chef des banquiers en ce qui concerne les revenus, c'est-à-dire les impôts directs, des sociétés ou des particuliers.

beslissing in de « board » duidelijk en heel kordaat is geweest. Zelfs de beslissing van augustus 2004 zal kunnen worden geverifieerd, alsook het standpunt dat onze vertegenwoordigers toen hebben ingenomen. Het standpunt van België voor dergelijke thema's is heel duidelijk en heel strikt. Men verwijt ons zelfs regelmatig dat ons standpunt in de debatten over dat onderwerp in beide « boards » te strikt is.

Wat de voorzitter van de Wereldbank betreft, kan hij kort zijn aangezien er geen andere kandidaat was, wat op zijn minst verbazingwekkend is. De groepen en de landen moeten ze voorstellen. Heel wat landen hebben commentaar gegeven op België dat nochtans geen kandidaat had. De kandidaat die aan de criteria van de NGO moest beantwoorden, bestaat zelfs niet. Het volstaat immers niet iemand uit het Zuiden te vragen; hij moet ook nog aan alle andere aspecten van het profiel beantwoorden.

Wat heeft België gedaan? We waren één van de weinige Staten, ook binnen de Europese Unie, die eerst een debat en een voorstelling van de kandidaat eisten. We hebben verkregen dat een hoorzitting met de heer Wolfowitz werd georganiseerd en dat de ministers dat contact konden hebben. Dat was een verzoek dat nagenoeg uitsluitend van ons kwam. De toenmalige voorzitter van de Raad was niet bepaald opgetogen dergelijke hoorzitting te moeten organiseren, vooral omdat ze tijdens een vakantieperiode plaatsvond.

De opmerking van de heer Dubié klopt, dat het eigenaardig is hoe gewezen leidinggevenden van standpunt veranderen en zo agressief worden ten overstaande van de instellingen, eens ze de instelling die ze — overigens heel slecht — bestuurden, hebben verlaten. De minister verklaart dat het misschien een goed idee is voortaan iemand te kiezen die van bij het begin een tegenstander blijkt. Dat is misschien de zekerste manier om ervoor te zorgen dat ze, zodra ze hun functie opnemen, « de weg naar Damascus » inslaan, dat wil zeggen hoe ze zich « bekeren ». Niemand is meer overtuigd dan een bekeerling.

De heer Wolfowitz wil hij op zijn daden beoordelen. Sommigen beoordelen hem op grond van het parkoers dat hij heeft afgelegd, ten goede of ten kwade. Ideaal is echter hem een aantal doelstellingen op te leggen en vervolgens zijn daden te beoordelen.

Het bankgeheim bestaat niet bij ons. Er wordt voortdurend met dat schrikbeeld bedreigd, maar onze administraties en onze magistraten hebben toegang tot alle bankrekeningen, zelfs voor een eenvoudig probleem van indirecte belastingen. Het enige voorbehoud dat de bankiers maken betreft de directe belastingen, van de vennootschappen of van de particulieren.

Pour tous les problèmes évoqués par les intervenants, un accès automatique est organisé. Il suffit qu'un magistrat en fasse la demande. Dans notre système, les intervenants ont signalé combien nous étions en pointe dans le dossier Pinochet. Plusieurs magistrats belges en étaient en charge. Il a été prouvé que, pour cette question des biens mal acquis, toutes les données sont accessibles; il n'existe pas de difficulté pour accéder aux comptes. Le ministre est par ailleurs heureux d'apprendre des intervenants que la Suisse est un modèle en la matière et un exemple en termes de lutte contre le secret bancaire et le blanchiment, qu'ils nous demandent de suivre. La réalité est toute autre: sur le plan européen, nous faisons plus — heureusement — que nos collègues helvétiques, dont on doit admirer évidemment l'évolution très forte, à en croire les intervenants.

Personnellement, le ministre continue de penser qu'avec les directives sur le blanchiment et sur l'accès direct aux comptes bancaires pour certaines incriminations, la Belgique a fait beaucoup plus — parfois en essayant de convaincre le Grand-Duché ou l'Autriche de la suivre — que ne le font ou ne pourraient le faire les autorités suisses.

Il rappelle que quand il s'est agi de discuter de questions plus simples, comme la directive sur l'épargne et donc de demander à la Suisse qu'elle impose un minimum de fiscalité en la matière, cela n'a pas été si aisé à obtenir.

Chez nous, si un magistrat instructeur veut ouvrir un dossier à la demande d'un État — or nous n'avons pas encore reçu une telle demande —, l'ouverture est totale. Il ne voit pas ce que nous pourrions faire de plus. En outre, la Commission bancaire et financière a des règles très claires en ce domaine. En Suisse par contre, le secret bancaire existe bel et bien. Quand nous demandons des renseignements, nous les recevons très difficilement, et souvent sans aucune mention de nom.

M. Eric Toussaint rétorque qu'il n'a jamais prétendu que la Suisse soit un modèle. Mais il n'en reste pas moins que si même la Suisse a renvoyé 67 millions de Montesino et de Fujimori au Pérou ou 500 millions de dollars aux Philippines, la Belgique pourrait prendre des initiatives allant dans le même sens.

M. Didier Reynders, ministre, répète qu'il n'est nul besoin d'une démarche gouvernementale pour ce faire en Belgique: un magistrat instructeur peut accéder aux comptes sans aucun problème.

Lorsque l'on enquête sur des administrations qui dépendent de lui, il n'est même pas au courant du contenu de l'instruction, et c'est très bien ainsi. Il n'est pas certain que ce soit pareil dans d'autres pays européens. Mais de là à dire que nous n'avons rien

Voor alle problemen die de sprekers te berde hebben gebracht wordt er automatische toegang georganiseerd. Het volstaat dat een magistraat dit aanvraagt. In ons systeem hebben de sprekers ons laten weten wat een voorvechters wij waren in het geval Pinochet. Meerdere Belgische magistraten waren ermee bezig. Er werd aangetoond dat, voor deze kwestie van onrechtmatig verkregen goederen, alle gegevens toegankelijk zijn; men kan zonder problemen de rekeningen raadplegen. De minister is trouwens verheugd via de sprekers te vernemen dat Zwitserland een modelrol speelt bij het bestrijden van het bankgeheim en het witwassen van geld, een rol die ook elders navolging verdient. De realiteit ziet er heel anders uit: op Europees niveau doen we — gelukkig — meer dan onze Zwitserse collega's wier duidelijke evolutie men volgens de sprekers moet bewonderen.

De minister blijft ervan overtuigd dat België, met de richtlijnen inzake het witwassen en de rechtstreekse toegang tot bankrekeningen bij bepaalde aanklachten, veel meer heeft gedaan — soms door te proberen het Groot-Hertogdom of Oostenrijk te overtuigen hieraan mee te doen — dan de Zwitserse overheid doet of zou kunnen doen.

Hij herinnert eraan dat toen er over eenvoudiger kwesties werd gediscussieerd — zoals de richtlijn betreffende spaargelden — en er aan Zwitserland gevraagd is om hierop een minimum aan belastingen te heffen, dit niet zo gemakkelijk te bedingen was.

Bij ons is er, als een onderzoeksmagistraat op vraag van een Staat een dossier wil openen — een dergelijke vraag is tot nog toe niet voorgekomen — volledige openheid. Hij ziet niet in wat er nog meer kan worden gedaan. Bovendien heeft de Commissie voor het Bank- en Financiewezen op dit vlak zeer duidelijke regels. In Zwitserland daarentegen bestaat er wel degelijk een bankgeheim. Wanneer we inlichtingen vragen, kost het zeer veel moeite om die te krijgen en vaak worden er geen namen genoemd.

De heer Eric Toussaint antwoordt dat hij nooit heeft beweerd dat Zwitserland een model zou zijn. Toch is het een feit dat men zich, als zelfs Zwitserland 67 miljoen van Montesino en van Fujimori naar Peru heeft gestuurd en 500 miljoen dollar naar de Filipijnen, kan afvragen of België geen gelijkaardige initiatieven kan nemen.

De heer Didier Reynders, minister, herhaalt dat er geen initiatief van de regering nodig is om dit in België te doen: een onderzoeksmagistraat kan zonder problemen de rekeningen bekijken.

Wanneer er onderzoek wordt gevoerd naar diensten die van hem afhangen is hij zelfs niet op de hoogte van het onderzoek en zo hoort het ook. Hij is niet zeker dat dit in andere Europese landen ook het geval is. Dan kan men toch niet zeggen dat wij niets hebben



fait ! C'est sous notre présidence en 2001 qu'ont été adoptées les nouvelles règles sur le blanchiment, et il s'en souvient encore : le Parlement européen y était opposé. Il avait rencontré plusieurs avocats parlementaires européens qui trouvaient que nous allions trop loin, notamment concernant la levée du secret, pas bancaire, mais auprès des membres du barreau. Mais « à quelque chose malheur est bon » : le 11 septembre nous a beaucoup aidé, car après cette date plus aucun parlementaire européen n'était encore contre notre idée.

M. Eric Toussaint revient sur les candidatures pour le poste de président des IFI. Quand des candidats se présentent, on juge effectivement leurs capacités. On juge une candidature suffisante ou pas. On ne dit pas à quelqu'un : « Essayez d'abord, et on verra les conséquences pour l'humanité plus tard ».

M. Armand De Decker, ministre, constate que M. Wolfowitz est en charge depuis moins d'un an, mais que les intervenants l'ont déjà condamné. Il est évident que lorsque sa candidature a été examinée, elle a suscité des interrogations. Dans la mesure où l'homme qui était proposé pour une fonction consistant à présider l'une des plus grandes institutions multilatérales de la planète était le chantre de l'unilatéralisme, des questions étaient soulevées.

C'est pourquoi le Conseil des ministres de l'Union européenne a invité M. Wolfowitz à venir rencontrer les différents représentants des États membres. Le ministre assista à cette réunion, qui a consisté en des conversations entre les ministres présents et M. Wolfowitz. Même s'il a été le numéro 3 du Pentagone — ce qui serait incompatible aux yeux des intervenants avec quelque fonction internationale que ce soit —, les ministres voulaient savoir s'il était intéressé par les questions de développement. Et qu'on le veuille ou non, M. Wolfowitz est avant tout un universitaire, un professeur d'université, activité à laquelle il a consacré l'essentiel de sa carrière, avec quelques incursions dans la politique.

Il a été interrogé sur tous les sujets qui préoccupaient les ministres : les droits de l'homme, la lutte contre la pauvreté, les Objectifs du Millénaire, son intérêt pour l'Afrique, etc. Les réponses qu'il a apportées, par conviction ou par habileté, à ces différents points ont fait qu'il a très vite réuni un large consensus européen autour de sa candidature. Étant libre-exaministe, le ministre pense qu'il faut juger les gens sur ce qu'ils réalisent. Nous verrons comment il se positionne.

Il se souvient qu'il les avait notamment frappés par ses grandes préoccupations en termes d'environnement. Un autre domaine où il était particulièrement militant, mais l'on dit que cela est dû en grande partie à

gedaan ! Het is onder ons voorzitterschap dat in 2001 de nieuwe regelgeving over het witwassen is aangenomen en hij weet het nog goed : het Europees parlement was ertegen. Hij heeft toen verschillende advocaten, lid van het Europees parlement ontmoet die vonden dat onze voorstellen te ver gingen, meer bepaald wat betreft de opheffing, niet zozeer het bankgeheim maar van de geheimhoudingsplicht van de leden van de balie. Één tragedie heeft echter in ons voordeel gespeeld : na 11 september was geen enkel Europees parlamentslid meer tegen het idee gekant.

De heer Eric Toussaint komt terug op de kandidaturen voor de functie van voorzitter van de IFI. Wanneer er zich mensen kandidaat stellen, beoordeelt men echt hun capaciteiten. Een kandidatuur voldoet of voldoet niet. Men zegt niet « Probeer het maar eens en we zien later wel wat het oplevert voor de mensheid ».

De heer Armand De Decker, minister, stelt vast dat de heer Wolfowitz sinds minder dan een jaar de baas is, maar dat hij door de sprekers al veroordeeld is. Het spreekt vanzelf dat zijn kandidatuur, toen ze bekeken werd, vragen heeft opgeroepen, vooral als de man die naar voren wordt geschoven om voorzitter te worden van een van de grootste multilaterale instellingen van de wereld, het unilateralisme preekt.

De Raad van ministers van de Europese Unie heeft de heer Wolfowitz dus gevraagd om de verschillende vertegenwoordigers van de lidstaten te komen ontmoeten. De minister heeft deze vergadering bijgewoond. Er vonden gesprekken plaats tussen de aanwezige ministers en de heer Wolfowitz. De ministers wilden weten of hij belangstelling had voor ontwikkelingskwesties, ook al was hij de nummer 3 van het Pentagon, wat volgens de sprekers onverenigbaar is met welke internationale functie ook. En of men het nu wil of niet, de heer Wolfowitz is toch een academicus, een universiteitsprofessor. Het grootste deel van zijn carrière is hij als dusdanig actief geweest en daarnaast waagde hij zich een aantal jaren in de politieke arena.

Hij is ondervraagd geweest over alles wat de ministers bezighoudt : mensenrechten, armoedebestrijding, millenniumdoelstellingen, interesse voor Afrika, enz ... De antwoorden die hij, uit overtuiging of door zijn handigheid, over deze onderwerpen heeft gegeven hebben zeer snel tot een Europese consensus inzake zijn kandidatuur geleid. Als aanhanger van het vrij onderzoek, vindt de minister dat men mensen moet beoordelen op basis van wat ze verwezenlijken. We zullen zien hoe hij zich verder profileert.

Hij herinnert dat ze onder andere verrast waren door zijn grote bezorgdheid over het milieu. Een ander domein waarin hij militant bleek — maar men zegt dat dit vooral aan zijn echtgenote te danken is — is de

l'influence de son épouse, était l'émancipation des femmes dans la société et leur rôle-clef dans le développement du Sud. Il a donc relativement surpris ses interlocuteurs en abordant ces différentes questions. Depuis, il a été désigné. Et si l'on interroge les directeurs de la Banque, ils sont plutôt impressionnés par les grandes capacités intellectuelles de cette personne.

On peut revenir à M. McNamara qui a soutenu le bombardement du Vietnam et qui fut le chantre de la montée en puissance des armes de destruction massive américaines, avant de dénoncer et l'un et l'autre et de diriger la Banque mondiale pour la démolir lorsqu'il l'a quittée. Ce sont des arguments caricaturaux ! Voyons comment M. Wolfowitz va se positionner.

Depuis qu'il est entré en fonction, le ministre a observé dans les deux ou trois réunions qu'il a eues avec lui, qu'il se montrait d'une indépendance d'esprit absolue, en particulier vis-à-vis des États-Unis d'Amérique.

Par ailleurs, les audits rigoureux des créances, les ministères en font tous les jours, sinon notre dette à nous ne serait pas gérée convenablement et ne diminuerait pas chaque année. Il est néanmoins prêt à étudier des propositions, même s'il y a des remarques formulées à l'égard de la situation d'un certain nombre de créances concernant l'un ou l'autre pays. La démarche envisagée par les ONG ne saurait que faire double emploi avec l'audit que la Trésorerie fait, que la Cour des comptes fait, que l'ensemble des opérateurs chargés de ce contrôle réalisent. Mais ne serait-il pas préférable de réfléchir sur des cas concrets, plutôt que d'organiser encore un contrôle supplémentaire sans en avoir défini le contenu précis ?

Pour ce qui est du « board » du FMI et de la Banque mondiale, il certifie qu'en ce qui concerne le Tchad, le Cameroun, ou d'autres cas plus récents, la décision a été claire et très ferme au sein du « board ». Même la décision d'août 2004 pourra être vérifiée, ainsi que la position qui a été adoptée à l'époque par nos représentants. Sur ce genre de thèmes, la position de la Belgique est très claire et très stricte. On nous reproche même régulièrement d'avoir une position trop stricte dans les débats des deux « boards » sur le sujet.

En ce qui concerne le président de la Banque mondiale, il peut être bref, puisqu'il n'y avait pas d'autre candidat, ce qui est pour le moins étonnant. Ce sont les constituantes et les pays qui doivent en proposer. Beaucoup de pays ont émis des commentaires au sujet de la Belgique. Or, elle n'avait pas de candidat. Le candidat qui aurait dû répondre aux critères des ONG n'existe même pas. En effet, il ne suffit pas de demander quelqu'un du Sud; encore faut-il qu'il réponde au profil sur tous les autres points.

emancipatie van de vrouw in de maatschappij en de sleutelrol die de vrouw speelt in de ontwikkeling van het zuiden. Hij heeft zijn gesprekspartners dus een beetje verrast door over deze onderwerpen te praten. Sedertdien is de functie hem toegewezen. Als men nu de directeurs van de Bank spreekt, zijn ze nogal onder de indruk van de grote intellectuele capaciteiten van de man.

Men kan terugkomen op de heer McNamara die het bombardement van Vietnam heeft gesteund en die de lofzang heeft gezongen van de ontwikkeling van de massavernietigingswapens in Amerika, vooreerst hij beide heeft afgezworen en de Wereldbank heeft geleid, om deze vervolgens de grond in te boren bij zijn vertrek. Dit zijn karikaturale argumenten ! Laten we afwachten hoe de heer Wolfowitz zich gaat profileren.

Tijdens de twee of drie vergaderingen die hij met hem heeft gehad, heeft de minister vastgesteld dat hij volkomen onafhankelijk van geest is, vooral ten opzichte van de Verenigde Staten.

Ernstige audits van de schuldvorderingen maken de ministeries overigens dagelijks, anders zou onze eigen schuld niet degelijk beheerd worden en niet elk jaar verminderen. Hij is echter bereid voorstellen te bestuderen, ook al worden er opmerkingen gemaakt over de toestand van een aantal schuldvorderingen op één of ander land. De aanpak die de NGO's wensen, komt neer op het overdoen van de audit die de Schatkist maakt, die het Rekenhof maakt, die alle operatoren maken welke die controle verrichten. Zou het echter niet beter zijn na te denken over concrete gevallen in plaats van nog een bijkomende controle te organiseren zonder de precieze inhoud ervan te hebben gedefinieerd ?

Wat de « board » betreft van het IMF en de Wereldbank, verzekert hij in verband met Tsjaad, Kameroen of andere, recentere gevallen, dat de beslissing in de « board » duidelijk en heel kordaat is geweest. Zelfs de beslissing van augustus 2004 zal kunnen worden geverifieerd, alsook het standpunt dat onze vertegenwoordigers toen hebben ingenomen. Het standpunt van België voor dergelijke thema's is heel duidelijk en heel strikt. Men verwijt ons zelfs regelmatig dat ons standpunt in de debatten over dat onderwerp in beide « boards » te strikt is.

Wat de voorzitter van de Wereldbank betreft, kan hij kort zijn aangezien er geen andere kandidaat was, wat op zijn minst verbazingwekkend is. De groepen en de landen moeten ze voorstellen. Heel wat landen hebben commentaar gegeven op België dat nochtans geen kandidaat had. De kandidaat die aan de criteria van de NGO moest beantwoorden, bestaat zelfs niet. Het volstaat immers niet iemand uit het Zuiden te vragen; hij moet ook nog aan alle andere aspecten van het profiel beantwoorden.

**ANNEXE 1 — BIJLAGE 1**

Diarama de M. Alzetta sur le rôle de la Banque Mondiale dans la lutte contre la pauvreté (voir p. 46 du rapport) —  
*Slide-show van de heer Alzetta over de rol van de Wereldbank in de strijd tegen de armoede (zie blz. 46 van het verslag)*

## Le Groupe de la Banque Mondiale



**Notre Rêve :**  
**Un Monde exempt**  
**de Pauvreté**

Bureau de l'Administrateur pour  
l'Autriche, le Belarus, la Belgique,  
la République tchèque, la Hongrie,  
le Kazakhstan, le Luxembourg,  
la République slovaque, la Slovénie  
et la Turquie

## La Banque Mondiale

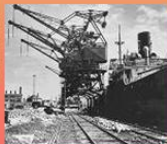
D'où venons nous ?

- Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)
  - Fondée en juillet 1944
  - A Bretton Woods, New Hampshire



- Sa mission?
  - Reconstruire l'Europe après la Deuxième Guerre mondiale

## Les Emprunteurs de la Banque

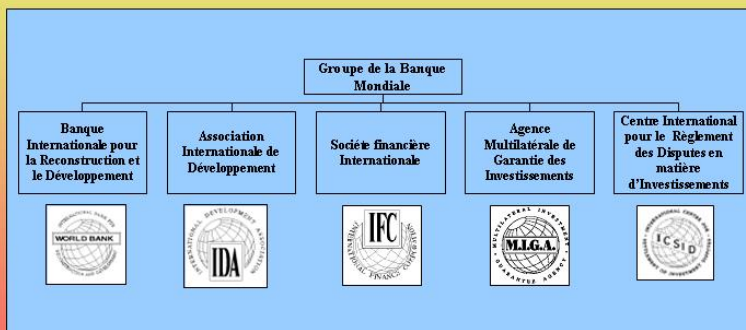


- Le 9 mai 1947, la Banque octroie son premier prêt. Il s'élève à 250 millions \$ et est accordé à la France pour financer la reconstruction d'après-guerre
  - ❖ En termes réels, il s'agit du prêt le plus important accordé au cours de ses 50 premières années d'existence (VAN97 de 2,6 milliards \$)
- Beaucoup de nations développées, qui sont à présent des donateurs ont également été des emprunteurs (Autriche, Belgique, Danemark, Japon, Grèce...)

## Aujourd'hui, la Banque Mondiale est...

- Une des sources les plus importantes de financement de l'aide au développement
- Au cours de l'exercice 2005, la Banque a prêté plus de 22,3 milliards \$ aux pays en développement
- Elle opère dans plus de 100 pays en développement
- Elle se focalise avant tout sur l'aide aux plus pauvres dans les pays les plus pauvres

## Le Groupe de la Banque Mondiale



## Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)



- Créée en 1945
- 184 pays membres
- Portefeuille cumulatif: 407,4 milliards \$
- Prêts accordés au cours de l'exercice 2005: 13,6 milliards \$ pour 118 opérations nouvelles dans 37 pays
- Octroi des prêts et de l'assistance au développement aux pays à revenu moyen et aux pays pauvres solvables. Ces prêts sont garantis par les gouvernements bénéficiaires.
- Le pouvoir de vote est lié aux souscriptions en capital des membres qui, à leur tour, reposent sur la puissance économique relative des pays
- La BIRD bénéficie d'une cotation AAA sur les marchés des capitaux où elle s'approvisionne à taux réduits ce qui lui permet d'offrir des taux compétitifs à ses clients
- La BIRD ne recherche pas le profit mais bénéficie d'un revenu suffisant qui lui permet d'assurer sa solidité financière tout en poursuivant ses activités de développement.

## La BIRD et la BELGIQUE

### Souscription et pouvoir de vote

Date d'adhésion: 27 décembre 1945

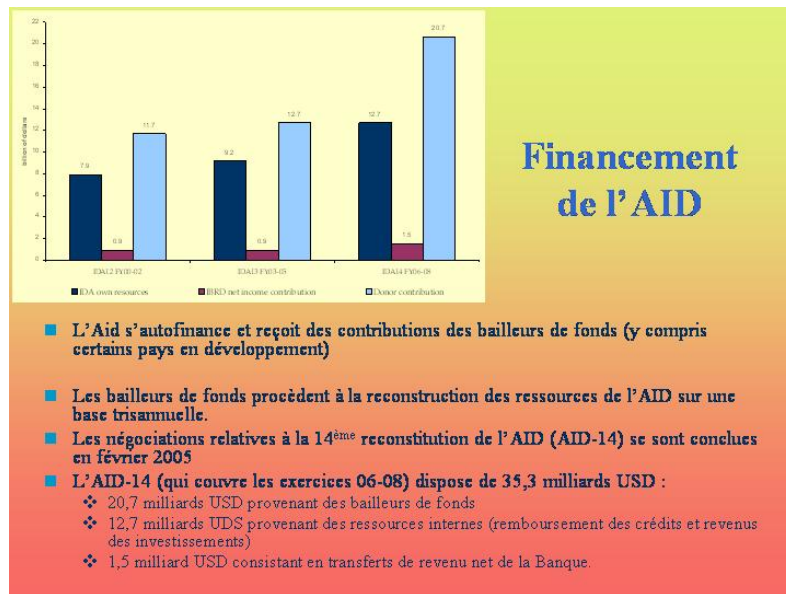
(\*) Millions de US Dollars 1944

Souscription totale		Pouvoir de vote	
Montant (*)	Pourcentage du total	Nombre de votes	Pourcentage du total
2.898,3	1,84	29.233	1,81

## Association Internationale de Développement (AID)



- Créée en 1960
- 165 pays en sont membres
- Portefeuille cumulatif: 161 milliards \$
- Prêts accordés au cours de l'exercice 2005: 8,7 milliards \$ pour financer 160 opérations nouvelles dans 66 pays
- L'AID est la source de financement conditionnel la plus importante pour les 81 pays les plus pauvres du monde où vivent 2,6 milliards de déshérités.
- Octroi des crédits sans intérêt pour de très longues durées (35 à 40 ans dont 10 ans de grâce) aux pays les plus pauvres. Ces crédits sont garantis par les gouvernements bénéficiaires. Depuis peu, l'AID octroie également des dons
- L'AID apporte son soutien aux stratégies de réduction de la pauvreté dans les domaines clé, en ce compris l'accroissement de la productivité, la mise en place d'une bonne gouvernance, l'amélioration du climat des investissements privés ainsi que l'amélioration de l'accès à l'éducation et à la santé.



- L'Aid s'autofinance et reçoit des contributions des bailleurs de fonds (y compris certains pays en développement)
- Les bailleurs de fonds procèdent à la reconstruction des ressources de l'AID sur une base trisannuelle.
- Les négociations relatives à la 14<sup>ème</sup> reconstitution de l'AID (AID-14) se sont conclues en février 2005
- L'AID-14 (qui couvre les exercices 06-08) dispose de 35,3 milliards USD :
  - ❖ 20,7 milliards USD provenant des bailleurs de fonds
  - ❖ 12,7 milliards USD provenant des ressources internes (remboursement des crédits et revenus des investissements)
  - ❖ 1,5 milliard USD consistant en transferts de revenu net de la Banque.

### L'AID et la BELGIQUE

#### Souscription et pouvoir de vote

<b>Date d'adhésion: 2 juillet 1964</b>		
(*) Millions de US Dollars		
Souscription et contributions cumulatives	Pouvoir de vote	
Montant (*)	Nombre de votes	Pourcentage du total
<b>2079,1<sup>1</sup></b>	<b>172.388</b>	<b>1,16</b>

<sup>1</sup> en ce compris AID-14

### Société financière Internationale (SFI)

- Créée en 1956
- 178 pays membres
- Portefeuille engagé: 24,6 milliards \$ (en ce compris 5,3 milliards \$ sous forme de prêts syndiqués)
- Engagements de l'exercice 2005: 5,4 milliards \$ répartis en 236 projets dans 67 pays
- Rôle: promouvoir l'investissement par le secteur privé dans les pays en développement en vue de réduire la pauvreté. Ces prêts ne sont pas garantis par les gouvernements
- Source multilatérale la plus importante de prêts et de capital actionnaire pour des projets du secteur privé dans les pays en développement.
- Aide les sociétés privées des pays en développement à mobiliser des financements sur les marchés financiers internationaux
- Dispose d'un large éventail d'instruments: equity, quasi-equity, prêts à long terme, garanties, instruments de gestion des risques, activités de conseil

## La SFI et la BELGIQUE

### Souscription et pouvoir de vote

Date d'adhésion: 27 décembre 1956

(\*) milliers US Dollars

Souscription		Pouvoir de vote	
Montant (*)	Pourcentage du total	Nombre de votes	Pourcentage du total
50.610	2,14	50.860	2,11

## Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (AMGI)



- Créée en 1988
- 165 pays membres
- Montant cumulatif des garanties émises: 14,7 milliards \$
- Garanties émises au cours de l'exercice 2005: 1,2 milliards \$
- Favorise les investissements étrangers dans les PED en offrant des garanties aux investisseurs étrangers afin de les protéger contre les risques non-commerciaux tels que l'expropriation, l'inconvertibilité, les guerres ou troubles civils ou la rupture de contrat
- Fournit des conseils en vue d'aider les gouvernements à attirer et à retenir les investissements privés et dissémine des informations quant aux opportunités d'investissement dans les PED
- Joue un rôle de médiateur dans les différends en matière d'investissement afin de les préserver et d'enlever les obstacles aux investissements futurs.

## L'AMGI et la BELGIQUE

### Souscription et pouvoir de vote

Date d'adhésion: 18 septembre 1992

(\*) Millions de DTS

Souscription		Pouvoir de vote	
Montant (*)	Pourcentage du total	Nombre de votes	Pourcentage du total
35,77	2,08	3.835	1,79

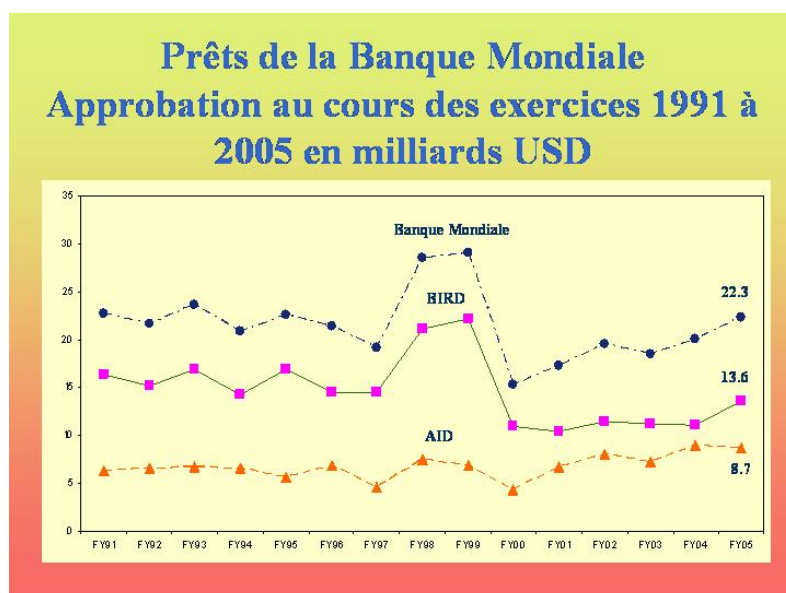
## Centre International pour le Règlement des Différends en matière d'Investissement (CIRDI)

- Créé en 1966
- 142 pays membres
- Nombre de cas enregistrés: 184
- Cas enregistrés au cours de l'exercice 2005: 25
- Contribue à la promotion des investissements internationaux en procédant à des conciliations et des arbitrages de différends entre les investisseurs étrangers et les pays hôtes
- Mène des recherches et publie des études dans les domaines de l'arbitrage et des lois en matière d'investissement.

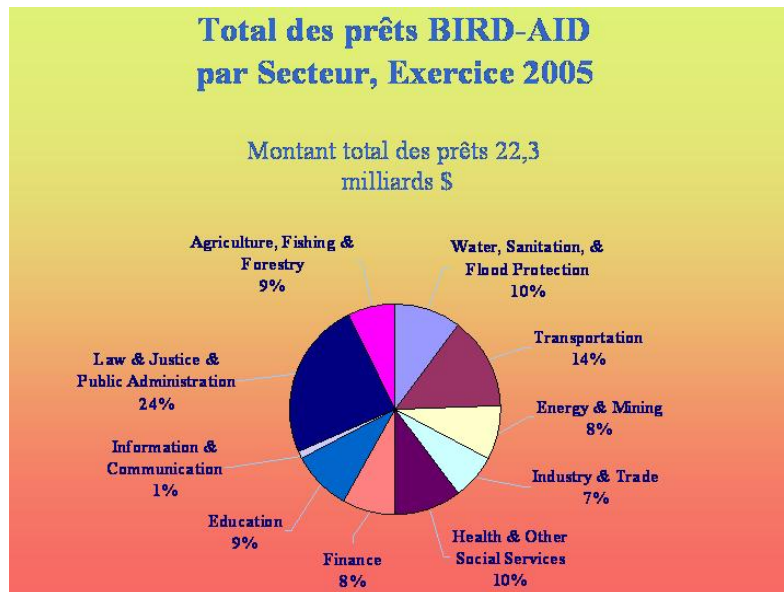
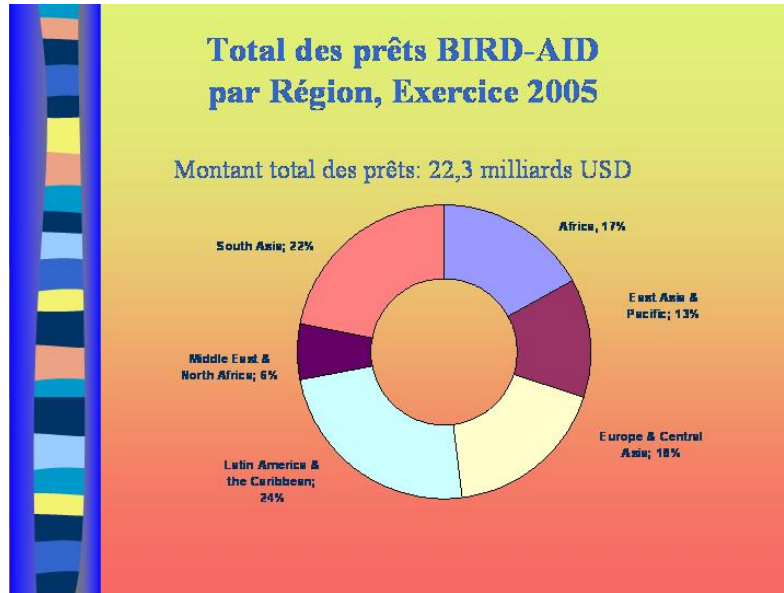


## La Belgique et le CIRDI

- Date d'adhésion : 26 septembre 1970







### Dix principaux emprunteurs BIRD-AID au cours de l'exercice 2005 (milliards USD)

Country	IBRD Commitment Amount	IDA Commitment Amount	IBRD/IDA Commitment Amount
India	1,748.5	1,137.8	2,886
Turkey	1,800.1	0.0	1,800
Brazil	1,771.8	0.0	1,772
China	1,030.0	0.0	1,030
Indonesia	680.8	236.4	917
Colombia	912.0	0.0	912
Pakistan	347.4	500.0	847
Romania	781.7	0.0	782
Vietnam	0.0	698.8	699
Bangladesh	0.0	600.0	600

## Progrès réalisés en matière de Réduction de la pauvreté

- Au cours des 30 dernières années, dans les PED:
  - ❖ L'espérance de vie a augmenté de 55 à 65 ans
  - ❖ Le revenu par personne a doublé
  - ❖ Le nombre d'adultes instruits a doublé
  - ❖ Le nombre total d'enfants fréquentant l'école primaire s'est accru de 411 à 681 million \$
  - ❖ La mortalité infantile a été réduite de 50 pourcent



## Toutefois, des défis considérables subsistent

- Des 4,7 milliards de personnes qui vivent dans les 100 pays bénéficiant des concours de la Banque:
  - ❖ 2,8 milliards vivent avec moins de 2\$ par jour et 1,1 milliard vivent avec moins de 1\$ par jour
  - ❖ Chaque semaine 10.000 femmes meurent en cours d'accouchement et 200.000 enfants de moins de 5 ans meurent de maladies qui auraient pu être évitées s'ils avaient été vaccinés
  - ❖ Plus de 8.000 personnes meurent chaque jour d'affections liées au SIDA et 2 millions de personnes mourront cette année du SIDA en Afrique
  - ❖ Près de 3 millions d'enfants meurent chaque année de maladies qui auraient pu être évitées s'ils avaient été vaccinés
  - ❖ 115 millions d'enfants ne sont pas scolarisés
  - ❖ Près d'un milliard d'adultes sont illettrés
  - ❖ 1,1 milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable
  - ❖ 2,4 milliards de personnes n'ont pas accès à des installations sanitaires
  - ❖ 1,6 milliard de personnes n'ont pas accès à l'électricité



## Objectifs de Développement du Millénaire (ODM)

- La Déclaration du Millénaire – signée par 189 pays en septembre 2000 a débouché sur les ODM
- Ils ont été adoptés par la Banque, le FMI et d'autres agences internationales
- Ils fixent des objectifs pour la réduction de la pauvreté, des améliorations dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la protection de l'environnement
- Ils mesurent les progrès réalisés depuis 1990 et envisagent ce qui peut être accompli d'ici 2015

## Objectifs de Développement du Millénaire



**OBJECTIF 1**  
Eradiquer la pauvreté extrême et la faim



**OBJECTIF 2**  
Réaliser l'éducation primaire universelle



**OBJECTIF 3**  
Promouvoir l'égalité des sexes et démarginaliser les femmes



**OBJECTIF 4**  
Réduire la mortalité infantile



**OBJECTIF 5**  
Améliorer la santé maternelle



**OBJECTIF 6**  
Combattre le HIV/SIDA, la malaria et d'autres maladies



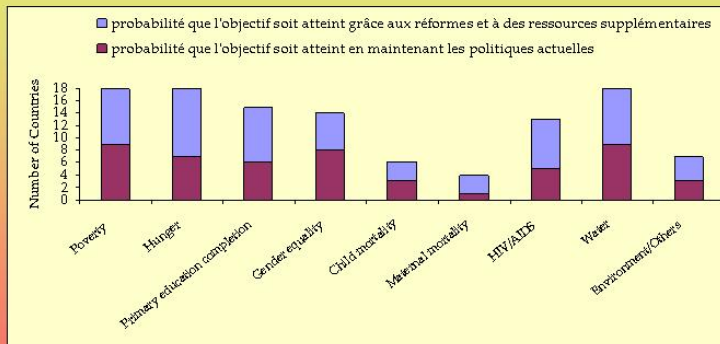
**OBJECTIF 7**  
Assurer la soutenabilité de l'environnement



**OBJECTIF 8**  
Développer un partenariat global pour le développement

## Les OMD pourront-ils être atteints ?

Résultats pour 18 pays à bas revenus ayant entrepris des réformes



Source: Development Committee, September 2003, and Global Monitoring Report 2004

## La Banque Mondiale en évolution

Au cours des 20 dernières années, les priorités et l'approche de la BM ont changé :

- ❖ Les questions liées au genre, au développement piloté par les communautés, aux populations indigènes font désormais partie intégrante de ses activités
- ❖ Le soutien aux services sociaux tels que la santé, la nutrition et l'éducation s'est accru de 5% en 1980 à 19% en 2005
- ❖ Les pays bénéficiaires développent leurs propres plans pour aider les pauvres et la Banque répond à ce besoin par de nouveaux produits et instruments



## La Banque Mondiale en évolution

### Les stratégies de réduction de la pauvreté

- Les premiers documents de stratégie de la pauvreté (DSRP) ont vu le jour en décembre 1999
- Les pays pauvres déterminent désormais eux-mêmes les stratégies de réduction de la pauvreté
- Les DSRP constituent la base du soutien de l'AID
- Les DSRP influencent directement les stratégies d'assistance par pays
- Les DSRP identifient les obstacles-clés à la réduction de la pauvreté, décrivent les plans pour surmonter ces obstacles et spécifient comment suivent les progrès accomplis
- Les DSRP sont :
  - ❖ *Pilotés par les pays*, ils impliquent une large participation de la société civile
  - ❖ *Orientés résultats*, ils se concentrent sur les résultats qui vont bénéficier aux pauvres
  - ❖ *Globaux*, ils reconnaissent le caractère multidimensionnel de la pauvreté
  - ❖ *Basés sur une perspective à long terme* de la réduction de la pauvreté

## La Banque Mondiale en évolution

### Les stratégies d'assistance aux pays

- Une stratégie d'assistance aux pays (SAP) est développée pour chaque pays bénéficiaire
- La SAP est le véhicule central utilisé par le Conseil d'administration pour passer en revue l'assistance passée de la Banque à ses emprunteurs et guider l'assistance future
- Pour les pays éligibles à l'AID, la SAP est basée sur la stratégie de réduction de la pauvreté du pays
- La SAP :
  - ❖ Décrit la stratégie du Groupe de la Banque sur base d'une évaluation des priorités du pays
  - ❖ Détermine le niveau et la composition de l'assistance à fournir sur base de la stratégie et de la performance du pays
- Le gouvernement du pays bénéficiaire participe à la préparation de la SAP
- La SAP n'est toutefois pas un document négocié : toute divergence entre l'agenda du pays et la stratégie recommandée par la Banque est soulignée dans le document

## La Banque Mondiale en évolution

### Les priorités actuelles de la Banque sont:

- L'allègement de la pauvreté
- L'amélioration de l'accès aux services de base dans le domaine de l'éducation et de la santé
- L'octroi d'une protection sociale pour les personnes affectées par les changements économiques
- L'octroi de davantage d'aide là où elle est la plus nécessaire
- La protection de l'environnement
- Le soutien et l'encouragement au développement du secteur privé
- La promotion des réformes visant à créer un environnement économique stable
- La bonne gouvernance y compris la lutte contre la corruption

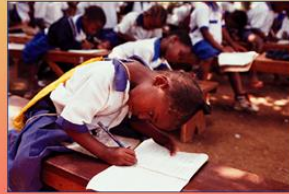


## L'éducation fait la différence...

*“Give people a handout or a tool, and they will live a little better.”*

*“Give them education, and they will change the world.”*

- Le financier extérieur le plus important en matière d'éducation
- Depuis 1963, la Banque a octroyé environ 35,6 milliards \$ de prêts et de crédits à l'éducation
- Au cours de l'exercice 2005, le montant total des prêts consacrés à l'éducation a atteint 1,95 milliard USD
- Le portefeuille de prêts à l'éducation à la fin de l'exercice 2005 consiste en 143 opérations dans 88 pays pour un montant de 8,4 milliards USD



## Le plus important pourvoyeur de fonds au secteur de la santé

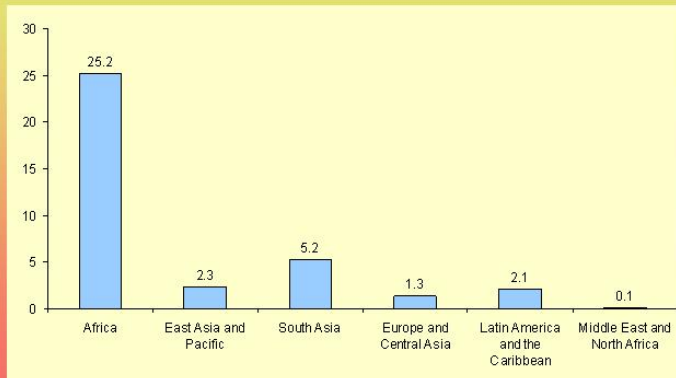
- Plus de 10 millions d'enfants meurent chaque année dans les PED
  - ❖ Un enfant sur 10 meurt avant d'avoir atteint sa cinquième année contre un sur 143 dans les pays à revenus élevés
  - ❖ 70% meurent de maladies transmissibles
- La Banque consacre annuellement, en moyenne, 1,3 milliard \$ supplémentaire à des projets dans les domaines de la santé, de la nutrition, et de la population



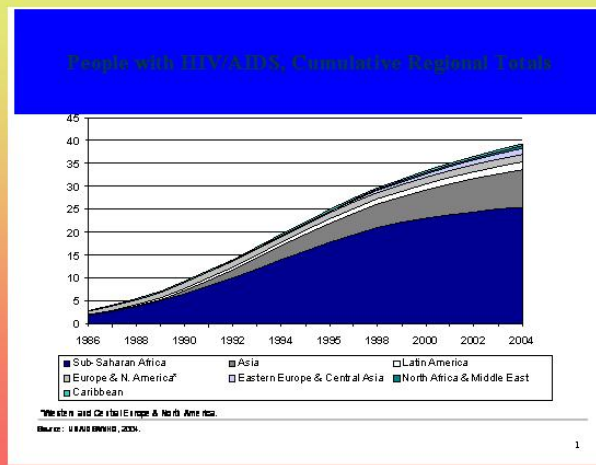
## La lutte contre le VIH/SIDA

- Le VIH/SIDA représente une menace majeure pour la santé globale, le développement et la sécurité
- Environ 40 millions de personnes vivent avec le VIH/SIDA
  - ❖ En 2004, environ 5 millions de personnes ont été contaminées et 3,1 millions sont mortes du SIDA
  - ❖ Environ 14.000 infections nouvelles se déclarent chaque jour
  - ❖ Plus de 95 % des populations touchées par le VIH/SIDA vivent dans des pays à bas et moyen revenu, près de deux tiers se trouvent en Afrique Sub-saharienne
- La Banque mondiale est le financier le plus important en matière de prévention et de gestion des conséquences du VIH/SIDA dans les pays en développement
- En partenariat avec les gouvernements africains et des Caraïbes, la Banque mondiale a lancé le Programme Multi-Pays HIV/SIDA (MAP) qui met des ressources significatives à la disposition des organisations de la société civile et des communautés locales
  - ❖ En Afrique, le programme MAP couvre déjà 33 pays à concurrence de 1,2 milliard USD
  - ❖ Dans les Caraïbes, la Banque a engagé 155 millions USD
- Globalement, la Banque mondiale a engagé plus de 2,5 milliards USD sous forme de prêts, crédits et dons dans des programmes de lutte contre le VIH/SIDA dans 67 pays

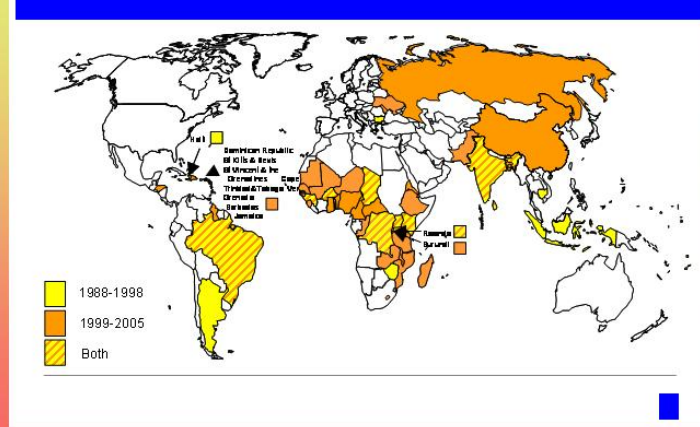
### Nombre de personnes vivant avec VIH/SIDA (millions de personnes)



### Progression de l'épidémie de SIDA (millions de personnes)



### Projets VIH/AIDS : Evolution depuis 1988



## La Banque apporte son soutien à l'allégement de la dette

- En 1996, la Banque mondiale et le FMI ont lancé l'Initiative des Pays Pauvres très Endettés (PPTE) visant à réduire la dette des pays les plus pauvres et les plus endettés du monde
- A ce jour, 28 pays PPTE ont reçu des remises de dettes s'élevant à plus de 56 milliards USD
- La Banque mondiale veille à s'assurer que les économies ainsi réalisées sont affectées à des programmes de lutte contre la pauvreté dans les domaines de l'éducation et de la santé
- La Banque a salué la proposition récente du G8 d'annuler totalement et de manière inconditionnelle la dette des pays HIPC (Multilateral Debt Reduction Initiative)

## Financement de projets liés à la biodiversité

- La perte de biodiversité affecte avant tout les populations rurales des PED dans la mesure où celles-ci dépendent plus que toutes autres ressources naturelles pour se nourrir, s'abriter, se soigner, se procurer un revenu et un emploi et conserver leur identité culturelle
- Le portefeuille actuel de la Banque dans le secteur de l'environnement s'élève à 13 milliards \$



## Partenariats dans la lutte globale contre la pauvreté

- Afin de réduire les conséquences de l'effet de serre, la Banque a collaboré au lancement
  - ❖ du BioCarbon Fund
  - ❖ du Community Development Carbon Fund
  - ❖ du Prototype Carbon Fund
- La Banque collabore avec le World Wildlife Fund en vue de protéger les forêts
- En partenariat avec la FAO et le PNUD elle soutient la recherche agricole
- Au travers du Groupe Consultatif pour Aider les Pauvres (CGAP), la Banque fournit, avec les donateurs et les institutions financières multilatérales, des services financiers aux plus pauvres
  - ❖ Un partenariat visant à combattre l'onchocercose en Afrique a permis
    - d'éviter 700.000 cas de cécité.
    - d'ouvrir 25 millions d'hectares de terres arables à la culture et de traiter annuellement plus de 35 millions de personnes affectées par la maladie



## Lutte contre la corruption

- La corruption est un obstacle au développement et empêche les fonds publics d'atteindre les pauvres
- Depuis 1996, la Banque a lancé des centaines de programmes de lutte contre la corruption et en faveur d'une meilleure gouvernance dans près de 100 pays
- Au cours de l'exercice 2005, les engagements de la Banque en faveur de la gouvernance, de la réforme du secteur public et de l'état de droit a atteint 2,9 milliards USD, soit approximativement 13 % du total des prêts de la Banque
- La Banque a édicté des directives et mis en place des mécanismes visant à s'assurer que ses projets sont à l'abri de pratiques douteuses
- Actuellement, la Banque dépense 10 millions USD par an en enquêtes et sanctions, un montant plus important que l'ensemble des banques multilatérales de développement. A ce jour, plus de 330 sociétés et individus ont fait l'objet de sanctions



## Collaboration avec la société civile

- Au cours des deux dernières décennies, la Banque a significativement étendu et amélioré ses relations avec les ONGs et d'autres organisations de la société civile (OSC's)
- La participation des ONGs/OSC's participent à environ 72% en 2005
- Plus de 120 spécialistes de la société civile travaillent au sein de la Banque Mondiale et veillent à ce que les opinions des OSC's soient prises en compte et encouragent leur participation dans les projets financés par la Banque




## La Banque mondiale et les conflits

- Au cours des 15 dernières années, 80 % des pays les plus pauvres du monde ont été affectés par une guerre civile
- La Banque opère dans plus de 35 pays affectés par les conflits où elle soutient les efforts internationaux déployés en vue d'aider les populations, de rétablir un développement pacifique et d'empêcher le retour de la violence
- L'éventail des actions de la Banque est large : de la remise en route de l'économie aux réhabilitations d'infrastructure en passant par des investissements nouveaux
- Au cours de l'exercice 2005, la Banque mondiale a décaissé 6,1 millions USD via son Post Conflict Fund (PCF) pour aider les pays à accomplir la transition de situations de conflit vers une paix durable et la croissance économique
- Depuis 1997, date de sa création, le PCF a octroyé 159 dons pour un total de 72,6 millions USD







## Le Personnel de la Banque

- Le Groupe de la Banque Mondiale emploie environ 10.000 employés. 7.000 sont localisés au siège à Washington, D.C., et 3.000 sur le terrain
- C'est une des organisations multilatérales la plus culturellement diversifiée avec un personnel provenant de plus de 100 pays différents

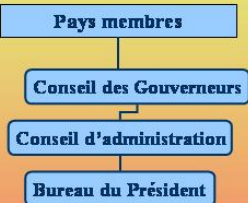
- Cette diversité offre à la Banque un avantage comparatif incomparable dans la poursuite de son agenda de développement global
- Son personnel qui reflète la diversité des pays bénéficiaires en termes de race, de sexe et de nationalité lui procure un large éventail d'expériences et de perspectives
  - ❖ 55% du personnel est originaire de PED
  - ❖ 52% du personnel sont des femmes

## Personnel belge travaillant au sein du Groupe de la Banque Mondiale

(au 31 octobre 2005)

- Personnel régulier: 94
- Consultants et temporaires: 35

## Qui dirige la Banque Mondiale?



```

graph TD
    A[Pays membres] --> B[Conseil des Gouverneurs]
    B --> C[Conseil d'administration]
    C --> D[Bureau du Président]
          
```

- Chaque pays membre nomme un Gouverneur et un Gouverneur suppléant
- Les Gouverneurs délèguent certaines de leurs responsabilités au Conseil d'administration
- Le Président de la Banque est responsable devant le Conseil d'administration

## Conseil d'Administration

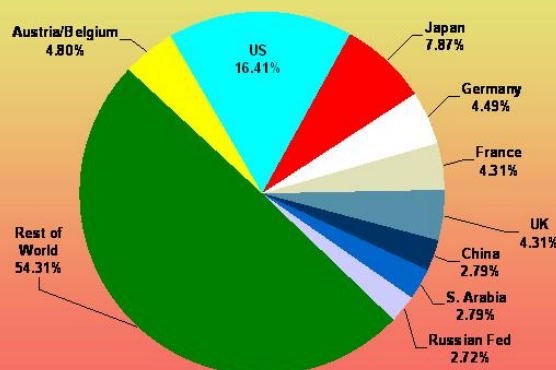


- Chaque Gouvernement du Groupe de la Banque Mondiale est représenté au siège de la Banque à Washington, D.C., par un administrateur
- Les 5 actionnaires les plus importants—France, Allemagne, Japon, Royaume-Uni et Etats-Unis désignent un administrateur
- Les autres pays sont représentés par 19 administrateurs qui sont élus par des circonscriptions ou un pays

### Bureau de l'Administrateur représentant l'Autriche, le Belarus, la Belgique, la République tchèque, la Hongrie, le Kazakhstan, le Luxembourg, la République slovaque, le Slovénie et la Turquie



## BIRD – Pouvoir de vote des Administrateurs



# The World Bank



[www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)

## ANNEXE 2 — BIJLAGE 2


Diarama de M. Alzetta sur le rôle des IFI dans la réalisation des ODM —  
*Slide-show van de heer Alzetta over de rol van de IFI's in het bereiken van de MOD*



**CONCLUSIONS ET MESSAGES  
PRELIMINAIRES**

1. Une croissance robuste contribue à la réduction de la pauvreté, mais de façon inégale.
2. Les progrès réalisés au niveau des ressources et de la coordination du développement humain renforcent les possibilités d'une accélération des résultats.
3. La communauté internationale a claironné sa volonté de fournir des efforts supplémentaires au niveau de l'aide, de l'allégement de la dette et de la coordination mais les promesses seront-elles tenues ?
4. Un suivi renforcé et une transparence accrues sont des éléments clés afin d'assurer une responsabilité mutuelle.


© G. A.



### Progrès enregistrés au niveau de l'objectif de pauvreté (ODM #1)

- Sous l'action d'une croissance robuste, la réduction de la pauvreté s'est poursuivie mais les progrès enregistrés ont été inégaux.
- Afin que le mouvement soit poursuivi, il conviendrait que l'accès aux infrastructures et le climat d'investissement s'améliore et que l'on porte davantage d'attention à l'égalité des chances pour les pauvres.

© G. A.




### Si les perspectives de croissance s'améliorent des risques majeurs subsistent

- Les politiques macroéconomiques s'améliorent.
- L'évolution de l'économie globale permet une croissance plus robuste des pays à bas revenu et des pays à moyen revenu.

MAIS


Les performances sont inégales et de sérieux risques persistent.

© G. A.




### Une amélioration de l'environnement pour continuer à stimuler la croissance requiert:

- **De meilleures infrastructures**
- **Un meilleur climat des investissements**



© G. A.




### Développement humain : des progrès tangibles sont enregistrés au niveau des OMD

- La part de patients atteints du SIDA et qui sont traités est passée de 1 à 12 % entre 2001 et 2004
- Les programmes d'immunisation des enfants progressent rapidement et couvrent désormais les populations les plus pauvres
- Les pays qui bénéficient du programme Fast Track en matière d'éducation réalisent des progrès plus rapides mais la qualité de l'éducation continue à poser problème
- Les politiques des pays s'améliorent : les réformes de transparence ont lieu dans le domaine de la santé et de l'éducation. Davantage de pays ont adopté les programmes de transferts conditionnels de ressources
- Les programmes globaux commencent à donner des résultats, par exemple EFA FTI (harmonisation) et GAVI (restructuration des marchés des médicaments et des vaccins)
- Les accroissements de l'aide publique au développement commencent à avoir un impact sur le terrain

**MAIS : davantage de progrès est nécessaire au niveau de l'efficacité de l'aide et de l'accès aux services**


© G. A.




### Le caractère versatile de l'aide constitue une entrave au recrutement des enseignants et des prestataires de soins

- La part de l'Aide Publique au Développement (APD) consacrée à un renforcement du recrutement des enseignants et des prestataires de soins est limitée (20%)

Le caractère très versatile des engagements et des décaissements empêche de nouveaux recrutements




© G. A.




### Concrétisation des promesses en matière d'APD, de dette et de commerce

Promesses au niveau de l'APD

- Des promesses importantes ont été formulées en 2005, il conviendrait maintenant de les concrétiser. Le suivi de cette concrétisation est un élément-clé
- Au niveau des décaissements, la concrétisation des promesses exigera une accélération considérable
- Au niveau de la qualité de l'aide, une mise en œuvre déterminée de la Déclaration de Paris s'impose



© G. A.



## Concrétisation des promesses en matière d'APD, de dette et de commerce


### Promesses au niveau de la dette

- L'initiative PPTE a enregistré des progrès : la valeur actualisée nette de la dette sera réduite de deux tiers permettant un accroissement des dépenses de réduction de la pauvreté
- L'Initiative Multilatérale de la Réduction de la Dette (initiative G8 - MDRI) devrait encore réduire la dette d'environ 50 milliards USD pour une quarantaine de pays

Il convient toutefois de minimiser les risques en :

- Assurant le suivi des engagements afin d'éviter que les contributions à la MDRI se substitue à l'APD traditionnelle
- Veillant à éviter une réaccumulation de la dette, en ce compris la dette commerciale, qui réduirait à néant les efforts consentis dans le cadre de PPTE et MDRI


© G. A.



## Concrétisation des promesses en matière d'APD, de dette et de commerce

- Promesses au niveau du commerce
  - La libéralisation multilatérale continue à rencontrer des difficultés...  
... alors que les accords régionaux prolifèrent. Or ils ont un impact douteux
  - En dépit des réformes la protection agricole reste élevée dans les pays de l'OCDE...  
... Mais la protection au niveau des pays en développement reste également élevée et diminue encore moins rapidement

© G. A.



## L'aide au développement : comment passer à la vitesse supérieure

- En améliorant l'efficacité de l'aide
- En mobilisant des ressources supplémentaires
- En gérant les risques
- En focalisant sur les résultats
- En procédant à des analyses stratégiques et techniques

© G. A.



### Renforcement de la performance des institutions financières internationales (IFI)

- Au travers de leurs activités de financement
- Dans la gestion orientée résultats
- Grâce à la transparence, les mécanismes d'évaluation et l'intégrité institutionnelle



© G. A.



### ANNEXE 3 — BIJLAGE 3

Diarama de M. Alzetta sur le rôle de la Banque Mondiale  
dans la politique commerciale internationale —  
*Slide-show van de heer Alzetta over de rol van de Wereldbank  
in de internationale handelspolitiek*



## Grandes lignes

1. Justification de l'implication de la Banque Mondiale
2. Soutien de la BM au commerce : depuis 1987
3. Approches actuelles de la Banque vis-à-vis du commerce international

© G A

## Justification de l'implication de la Banque Mondiale

- ❖ L'Article I, paragraphe (iii) des Statuts de la BIRD établit que:
  - *"The purposes of the Bank are ... to promote the long-range balanced growth of international trade ..."*
- ❖ Au niveau du Comité de Développement : réaffirmation par les Ministres que « le commerce est d'une importance cruciale pour la croissance et la réduction de la pauvreté ». La Banque est encouragée à « aider les pays en développement à accroître leur capacité à accéder aux marchés globaux ».
- ❖ Le rôle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) est défini de façon plus étroite focalisant sur l'allègement des restrictions directes au commerce, tels les tarifs et les restrictions quantitatives.

© G A

## Soutien de la BM au commerce depuis 1987

- ❖ Tendances - Evolution de l'implication de la Banque
  - *Trois phases aux approches très différentes :*
    1. *Les années 80 et début des années 90*
    2. *Moitié et fin des années 90*
    3. *Depuis 2001*



© G A



❖ Bien qu'aucune stratégie explicite relative au commerce n'existait avant 2001, trois documents offraient une orientation stratégique et technique sur les conseils de la Banque en matière de politique liée au commerce :

1. Le Rapport sur le Développement dans le monde de 1987 - "Industrialisation et Commerce extérieur";
2. Un document du Conseil d'administration sur le commerce;
3. Une section sur les prêts à l'ajustement en matière de commerce dans la Directive Opérationnelle 8.60.

© G A



### Soutien de la Banque de 1987 à 2001

❖ *Objectifs*

1. réduire les obstacles aux exportations par l'élimination des biais à l'exportation ;
2. développer et diversifier les exportations, afin de permettre un accroissement des revenus d'exportation ;
3. rendre les importations plus facilement disponibles et accroître la concurrence des importations de produits finis ;
4. aider les pays à mieux s'intégrer dans l'économie globale.

© G A



### Soutien de la Banque de 1987 à 2001

❖ Programmes de prêt

- *Entre les exercices 1987 et 2004, environ 8,1% du total des engagements de la Banque (38 milliards USD, 500 opérations de prêt) a été alloué à 117 pays en vue des les aider à mieux s'intégrer dans l'économie globale.*
- *Au cours de la moitié des années 90, alors que la libéralisation du commerce demeurait une composante importante (33%) des programmes de prêt en faveur du commerce, le recentrage sur la facilitation des échanges s'est intensifié.*

© G A

## Soutien de la Banque de 1987 à 2001

### ❖ Travaux analytiques

- Les activités de prêt de la Banque ont été constamment accompagnées par des travaux d'analyse tant au niveau global que sectoriel.
- L'accent mis sur les travaux économiques et sectoriels liés au commerce s'est encore accru depuis.



© G A

## Soutien de la Banque depuis 2001

### ❖ Objectifs

- En 2001, suite à la réunion ministérielle de Seattle (1999), le programme de travail de la Banque lié au commerce a été fondamentalement revu – en grande partie en raison de la pression accrue résultant de la poursuite des Objectifs de Développement du Millénaire. Les deux objectifs principaux de ce programme sont :

- (1) transformer le système de commerce mondial de façon à le rendre plus orienté vers le développement;
- (2) faire en sorte que le commerce devienne un élément important de la stratégie de développement des pays.

- La Banque a utilisé différents moyens afin d'atteindre ces objectifs: dissémination de travaux de recherche, participation à des discussions sur la politique globale, actions de plaidoyer, renforcement institutionnel, intégration du commerce dans les stratégies d'assistance aux pays

© G A

## Soutien de la Banque depuis 2001

### ❖ Activités de prêt

Au cours des quatre dernières années, les activités de prêt liées au commerce se sont accrues parallèlement à l'intérêt renouvelé de la Banque et de ses clients pour le commerce (Exercice 1996-2003: 2,4 milliards USD - Exercice 2004-2006: 3,8 milliards USD). Toutefois, le ciblage thématique des activités de prêt de la Banque sur le commerce est progressivement passé de la libéralisation à la facilitation:

1. *Facilitation institutionnelle*
2. *Financement privé*
3. *Facilitation au niveau des infrastructures physiques*
4. *Libéralisation*
5. *Financement public*
6. *Assistance technique en vue de l'accèsion à l'OMC et de la négociation.*

© G A



## Soutien de la Banque depuis 2001

❖ *Travaux analytiques*

- Depuis 2001, le Département de la recherche de la Banque a accru ses activités de recherche souvent en collaboration avec les milieux académiques.
- Toutefois, la Banque a éprouvé des difficultés pour faire le lien de ses opérations avec ses recherches.

© G A



## Approches actuelles de la Banque vis-à-vis du commerce international

❖ Participation de la Banque dans les discussions globales de politique et actions de plaidoyer

- *Les actions de plaidoyer ont été retenues comme un objectif de la Banque peu après la création, en 2002, du réseau « commerce » parmi les économistes de la Banque.*
- *Les instruments principaux que la Banque utilise dans ses actions de plaidoyer comprennent des documents de recherche, des éditoriaux émanant de la Direction de la Banque dans des média influents, des présentations par des membres de la Direction.*

© G A



## Approches actuelles de la Banque vis-à-vis du commerce international

❖ Renforcement des capacités dans le secteur du commerce

- *En raison de la complexité du processus de négociation sur le commerce, le renforcement des capacités dans ce domaine est devenu un élément important des discussions sur l'intégration des pays dans l'économie mondiale.*
- *Le renforcement par la Banque des capacités dans le secteur du commerce peut prendre des formes diverses telles que:*
  - (1) Des composantes de renforcement des capacités dans les programmes de prêt institutions.
  - (2) Le Cadre Intégré de l'Assistance Technique liée au Commerce (CI).
  - (3) Les formations offertes par l'Institut de la Banque mondiale.
  - (4) La gestion de la connaissance.

© G A

## Approches actuelles de la Banque vis-à-vis du commerce international

- ❖ **Conditionalité liée au commerce**
  - *La conditionnalité liée au commerce s'atténue.*
  - *Le ciblage de la conditionnalité de la Banque en matière de commerce dans les prêts à l'ajustement a évolué au cours du temps et selon les régions.*



© G. A.

## ANNEXE 4 — BIJLAGE 4

Diarama de M. Alzetta sur le rôle de la Banque Mondiale dans la « IMRD » —  
*Slide-show van de heer Alzetta over de rol van de Wereldbank in het « MDRI »*

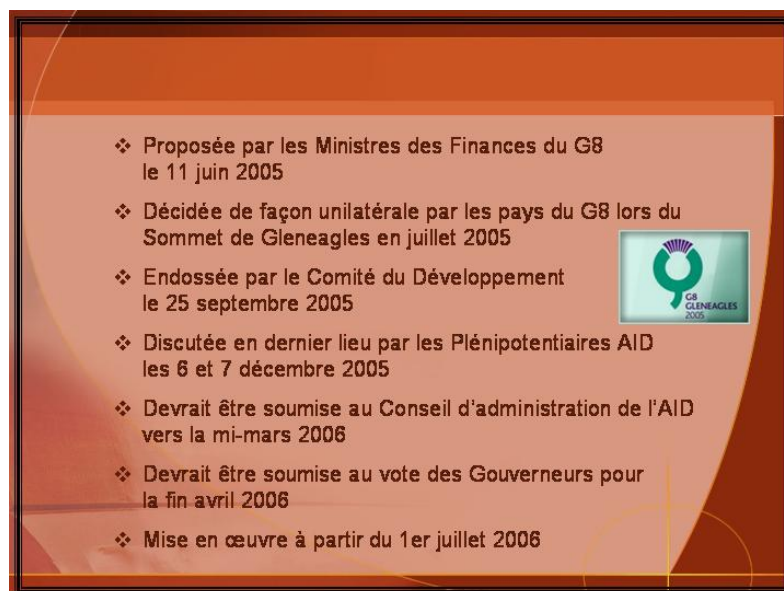


**Initiative Multilatérale de Remise  
de la Dette**


**Implications pour l'Association  
Internationale de Développement (AID)**

**Multilateral Debt relief Initiative  
(MDRI)**

The slide features a dark red background with a globe on the right side. The text is centered and presented in a white, bold, sans-serif font.



- ❖ Proposée par les Ministres des Finances du G8 le 11 juin 2005
- ❖ Décidée de façon unilatérale par les pays du G8 lors du Sommet de Gleneagles en juillet 2005
- ❖ Endossée par le Comité du Développement le 25 septembre 2005
- ❖ Discutée en dernier lieu par les Plénipotentiaires AID les 6 et 7 décembre 2005
- ❖ Devrait être soumise au Conseil d'administration de l'AID vers la mi-mars 2006
- ❖ Devrait être soumise au vote des Gouverneurs pour la fin avril 2006
- ❖ Mise en œuvre à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2006



The slide has a dark red background with a light-colored circular graphic on the left. The text is in a white, sans-serif font. A small logo for the G8 Gleneagles 2005 summit is located on the right side of the slide.

## Eligibilité et coût (minimum)

❖ Annulation totale et irrévocable de la dette des pays ayant atteint le point d'achèvement de l'Initiative PPTE

- 18 pays ayant déjà atteint le point d'achèvement 17,39 milliards DTS
- 10 pays ayant atteint le point de décision 4,09 milliards DTS
- 10 pays n'ayant pas encore atteint le point de décision 1,89 milliards DTS
- 4 pays clause d'extinction 1,43 milliards DTS

**TOTAL** 24,796 milliards DTS  
38,633 milliards USD

- 4 autres pays pourraient encore s'ajouter 6,75 milliards DTS

## Modalités

- ❖ Mise en œuvre au 1er juillet 2006
- ❖ Date butoir : 31 décembre 2003
- ❖ Assiette de l'annulation : ensemble de l'encours de la dette
- ❖ Pas de conditionalité autre que celle de PPTE mais monitoring de la gestion financière et budgétaire et de l'accumulation de dettes nouvelles
- ❖ Netting out



## Financement des coûts

- ❖ Compensés dans leur intégralité par les bailleurs de fonds AID sur une période allant jusqu'à 2044.
- ❖ Les contributions des donateurs sont basées sur la répartition de la charge dans le cadre de la 13ème reconstitution de l'AID (Belgique 1,55 % du total, coût total 457,56 millions EUR, peaks dépassant 20 millions EUR annuels entre 2022 et 2029, pour mémoire contributions annuelles AID13 et AID14 : 74 millions EUR)





## Risques

- ❖ Compensation adéquate sur le long terme
- ❖ Conviction des donateurs de l'efficacité de l'AID (lettre G8 du 23 septembre 2005)
- ❖ Viabilité financière et opérationnelle à long terme de AID si compensation inadéquate
- ❖ Additionalité – risque d'un double phénomène de substitution AID et APD
- ❖ Dérapages des bénéficiaires (irrévocabilité !)
- ❖ Impact développemental des remises de dette (comparaison avec ressources nouvelles orientées développement)
- ❖ Free riding et ré-endettement

## ANNEXE 5 — BIJLAGE 5

Diarama de M. Alzetta sur le rôle de la Banque Mondiale dans la relation  
du développement économique par rapport aux droits humains —  
*Slide-show van de heer Alzetta over de rol van de Wereldbank in het spanningsveld  
economische ontwikkeling versus mensenrechten*



Le Groupe de la Banque Mondiale,  
le Développement économique  
et les Droits humains

Gino P. Alzetta




➤ Tout développement est impossible sans une protection appropriée des Droits humains

Mais

➤ La protection des Droits humains doit être envisagée comme une partie intégrante du développement socioéconomique


La création de conditions permettant de défendre les Droits humains est en passe de devenir un objectif important du développement.

© GPA





---

- La mission de la Banque et ses activités ne s'expriment pas dans la terminologie des Droits humains
- Bien qu'elle ne puisse pas être tout pour tout le monde et bien que certains aspects relatifs aux Droits humains s'inscrivent en dehors du mandat de la Banque, cela ne signifie pas pour autant que la Banque n'est pas consciente de l'importance des Droits humains
- La pauvreté est le déni des Droits humains les plus élémentaires. En luttant contre la pauvreté et en responsabilisant les pauvres, la Banque crée les conditions pour que s'établissent les Droits humains





© G P A





---

- L'économie, en tant que discipline, et les Droits humains, en tant que principes normatifs ne sont pas en contradiction
- Pour chaque aspect "positif" de l'économie, il en existe un "normatif". Il en va de même pour les principes relatifs aux Droits humains.
- Il y a toutefois des divergences d'opinion entre économistes quant à la manière d'intégrer les Droits humains en fonction de l'optique dans laquelle on se place en économie et en fonction de la façon dont on conçoit les Droits humains.






© G P A




---

- Les principes des Droits humains définissent et établissent des démarcations importantes dans un certain nombre d'aspects normatifs du développement.
- La Banque a beaucoup évolué tant au niveau de l'adoption d'aspects normatifs du développement qu'au niveau de l'importance qu'elle leur donne : « ce qu'il conviendrait de réaliser » (p.ex. en matière de responsabilisation, de participation, de lutte contre la corruption).
- L'expérience montre que le plus grand violeur des Droits humains est la pauvreté et le rôle que joue la Banque dans la lutte contre la pauvreté est une contribution majeure à la protection de tous les droits.

© G P A




---

- Importance du développement humain
- Importance de méthodes appropriées
- Importance de l'efficacité du développement
- Importance des opérations




© GPA



---

- La création de richesses est cruciale pour la défense des Droits humains. C'est dans ce domaine que la Banque peut jouer un rôle fondamental.
- Les politiques sociales constituent un important véhicule. Elles créent un espace institutionnel et politique favorisant les synergies entre les principes des Droits humains et le développement économique qui se matérialisent dans un cercle vertueux d'interactions renforcées.



© GPA




---



**Quelques exemples d'actions menées par la Banque s'attaquant à des problèmes liés aux Droits humains**




© GPA





---

**DUDH article 25.1:** *"Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux..."*



Au cours de l'exercice 2003, la Banque a entrepris, avec ses partenaires et les pays bénéficiaires, de nombreuses actions visant à accélérer les progrès en matière de santé, de nutrition et de population liés aux Objectifs de Développement du Millénaire (ODM). Le montant total des engagements nouveaux de 1,6 milliard USD sous forme de nouveaux projets dans le secteur de la santé est le reflet d'un meilleur alignement de l'action de la Banque sur les ODM.

© G P A




---

**DUDH article 7:** *"Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. (...)"*

La Banque a accru sa capacité à aider les gouvernements à entreprendre des réformes du secteur judiciaire. Pour ce faire, elle a collaboré avec la société civile.

En 2003, la Banque a apporté son soutien à l'organisation d'une Conférence Pan-africaine sur la Loi, la Justice et le Développement au cours de laquelle des représentants de haut niveau de 41 pays d'Afrique francophone et anglophone, en ce compris des défenseurs des Droits humains, ont eu l'occasion de faire entendre leurs préoccupations et de partager leurs expériences dans les domaines légaux, de la justice et du développement



© G P A



---

Et davantage a été accompli...


Dans le domaine de l'accès aux services publics, du droit au travail, des conditions de travail, du concept d'un salaire égal pour un travail égal...



Le Département des Affaires externes et l'Institut de la Banque mondiale ont mis en place un dialogue institutionnel entre la Banque et le Bureau du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme qui a débouché sur plusieurs activités de suivi dans les domaines de la pauvreté, des DSRP, du genre et du droit au développement.

La SFI a décidé d'incorporer les droits humains dans ses procédures, ses méthodes et son processus de prise de décisions en matière d'investissement


© G P A



Davantage pourrait encore être accompli si...

Il convient toutefois

- De faire preuve de pragmatisme et de réalisme
- De renforcer la coopération avec d'autres institutions et d'autres parties prenantes (NU, OMT, donateurs bilatéraux, syndicats, ONGs, société civile, mouvements de défense des Droits humains) et de rechercher des synergies et des complémentarités
- D'identifier les aspects particuliers qui peuvent être développés et qui s'inscrivent le mieux dans le mandat de la Banque



© G P A



### Développements récents:



Le 1er mars 2004, l'ancien Président Wolfensohn est intervenu lors d'une conférence à New York qui a rassemblé des spécialistes et des défenseurs des Droits humains et des cadres supérieurs de la Banque. Il a déclaré que le dialogue qui s'est établi démontre une très grande communauté d'intérêt entre les parties... « When I came to the Bank, we were not allowed to mention the word 'corruption'. It was called the 'c' word. Well, maybe we need to mention the 'r' word which is 'rights' » a-t-il encore ajouté.



© G P A